

CONSEIL COMMUNAL DU 18 DÉCEMBRE 2023  
GEMEENTERAAD VAN 18 DECEMBER 2023REGISTRE  
REGISTER**Présents**  
**Aanwezig**

Jean Laurent, *Président/Voorzitter* ;  
Vincent De Wolf, *Bourgmestre/Burgemeester* ;  
Patrick Lenaers, Frank Van Bockstal, Aziz Es, Colette Njomgang, Maryam Matin Far, Caroline Joway, Pieterjan Vanden Boer, Alain Bonus, *Échevin(e)s/Schepenen* ;  
Eliane Paulissen, André du Bus, Françoise Carton de Wiart, Gisèle Mandaila, Arnaud Van Praet, Florence Pendeville, Anne Vandersande, Josianne Pardonge, Zacharia Moktar, Vincent Paul Louis Biauçe, Laure-Mélanie Defèche, Joanna Kaminska, Ethel Savelkoul, Lucien Rigaux, Jean-Luc Debroux, Louise-Marie Bataille, Thibault Deleixhe, Françoise Duvosquel, Adeline le Hardÿ de Beaulieu, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;  
Annick Petit, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

**Excusés**  
**Verontschuldigd**

Rachid Madrane, Virginie Taittinger, Audrey Petit, Emeline Houyoux, Robby Reynaert, Elien Sohier, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 20:20  
Opening van de zitting om 20:20

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING**Secrétariat - Secretariaat**18.12.2023/A/0001 **Procès-verbal de la séance du Conseil communal du 20.11.2023**

Le procès-verbal de la séance précitée, mis à disposition des membres du Conseil communal conformément aux dispositions de la Nouvelle loi communale et du Règlement d'ordre intérieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Proces-verbaal van de zitting van de Gemeenteraad van 20.11.2023**

Het proces-verbaal van de voormelde zitting, ter beschikking gesteld van de gemeenteraadsleden conform de bepalingen van de nieuwe gemeentewet en van het huishoudelijk reglement.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

**18.12.2023/A/0002 Conseil communal - Démission d'un conseiller communal - Virginie Taittinger - Prise d'acte.**

Le Conseil communal,

Vu le courrier électronique datée du 11 décembre 2023 de Madame Taittinger, conseillère communale dans lequel Madame Taittinger a annoncé son intention de démissionner de son mandat ;

Considérant que Madame Taittinger remet officiellement sa lettre de démission lors de la séance du Conseil communal de ce 18 décembre 2023 ;

PREND ACTE de la démission de Madame Taittinger.

Le Conseil prend acte.

---

**Gemeenteraad - Ontslag van een gemeenteraadslid - Virginie Taittinger - Akteneming**

De gemeenteraad,

gelet op de e-mail van 11 december 2023 van mevrouw Taittinger, gemeenteraadslid, waarin mevrouw Taittinger haar voornemen aankondigt om ontslag te nemen uit haar mandaat;

overwegende dat mevrouw Taittinger haar ontslagbrief officieel overhandigt tijdens de gemeenteraadzitting van 18 december 2023;

NEEMT AKTE van het ontslag van mevrouw Taittinger.

De raad neemt akte.

---

18.12.2023/A/0003 **Délégations et mandats - Vivaqua - Remplacement (Ethel Savelkoul)**

Le Conseil communal,

Vu l'article 120 § 2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la délibération du conseil communal du 14.02.2019 désignant Madame Virginie TAITTINGER en qualité de représentant aux assemblées générales de VIVAQUA mais également en qualité de candidat administrateur au sein de VIVAQUA ;

Considérant qu'il convient de remplacer Madame Virginie TAITTINGER, suite à sa démission, en sa qualité de représentante de la commune aux assemblées générales mais également en qualité de candidat administrateur au sein de VIVAQUA ;

Considérant que Madame Ethel SAVELKOUL est proposée pour la remplacer ;

DESIGNE Madame Ethel SAVELKOUL comme représentante de la commune aux assemblées générales de VIVAQUA et candidate administrateur en remplacement de Virginie TAITTINGER ;

Cette désignation vaut jusqu'à son remplacement par le conseil communal issu de la prochaine législature.

Le point est reporté.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Delegaties en mandaten – Vivaqua - Vervanging (Ethel Savelkoul)**

De gemeenteraad,

gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 14.02.2019 tot benoeming van mevrouw Virginie TAITTINGER als vertegenwoordigster in de algemene vergaderingen van VIVAQUA maar ook als kandidaat-bestuurster binnen VIVAQUA;

overwegende dat het aangewezen is om mevrouw Virginie TAITTINGER te vervangen, naar aanleiding van haar ontslag, als vertegenwoordigster in de algemene vergaderingen van VIVA maar ook als kandidaat-bestuurster binnen VIVAQUA;

overwegende dat mevrouw Ethel SAVELKOUL wordt voorgesteld om haar te vervangen;

BENOEMT mevrouw Ethel SAVELKOUL als vertegenwoordigster van de gemeente in de algemene vergaderingen van VIVAQUA en als kandidaat-bestuurster ter vervanging van Virginie TAITTINGER.

Die benoeming geldt tot haar vervanging door de gemeenteraad van de volgende legislatuur.

Het punt wordt verdaagd.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

### **18.12.2023/A/0004 Log'Iris - Modification des statuts - Prise d'acte.**

Le Conseil communal,

Vu la loi du 24.03.2019 introduisant le Code des sociétés et des associations (...) (C.S.A.);

Considérant qu'une mise en conformité des statuts des sociétés, associations et fondations devait être réalisée, afin de répondre aux nouvelles dispositions légales ;

Considérant que la s.a. Log'Iris a adopté de nouveaux statuts ;

Considérant qu'au vu de l'implication communale dans cette société, il convient que le Conseil communal en prenne acte ;

Décide de prendre acte des statuts tel que repris ci-après :

## **LOG'IRIS**

### **Société civile à forme de société anonyme**

Etterbeek (1040 Bruxelles), 1 Promenade Hippolyte Rolin

Registre des Personnes Morales (francophone) de Bruxelles,

Numéro d'entreprise 0403.357.375

Assujettie à la T.V.A.

Liste des dates de publication dressée conformément à

l'article 75, 2° du Code des sociétés

### CONSTITUTION

Société constituée suivant acte en date du treize août mille neuf cent vingt, publié aux Annexes du Moniteur belge.

### MODIFICATIONS DES STATUTS

Statuts modifiés à plusieurs reprises suivant procès-verbal dressé par Maître Damien Collon, Notaire, à Etterbeek, le trente-et-un mai deux mille un, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt juin suivant sous le numéro 20010620-349 ;

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le vingt-et-un mai deux mille sept, publié aux Annexes du Moniteur belge du

quatorze juin suivant sous le numéro 07084640 ;

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le vingt-quatre mars deux mille dix, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-huit avril suivant sous le numéro 10061316 ;

Statuts modifiés suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le dix-sept décembre deux mille quinze, publié aux Annexes du Moniteur belge du vingt-cinq janvier deux mille seize sous le numéro 16012541 ;

Statuts modifiés pour la dernière fois suivant procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, le onze décembre deux mille dix-sept en voie de publication aux Annexes du Moniteur belge.

Liste arrêtée après la rédaction du texte des statuts coordonnés, suite au procès-verbal dressé par Maître Sophie Maquet, Notaire associé à Bruxelles, en date du onze décembre deux mille dix-sept.

---

**STATUTS COORDONNES AU 13 DECEMBRE 2023**

**TITRE I. - DENOMINATION - FORME - SIEGES - DUREE -  
OBJET.**

**Article 1. - Dénomination.**

La société est dénommée "LOG'IRIS".

Elle succède en droit à la société anonyme "Le Foyer Etterbeekois" ayant fusionné, par absorption, avec la société anonyme "Le Foyer Koekelbergeois".

#### Article 2. - Forme.

La société revêt la forme d'une société anonyme.

Dans tous les actes, factures, annonces, publications, lettres et autres documents sur papier, ainsi que dans tous les documents sous forme électronique et sur les sites internet émanant de la société, sa dénomination est immédiatement précédée ou suivie de l'expression "société anonyme" ou de l'expression "SA", le tout étant suivi de l'indication précise du siège, suivi du numéro de la société au registre des personnes morales, de l'abréviation RPM et de l'indication du tribunal dans le ressort territorial duquel la société a son siège, le cas échéant, l'adresse électronique de la société et son site internet.

#### Article 3. - Sièges.

Le siège de la société est établi en Région Bruxelles-Capitale.

Il est établi à Etterbeek (1040 Bruxelles), 1 Promenade Hippolyte Rolin.

Il peut être transféré en tout autre endroit de la Région de Bruxelles-Capitale par simple décision du Conseil d'administration. L'avis de changement de siège social est publié aux Annexes du Moniteur belge.

La société peut établir en tout endroit de la Région de Bruxelles-Capitale, sur simple décision du Conseil d'administration, des sièges administratifs et des sièges d'exploitation.

#### Article 4. - Durée.

La société est constituée pour une durée illimitée.

Article 5. - Objet.

La société a pour objet principal l'exécution des missions dévolues aux sociétés immobilières de service public par le Code bruxellois du Logement.

Elle agit, sans préjudice de l'accord préalable de la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (S.L.R.B.) dès lors que la législation ou la réglementation en vigueur le requiert, dans le cadre des missions suivantes :

- a) L'attribution, la mise en location et la gestion de logements sociaux, modérés et/ou moyens, comme de surfaces commerciales, artisanales, communautaires ou de services ;
- b) L'acquisition ou la prise à bail, notamment emphytéotique, de terrains, d'immeubles ou de parties d'immeubles, destinés à la construction, la rénovation, la mise en location et/ou la gestion de logements sociaux, modérés et/ou moyens, comme de surfaces commerciales, artisanales, communautaires ou de services, d'espaces collectifs et de jardins ;
- c) L'expropriation d'immeubles pour cause d'utilité publique ;
- d) La vente de terrains ou d'immeubles ;
- e) L'exécution de tous travaux dont, notamment, ceux visant l'équipement en voirie, les égouts, l'éclairage public, la distribution d'eau, ainsi que l'aménagement des abords communs des logements, y compris les trottoirs ;
- f) L'accompagnement social des locataires ;
- g) L'organisation des relations avec et entre les locataires par des actions d'information, de sensibilisation et de participation de ceux-ci ;
- h) La conclusion de conventions de partenariat avec des acteurs de terrain, dans les domaines sociaux, culturels ou sportifs ;
- i) La conclusion de conventions d'occupation précaire ;
- j) La conclusion de conventions d'emprunt ou de partenariat financier en vue de permettre le développement de son offre de logements ;
- k) La réalisation de toutes les opérations se rapportant directement ou indirectement, en tout ou en partie à son objet social ou qui serait de nature à en faciliter la réalisation.

## Article 6. - Réalisation de l'objet.

La société s'engage à réaliser son objet dans le respect de la législation et de la réglementation bruxelloise relative au logement social, d'une part, et des conditions de l'agrément délivré par la S.L.R.B., d'autre part.

Dans ce cadre, elle s'engage, en outre, à :

- a) Transmettre à la S.L.R.B., une fois par an, ou sur toute réquisition, les éléments suivants : un état comptable résumé et certifié exact par le Conseil d'administration, les comptes annuels, le procès-verbal de toute Assemblée générale, ainsi que tous autres documents qui seraient jugés utiles pour la vérification de la comptabilité ;
- b) Permettre le contrôle de la gestion journalière ainsi que l'inspection des immeubles acquis ou construits à l'intervention de la société ou en voie de construction ;
- c) Maintenir son encaisse en dessous d'une somme fixée par la S.L.R.B. et à verser aux comptes de celle-ci le surplus éventuel ;
- d) Demander, si elle le juge nécessaire, à ses employés chargés d'un maniement de fonds une caution ou toute autre garantie suffisante ;
- e) Ne pas tolérer l'établissement d'un débit de boissons dans les immeubles qu'elle donne en location et, à cet effet, faire mentionner expressément dans tous actes y relatifs qu'il est interdit d'y affecter, en tout ou en partie, un débit de boissons ;
- f) Soumettre, à l'autorisation préalable de la S.L.R.B., tout usage d'un bien immobilier géré par elle à une autre fin que le logement social, modéré ou moyen ;
- g) Limiter tout dividende attribué aux actionnaires sur les sommes versées au taux admis par la S.L.R.B., lequel, à la date de la dernière modification des statuts, est fixé à quatre pour cent (4%) de la partie libérée des actions qu'ils ont souscrites ;
- h) Respecter scrupuleusement les instructions de toute nature ayant pour but de déterminer notamment les conditions relatives à la salubrité, à l'inspection, à la jouissance personnelle des immeubles acquis ou construits à l'intervention de la société et aux précautions à prendre contre la spéculation ;
- i) Soumettre à l'approbation préalable de la S.L.R.B. tout projet de modification des statuts, ainsi que tous projets de transfert d'actions non libérées et d'augmentation du capital ;
- j) Donner immédiatement avis à la S.L.R.B. de tout versement qui serait effectué en libération partielle ou totale d'actions non libérées.



A défaut d'avoir conclu avec la S.L.R.B. un contrat de gestion, la société se conforme au règlement, établi par la S.L.R.B., régissant les matières prévues par le Code bruxellois du Logement.

Dans le cadre de la réalisation de ces missions de service public, la société veille au respect des principes d'égalité de traitement et de non-discrimination, tels qu'inscrits dans le Code bruxellois du Logement. Elle veille, également, au respect du principe de neutralité politique, philosophique et religieuse que requiert l'exercice de missions de service public.

## **TITRE II. - CAPITAL - ACTIONS.**

### **Article 7. - Capital**

Le capital est de cent trente-deux mille six cent trente-et-un euros et septante-neuf centimes (132.631,79 €).

### **Article 8. - Actions.**

Le capital est représenté par quatre-vingt-neuf mille soixante-huit (89.068) actions sans mention de valeur nominale.

Les actions sont souscrites comme suit : Commune d'Etterbeek (31.534) ; Commune de Koekelberg (24.934) ; Région de Bruxelles-Capitale (12.372) ; CPAS d'Etterbeek (2.400) ; CPAS de Koekelberg (520) ; autres souscripteurs (17.308).

### **Article 9. - Catégories d'actions.**

Les actions sont réparties entre les huit catégories suivantes :

- A.1. : actions détenues par la Commune d'Etterbeek ;

- A.2. : actions détenues par le CPAS d'Etterbeek ;
- A.3. : actions détenues par les actionnaires privés de la société avant le trente-et-un décembre deux mille dix-sept ;
- B.1. : actions détenues par la Commune de Koekelberg ;
- B.2. : actions détenues par le CPAS de Koekelberg ;
- B.3. : actions détenues par les actionnaires privés de l'ancienne société "Le Foyer Koekelbergeois" au jour de son absorption ;
- C. : actions détenues par la Région de Bruxelles-Capitale ;
- D. : actions n'appartenant pas aux catégories précitées.

En cas de cession d'actions entre actionnaires de catégories différentes, lesdites actions rejoignent la catégorie de l'actionnaire acquéreur.

#### Article 10. - Nature.

Les actions sont nominatives et portent un numéro d'ordre.

Elles sont indivisibles. S'il y a plusieurs propriétaires d'une action, la société a le droit de suspendre l'exercice des droits y afférents, jusqu'à ce qu'une seule personne soit désignée comme étant, à son égard, propriétaire de l'action.

Elles sont insaisissables par les créanciers d'un actionnaire, sauf dans le cas de la dissolution et de la liquidation de la société.

#### Article 11. - Registre des actions .

Un registre des actions est tenu au siège.

Ce registre contiendra les mentions requises par l'article 7 : 29 du Code des sociétés et des associations.

Il contient à tout le moins : la désignation précise de chaque actionnaire et le nombre de titres lui appartenant ; l'indication des versements effectués ; les cessions ou transmissions de titres avec leur date, datées et signées par le cédant et le cessionnaire (ou, le cas échéant, par leur mandataire) en cas de cession entre vifs, par le Président et le bénéficiaire en cas de transmission pour cause de mort.

En cas de contradiction entre les statuts et le registre des actions, les statuts prévalent.

Le registre des actions peut être tenu sous la forme électronique. Dans ce cas, le Conseil d'administration déterminera les modalités permettant d'en assurer la conservation et l'intégrité dans le respect des législations applicables.

Chaque actionnaire peut consulter ledit registre.

Chaque actionnaire peut obtenir, à son nom, un certificat d'inscription, lequel mentionne le nombre de titres possédés dans la société. Il est signé par le Président ou son représentant.

#### Article 12. - Cession - Transmission.

Les actions ne peuvent, sous peine de nullité, être cédées entre vifs qu'avec l'agrément du Conseil d'administration qui statue, au plus tard, de manière motivée, dans les six mois qui suivent la demande d'agrément auprès du Conseil d'administration.

Aucun agrément n'est requis lorsque les actions sont cédées entre vifs ou transmises pour cause de mort à un autre actionnaire, à un conjoint ou à un parent en ligne directe.

Les cessions ou transmissions n'ont d'effet, vis-à-vis de la société, ou vis-à-vis des tiers, qu'à dater de leur inscription dans le registre par le Président ou de son représentant.

#### Article 13. - Droit de souscription préférentiel.

En cas d'augmentation de capital, par apports en espèces, les actionnaires disposeront d'un droit de souscription préférentiel proportionnel à la partie du capital que représentent leurs actions, conformément au Code des sociétés et associations.

Le délai et les modalités selon lesquelles ce droit de souscription pourra être exercé seront fixés par l'Assemblée générale, sans pouvoir être inférieur à quinze (15) jours à dater du jour de l'ouverture de la souscription.

L'ouverture de la souscription et son délai d'exercice sont annoncés par avis porté à la connaissance des actionnaires par lettre recommandée.

Les actions qui n'ont pas été souscrites conformément au présent article ne peuvent l'être que par les actionnaires ou par des personnes préalablement agréées par le Conseil

#### Article 14.

Le décès, l'interdiction, la faillite, la déconfiture d'un ou de plusieurs actionnaires ne pourront emporter la dissolution de la société.

Les héritiers ou les ayants droit d'un actionnaire ne pourront nullement requérir ni apposition des scellés ni inventaire des biens sociaux. Ils devront, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et bilans de la société.

Toute action pour sortir d'indivision est expressément déniée à tout actionnaire et à ses ayants droit.

#### Article 15.

Les actionnaires ne sont tenus que jusqu'à concurrence du montant de leur souscription.

### **TITRE III. - ADMINISTRATION - DIRECTION - CONTROLE.**

## CHAPITRE I. - CONSEIL D'ADMINISTRATION.

### Article 16. - Composition.

La société est administrée par un Conseil d'administration composé au moins du nombre minimum requis par la loi et est formé de quinze (15) administrateurs au plus.

L'Assemblée générale procède à leur nomination, sur proposition des actionnaires ci-après visés, pour un terme ne pouvant excéder six (6) ans. Elle peut les révoquer à tout moment. Les administrateurs sortants sont rééligibles.

Le Conseil d'administration est nécessairement composé comme suit :

- Six membres présentés par l'actionnaire de la catégorie A.1. ;
- Trois membres présentés par l'actionnaire de la catégorie A.2. ;
- Un membre appartenant aux actionnaires de la catégorie A.3. ;
- Deux membres présentés par l'actionnaire de la catégorie B.1. ;
- Un membre présenté par l'actionnaire de la catégorie B.2. ;
- Un membre appartenant aux actionnaires de la catégorie B.3. ;
- Un membre présenté par l'actionnaire de la catégorie C.

Tout administrateur désigné par une autorité publique et qui voit son mandat être révoqué, annulé ou retiré par celle-ci est, dès la notification de cette décision, révoqué de plein droit.

L'Assemblée générale procède, de même, à la nomination des membres avec voix consultative, en conformité aux dispositions du Code bruxellois du Logement. Ceux-ci disposent des mêmes droits et obligations que les administrateurs.

### Article 17. - Fonctions exécutives.

Le Conseil d'administration élit parmi ses membres : un Président parmi les administrateurs issus des catégories A.1. et A.2. ; un Administrateur-délégué parmi les administrateurs issus des catégories B.1. et B.2. ; deux Vice-présidents parmi les administrateurs issus des catégories A.1., A.2. ou A.3.

Ceux-ci sont élus, en ces titres et qualités, jusqu'au terme, au plus tard, de leur mandat d'administrateur. Le Président demeure en fonction aussi longtemps qu'étant administrateur, un autre Président n'aura pas été élu.

#### Article 18. - Vacance.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les administrateurs restants ont le droit d'y pourvoir provisoirement. L'administrateur ainsi désigné doit l'être dans le respect des dispositions de l'article 16, 3<sup>ième</sup> alinéa des présents statuts.

Dans ce cas, l'assemblée générale, lors de sa plus prochaine réunion, procède à l'élection du nouvel administrateur. L'administrateur ainsi nommé achève le terme de celui qu'il remplace.

#### Article 19. - Réunions.

Le Conseil d'administration se réunit aussi souvent que les intérêts de la société l'exigent, à l'initiative du Président ou de deux membres du Conseil de direction ou de cinq administrateurs.

Les convocations sont adressées aux administrateurs au moins huit (8) jours francs avant la réunion, sauf en cas d'urgence à motiver au procès-verbal de celle-ci. Ces convocations contiennent la date, le lieu, la forme, l'heure et l'ordre du jour de ladite réunion.

Aucun point étranger à l'ordre du jour précité ne peut être soumis à l'approbation des membres, sauf dans les cas d'urgence où le moindre retard pourrait causer préjudice à la société ou à son objet social. L'urgence est alors déclarée par deux tiers au moins des membres présents.

Les réunions sont menées par le Président. En cas d'empêchement, l'un des Vice-Présidents ou, à leur défaut, l'Administrateur-délégué le remplace.

Lors de ses réunions, le Conseil d'administration admet en son sein, de plein droit, le Délégué social désigné par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (S.L.R.B.). Il admet également, sauf décision contraire de ses membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et tout collaborateur que le Conseil d'administration souhaite entendre. Ceux-ci ne disposent d'aucun droit de vote.

#### Article 20. - Délibération - Quorum - Majorités.

Le Conseil d'administration ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents ou représentés, sauf les cas d'impérieuse nécessité expressément mentionnés dans la convocation. Dans ce dernier cas, il sera fait rapport spécial à la prochaine réunion du Conseil d'administration sur les délibérations adoptées.

Si le quorum n'est pas atteint, une nouvelle réunion peut être convoquée avec le même ordre du jour. Lors de celle-ci, les membres délibèrent valablement pour autant qu'au moins cinq administrateurs soient présents.

Sous réserve de ce qui suit, les décisions du Conseil d'administration sont adoptées à la majorité des voix.

Pour autant, une majorité spéciale des voix, en ce qu'elle requiert nécessairement, outre la majorité des voix, le vote favorable de l'Administrateur-délégué ou de deux administrateurs issus des catégories B.1. et B.2., est nécessaire pour les décisions suivantes :

- a) Approbation du Plan stratégique de la société et de ses actualisations ;
- b) Approbation des investissements majeurs réalisés sur fonds propres de la société dès lors qu'ils dépassent les montants fixés à l'article 90 de l'Arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;
- c) Approbation des projets et de leur ordre de priorité présentés dans le cadre de programmes d'investissements initiés par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitales ;

- d) Approbation des budgets annuels ;
- e) Proposition de modification des statuts ayant une influence sur les droits particuliers attachés aux catégories de parts sociales ;
- f) Recrutement ou licenciement, autre que pour motif grave, d'un directeur général, d'un directeur général adjoint, d'un chef de département ou d'un chef de service ;
- g) Approbation ou modification du Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration et du Conseil de direction.

Si, lors d'une réunion du Conseil d'administration, valablement composé, un ou plusieurs membres ou leurs mandataires s'abstiennent de voter, les décisions seront valablement prises à la majorité des voix des autres membres présents ou représentés, sans préjudice des votes à majorité spéciale.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

#### Article 21. - Représentation des membres absents.

En cas d'empêchement, chaque administrateur peut donner procuration à un autre administrateur, qui l'accepte, pour le représenter à une réunion du Conseil d'administration et y voter en son lieu et place, sur tout ou partie de l'ordre du jour.

La procuration est faite par écrit, le cas échéant par courrier électronique, et est jointe au registre des présences.

Aucun administrateur ne peut être porteur de plus d'une procuration.

En cas d'absence non motivée d'un administrateur à 5 réunions consécutives, le Conseil d'administration peut soumettre une proposition de révocation de cet administrateur à l'Assemblée générale.

Si cet administrateur représente les parts d'un pouvoir public, le Conseil d'administration peut lui signaler la situation. Ce dernier examinera la situation et le cas échéant, décidera de procéder à son remplacement.



## Article 22. - Pouvoirs.

Le Conseil d'administration a le pouvoir d'accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet de la société, à l'exception des actes réservés expressément, par la loi ou les présents statuts, à l'Assemblée générale. Il délibère, transige et statue sur ceux-ci.

Il est chargé de surveiller le Conseil de direction.

Sauf délégation expresse ou urgence, le Conseil d'administration statue nécessairement sur les questions suivantes, après autorisation préalable de la S.L.R.B. lorsque celle-ci est requise :

- a) Les opérations immobilières et, notamment, tout contrat d'acquisition, de vente, d'échange, de bail emphytéotique, d'emprunt hypothécaire ou autre ;
- b) L'approbation des programmes quadriennaux d'investissement, des opérations de construction et de rénovation, des plans de maintenance de tout ou partie du patrimoine et, dans ce cadre, l'approbation des actes relatifs aux procédures en marchés publics impliquant une procédure formalisée, sauf la possibilité pour le Conseil de direction d'approuver, seul, les cahiers spéciaux des charges en matière de procédure négociée sans publicité préalable ;
- c) L'élaboration des orientations stratégiques de la société ;
- d) L'approbation des budgets annuels ;
- e) La définition de l'emploi des fonds disponibles et, dans ce cadre, l'approbation de l'affectation de l'Allocation régionale de solidarité (A.R.S.) et des soldes restants aux lignes de crédit de la S.L.R.B., l'approbation des demandes de financement pour travaux urgents ;
- f) La définition des pouvoirs aux comptes et des pouvoirs d'engagement financier de la société ;
- g) L'autorisation d'ester en justice, sans préjudice de la faculté pour le Conseil de direction de représenter la société soit en demandant, soit en défendant, dans toute instance judiciaire, dans le cadre de tout recours administratif organisé et devant le Conseil d'Etat ; il peut interjeter appel ; il peut poursuivre toutes saisies mobilières et immobilières jusqu'à leur entière exécution ;
- h) L'approbation des conventions auxquelles la société est partie ;
- i) La gestion des ressources humaines et, dans ce cadre, les décisions relatives à l'engagement de collaborateurs, à la fixation de leur traitement et, le cas échéant, à leur licenciement ;
- j) La définition des services offerts aux locataires de la société ;
- k) Les décisions rendues dans le cadre de l'article 76 du Code bruxellois du Logement ;
- l) La modification du Règlement d'ordre intérieur de la société.

### Article 23. - Pouvoirs exceptionnels.

Le Président peut agir seul aux fins du licenciement pour faute grave d'un collaborateur. Il en informe, à sa plus proche réunion, le Conseil d'administration. En cas d'empêchement, il peut être subrogé par deux membres du Conseil de direction.

Exceptionnellement, deux administrateurs peuvent poser un acte engageant la société vis-à-vis de tiers sans qu'une décision préalable ait été prise par le Conseil d'administration à ce sujet. Dans ce cas, ils agissent sous leur responsabilité personnelle. Ils sont tenus de soumettre cet acte, dans les huit (8) jours, à la ratification du Conseil d'administration.

### Article 24. - Délégations.

Dans la limite des présents statuts et sans que cette délégation ne puisse porter sur la politique générale ou sur l'ensemble des actes réservés au Conseil d'administration en vertu de la loi, le Conseil d'administration délègue au Conseil de direction la gestion journalière de la société, la préparation et l'exécution de ses décisions.

Le Conseil d'administration peut déléguer au Conseil de direction, de manière expresse, le soin de traiter toute question particulière. En ce cas, le Conseil de direction rend compte de ses décisions.

De même, le Conseil d'administration peut déléguer à une ou plusieurs personnes, agissant seules ou de manière conjointe, choisie ou non en son sein, et en tout temps révocable, des missions de gestion journalière ou des pouvoirs spéciaux et déterminés.

Toute décision du Conseil d'administration de déléguer au Conseil de direction le soin de statuer sur une question qui lui est normalement réservée doit être motivée au regard des intérêts de la société. De même, toute décision du Conseil de direction d'agir en lieu et place du Conseil d'administration sur une question qui est normalement réservée à celui-ci doit être motivée au regard des intérêts de la société et revêtir un caractère d'urgence qui ne saurait attendre la réunion du Conseil d'administration. En tous les cas, la décision du Conseil de direction sera portée à la connaissance du Conseil d'administration lors de sa plus proche réunion.

## Article 25. - Représentation.

La représentation de la société, en tous ses actes, même judiciaires, est valablement et de plein droit assurée par le Président et le Directeur général, agissant conjointement. En cas d'urgence, ceux-ci sont habilités à agir seuls. En cas d'empêchement du Président, il est valablement subrogé par l'un des Vice-présidents ou par l'Administrateur-délégué. En cas d'empêchement du Directeur général, il est valablement subrogé par le Directeur général adjoint.

La société est valablement représentée, pour tout ce qui relève de la gestion journalière, soit par l'Administrateur-délégué, soit par le Directeur général, soit par le Directeur général adjoint, lesquels peuvent agir seuls.

Les représentants précités de la société n'auront à justifier vis-à-vis de tiers que de leur nomination dans leur fonction.

La société est, en outre, valablement représentée par des mandataires spéciaux dans les limites du mandat qui leur a été confié par le Conseil d'administration ou par le Conseil de direction.

## Article 26. - Obligations des membres et participants.

Tout administrateur qui a, même indirectement, un intérêt personnel, favorable ou défavorable, à l'égard d'une décision ou d'une opération inscrite à l'ordre du jour du Conseil d'administration doit le communiquer aux autres administrateurs dès l'entame des discussions sur ce point. En ce cas, il ne peut assister aux délibérations, ni prendre part au vote. Le procès-verbal reprend les raisons du conflit d'intérêt. Il en est de même pour tout administrateur qui, en raison des fonctions ou des mandats qu'il occupe, se retrouve en situation de conflit d'intérêt.

Les administrateurs s'engagent à traiter les informations qui leur sont communiquées dans le cadre de l'exercice de leur mandat ou auxquelles ils ont accès en raison de leur mandat conformément à leur obligation de discrétion.

Les délibérations de personne, qu'il s'agisse de locataires, de candidats ou de

collaborateurs, doivent faire l'objet d'un traitement dans le respect des dispositions légales et réglementaires relatives aux données à caractère personnel et à la vie privée. Le Conseil d'administration peut toujours adopter, éventuellement sur proposition du Président, une résolution précisant que tel ou tel sujet est confidentiel. Pour autant, le fait que le Conseil d'administration adopte une telle résolution n'empêche pas le délégué social de faire rapport sur ce sujet à la S.L.R.B. dans le cadre des missions qui lui sont dévolues par le Code bruxellois du Logement.

Les obligations précitées pèsent également sur tout participant aux réunions du Conseil d'administration.

Les administrateurs s'efforcent d'obtenir dans les délais appropriés les éléments qu'ils estiment indispensables à leur information pour délibérer au sein du Conseil d'administration en toute connaissance de cause.

#### Article 27. - Défraiement.

Il peut être alloué aux administrateurs et aux membres avec voix consultative, désignés conformément aux dispositions du Code bruxellois du Logement, un jeton de présence sur base d'un registre de présences signé par ceux-ci.

Les montants des jetons de présence sont fixés, conformément aux dispositions réglementaires et aux prescriptions de la S.L.R.B., par l'Assemblée générale.

L'Assemblée générale peut décider que les montants des jetons de présence seront indexés dans les conditions et limites fixées par la réglementation régionale en vigueur.

Le Conseil d'administration peut octroyer au Président, au Vice-Président, des avantages en nature et des frais de représentation dans les conditions et limites fixées par la réglementation régionale en vigueur.

Le Conseil d'administration peut, enfin, octroyer des outils de travail aux administrateurs dans les conditions et limites fixées par la réglementation régionale en vigueur.

Le registre de présences est consultable par tout administrateur. Il est spécialement approuvé, une fois par an, par l'Assemblée générale.

#### Article 28. - Procès-verbaux.

Tout administrateur ou tout participant à une réunion dudit conseil peut toujours faire acter, au procès-verbal de la séance auquel il prend part, ses propos, remarques, réserves ou objections.

Les procès-verbaux, tels qu'approuvés par le Conseil d'administration, sont consignés dans un registre spécial conservé au siège. Ils sont signés par le Président et l'Administrateur-délégué et les administrateurs qui le souhaitent.

Les copies ou extraits de procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par deux administrateurs ayant le pouvoir de représentation.

#### Article 29. - Organisation des travaux.

Sans préjudice des présents statuts, le Conseil d'administration peut fixer modalités de convocation, de fonctionnement et de délibération de ses réunions dans un Règlement d'ordre intérieur.

#### Article 30. - Procédure de conciliation.

Lorsque la majorité spéciale ne peut être réunie sur une question, le Président dispose d'un délai de sept (7) jours pour tenter de concilier les points de vue. Il peut associer à ses démarches toute personne susceptible de faciliter sa mission dont le Délégué social désigné au sein de la société.

A l'expiration de ce délai, le Président réunit le Conseil d'administration lequel se prononce sur la même question après avoir entendu son rapport.

Si la majorité spéciale ne peut être réunie lors de cette seconde réunion du Conseil d'administration, le Président saisit le Comité d'arbitrage constitué des actionnaires A.1. et B.1. ou de leur représentant, du Président et de l'Administrateur-délégué. Le Comité d'arbitrage dispose d'un délai de quinze (15) jours pour remettre un avis écrit au Conseil d'administration.

A l'expiration de ce délai, le Président réunit le Conseil d'administration lequel se prononce sur la même question après avoir entendu l'avis du Comité d'arbitrage. Il se prononce alors, de manière dûment motivée, à la majorité simple des voix.

## CHAPITRE II. - CONSEIL DE DIRECTION.

### Article 31. - Composition.

Le Conseil de direction est composé de six membres au plus :

- Le Président ;
- L'Administrateur-délégué ;
- Les deux Vice-présidents ;
- Un administrateur désigné, par le Conseil d'administration, parmi les administrateurs issus des catégories A.1., A.2. et A.3. ;
- Un administrateur désigné, par le Conseil d'administration, parmi les administrateurs issus des catégories B.1., B.2. et B.3.

Lors de ses réunions, le Conseil de direction admet en son sein, de plein droit, le Délégué social désigné par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale (S.L.R.B.). Il admet également, sauf décision contraire de ses membres, le Directeur général, le Directeur général adjoint et tout collaborateur que le Conseil de direction souhaite entendre.

### Article 32. - Compétences.

Le Conseil de direction exerce les compétences ou les questions qui lui sont déléguées par le Conseil d'administration. Il prépare, en outre, et exécute, au besoin, les décisions de celui-ci. Il agit toujours, à l'égard des tiers, au nom et pour le compte du Conseil d'administration.

Lorsqu'une question revêt un caractère d'urgence, qui ne saurait attendre la réunion du Conseil d'administration, le Conseil de direction peut, de manière motivée, agir d'initiative en toute matière. En ce cas, il fait nécessairement rapport à la prochaine réunion du Conseil d'administration sur les délibérations adoptées. Toute décision du Conseil de direction sur une question normalement réservée au Conseil d'administration sera portée à la connaissance de celui-ci lors de sa plus proche réunion.

### Article 33. - Réunions.

Les réunions sont menées par le Président. En cas d'empêchement, l'un des Vice-Présidents ou, à leur défaut, l'Administrateur-délégué le remplace

### Article 34. - Délibération - Quorum - Majorité.

Le Conseil de direction ne peut valablement délibérer que si la moitié au moins de ses membres sont présents. Si le quorum n'est pas atteint, la réunion est ajournée.

Le Conseil de direction agit de manière collégiale. Il répond de sa gestion et de ses décisions devant le Conseil d'administration.

En cas de désaccord en son sein, la question est portée devant le Conseil d'administration. Si la question revêt un caractère d'urgence, qui ne saurait attendre la réunion du Conseil d'administration, le Président peut solliciter un vote. En cas d'égalité, sa voix est prépondérante.

### Article 35. - Procès-verbaux.

Les décisions du Conseil de direction sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et l'Administrateur-délégué.

Les procès-verbaux, tels qu'approuvés par le Conseil de direction, sont consignés dans un registre spécial conservé au siège.

Ce registre est consultable par tout administrateur.

Les copies ou extraits de procès-verbaux, à produire en justice ou ailleurs, sont signés par le Président ou par deux administrateurs.

#### Article 36. - Organisation des travaux.

Sans préjudice des présents statuts, le Conseil d'administration peut fixer modalités de convocation, de fonctionnement et de délibération du Conseil de direction dans un Règlement d'ordre intérieur.

### CHAPITRE III. - DIRECTION GENERALE.

#### Article 37. - Mission.

Sans préjudice des compétences réservées aux organes de la société, et dans les limites fixées, le cas échéant, par le Conseil d'administration, le Directeur général veille à la gestion journalière de la société.

A cet égard, il peut agir seul.

La gestion journalière de la société comprend les actes et les décisions qui n'excèdent pas les besoins de la vie quotidienne de la société et les actes et les



décisions qui, soit en raison de leur intérêt mineur qu'ils représentent, soit en raison de leur caractère urgent, ne justifient pas l'intervention du Conseil d'administration ou du Conseil de direction.

Le Directeur général associe le Directeur général adjoint. Ensemble, ils se répartissent la charge de travail, coordonnent et supervisent les services de la société. L'un et l'autre peut déléguer, à un ou plusieurs collaborateurs, des tâches ou des pouvoirs déterminés.

Tout collaborateur, en ce compris le Directeur général et son adjoint, ne peut engager la société que dans les limites des pouvoirs qui leurs ont été confiés et dans les limites des seuils fixés par le Conseil d'administration.

#### CHAPITRE IV. - CONTROLE.

##### Article 38. - Commissaire.

Le contrôle de la situation financière, des comptes annuels, des opérations et de leur régularité, au regard du Code des sociétés et associations, du Code bruxellois du Logement et des présents statuts, est confié à un Commissaire nommé par l'Assemblée générale et choisis parmi les membres, personnes physiques ou morales, de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises, sur proposition du Conseil d'administration.

Le Commissaire est nommé pour un terme de trois (3) ans, renouvelable. Il ne peut être révoqué par l'Assemblée générale que pour juste motif et suivant les modalités prévues par le Code des sociétés et associations.

L'Assemblée générale fixe les émoluments du Commissaire dans le respect des normes de révision établies par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Ces émoluments consistent en une somme fixe, établie au début du mandat. Ils ne peuvent être modifiés que du consentement des parties.

### Article 39. - Délégué social.

La S.L.R.B. désigne et rémunère un Délégué social auprès de la société. Celui-ci assiste, de droit, aux réunions du Conseil d'administration et du Conseil de direction de la société.

Ses missions et prérogatives sont définies par le Code bruxellois du Logement.

En outre, si la société refuse de se prononcer ou adopte une décision contraire aux missions de la S.I.S.P. ou à l'intérêt général, le délégué social, dès qu'il en est informé, dispose d'un délai de quatre jours ouvrables pour introduire un recours auprès de la SLRB et lui proposer une décision motivée.

## **TITRE IV. - ASSEMBLEE GENERALE.**

### Article 40. - Composition.

L'Assemblée générale représente tous les actionnaires.

### Article 41. - Pouvoirs.

Régulièrement constituée, elle dispose des pouvoirs les plus étendus pour faire ou ratifier les actes qui intéressent la société. Les décisions régulièrement adoptées par elle sont obligatoires pour tous les actionnaires, en ce compris pour les absents et les dissidents.

### Article 42. - Assemblée générale ordinaire.

L'Assemblée générale ordinaire se tient, de droit, le DERNIER MERCREDI du mois de MAI à QUINZE (15) HEURES.

Elle entend le rapport de gestion du Conseil d'administration et le

rapport du Commissaire, discute les comptes annuels, les approuve et se prononce sur l'affectation du résultat.

Elle donne décharge, par un vote spécial, aux administrateurs et au Commissaire, procède à la nomination des administrateurs et, s'il y a lieu, du Commissaire. Cette décharge n'est valable que lorsque la situation réelle de la société n'a pas été entachée par une quelconque omission ou indication fautive dans les comptes annuels.

Elle prend toute décision sur les points inscrits à son ordre du jour.

#### Article 43. - Assemblée générale extraordinaire.

Une Assemblée générale extraordinaire pourra être convoquée, par le Conseil d'administration, à tout moment et chaque fois que l'intérêt social l'exige, pour délibérer et prendre des résolutions sur tous les points relevant de sa compétence.

Le Conseil d'administration devra convoquer celle-ci si un ou plusieurs actionnaires représentant, seul ou ensemble, un cinquième du capital de la société en font la demande. Cette demande doit être adressée au Président du Conseil d'administration et préciser les questions à porter à l'ordre du jour de la réunion.

Les actionnaires qui font usage de leur droit légal de mettre des sujets à traiter à l'ordre du jour de l'Assemblée générale doivent intégrer dans leur demande le texte des sujets à traiter et les propositions de décision y afférentes. Les actionnaires qui font usage de leur droit légal de formuler des propositions de décision concernant des sujets à traiter inscrits à l'ordre du jour doivent intégrer dans leur demande le texte des propositions de décision.

Le Commissaire peut toujours convoquer celle-ci.

#### Article 44. - Lieu.

L'Assemblée générale se tient au siège ou en tout autre endroit désigné dans les convocations.

#### Article 45. - Convocation - Forme.

Les convocations sont faites conformément aux dispositions du Code des sociétés et associations.

Elles sont adressées quinze (15) jours avant date de la réunion, par lettre recommandée ou par lettre ordinaire contre accusé de réception, en nom propre, à tous les actionnaires, aux administrateurs et, s'il échet, au Commissaire. Elles contiennent la date et l'heure de la réunion, de même que l'ordre du jour avec l'indication des sujets qui seront traités lors de celle-ci.

Les convocations pourront être adressées par tout autre moyen de communication, notamment par email, à tout actionnaire ou à tout administrateur qui en fait, individuellement et expressément, la demande écrite auprès du Président du Conseil d'administration.

Il est, dans le même délai, porté à la connaissance S.L.R.B., la date et l'ordre du jour de la réunion. Celle-ci peut toujours se faire représenter par un délégué, lequel siège alors avec voix consultative.

#### Article 46. - Conditions d'admission.

Afin d'être admis à l'Assemblée générale, les actionnaires devront pouvoir démontrer leur identité. Les représentants des actionnaires, personnes morales, devront présenter les documents prouvant leur qualité de mandataire et ce, au plus tard avant le début de la réunion.

Sauf décision contraire du Bureau de l'assemblée, l'Assemblée générale admet en son sein le Directeur général, le Directeur général adjoint et tout collaborateur concourant au déroulement de la réunion.

#### Article 47. - Représentation - Procurations.

Tous les actionnaires ayant droit de vote peuvent voter par eux-mêmes ou par procuration.

Un actionnaire peut mandater, pour une réunion donnée, toute personne, qu'il s'agisse ou non d'un actionnaire. La désignation du mandataire intervient par écrit et doit être signée par le mandant.

La notification de la procuration à la société doit se faire par lettre ou email, au plus tard la veille qui précède la date de l'Assemblée générale, conformément aux modalités arrêtées par le Conseil d'administration dans la convocation.

#### Article 48. - Liste de présences.

Avant de prendre part à l'Assemblée générale, les actionnaires ou leur mandataire sont tenus de signer la liste de présences, en indiquant leurs nom, prénoms, domicile, ou, s'il s'agit de personnes morales, leur dénomination et leur siège, ainsi que ceux de leur mandant éventuel.

#### Article 49. - Bureau

L'Assemblée générale est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, à son défaut, par l'un des Vice-présidents ou, à leur défaut, par l'Administrateur-délégué

Le Président désigne un Secrétaire, qui peut être choisi en dehors des actionnaires ; l'Assemblée générale choisit deux scrutateurs. Ensemble, ils composent le Bureau de l'assemblée.

Le Bureau de l'assemblée statue à la majorité sur toutes questions se rapportant au droit d'assister ou de prendre part à l'assemblée, sur le respect des conditions statutaires existantes afin de prendre part aux travaux de l'assemblée, et sur toute autre question se rapportant au mode de délibération et de vote. La voix du Président du bureau est prépondérante.

#### Article 50. - Prévention des conflits d'intérêt.

Il est spécialement rendu compte, à l'Assemblée Générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un administrateur aurait un intérêt opposé à celui de la société.

#### Article 51. - Délibération - Résolutions.

L'Assemblée générale est généralement valablement constituée quel que soit la part du capital présent ou représenté. Ses résolutions sont prises à la majorité simple des voix. En cas de parité, la proposition est rejetée.

Dans les cas où la loi exige un quorum de présence et/ou une majorité spéciale, l'Assemblée générale n'est valablement constituée que si la moitié au moins du capital social est présent ou représenté. Si cette condition n'est pas remplie, une nouvelle convocation est nécessaire et la nouvelle Assemblée générale délibère valablement quel que soit la part du capital présent ou représenté. Dans ces cas, une résolution n'est adoptée que si elle réunit trois quarts des voix.

Lorsqu'il s'agit de délibérer de la modification des présents statuts ou de la dissolution de la société, l'Assemblée générale n'est valablement constituée que si ces objets ont été spécialement indiqués à l'ordre du jour tel que joint à la convocation. Une résolution n'est adoptée concernant ces objets que si elle réunit trois quarts des voix.

Le vote se fait à main levée ou de toute autre manière admise par les actionnaires présents ou représentés. Un scrutin secret a lieu à la demande d'un ou de plusieurs participants, à condition que cette demande soit appuyée par un tiers des voix.

#### Article 52. - Droit de vote.

Chaque action donne droit à une voix. Nul ne peut toutefois prendre part au vote pour un nombre d'actions dépassant le cinquième du nombre des actions émises ou les deux cinquièmes des actions représentées.

#### Article 53. - Prorogation.

Le Conseil d'administration a le droit de proroger, séance tenante, à trois (3)

semaines, toute question relative à l'approbation des comptes annuels, en ce compris, et nécessairement, les décisions relatives à la décharge des administrateurs et du Commissaire.

Cette prorogation n'annule pas les autres résolutions prises, sauf si l'Assemblée générale en décide autrement.

#### Article 54. - Ajournement.

L'Assemblée générale, avant l'ouverture des travaux, peut être ajournée, à la majorité simple des voix, sur proposition du Conseil d'administration ou des actionnaires eux-mêmes.

Elle décide alors de la nouvelle date de réunion ou mandate le Conseil d'administration pour convoquer celle-ci dans les cinq (5) semaines maximums sauf si le règlement du ou des points justifiant l'ajournement nécessite un délai plus long.

#### Article 55. - Procès-verbaux.

Les décisions de l'Assemblée générale sont constatées dans des procès-verbaux signés par le Président et l'Administrateur-délégué.

Ceux-ci contiennent au moins les mentions prévues par le Code des sociétés et associations.

Sauf décision contraire de l'assemblée, ils sont approuvés séance tenante et signés par l'ensemble des membres du Bureau de l'assemblée et par les actionnaires qui le souhaitent.

Il est tenu au siège de la société un registre spécial des procès-verbaux des réunions de l'Assemblée générale.

Sauf quand les décisions de l'assemblée générale doivent être constatées par acte authentique, les copies ou extraits, à produire en justice ou ailleurs, sont signées par le Président du Conseil d'administration ou par deux administrateurs.

## **TITRE V. - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DU BENEFICE.**

### **Article 56. - Exercice social.**

L'exercice social de la société commence le premier janvier pour se terminer le trente-et-un décembre de chaque année.

### **Article 57. - Comptes annuels.**

A la fin de chaque exercice social, conformément à la loi, le Conseil d'administration dresse un inventaire et établit les comptes annuels. Ceux-ci comprennent le bilan, le compte de résultats et l'annexe. Ils forment un tout.

Les comptes annuels sont soumis à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale au moins quinze (15) jours avant la date de l'Assemblée générale ordinaire. Ils sont déposés au siège social, à l'inspection des sociétaires, pendant les quinze (15) jours qui précèdent l'Assemblée Générale.

### **Article 58. - Affectation du bénéfice.**

L'excédent favorable du bilan, déduction faites des pertes reportées, des frais généraux, charges sociales, prévisions, provisions et amortissements jugés nécessaires, constitue le bénéfice net.

Sur ce bénéfice net, il est prélevé tout d'abord cinq pour cent (5%) pour constituer la réserve légale, lequel cesse d'être obligatoire lorsque ladite réserve atteint dix pour cent (10%) du capital social. L'obligation renaît si la réserve légale est entamée, jusqu'à ce que le fonds de réserve ait à nouveau atteint un-dixième du capital social.

Le Conseil d'administration peut proposer à l'Assemblée générale, qui en



décide, d'affecter tout ou partie du bénéfice net, après prélèvement pour la réserve légale, soit à un report, soit à la constitution ou à l'accroissement de fonds de réserve ou de prévision.

Le surplus éventuel constitue le bénéfice répartisable aux actionnaires. Aucun dividende ne peut excéder quatre pour cent (4%) de la partie libérée des actions souscrites par ceux-ci. S'il échet, le Conseil d'administration fixe les modalités du paiement des dividendes.

#### Article 59. - Fonds de réserve ou de prévision.

Les fonds de réserve ou de prévision seront entièrement employés conformément à l'objet exclusif poursuivi par la société.

#### Article 60. - Dépôt des comptes annuels.

Dans les trente (30) jours de leur approbation par l'Assemblée générale, les comptes annuels sont déposés par les soins des administrateurs, en même temps que les documents visés au Code des sociétés et associations.

### **TITRE VI. - DISSOLUTION - LIQUIDATION.**

#### Article 61. - Décision de dissolution.

La dissolution de la société pourra être prononcée par l'Assemblée générale, laquelle délibère et vote alors comme en matière de modification des statuts, sous réserve de l'application des dispositions du Code des sociétés et associations.

La dissolution de la société emporte la liquidation de celle-ci. La société est réputée subsister de plein droit jusqu'à la clôture de celle-ci.

#### Article 62. - Liquidation.

Lors de la dissolution de la société, pour quelque cause et à quelque moment que ce soit, et à moins qu'elle ne désigne à cet effet les membres du Conseil d'administration, l'Assemblée générale fixe le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs.

Les liquidateurs forment, ensemble, le collège de liquidation, lequel délibère suivant les règles admises pour les assemblées délibérantes.

L'Assemblée générale conserve tous ses droits durant la période de liquidation et notamment celui de modifier les statuts, la composition du collège de liquidation, les pouvoirs des liquidateurs.

Chaque année, à la date de l'Assemblée générale ordinaire, le bilan de la liquidation sera soumis à l'Assemblée générale. Son approbation vaut décharge aux liquidateurs.

#### Article 63. - Information de la S.L.R.B.

La société informera, sans délai, la S.L.R.B. du nom du ou des liquidateurs désignés.

#### Article 64. - Distribution.

Le produit net de la liquidation, après apurement des dettes et charges passives, est tout d'abord affecté au remboursement des actions.

Le solde qui subsisterait sera nécessairement attribué à une société immobilière de service public ou, à défaut, à la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale.

### **TITRE VII. - ATTRIBUTION DE JURIDICTION ET DE DOMICILE.**

#### Article 65. - Litiges - Compétence.

Pour tous litiges entre la société, ses actionnaires, administrateurs, commissaires et liquidateurs, anciens actionnaires, anciens administrateurs, anciens commissaires et anciens liquidateurs, relatifs aux affaires de la société et à l'exécution des présents statuts, compétence exclusive est attribuées aux Tribunaux du siège social, à moins que la société n'y renonce expressément.

#### Article 66. - Elections de domicile.

Les administrateurs, directeurs et liquidateurs de la société sont censés, pendant toute la durée de leurs fonctions, être domiciliés au siège de la société, où toutes les assignations et notifications pourront leur être données relativement aux affaires de la société et à la responsabilité de leur gestion et de leur contrôle.

Du reste, tout actionnaire en nom, administrateur ou liquidateur domicilié à l'étranger qui n'aura pas élu domicile en Belgique, valablement signifié à la société, sera censé avoir élu domicile au siège, où tous les actes pourront valablement lui être signifiés ou notifiés, la société n'ayant pas d'autre obligation que de les tenir à la disposition du destinataire.

### **TITRE VIII. - DISPOSITIONS FINALES.**

#### Article 67. - Administration fiscale.

La société déclare, aux fins de jouir des exemptions fiscales, visée à l'article 122, 1° du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe que celle-ci, présentement fusionnée, a été agréée par la S.L.R.B. le 9 mars 2015 et qu'aucun apport n'est rémunéré autrement que par l'attribution de droits sociaux.

Article 68. - Droit applicable.

Tout ce qui n'est pas expressément prévu par les présents statuts reste soumis à l'application du Code des sociétés et aux dispositions légales de droit belge applicables à la présente société.

En conséquence, les dispositions de ces lois, auxquelles il ne serait pas licitement dérogé, sont réputées inscrites dans le présent acte et les clauses contraires aux dispositions impératives de ces lois sont censées non écrites.

Article 69. - Interprétation.

En cas de litige ou de difficulté relatif à la traduction dans une autre langue des présents statuts, la version française de ceux-ci prévaudra.

\*\*\*\*\*

Le Conseil prend acte.

---

**Log'Iris - Wijziging van de statuten - Akteneming.**

De gemeenteraad,

gelet op de wet van 24.09.2019 tot invoering van het Wetboek van vennootschappen en verenigingen (...) (WVV);

overwegende dat de statuten van vennootschappen, verenigingen en stichtingen in overeenstemming moesten worden gebracht met de nieuwe wettelijke bepalingen;

overwegende dat de nv Log'Iris nieuwe statuten heeft goedgekeurd;

overwegende dat, gezien de betrokkenheid van de gemeente bij deze vennootschap, de gemeenteraad akte moet nemen van die statuten;

BESLIST om akte te nemen van de statuten zoals hierna opgenomen :

De raad neemt akte.

## Contentieux - Geschillen

18.12.2023/A/0005 **Ordonnance de police interdisant la possession, le transport, la vente et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques dans l'espace public de tout le territoire de la commune d'Etterbeek.**

Le Conseil communal,

Vu les articles 119 bis, 133 et 135 §2 de la nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 24 juin 2013 relative aux sanctions administratives communales et notamment ses articles 3 et 4 ;

Vu le Règlement Général de Police, et en particulier ses articles 11 et 43 ;

Considérant l'atteinte à la tranquillité des habitants en raison des explosions de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant que divers troubles à l'ordre public – y compris des provocations vis-à-vis des forces de l'ordre - sont provoqués par l'usage intempestif de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant les risques notamment de brûlures sévères pour les usagers de ces pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ;

Considérant la nécessité de ne pas perturber la faune locale par ces explosions soudaines ;

Considérant par ailleurs que les feux d'artifices ont des effets néfastes sur la santé et sur l'environnement; qu'en effet, ils dégagent des particules fines, peuvent provoquer des incendies, des accidents de la route, des lésions graves et leurs nuisances sonores peuvent effrayer, voire tuer, les animaux ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire bénéficier leurs habitants des avantages d'une bonne police et qu'à cet effet, elles doivent notamment prendre toutes les mesures nécessaires en vue de garantir un cadre de vie sain et de qualité à l'ensemble de leurs habitants ; qu'à cet égard, elles doivent notamment veiller à la santé, à la sécurité et à la tranquillité de leurs habitants;

Considérant qu'il convient également d'accorder une grande attention au bien-être animal par des mesures concrètes ;

ORDONNE :

#### Article 1er

Est interdit dans l'espace public de tout le territoire de la commune d'Etterbeek, la possession, le transport et tout acte préparatoire à l'allumage de pétards et feux d'artifice, quelle que soit leur catégorie. Cette interdiction s'applique aux particuliers ne disposant pas des autorisations requises.

Est interdite la vente de ces articles pyrotechniques dans les commerces situés sur le territoire communal.

#### Article 2

Les services de police sont chargés de contrôler et d'assurer le respect de la présente ordonnance, au besoin en faisant usage de la force.

#### Article 3

Les infractions à la présente ordonnance seront sanctionnées par une amende administrative d'un montant de 175 euros ou 350 euros selon que le contrevenant soit mineur d'au moins 14 ans ou soit majeur, et le cas échéant par toute autre mesure de police administrative, dont la saisie du matériel, une mesure d'arrestation administrative ou la fermeture administrative de l'établissement à titre temporaire.

#### Article 4

La présente ordonnance prend cours immédiatement, pour une durée de deux mois.

#### Article 5

La présente ordonnance sera affichée aux valves de la Maison communale.

#### Article 6

La présente ordonnance sera transmise à Monsieur le Chef de corps de la Zone de police et à Madame le Fonctionnaire sanctionnateur.

## Article 7

Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cette ordonnance peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la publication de cette ordonnance. La requête est adressée au greffe du Conseil d'État, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Une action en suspension de l'ordonnance peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Politieverordening tot verbod van het bezit, het vervoer, de verkoop en elke voorbereidende handeling voor het aansteken van vuurwerk en pyrotechnische artikelen in de openbare ruimte van het volledige grondgebied van de gemeente Etterbeek.**

De Gemeenteraad,

Gelet op artikels 119 bis, 133, en 135 §2 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 24 juni 2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties en in het bijzonder op artikelen 3 en 4 ervan;

Gelet op het Algemeen Politierglement, in het bijzonder artikelen 11 en 43;

Overwegende dat de explosies van vuurwerk en pyrotechnische artikelen de rust van de bewoners bedreigen;

Overwegende dat verschillende verstoringen van de openbare orde - waaronder provocaties jegens de politie - door het ongepast gebruik van vuurwerk en pyrotechnische artikelen veroorzaakt worden ;

Gezien de risico's van met name ernstige brandwonden voor de gebruikers van dit vuurwerk en pyrotechnische artikelen;

Gezien de noodzaak om de plaatselijke fauna niet te verstoren door deze

plotselinge explosies;

Overwegende dat vuurwerk schadelijke gevolgen heeft voor de gezondheid en het milieu; dat ze in feite fijne deeltjes afgeven, branden, verkeersongevallen, ernstige verwondingen kunnen veroorzaken en dat hun geluidsoverlast dieren kan schrikken of zelfs doden

Overwegende dat de gemeenten tot taak hebben hun inwoners te laten profiteren van de voordelen van een goede politiemacht en daartoe met name alle nodige maatregelen moeten nemen om een gezond en kwalitatief leefklimaat te garanderen aan al hun inwoners; dat zij in dit verband met name de gezondheid, de veiligheid en de rust van hun inwoners moeten waarborgen

Overwegende dat ook via concrete maatregelen veel aandacht moet worden besteed aan dierenwelzijn;

BESLIST:

Artikel 1

Het bezit, het vervoer en elke voorbereidende handeling voor het afsteken van vuurwerk, van welke categorie dan ook, is verboden in de openbare ruimte van het volledige grondgebied van de gemeente Etterbek. Dit verbod geldt voor personen die niet over de vereiste machtigingen beschikken.

De verkoop van deze pyrotechnische artikelen in winkels op gemeentelijk grondgebied is verboden

Artikel 2

De politiediensten zijn verantwoordelijk voor de naleving van deze verordening, zo nodig met geweld.

Artikel 3

Overtredingen van deze verordening worden bestraft met een administratieve boete van 175 euro of 350 euro naargelang de overtreder minderjarige van ten minste 14 jaar of meerderjarig is, en indien nodig met elke andere maatregel van de administratieve politie, met inbegrip van de inbeslagname van materiaal, een administratieve aanhouding maatregel of de tijdelijke administratieve sluiting van de inrichting.

Artikel 4

Deze verordening treedt onmiddellijk in werking, voor een periode van twee maanden.



## Artikel 5

Deze verordening wordt op de mededelingenborden van het gemeentehuis geplaatst.

## Artikel 6

Dit bevel wordt doorgestuurd naar de Korpschef van de politiezone en naar de sanctionerend ambtenaar.

## Artikel 7

Overeenkomstig de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring tegen deze ordonnantie worden ingediend bij de afdeling Administratie van de Raad van State, wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na bekendmaking van deze ordonnantie. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapsstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State - <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van deze ordonnantie ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

18.12.2023/A/0006 **Arrêté du Bourgmestre du 16.11.2023 interdisant l'accès au public et l'organisation de réceptions et de spectacles dans la salle la « Maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal » – Prise de connaissance.**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale, et plus particulièrement ses articles 133 bis et 135 § 2 ;

Considérant que, le 16 novembre dernier, l'administration communale a été interpellée par l'organisation, le soir-même, d'un évènement commercial rassemblant une centaine de personnes à la « Maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal » (avenue des Volontaires 2-4 / Chée de Wavre 950 / rue des Pères Blancs 6) ;

Considérant que cette salle ne bénéficie pas des autorisations requises pour ce genre d'évènements ;

Considérant qu'une telle occupation risque de causer des atteintes à la tranquillité, à la salubrité et à la sécurité publiques ;

Considérant que, vu l'urgence, le Bourgmestre a adopté, 16 novembre dernier, un arrêté ordonnant des mesures afin d'éviter cette mise en péril de l'ordre public ;

PREND CONNAISSANCE dudit arrêté du Bourgmestre, libellé comme suit :

« Le Bourgmestre,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 133, alinéa 2 et 135, paragraphe 2 ;

Vu le règlement général de police, et plus particulièrement son article 39 §2 ;

Considérant que les communes ont pour mission de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques;

Considérant que l'affectation légale de la « Maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal » (avenue des Volontaires 2-4 / Chée de Wavre 950 / rue des Pères Blancs 6) à 1040 Bruxelles, est « activité productive (production de biens immatériels) » ;

Considérant que cette salle est cependant utilisée pour l'organisation de réceptions et de spectacles ;

Considérant que ce genre d'événements entraîne des risques accrus en matière de sécurité (incendie et autres) ;

Considérant qu'outre le fait que cette salle n'a pas fait l'objet des permis nécessaires, aucun avis du SIAMU autorisant l'accès du public dans le cadre desdites activités n'a été délivré ;

Vu le courrier du 4 octobre 2023 de l'administration communale aux gestionnaires du site et de ladite salle, mettant ces derniers en demeure de régulariser leur situation, et leur interdisant, en attendant, l'organisation de ce type d'activités dans la « Maison du Bois » ;

Considérant que, malgré cet avertissement, les gestionnaires du site n'ont pas effectué les démarches nécessaires à la régularisation de la situation ;

Considérant qu'une occupation de ladite salle est organisée ce 16 novembre, suivie par un repas pour une centaine de personnes, accompagné d'un concert en live ;

Considérant que, dans de telles conditions, il est impossible de garantir la sécurité de cet événement, qui ne peut donc être maintenu ;

Vu l'urgence ;

ARRETE:

Article 1er – L'organisation de toute réunion ouverte au public dans la salle dite « La maison du Bois », sise sur le site dit de l'« Arsenal » (avenue des Volontaires 2-4 / Chée de Wavre 950 / rue des Pères Blancs 6) à 1040 Bruxelles est interdite, et ce, jusqu'à l'obtention des permis nécessaires et la production aux autorités communales d'un avis favorable du Siamu.

Article 2 - Le présent arrêté sera affiché, par les soins de la Police, sur la porte d'entrée de ladite salle, et notifiée à ses gestionnaires.

Article 3 - Le présent arrêté entre immédiatement en vigueur.

Article 4 - La destruction ou l'enlèvement de l'affiche prévue à l'article 2 seront punis de la peine mentionnée à l'article 9 du Règlement général de police.

Article 5 - Conformément aux lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, un recours en annulation de cet arrêté peut être introduit auprès de la section d'administration du Conseil d'Etat, pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, excès ou détournement de pouvoir. La demande en annulation doit, sous peine de non-recevabilité, être introduite dans les 60 jours de la présente notification. La requête est adressée au greffe du Conseil d'Etat, rue de la Science 33 à 1040 Bruxelles, soit sous pli recommandé à la poste, soit suivant la procédure électronique au moyen de la carte d'identité sur le site internet sécurisé du Conseil d'Etat <http://eproadmin.raadvst-consetat.be> . Une action en suspension de l'arrêté peut également être introduite, conformément aux dispositions de l'arrêté royal du 5 décembre 1991 déterminant la procédure en référé devant le Conseil d'Etat. »

**Besluit van de burgemeester van 16.11.2023 houdende een toegangsverbod voor het publiek en de organisatie van recepties en voorstellingen in de zaal “Huis van het Hout op de zogenaamde Arsenalsite – Kennisneming**

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder artikels 133 bis en 135 § 2;

overwegende dat het gemeentebestuur op 16 november werd benaderd door de organisatie, diezelfde avond, van een commercieel evenement met een honderdtal deelnemers in het “Huis van het Hout”, gelegen op zogenaamde Arsenalsite (Vrijwilligerslaan 2-4 / Waversesteenweg 950 / Witte Patersstraat 6);

overwegende dat die zaal niet over de nodige vergunningen beschikt voor dat soort evenementen;

overwegende dat een dergelijk gebruik van de zaal de openbare rust, gezondheid en veiligheid kan verstoren;

overwegende dat de burgemeester, gezien de dringendheid, op 16 november een besluit heeft goedgekeurd houdende maatregelen om die verstoring van de openbare orde te vermijden;

NEEMT KENNIS van dat besluit van de burgemeester, dat als volgt luidt:

“De burgemeester,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder de artikels 133, alinea 2 en 135, paragraaf 2;

gelet op het algemeen politiereglement, en meer bepaald artikel 39 §2;

overwegende dat de gemeenten tot taak hebben om ten behoeve van de inwoners te voorzien in een goede politie, in het bijzonder de openbare netheid, gezondheid, veiligheid en rust;

overwegende dat de wettelijke bestemming van het “Huis van het Hout”, , gelegen op zogenaamde Arsenalsite (Vrijwilligerslaan 2-4 / Waversesteenweg 950 / Witte Patersstraat 6) in 1040 Brussel, “productieactiviteit (productie van immateriële goederen)” is;

overwegende dat deze zaal echter gebruikt wordt voor de organisatie van recepties en voorstellingen;

overwegende dat dit soort evenementen verhoogde veiligheidsrisico's (brand en andere) met zich meebrengt;

overwegende dat, naast het feit dat niet de nodige vergunningen werden verkregen voor deze zaal, de DBDMH geen advies heeft gegeven dat de toegang van het publiek voor deze activiteiten toelaat;

gelet op de brief van 4 oktober 2023 van het gemeentebestuur aan de beheerder van de site en de genoemde zaal, waarin zij formeel worden aangemaand om hun situatie te regulariseren en waarin het hen wordt verboden om in de tussentijd dit soort activiteiten in het “Huis van het Hout” te organiseren;

overwegende dat, ondanks deze waarschuwing, de beheerders van de site niet de nodige stappen hebben ondernomen om de situatie te regulariseren;

overwegende dat in de voornoemde zaal op 16 november een evenement is gepland, gevolgd door een maaltijd voor een honderdtal personen, met een live concert;

overwegende dat het in deze omstandigheden onmogelijk is om de veiligheid van dit evenement te garanderen en dat het daarom niet kan worden gehandhaafd;

gelet op de dringendheid;

## **VERORDENT**

**Artikel 1** – Het is verboden voor het publiek toegankelijke bijeenkomsten te organiseren in de zaal “Huis van het Hout”, gelegen op de zogenaamde Arsenaalsite (Vrijwilligerslaan 2-4 / Waversesteenweg 950 / Witte Patersstraat 6) in 1040 Brussel, totdat de nodige vergunningen zijn verkregen en de gemeentelijke autoriteiten een gunstig advies van de DBDMH hebben ontvangen.

**Artikel 2** –Dit besluit wordt door de politie uitgehangen op de toegangsdeur van de zaal en meegedeeld aan de beheerders.

**Artikel 3** – Dit besluit treedt onmiddellijk in werking.

**Artikel 4** – De vernieling of de verwijdering van de affiche uit artikel 2 zal worden bestraft met de straf vermeld in artikel 9 van het algemeen politiereglement.

**Artikel 5** – In overeenstemming met de gecoördineerde wetten op de Raad van State kan een beroep tot nietigverklaring ingediend worden bij de afdeling Administratie van de Raad van State wegens overtreding van hetzij substantiële, hetzij op straffe van nietigheid voorgeschreven vormen, overschrijding of afwending van macht. Het beroep tot nietigverklaring moet, op straffe van niet-ontvankelijkheid, ingediend worden binnen 60 dagen na betekening van dit besluit. Het verzoekschrift dient aan de griffie van de Raad van State, Wetenschapstraat 33 in 1040 Brussel, te worden toegezonden, hetzij per post met een aangetekend schrijven, hetzij volgens de elektronische procedure aan de hand van de identiteitskaart op de beveiligde website van de Raad van State <http://eproadmin.raadvst-consetat.be>. Er kan tevens een vordering tot schorsing van dit besluit ingediend worden, in overeenstemming met de bepalingen van het koninklijk besluit van 5 december 1991 tot bepaling van de rechtspleging in kort geding voor de Raad van State.

De raad neemt kennis.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*20231116\_Arreté de police.pdf*

---

## **Affaires générales - Algemene Zaken**

18.12.2023/A/0007 **Caméras fixes temporaires - Autorisation du Conseil communal - Convention avec Safe.brussels - Approbation.**

Le Conseil communal,

Vu l'article 117 NLC ;

Vu la loi du 05.08.1992 sur la fonction de police ;

Vu la loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Considérant qu'en vertu de l'article 25/4 de la loi sur la fonction de police, une autorisation du Conseil communal est requise ; que la demande d'autorisation doit préciser " le type de caméras, les finalités pour lesquelles les caméras vont être installées ou utilisées, ainsi que leurs modalités d'utilisation (...) " ;

Considérant que safe.brussels est un organisme d'intérêt public créé en exécution de l'Ordonnance du 28 mai 2015, chargé d'assurer des politiques de prévention et de sécurité urbaine intégrées, ainsi que de coordonner la mise en œuvre des politiques régionales en matière de sécurité ;

Considérant que les communes ont la possibilité d'avoir accès à un service offert par Safe.brussels et notamment la mise à disposition de dispositifs de caméras fixes temporaires équipés de logiciels d'analyse d'images et de différents types de caméras pour répondre aux besoins ponctuels de déploiement; qu'il est opportun de signer la convention avec Safe.brussels permettant d'accéder à leurs services;

Considérant que la décision d'autorisation du Conseil communal sera portée à la connaissance de Monsieur le Procureur du Roi de Bruxelles, et que l'utilisation des caméras fixes et fixes temporaires et l'autorisation octroyée à cet égard feront l'objet d'une publicité vis-à-vis de la population ;

DECIDE

d'approuver la convention reprise ci-dessous et d'autoriser la commune à utiliser des caméras fixes temporaires selon les conditions reprises dans la convention et les annexes.

—

## **ACCORD DE TRAITEMENT DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL RELATIF AU SERVICE DE CAMERAS FIXES TEMPORAIRES DELIVRE PAR BRUXELLES PREVENTION & SECURITE AU PROFIT DE LA COMMUNE DE **xxx****


ACCORD DE  
TRAITEMENT DE  
DONNÉES À  
CARACTÈRE  
PERSONNEL

ENTRE :

**Bruxelles Prévention & Sécurité**, organisme d'intérêt public, dont le siège est établi rue de Ligne, 40, à 1000 Bruxelles, et enregistré à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro 0664.962.516, représenté par Madame Sophie LAVAUX, Directrice Générale et Monsieur Yves BASTAERTS, Directeur Général adjoint,

Dénommée ci-après « **safe.brussels** » ou le « **Sous-traitant** »;

ET

**La Commune de xxx**, dont le siège est établi xxx, et enregistrée à la Banque Carrefour des Entreprises sous le numéro xxx, représenté par le collège des Bourgmestre et Echevins au nom duquel agissent Madame/Monsieur..., Bourgmestre et Madame/Monsieur..., Secrétaire communal, agissant sous la condition suspensive de l'approbation du Conseil communal et de la non annulation des autorités de tutelle.

Dénommée ci-après le « **Partenaire** » ou le « **Responsable du traitement** »;



Ci-après dénommées collectivement les « Parties » et, individuellement, la «Partie ».

## **Préambule :**

Vu la Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance et ses Arrêtés d'exécution ;

Vu le Code de l'inspection, la prévention, la constatation et la répression des infractions en matière d'environnement et de la responsabilité environnementale, en particulier les articles 13 à 15 ;

Vu l'Arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra ;

Vu le Règlement général sur la protection des données (RGPD) : Règlement (UE) n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (« Règlement général sur la protection des données ») ;

Vu la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ;

Vu l'Ordonnance du 28 mai 2015 créant un organisme d'intérêt public centralisant la gestion de la politique de prévention et de la sécurité en Région de Bruxelles-Capitale et, en particulier, ses articles 10/5 et suivants ;

Vu l'Ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de l'Agence régionale pour la propreté ;

Considérant que safe.brussels est un organisme d'intérêt public créé en exécution de l'Ordonnance du 28 mai 2015, chargé d'assurer des politiques de prévention et de sécurité urbaine intégrées, ainsi que de coordonner la mise en œuvre des politiques régionales en matière de sécurité ;

Considérant que dans le cadre de ses missions qui sont d'assurer le maintien de l'ordre public, de coordonner les politiques, dispositifs et actions de prévention et de sécurité, de soutenir stratégiquement et financièrement les 19 communes et 6 zones de police, partenaires indispensables, dans leurs politiques, dispositifs et actions de prévention et de sécurité et plus particulièrement en soutien à la mesure 7.5 du [Plan Global de Sécurité et de Prévention 2021-2024 \(PGSP\)](#) : « Promouvoir les actions de contrôle conjointes (Région/zones de police/communes) et l'usage des nouvelles technologies pour la recherche et la poursuite des infractions en matière environnementale », safe.brussels a décidé, en vertu de l'article 4§6 de son ordonnance, de mettre en place un service de caméras fixes temporaires au bénéfice de ses partenaires ;

Considérant que la Commune, en sa qualité de Responsable du traitement, collecte des données à caractère personnel et les gère en vue de les traiter et de les utiliser aux fins décrites en annexes ;

Considérant que, dans le contexte du service fourni par safe.brussels au Responsable du traitement, safe.brussels peut avoir à effectuer des traitements sur les données à caractère personnel pour le compte du Responsable du traitement et dès lors être qualifié de sous-traitant.

Considérant que la caméra est installée à la demande explicite du Responsable du traitement, qui est le seul à avoir accès aux images de ladite caméra. Ces images ne sont enregistrées que dans le dispositif de la caméra même, et nulle part ailleurs (sauf si le Responsable du traitement exporte des vidéos sur son infrastructure propre).

Ceci exposé, il est convenu entre les parties ce qui suit :

## Article 1 : Définitions

1. « **Caméra fixe temporaire** » : caméra de surveillance fixée pour un temps limité dans un lieu dans l'objectif soit de surveiller un événement déterminé soit d'être déplacée à intervalles réguliers pour être fixée à un autre endroit suivant les finalités qui lui ont été assignées (Loi du 21 mars 2007 réglant l'installation et l'utilisation de caméras de surveillance);
  
2. « **Règlementation Vie Privée** » : Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la Directive 95/46/CE (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD) ;
  
3. « **Données à caractère personnel** » : toute donnée telle que définie à l'article 5 de la Loi du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel ainsi que par l'article 4.1 du RGPD ;
  
4. « **Traitement de données à caractère personnel** » : toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction (article 4.2 du RGPD) ;
  
5. « **Plate-forme bruxelloise de vidéoprotection** » : système de mutualisation d'images et de données à l'usage de safe.brussels et de ses membres, créé au sein de safe.brussels en vertu de l'article 10/3 de l'Ordonnance du 28 mai 2015 ;
  
6. « **Jours et heures ouvrables** » : du lundi au vendredi de 8 heures à 17 heures sauf jours fériés légaux ;
  
7. « **Service de prétraitement des images** » : le service de prétraitement des images est une option proposée par safe.brussels, qui peut être réalisé à la demande du partenaire. Le service de prétraitement se base essentiellement sur l'intelligence artificielle embarquée des caméras, qui possède nativement plusieurs algorithmes, tels que la détection de mouvement ou le dépôt d'objet sur une zone prédéfinie. Ces algorithmes produisent des événements qui permettent au dispositif de marquer les vidéos, et par la suite, d'exporter uniquement les vidéos pertinentes.

|

## Article 2 : Objet de l'accord

Le présent accord de traitement de données à caractère personnel a pour objet de décrire les conditions contractuelles, techniques et organisationnelles qui régissent la relation de sous-traitance entre l'administration communale de..., Responsable du traitement et safe.brussels, Sous-traitant, pour le service de caméras fixes temporaires tel que décrit par la suite.

Les dispositions de présent accord de traitement de données à caractère personnel ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Sous-traitant safe.brussels, dans le cadre de l'exécution du service décrit ci-dessous, effectuera des opérations de traitement des données à caractère personnel pour le compte du preneur de service.

Le traitement des données à caractère personnel par le Sous-traitant est régi par le présent accord de traitement de données à caractère personnel qui lie les Parties et qui définit la nature et la finalité des opérations réalisées sur les données, les catégories de données à caractère personnel traitées, les catégories de personnes concernées, la durée du traitement précité telles que décrites en annexe 4 du présent accord de traitement de données à caractère personnel ainsi que les droits et obligations du Responsable du traitement.

## Article 3 : Description du service

Le service fourni par safe.brussels au Responsable du traitement consiste en:

- La mise à disposition de dispositifs de caméras fixes temporaires équipés de logiciels d'analyse d'images et de différents types de caméras pour répondre aux besoins ponctuels de déploiement;
- La mise à disposition de leurres non fonctionnels;
- La mise en place d'un service de manutention garantissant les montages, déplacements et démontages des dispositifs ainsi que le stockage et la gestion des batteries;
- Le transport des images au travers d'un réseau sécurisé;
- Le monitoring et la gestion du parc de caméras.

A titre optionnel, safe.brussels organise en plus un service de prétraitement des images à transmettre au Responsable du traitement pour les finalités qui sont les siennes et reprises en annexe 6 du présent accord.

## Article 4 : Fonctionnement du service et Service Level Agreement (SLA)

Le fonctionnement du service est déterminé de la manière suivante :

## **1. Demandes :**

**Le Partenaire introduit sa demande auprès de safe.brussels selon la procédure reprise en annexe 3 du présent accord, en précisant pour le moins :**

- **Nom du Partenaire**
- **Personne de contact / mail / téléphone**
- **Date et heure du début de service souhaité**
- **Date et heure de la fin de service**
- **Nouvelle installation ou déplacement**
- **Localisation**
- **Mode de fixation**
- **Disponibilité d'alimentation électrique**
- **Prise de vue souhaitée (joindre plan, photos pour être le plus explicite possible)**
- **Scénario(s) de détection souhaité (détection de mouvement, franchissement de ligne, ...)**
- **Finalités**

**La demande est confirmée par safe.brussels selon les disponibilités des dispositifs.**

## **2. Installation :**

**safe.brussels réalise l'installation souhaitée selon le SLA repris**

**au point 6 ci-dessous. Une fois la caméra installée et testée, safe.brussels contacte le Partenaire en l'invitant à se connecter à distance pour valider la prise de vue réalisée.**

**safe.brussels se charge également de la pose de la signalisation (pictogramme) adaptée, fournie par le Partenaire en quantité suffisante dans le respect des dispositions de l'Arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra, et stockée par safe.brussels.**

### **3. Consultation des images :**

**Dans le respect du prescrit légal, le Partenaire consulte les images en se connectant à distance à la caméra au travers du réseau de vidéoprotection au moyen d'une double identification (VPN et application de visualisation) sécurisée.**

**La visualisation se fait au moyen d'un service web hébergé sur les serveurs régionaux.**

**Le Partenaire peut télécharger les séquences utiles sur leur propre infrastructure pour traitement ultérieur par leur personnel compétent selon leurs finalités et toujours dans le respect du prescrit légal.**

### **4. Monitoring des dispositifs :**

**Les dispositifs déployés sur le terrain sont monitorés en permanence pour contrôler l'état d'usure des batteries et l'état de fonctionnement du dispositif.**

**safe.brussels pourra ainsi détecter les batteries à remplacer et les pannes matérielles à corriger.**

## **Le Partenaire a également accès à ce monitoring pour les caméras déployées à sa demande.**

### 5. Démontage :

Lors du démontage d'un dispositif, ou déplacement au profit d'un autre partenaire, le disque dur est retiré et stocké au nom du partenaire en attente de réutilisation pour ce même partenaire lors d'une demande suivante.

Les disques durs sont stockés par safe.brussels dans un local sécurisé.

### 6. SLA :

Activité	Délai d'intervention sur site
Montage et déplacement	2 jours ouvrables
Démontage	5 jours ouvrables
Remplacement de batterie	4 heures ouvrables
Remplacement d'un dispositif défectueux	8 heures ouvrables

**Interventions urgentes** : des délais plus courts et/ou hors horaire (24/7) peuvent être demandés par le Partenaire à raison de 2 par mois maximum.

7. Option : safe.brussels organise en plus, dans le respect du prescrit légal, un service de prétraitement des images à transmettre au Responsable du traitement.

## **Article 5. Responsabilités et obligations**

### **5.1. Obligations du Responsable du traitement**

**Le Responsable du traitement s'engage à :**



- Introduire auprès du Conseil communal les demandes d'autorisation de poses de caméras fixes temporaires pour les finalités qui sont les siennes ;
  
- Déclarer l'installation et l'utilisation de la caméra via le guichet électronique centralisé de déclaration des systèmes de surveillance par caméras mis à disposition par le Service public fédéral Intérieur ;
  
- Fournir la signalisation (pictogramme) adaptée en quantité suffisante à safe.brussels, dans le respect des dispositions de l'Arrêté royal du 10 février 2008 définissant la manière de signaler l'existence d'une surveillance par caméra.

Toute dégradation, usure ou disparition des panneaux de signalisation restant à charge du Partenaire.

En tant que Responsable du traitement, le Partenaire s'engage à :

1. Documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le Sous-traitant ;
2. Veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect par le Sous-traitant, des obligations prévues par le RGPD ;
3. Superviser le traitement, y compris les audits et les inspections auprès du Sous-traitant ;

Il appartient également au Responsable du traitement de préciser les données faisant l'objet des opérations de traitement du présent contrat.

## **5.2. Obligations du Sous-traitant**

Le Sous-traitant s'engage à :

1. traiter les données à caractère personnel uniquement pour la ou les finalité(s) reprises en annexe 4 et qui font l'objet de la Sous-traitance ;
2. traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du Responsable du traitement. Si le Sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données à caractère personnel, il en informe le Responsable du traitement immédiatement. Le recours à d'autres Sous-traitants ne peut donner lieu à des transferts de données en dehors du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale ;
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord de traitement de données à caractère personnel;
4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent accord de traitement de données à caractère personnel:
  - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
  - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
5. prendre toutes les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir la protection des droits des personnes concernées et pour que le traitement soit conforme aux exigences du RGPD ;
6. tenir compte de la nature du traitement, aider le Responsable du traitement, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans la mesure du possible, à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes dont les personnes concernées le saisissent en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD ;
7. aider le preneur de service, en tant que Responsable du traitement, à garantir le respect de ses obligations prévues au RGPD et, en particulier aux articles 32 à 36, et à en fournir la preuve, compte tenu de la nature du traitement et des informations à la disposition du Responsable du traitement. Le Sous-traitant aide le Responsable du traitement pour la réalisation d'analyses d'impact relatives à la protection des données et pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle ;
8. mettre à la disposition du Responsable du traitement toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le Responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

### 5.3. Sous-traitance en cascade

Pour l'exécution pratique de la mission, le Sous-traitant peut conclure des contrats de sous-traitance avec des tiers.

Le Responsable du traitement autorise de manière générale le Sous-traitant à avoir recours à d'autres Sous-traitants dans le cadre de l'exécution du présent accord de traitement de données à

caractère personnel et pour les finalités prévues. Le Sous-traitant informe, par courriel, le Responsable du traitement de tout changement prévu concernant l'ajout ou le remplacement d'autres Sous-traitants, donnant ainsi au Responsable du traitement la possibilité d'émettre des objections à l'encontre de ces changements.

Si le Sous-traitant sous-traite (partiellement) le traitement de données à caractère personnel pour le compte du Responsable du traitement, le Sous-traitant le fait toujours au moyen d'un contrat écrit avec l'autre Sous-traitant, imposant à ce dernier des obligations de protection de données identiques ou au moins équivalentes aux obligations qui ont été imposées au Sous-traitant-même dans le présent contrat. Si l'autre Sous-traitant ne parvient pas à remplir son obligation de protection des données en vertu d'un tel contrat écrit, le Sous-traitant restera entièrement responsable vis-à-vis du Responsable du traitement pour le respect de ces obligations.

Le fait que le Sous-traitant confie ses engagements en tout ou en partie à des tiers ne le dégage pas de sa responsabilité vis-à-vis du Responsable du traitement. Ce dernier ne reconnaît aucune relation contractuelle avec ces tiers.

Toutes les obligations qui sont imposées au Sous-traitant le sont également à chacun de ses prestataires pour les services qui les concernent. Le Sous-traitant imposera en particulier à ses prestataires l'obligation de confidentialité qui repose sur lui-même.

#### **5.4. Responsabilités des parties**

Les parties reconnaissent leur responsabilité et le partage de leur responsabilité envers les personnes concernées, conformément à l'article 82 du RGPD.

Le Sous-traitant garantit intégralement le Responsable du traitement et s'engage à dédommager celui-ci, pour toute action, réclamation ou procédure d'un tiers à l'encontre de celui-ci, résultant d'un dommage provoqué par un acte ou un manquement du Sous-traitant ou d'un de ses Sous-traitants lors de l'exécution du présent accord de traitement de données à caractère personnel (et en particulier les obligations reprises au RGPD), uniquement dans la mesure où le Sous-traitant ou un de ses Sous-traitants ont contribué à la perte ou au dommage en question, ou en sont responsables.

Les parties conviennent que le Sous-traitant n'est tenu pour responsable du dommage causé par le traitement que s'il n'a pas respecté les obligations prévues par le présent règlement qui incombent spécifiquement aux Sous-traitants ou qu'il a agi en-dehors des instructions licites du Responsable du traitement ou contrairement à celles-ci.

### **Article 6 : Protection des données à caractère personnel**

#### **6.1. Exercice des droits des personnes concernées**

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du Sous-traitant des demandes d'exercice de leurs droits repris aux articles 15-18 et 20-22 du RGPD, le Sous-traitant doit, dès réception de ces demandes, les transférer par e-mail au Responsable du traitement à l'adresse mentionnée à l'annexe 1. Le Responsable du traitement décidera de la réponse à y donner.

Dans cette optique, le Sous-traitant aidera le Responsable du traitement à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées.

## 6.2. Violation des données à caractère personnel

Le Sous-traitant notifie au Responsable du traitement toute violation de données à caractère personnel (au sens de l'article 4, 12° du RGPD) immédiatement, au plus tard dans les 24 heures après en avoir pris connaissance et par envoi d'un courrier électronique vers les interlocuteurs désignés auprès du Responsable du traitement. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable du traitement de notifier, si nécessaire, cette violation à l'autorité de contrôle compétente. De plus, le Sous-traitant prendra toutes les mesures qui s'imposent.

Le Responsable du traitement notifiera les violations de données soumises à une obligation légale de notification à l'autorité de contrôle compétente dans les délais légaux prévus.

## 6.3. Mesures de sécurité

Le Sous-traitant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, y compris entre autres et selon les besoins :

- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Lors de l'évaluation du niveau de sécurité approprié, il est tenu compte en particulier des risques que présente le traitement, résultant notamment de la destruction, de la

perte, de l'altération, de la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou de l'accès non autorisé à de telles données, de manière accidentelle ou illicite.

Le Sous-traitant fournit la preuve au Responsable du traitement que toutes les mesures appropriées sont prises afin que le Responsable du traitement puisse répondre à son obligation telle qu'elle découle de l'article 5 du RGPD. A cette fin, safe.brussels transmet une description détaillée des mesures techniques et organisationnelles annexées au présent contrat.

Les mesures techniques comprennent entre autres :

- Des mesures physiques : y compris, mais pas limité à, protéger et limiter l'accès des locaux dans lesquels se trouvent les ordinateurs, les fichiers informatiques, print-outs, des supports électroniques, etc.
- Des mesures logiques : y compris, mais pas limité à, la protection des logiciels contre le piratage (par exemple par l'encodage des données ou l'utilisation des mots de passe), l'encryptage aussi bien pour les « data at rest » que pour les « data in transit », le monitoring de toutes les activités relatives au traitement des données à caractère personnel.

Les mesures organisationnelles comprennent entre autres :

- Le verrouillage des données : garantir à ce que, concernant les personnes agissant sous son autorité, l'accès aux données et les moyens de traitement restent limités aux informations nécessaires pour l'exécution de leurs missions ou nécessaires pour les besoins de la prestation des services ; tous les canaux d'échange de données entre le Sous-traitant et les utilisateurs (humains ou applicatifs) sont sécurisés (« data-in-transit ») ;
- Informer le personnel : informer toutes les personnes, agissant sous son autorité, des dispositions reprises au RGPD, ainsi que de toutes les obligations pertinentes relatives à la protection de la vie privée qui sont d'application en cas de traitement de données à caractère personnel ;
- Garder une liste nominative des personnes autorisées à traiter des données à caractère personnel (tant les membres du personnel propres au Sous-traitant que les préposés des éventuels Sous-traitants) ;
- Faire effectuer le traitement des données à caractère personnel conformément aux processus préétablis pour que l'exécution de ce traitement soit conforme aux obligations légales applicables quel qu'en soit l'opérateur.

## 6.4. Le sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement des données à caractère personnel, le Sous-traitant s'engage à renvoyer tous les supports contenant les données à caractère personnel au Responsable du traitement. Le renvoi doit s'accompagner de

la destruction de toutes les copies existantes (y compris les back-ups et archives) dans les systèmes d'information du Sous-traitant. Une fois détruites, le Sous-traitant doit justifier par écrit la destruction.

## 6.5 Délégué à la protection des données

Le Sous-traitant communique au Responsable du traitement le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

## 6.6 Registre des catégories d'activités de traitement

Le Sous-traitant déclare tenir, sous une forme écrite, y compris, la forme électronique, un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable du traitement comprenant :

- le nom et les coordonnées du Responsable du traitement et, le cas échéant, du responsable conjoint du traitement, du représentant du Responsable du traitement et du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles au sens de l'article 32 RGPD.

## 6.7. Lieu du traitement

Le traitement des données à caractère personnel est uniquement effectué sur le territoire de la Région de Bruxelles Capitale.

## Article 7. Durée et fin de l'accord

Le présent accord de traitement de données à caractère personnel entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Il sera d'application pour la durée du service fourni par le Sous-traitant.

Le service est disponible pour un an, tacitement renouvelable. A la fin du service, les caméras seront démontées par le Sous-traitant et les images du Responsable du traitement contenues sur le(s) disque(s) dur(s) lui seront restituées pour autant que ce disque dur ne contienne pas d'images de plus de trente jours.

Chaque partie pourra mettre fin à l'accord moyennant le respect d'un délai de préavis d'une durée de trente jours, notifié à l'autre partie par courrier recommandé.

## **Article 8. Règlement des différends et conciliation**

Les Parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les différends pouvant survenir à l'occasion de la formation, de l'interprétation et/ou de l'exécution du présent accord. A défaut d'accord amiable, les Parties veillent ainsi à se concilier ou à faire appel à la médiation agréée dans le mois de la constatation du différend par voie recommandée.

En cas de différend persistant, le litige est porté devant les tribunaux de l'Arrondissement judiciaire de Bruxelles à l'initiative de la partie la plus diligente.

## **Article 9 : Loi applicable**

Le présent accord de traitement de données à caractère personnel est régi par la loi belge.

## **Article 10 : Nullité**

§1. Si l'une des dispositions du présent accord de traitement de données à caractère personnel devait être déclarée nulle, illégale ou impossible à exécuter, toutes les autres dispositions de l'accord de traitement de données à caractère personnel resteraient néanmoins applicables et produiraient toutes leur effet.

§2. Les Parties s'engagent, en cas de nullité d'une clause, à négocier de bonne foi la conclusion d'une nouvelle clause qui poursuivra le même objectif que la clause nulle, et aura, dans la mesure du possible, des effets équivalents, afin de rétablir l'équilibre contractuel.

## Article 11 : Annexes

Les Parties reconnaissent que les annexes n° 1 à 6 font partie intégrante du présent accord

- Annexe 1 : Fiche info Partenaire
- Annexe 2 : Fiche info safe.brussels
- Annexe 3 : Formulaire de demande (template)
- Annexe 4 : Traitement de données à caractère personnel
- Annexe 5 : Mesures techniques et organisationnelles
- Annexe 6 : Procédure de prétraitement (optionnel)
- Annexe 7 : Fiche Info Sous-traitants ultérieurs



Fait à Bruxelles, le

En deux exemplaires originaux, chacune des Parties déclarant avoir reçu le sien.

Pour **safe.brussels**,

Par ordonnance,

P o u r le  
**Partenaire,**

Sophie LAVAUX

xxx,

Bourgmestre,

Yves BASTAERTS

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Camera's - Toestemming van de gemeenteraad - Overeenkomst met  
Safe.brussels - Goedkeuring.**

De gemeenteraad,

gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op de wet van 05.08.1992 op het politieambt;

gelet op de wet van 30 juli 2018 betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens;

overwegende dat op grond van artikel 25/4 van de wet op het politieambt de toestemming van de gemeenteraad vereist is; dat de toestemmingsaanvraag "het type camera, de doeleinden waarvoor de camera's zullen worden geïnstalleerd of gebruikt, evenals de gebruiksmodaliteiten ervan (...)" moet preciseren;

overwegende dat de beslissing tot goedkeuring van de gemeenteraad ter kennis zal worden gebracht van de Procureur des Konings van Brussel en dat over het gebruik van vaste en tijdelijke vaste camera's en de goedkeuring die de gemeenteraad in dit verband heeft verleend naar de burgers toe zal gecommuniceerd worden;

**BESLIST**

om de overeenkomst hieronder goed te keuren en de gemeente Etterbeek toestemming te geven om tijdelijke vaste camera's te gebruiken, volgens de voorwaarden van de overeenkomst en de bijlagen

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*7 annexes / 7 bijlagen*

*Annexe 3- Formulaire de demande.docx, Annexe 7 - Fiche info Sous-traitants ultérieurs.docx, Annexe 6- Procédure de prétraitement.docx, Annexe 2- Fiche info safe.docx, Annexe 5- Mesures techniques et organisationnelles.docx, Annexe 1- Fiche info.docx, Annexe 4- Traitement de données à caractère personnel.docx*

---

18.12.2023/A/0008

**Enseignement communal fondamental ordinaire (Claire Joie) - Avenant à la convention de subvention dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'école en Région Bruxelloise - Adoption**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 23/01/2023 adoptant **la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé\_Ré-cré** et ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à l'école Claire Joie pour végétaliser sa cour dans le cadre de l'appel à projets « Opération Ré-Création » de Bruxelles Environnement pour la végétalisation des cours d'écoles en Région bruxelloise ;

Considérant qu'afin de permettre le bon déroulement du projet, il convient de modifier certains points de la convention, notamment les articles 3 (Durée de la mission) et 8 (Modalités de liquidations), selon les termes repris dans l'avenant (ci-dessous) à la convention, tel que transmis par Bruxelles Environnement ;

**DECIDE**

D'adopter l'avenant (ci-dessous) à **la convention relative à la subvention portant la référence SUB/2022/ClaireJoie/Opé\_Ré-cré**, tel que transmis par Bruxelles Environnement :

**Convention relative à la subvention portant la référence  
SUB/2022/ClaireJoie/Opé\_Ré-cré  
AVENANT**

**Entre**, d'une part,

**Bruxelles Environnement**

Dont le siège est situé avenue du Port 86C/3000, 1000 Bruxelles,  
Représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe  
Ci-après dénommé "BE".

**Et**, d'autre part,

**L'Ecole communale fondamentale « Claire Joie »**

Dont le siège est situé Rue Beckers 129, 1040 Bruxelles,  
Représenté par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire  
communale,  
Ci-après dénommée «le bénéficiaire ».

**APRES AVOIR EXPOSE QUE :**

Les parties ont conclu une convention de subvention ayant pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée au bénéficiaire en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'Arrêté ».

Afin de permettre le bon déroulement du projet subsidié, les parties souhaitent modifier certains points de la convention de subvention.

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 - Durée de la mission**

L'article 3 de la convention de subvention est modifié comme suit :

La période à subsidier prend cours le **01/01/2023** et est prolongée jusqu'au **20/12/2025**.

**Article 2 - Modalités de liquidations**

L'article 8 de la convention de subvention est modifié comme suit :

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier final qui reprendra :

- un rapport final rendant compte du déroulement des travaux,
- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser,
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Ces documents seront introduits au plus tard le **20 décembre 2025** de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de «

/Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement ([school@environnement.brussels](mailto:school@environnement.brussels))
- au collaborateur en charge de la vérification des pièces justificatives ([sub.qualcity@environnement.brussels](mailto:sub.qualcity@environnement.brussels))
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement ([sub@environnement.brussels](mailto:sub@environnement.brussels)).

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à [invoice@environnement.brussels](mailto:invoice@environnement.brussels)

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

### **Article 3 - Entrée en vigueur**

Cet avenant fait partie intégrante de la convention relative à la subvention susmentionnée.

Fait en autant d'exemplaires que de parties, chacune des parties reconnaissant avoir reçu le sien.

Bruxelles, le \_\_/\_\_/\_\_

#### **Pour Bruxelles Environnement,**

Barbara DEWULF  
Directrice générale adjointe

#### **Pour le bénéficiaire,**

Vincent DE WOLF  
Bourgmestre

Annick PETIT  
Secrétaire communale

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Gewoon basisonderwijs (Claire Joie) - Aanhangsel bij de subsidieovereenkomst in het kader van de projectoproep "Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen van scholen in het Brussels Gewest - Goedkeuring**

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 23/01/2023 houdende goedkeuring van de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Opé\_Ré-cr ** waarin de bepalingen betreffende het gebruik, de te leveren bewijsstukken en de eventuele terugbetaling van de aan de school Claire Joie toegekende subsidie voor de vergroening van haar speelplaats in het kader van de projectoproep "Operatie Re-Creatie" van Leefmilieu Brussel voor de vergroening van speelplaatsen in scholen in het Brussels Gewest worden verduidelijkt;

overwegende dat, met het oog op het goede verloop van het project, bepaalde punten van de overeenkomst moeten worden gewijzigd, met name artikel 3 (Duur van de opdracht) en artikel 8 (Betalingsvoorwaarden), overeenkomstig de bepalingen van het (onderstaande) aanhangsel bij de overeenkomst, zoals ingediend door Leefmilieu Brussel;

**BESLIST**

om het aanhangsel bij de **overeenkomst betreffende de subsidie met de referentie SUB/2022/ClaireJoie/Op \_R -cr **, zoals doorgestuurd door Leefmilieu Brussel, goed te keuren:

**Overeenkomst betreffende de toelage met  
referentie SUB/2022/ClaireJoie/Op \_R -cr   
AANHANGSEL**

**Tussen enerzijds:**

**Leefmilieu Brussel**

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel  
vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal  
Hierna "LB" genoemd.

**en anderzijds:**

**de Ecole communale fondamentale 'Claire Joie'**

waarvan de hoofdzetel gelegen is in Beckerstraat 129, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent De WOLF, Burgemeester en Annick PETIT,  
Gemeentesecretaris.

Hierna "de begunstigde" genoemd.

**NADAT WERD UITEENGEZET DAT:**

De partijen een subsidieovereenkomst hebben afgesloten met als doel de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de begunstigde werd toegekend, krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna "het besluit" genoemd.

Om het goede verloop van het gesubsidieerde project mogelijk te maken willen de partijen bepaalde punten van de subsidieovereenkomst wijzigen.

**Wordt overeengekomen wat volgt:**

**Artikel 1 – Duur van de opdracht**

Het artikel 3 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

De te subsidiëren periode loopt **01/01/2023** tot en met **20/12/2025**.

## Artikel 2 – Vereffeningsmodaliteiten

Het artikel 8 van de subsidieovereenkomst wordt als volgt gewijzigd:

Het saldo zal worden vereffend op basis van

- een eindverslag over het overzicht van het verloop van de werkzaamheden,
- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking,
- De bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Deze documenten moeten uiterlijk **20 december 2025** worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo»

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel ([school@leefmilieu.brussels](mailto:school@leefmilieu.brussels))
- aan de medewerker die verantwoordelijk is voor het controleren van bewijsstukken ([sub.qualcity@leefmilieu.brussels](mailto:sub.qualcity@leefmilieu.brussels))
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel ([sub@leefmilieu.brussels](mailto:sub@leefmilieu.brussels)).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar [invoice@leefmilieu.brussels](mailto:invoice@leefmilieu.brussels)

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

## Artikel 3 - In werking trekking

Dit aanhangsel maakt integraal deel uit van de overeenkomst betreffende de bovenvermelde subsidie.

Opgemaakt in evenveel exemplaren als er partijen zijn, waarbij elke partij bevestigt haar exemplaar te hebben ontvangen.

Opgemaakt in Brussel, op \_\_/\_\_/\_\_

## Voor Leefmilieu Brussel

Barbara DEWULF

Adjunct Directrice-generaal

**Voor de begunstigde**

Vincent DE WOLF

Burgemeester

Annick PETIT

Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage**SUB\_Opé Ré-cr \_2022\_Avenant\_Convention\_Claire Joie.pdf*

---

**Planification d'urgence - Noodplanning**

18.12.2023/A/0009 **Convention entre la région et la commune d'Etterbeek concernant l'octroi d'une nouvelle subvention régionale destinée à soutenir l'insertion de personnes en situation précaire, sur le marché immobilier locatif : 2023-2024.**

Le Conseil Communal,

Considérant la décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 6 juillet 2023, relative à la mise en oeuvre de la stratégie régionale du programme « Brussels Helps Ukraine » – projets d'arrêtés octroyant des subventions aux pouvoirs locaux en soutien à l'insertion des personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif pour un budget de 5 millions d'euros en 2023 ;

Considérant que le Conseil Communal, en sa séance du 16 octobre 2023, avait déjà approuvé la convention entre la Région et la Commune d'Etterbeek portant sur la répartition de la subvention régionale destinée à soutenir l'insertion de personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif, uniquement en 2023 ;

Considérant que le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale précité a approuvé, par un arrêté pris le 7 décembre 2023, la mise à disposition d'une subvention régionale de 231.162,00 euros destinée à soutenir l'insertion de personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif, en 2023 et 2024;

Considérant que la subvention est octroyée à la commune d'Etterbeek pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024 ;

Considérant que la subvention sera liquidée en une seule tranche, sur présentation d'une déclaration de créance signée par les autorités communales, qui sera introduite à la Région, au plus tard le 31 décembre 2023 ;

Considérant que cette déclaration de créance sera accompagnée d'un programme de travail conjoint entre la commune et le CPAS, et d'un budget prévisionnel ;

Considérant que, vu l'arrivée très récente de l'Arrêté pris par la Région, une déclaration de créance n'a pas encore pu être établie par la commune, et qu'un programme de travail conjoint entre la commune et le CPAS (qui seront, probablement repris dans les termes d'une convention, comme pour le subside A), ainsi qu'un budget prévisionnel n'ont pas encore pu être transmis par le CPAS en charge de la mise en exécution du travail d'insertion auprès des personnes concernées ;

Considérant que, par décision du Collège du 27 février 2023, la Commune a mandaté le CPAS afin de mettre intégralement en œuvre les mesures relatives à l'intégration des réfugiés ukrainiens sur le marché locatif ;

Considérant que la Commune allouera au CPAS le montant de la subvention pour la mise en œuvre de ces mesures, à charge pour le CPAS d'en justifier l'emploi ;

Considérant que le bénéficiaire devra transmettre à l'Administration Régionale, au plus tard le 31 mars 2025, les pièces justificatives suivantes : une liste récapitulative des dépenses imputées totalement ou en partie à la subvention, les factures relatives au projet et leur preuve de paiement, ainsi qu'un rapport d'activités ;

#### DECIDE

La convention entre la Région de Bruxelles-Capitale et la Commune d'Etterbeek, réglant la mise à disposition d'une nouvelle subvention régionale destinée à soutenir l'insertion de personnes en situation précaire, en premier lieu des bénéficiaires de la protection temporaire en provenance d'Ukraine, sur le marché immobilier locatif (Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 décembre 2023), pour la période allant du 1er janvier 2023 au 31 décembre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Overeenkomst tussen het Gewest en de gemeente betreffende de toekenning van**



**een nieuwe gewestelijke subsidie ter ondersteuning van de integratie op de huurmarkt van personen in precare situaties: 2023-2024.**

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 6 juli 2023 met betrekking tot de uitvoering van de gewestelijke strategie van het programma “Brussels helps Ukraine” – ontwerpdecreten tot toekenning van subsidies aan de lokale besturen ter ondersteuning van de integratie op de huurmarkt van personen in precare situaties, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne, voor een budget van 5 miljoen euro in 2023;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 16 oktober 2023 al goedkeuring had gegeven voor de overeenkomst tussen het Gewest en de gemeente Etterbeek betreffende de verdeling van de gewestelijke subsidie ter ondersteuning van de integratie op de huurmarkt van personen in precare situaties, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne, enkel voor 2023;

overwegende dat Brussels Hoofdstedelijke Regering bij besluit op 7 december 2023 goedkeuring heeft gegeven voor de toekenning van een gewestelijke subsidie van 231.162,00 euro ter ondersteuning van de integratie op de huurmarkt van personen in precare situaties, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne (Besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2023), voor 2023 en 2024;

overwegende dat de subsidie wordt toegekend aan de gemeente Etterbeek voor de periode van 1 januari 2023 tot en met 31 december 2024;

overwegende dat de subsidie in één keer zal worden uitbetaald op voorlegging van een door het gemeentebestuur ondertekende schuldvordering die uiterlijk op 31 december 2023 aan het Gewest moet worden bezorgd;

overwegende dat bij schuldvordering een gezamenlijk werkprogramma van de gemeente en het OCMW en van een voorlopige begroting moeten worden gevoegd;

overwegende dat, gezien de zeer recente komst van het besluit dat door het Gewest werd uitgevaardigd, er nog geen schuldvordering door de gemeente werd opgesteld en dat een gezamenlijk werkprogramma tussen de gemeente en het OCMW (dat waarschijnlijk, zoals voor de A-subsidie, in een overeenkomst zal worden opgenomen), alsook een voorlopige begroting nog niet werden verstuurd door het

OCMW dat belast is met de uitvoering van het integratiewerk met de betrokken personen;

overwegende dat de gemeente bij beslissing van het college van 27 februari 2023 het OCMW heeft opgedragen om de maatregelen met betrekking tot de integratie van Oekraïense vluchtelingen op de huurmarkt volledig uit te voeren;

overwegende dat de gemeente aan het OCMW het bedrag van de subsidie voor de uitvoering van deze maatregelen zal toekennen, waarbij het aan het OCMW is om het gebruik ervan te verantwoorden;

overwegende dat de begunstigde uiterlijk op 31 maart 2025 de volgende bewijsstukken naar het Gewest moet bezorgen: een samenvattende lijst van de uitgaven die volledig of gedeeltelijk ten laste van de subsidie komen, de facturen met betrekking tot het project en hun betalingsbewijzen, alsook een activiteitenverslag;

#### BESLIST

De overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek betreffende de toekenning van een nieuwe gewestelijke subsidie ter ondersteuning van de integratie op de huurmarkt van personen in preciaire situaties, in de eerste plaats begunstigden van tijdelijke bescherming afkomstig uit Oekraïne (Besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 7 december 2023), voor de periode van 1 januari 2023 tot en met 31 december 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*5 annexes / 5 bijlagen*

*Convention CPAS - Commune répartition subside insertion marché locatif 2023.pdf, CBE approuvé lancement Intégration BPTU marché locatif 27022023.pdf, Convention RBC commune subvention B 20232024 insertion marché locatif FR NL .pdf, AGRBC - subside 20232024 insertion marché locatif personnes en difficulté volet B.pdf, Convention RBC commune gestion subvention A insertion marché locatif 2023 FR NL signés.pdf*

---

## **GRH - personnel communal - HRM - gemeentepersoneel**

18.12.2023/A/0010 **Personnel – Annexe IV du Règlement de travail communal – Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal – Modifications**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 26/05/1997 (réf. : 26.05.97/A/002) portant modification des arrêtés organiques pour le personnel administratif et technique, de la régie foncière, ouvrier et de maîtrise, de soins, d'assistance et parascolaire – enseignement non subventionné en vue de l'application de la charte sociale, rendue exécutoire par la lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-capitale du 04/09/1997 (réf. : 005-97/11749-iv) ;

Vu la loi du 30 octobre 2022 portant des dispositions diverses relatives à l'incapacité de travail ;

Considérant que cette loi contient une nouvelle mesure par rapport à la dispense de fournir un certificat médical trois fois par année calendrier en ce qui concerne le premier jour de l'incapacité de travail ;

Vu la délibération du Conseil communal du 17 novembre 2003 adoptant le règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Vu en particulier le Chapitre VIII – Congé de maladie ;

Considérant que l'article 37 dudit règlement prévoit « qu'un membre du personnel, qui s'absentera pour congé de maladie non justifié à deux reprises pendant une période de trois mois, devra fournir un certificat médical pour tout nouveau jour de congé de maladie et ce durant un an calendrier » ;

Considérant que sur base de la loi du 30 novembre 2022 il y a lieu de modifier ledit article 37 du règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal ;

Considérant que notre Administration souhaite maintenir la dispense de fournir un certificat médical pour le premier jour d'incapacité de travail à quatre fois par année calendrier ;

Considérant qu'il est également nécessaire d'apporter d'autres modifications aux dispositions générales en cas de maladie ;

Considérant que le projet de la présente délibération a été soumis à la négociation avec les organisations syndicales représentatives ;

Vu les articles 100, 117 et 145 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De modifier le Chapitre VIII : Congé de maladie du Règlement interne relatif aux congés et absences du personnel communal comme suit :

CHAPITRE VIII / CONGE DE MALADIE
----------------------------------

Section 1 : Dispositions générales

Article 37.

Le membre du personnel n'est pas tenu, quatre fois par année calendrier, de fournir un certificat médical pour le premier jour d'incapacité. Cette dispense s'applique aussi bien pour une absence pour maladie d'un jour que pour le premier jour d'une période

d'incapacité plus longue (loi du 30 octobre 2022).

Les autres jours d'absence pour maladie doivent être couverts par un certificat médical.

Le médecin traitant doit indiquer avec précision :

- le nombre de jours de congé qu'il estime nécessaire (date de début et de fin probable)
- si le malade peut se rendre au contrôle médical
- si la sortie est autorisée ou non.

Si la sortie est autorisée ou si rien n'indique qu'il ne l'est pas, le médecin-contrôleur peut effectuer le contrôle au domicile du membre du personnel ou à l'adresse que ce dernier a communiquée à l'employeur, soit le convoquer à son cabinet médical. Il est accordé aux membres du personnel, une intervention dans les frais de transport lorsqu'ils utilisent un moyen de transport public, sauf cas de force majeure, pour effectuer le déplacement entre leur domicile et le cabinet médical du médecin-contrôleur et pour le déplacement inverse.

Si le certificat médical précise que la sortie n'est pas autorisée, le médecin-contrôleur doit effectuer le contrôle au domicile du membre du personnel ou à l'adresse que ce dernier a communiquée à l'employeur.

Le membre du personnel devra préciser l'endroit de convalescence si celle-ci ne s'effectue pas au domicile légal de l'intéressé.

Article 38.

§ 1. Tout agent dans l'impossibilité d'effectuer ses prestations par suite d'une maladie ou d'un accident de la vie privée est dans l'obligation d'en informer ou d'en faire informer son responsable de service de préférence par téléphone au plus tard dans l'heure qui suit l'heure où il était censé débiter son activité.

Au cas où l'agent ne parvient pas à joindre son responsable direct (ou son remplaçant ou la personne désignée à cet effet) par téléphone, il l'en informe par tout autre moyen.

§2. Dès que le membre du personnel connaîtra la durée de son absence, il en avertira le plus rapidement possible son responsable hiérarchique.

§ 3. Le certificat médical sera transmis à l'employeur dans les 2 jours ouvrables à compter de la date de début d'incapacité reprise sur le certificat médical. (jours ouvrables = tous les jours, sauf les dimanches et jours fériés).

Si le certificat médical n'est pas fourni ou est fourni après le délais prescrit (= remise tardive), sauf cas de force majeure, le salaire de l'agent ne sera pas dû pour les jours d'incapacité qui précèdent la date de remise ou la date de réception du certificat.

Dès l'instant où le membre du personnel produit le certificat médical, il retrouvera son droit au salaire pour les jours d'incapacité à dater de cette remise.

Cette mesure est également d'application en cas de prolongation du congé de maladie.

§4. Si, à l'expiration du congé de maladie qui lui a été accordé, l'agent ne se sent pas capable de reprendre le travail, il lui incombe de prévenir son responsable hiérarchique au plus tard le dernier jour ouvrable de la période d'incapacité précédente. De plus, il enverra immédiatement à son chef de service un nouveau

certificat médical.

Article 39.

§1. A la demande du responsable de service ou du Secrétaire communal, le service de contrôle médical désigné peut effectuer un examen médical de contrôle ou d'aptitude. Ce contrôle peut être demandé à tout moment, même lors d'une absence pour maladie pour laquelle le membre du personnel ne doit pas fournir de certificat médical.

Le contrôle de l'incapacité peut s'effectuer pendant toute la période d'absence.

Le membre du personnel doit prendre toutes les mesures pour rendre le contrôle possible. Si le certificat mentionne que la sortie est autorisée ou si rien n'indique qu'il ne l'est pas, le membre du personnel doit régulièrement lever sa boîte aux lettres pour prendre connaissance de tout avis de passage du médecin-contrôleur ou de toute invitation à se présenter au cabinet médical du médecin-contrôleur.

Le médecin-contrôleur examinera la réalité de l'incapacité de travail.

Le médecin-contrôleur remet ses constatations écrites au membre du personnel aussi rapidement que possible et ce, éventuellement après consultation de celui qui a délivré le certificat médical. Si le membre du personnel est en désaccord à ce moment avec le diagnostic posé, il doit en informer le médecin-contrôleur qui actera ce désaccord dans l'écrit.

Le membre du personnel qui s'estime lésé par cette décision peut, dans les 48 heures, sous peine de dépassement de délais, s'adresser directement par l'intermédiaire de son médecin traitant au médecin qui a contrôlé son absence, en vue de provoquer une consultation d'appel.

La consultation doit nécessairement se tenir dans les 48 heures qui suivent la réception de la demande du médecin traitant.

En cas de désaccord entre les médecins au cours de la consultation d'appel, le travailleur ou l'employeur pourra faire appel à un médecin-arbitre en vue de trancher le litige médical (Article 31 § 5 de la loi sur les contrats de travail).

Le médecin-arbitre doit être désigné d'un commun accord entre les deux parties.

Le médecin-arbitre effectue l'examen médical et statue sur le litige médical dans les 3 jours ouvrables qui suivent sa désignation.

Le médecin-arbitre porte sa décision à la connaissance du médecin qui a délivré le certificat médical et au médecin-contrôleur. L'employeur et le travailleur seront également avertis de cette décision et ce, par lettre recommandée.

La décision du médecin-arbitre a en tout état de cause un caractère définitif et lie les parties.

Tous les frais de la procédure d'arbitrage ainsi que les éventuels frais de déplacement du travailleur sont à charge de la partie perdante (Article 31, §5, al.4 de la loi sur les contrats de travail).

§2. Si le membre du personnel se soustrait sans motif légitime au contrôle c'est à dire le refuse ou le rend impossible, le Collège des Bourgmestre et Echevins, peut décider de ne pas payer le salaire garanti pour les jours d'incapacité qui précèdent le jour du contrôle.

Avant d'appliquer cette sanction le membre de personnel sera invité à faire connaître, par écrit, les raisons pour lesquelles il ne s'est pas soumis au contrôle.

On parle de refus de contrôle lorsque le membre du personnel :

- refuse l'accès à son domicile ou de sa résidence au médecin contrôleur ;
- refuse de se faire examiner par le médecin contrôleur;
- n'est pas autorisé à quitter son domicile mais est néanmoins absent lors du passage du médecin contrôleur ou s'il réside ailleurs qu'à son domicile sans en avoir averti son employeur;
- ne se présente pas à la convocation au cabinet du médecin contrôleur.

§3. La rémunération du médecin-contrôleur est fixée conformément au tarif de l' I.N.A.M.I., applicable en vertu des conventions prises dans le cadre de l'assurance maladie - invalidité.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

#### **Personeel – Bijlage IV van het gemeentelijk arbeidsreglement – Intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel – Wijzigingen**

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 26/05/1997 (ref. 26.05.97/A/002) tot wijziging van de organieke besluiten van het administratief en technisch personeel, het personeel van de Regie van Grondbeleid, het werklieden- en meesterschapspersoneel, het verzorgend personeel, het bijstandspersoneel en het buitenschools personeel – niet-gesubsidieerd onderwijs met het oog op de toepassing van het Sociaal Handvest, uitvoerbaar verklaard door de brief van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 04/09/1997 (ref: 005-97/11749-iv);

Gelet op de wet van 30 oktober 2022 houdende diverse bepalingen betreffende arbeidsongeschiktheid;

Overwegende dat deze wet een nieuwe maatregel bevat met betrekking tot de vrijstelling van het voorleggen van een geneeskundig getuigschrift drie keer per kalenderjaar met betrekking tot de eerste dag van een arbeidsongeschiktheid;

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 17 november 2003 tot goedkeuring van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel;

Gelet in het bijzonder op Hoofdstuk VIII – Verlof wegens ziekte;

Overwegende dat artikel 37 van dat reglement het volgende bepaalt: “Het personeelslid dat twee keer in een periode van drie maanden afwezig is wegens niet-gerechtvaardigd ziekteverlof moet voor elke nieuwe ziekteverlofdag een medisch attest voorleggen en dat gedurende een kalenderjaar.”;

Overwegende dat het op basis van de wet van 30 november 2022 noodzakelijk is om voornoemd artikel 37 van het intern reglement met betrekking tot verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel te wijzigen;

Overwegende dat ons gemeentebestuur de vrijstelling van het voorleggen van een geneeskundig getuigschrift voor de eerste dag van een arbeidsongeschiktheid wenst te

behouden op vier keer per kalenderjaar;

Overwegende dat ook andere wijzigingen moeten worden aangebracht in de algemene bepalingen in geval van ziekte;

Overwegende dat over het ontwerp van deze beraadslaging werd onderhandeld met de representatieve vakorganisaties;

Gelet op artikels 100, 117 en 145 van de Nieuwe Gemeentewet,

BESLIST :

Om Hoofdstuk VIII: Verlof wegens ziekte van het intern reglement betreffende de verloven en afwezigheden van het gemeentelijk personeel als volgt te wijzigen:

## HOOFDSTUK VIII: VERLOF WEGENS ZIEKTE

### Afdeling 1 : Algemene bepalingen

#### Artikel 37.

Personeelsleden hoeven vier keer per kalenderjaar geen geneeskundig getuigschrift voor te leggen voor de eerste dag van ongeschiktheid. Die vrijstelling geldt zowel voor een afwezigheid wegens ziekte van één dag als voor de eerste dag van een langere periode van ongeschiktheid (wet van 20 oktober 2022).

Alle andere afwezigheidsdagen wegens ziekte moet worden gestaafd door een geneeskundig getuigschrift.

De behandelende arts moet nauwkeurig aangeven:

- het aantal verlofdagen dat hij nodig acht (begindatum en vermoedelijke einddatum)
- of de patiënt zich kan begeven naar de medische controle
- of de patiënt de woning mag verlaten of niet.

Als de woning mag verlaten worden of als er geen indicatie is dat het niet zo is, mag de controlearts een controle uitvoeren bij het personeelslid thuis of op het adres dat hij aan de werkgever heeft meegedeeld, of hem oproepen om naar zijn dokterspraktijk te komen. Personeelsleden hebben recht op een bijdrage in de vervoerskosten wanneer ze gebruikmaken van het openbaar vervoer, behalve in geval van overmacht, om zich te verplaatsen van bij hun thuis naar de dokterspraktijk van de controlearts en voor de omgekeerde verplaatsing.

Als het geneeskundig getuigschrift vermeldt dat de woning niet mag verlaten worden, moet de controlearts de controle uitvoeren bij het personeelslid thuis of op het adres dat deze laatste aan zijn werkgever heeft meegedeeld.

Het personeelslid moet zijn plaats van herstel meedelen als deze verschillend is van zijn wettelijke woonplaats.

#### Artikel 38.

§ 1. Elk personeelslid dat in de onmogelijkheid is om zijn werk uit te voeren ten gevolge van een ziekte of een ongeval binnen de privésfeer is verplicht om zijn

dienstverantwoordelijke daarover te informeren of te laten informeren, bij voorkeur per telefoon, ten laatste binnen het uur dat volgt op het uur waarop hij verondersteld werd zijn dienst aan te vatten.

Als het personeelslid zijn rechtstreekse verantwoordelijke (of zijn vervanger of de persoon hiervoor aangesteld) niet telefonisch kan bereiken, informeert hij hem via alle andere mogelijke middelen.

§2. Zodra het personeelslid de duur van zijn afwezigheid kent, zal hij het aan zijn dienstverantwoordelijke medelen.

§3. Het geneeskundig getuigschrift wordt aan de werkgever bezorgd binnen 2 werkdagen te rekenen vanaf de begindatum van de arbeidsongeschiktheid die op het geneeskundig getuigschrift staat vermeld (werkdagen = alle dagen, behalve zondagen en feestdagen).

Als het geneeskundig getuigschrift niet wordt ingediend of wordt ingediend na de vastgestelde termijn (= laattijdige overhandiging), behalve in geval van overmacht, zal de betaling van de wedde niet verschuldigd zijn voor de dagen van ongeschiktheid die voorafgaan aan de overhandigingsdatum of de ontvangstdatum van het geneeskundig getuigschrift.

Zodra het personeelslid het geneeskundig getuigschrift voorlegt, krijgt hij weer recht op zijn wedde voor de dagen van ongeschiktheid vanaf de datum waarop het getuigschrift wordt voorgelegd.

Deze maatregel is eveneens van toepassing in geval van verlenging van het ziekteverlof.

§4. Als het personeelslid zich na afloop van het aan hem toegekende ziekteverlof niet in staat voelt om weer aan het werk te gaan, is het zijn verantwoordelijkheid om zijn dienstverantwoordelijke hiervan uiterlijk op de laatste werkdag van de voorafgaande periode van ongeschiktheid op de hoogte te brengen. Bovendien moet hij zijn dienstverantwoordelijke onmiddellijk een nieuw geneeskundig getuigschrift bezorgen.

#### Artikel 39.

§1. Op vraag van de dienstverantwoordelijke of van de Gemeentesecretaris, kan de aangewezen medische controledienst een medisch onderzoek ter controle of van de geschiktheid uitvoeren. Deze controle kan op elk moment gevraagd worden, zelfs tijdens een afwezigheid wegens ziekte waarvoor het personeelslid geen geneeskundig getuigschrift hoeft voor te leggen.

De controle van de ongeschiktheid kan gedurende de hele afwezigheidsperiode worden uitgevoerd.

Het personeelslid moet alles in het werk stellen om de controle mogelijk te maken. Als het getuigschrift vermeldt dat het verlaten van de woning is toegestaan of als er geen aanwijzingen zijn dat dit niet het geval is, moet het personeelslid regelmatig in zijn brievenbus kijken of er een aankondiging is van het bezoek van de controlearts of een uitnodiging om naar de praktijk van de controlearts te komen.

De controlearts onderzoekt de realiteit van de arbeidsongeschiktheid.

De controlearts deelt zijn bevindingen zo spoedig mogelijk schriftelijk mee aan het personeelslid, eventueel na overleg met degene die het geneeskundig getuigschrift heeft uitgereikt. Als het personeelslid het niet eens is met de gestelde diagnose, dient hij dit kenbaar te maken aan de controlearts, die dit schriftelijk vastlegt.

Het personeelslid dat zich benadeeld voelt door deze beslissing, kan, binnen de 48 uur, op straffe van overschrijding van de termijn, zich rechtstreeks wenden, door tussenkomst van zijn behandelende arts, tot de arts die zijn afwezigheid gecontroleerd heeft, met het oog op een consultatie in beroep. De consultatie moet verplicht



plaatsvinden binnen de 48 uur volgend op de ontvangst van het verzoek van de behandelde arts.

In geval van betwisting tussen de artsen tijdens de consultatie in beroep, zal de werknemer of de werkgever beroep kunnen doen op een arts-scheidsrechter om het medisch geschil te beslechten (artikel 31 § 5 van de wet op de arbeidsovereenkomsten).

De arts-scheidsrechter moet in onderling overleg tussen de twee partijen worden aangesteld.

De arts-scheidsrechter voert het medisch onderzoek uit en doet uitspraak over het medisch geschil binnen 3 werkdagen na zijn aanstelling.

De arts-scheidsrechter brengt de arts die het geneeskundig getuigschrift heeft uitgereikt en de controlearts op de hoogte van zijn beslissing. De werkgever en de werknemer worden eveneens per aangetekende brief op de hoogte gebracht van deze beslissing.

De beslissing van de arts-scheidsrechter is in elk geval definitief en bindend voor de partijen.

Alle kosten van de arbitrageprocedure, alsook de eventuele verplaatsingskosten van de werknemer, zijn ten laste van de in het ongelijk gestelde partij (artikel 31, §5, alinea 4 van de wet betreffende de arbeidsovereenkomsten).

§2. Als het personeelslid zich zonder geldige reden niet aan een controle onderwerpt, dat wil zeggen weigert dit te doen of het onmogelijk maakt, kan het college van burgemeester en schepenen beslissen de gegarandeerde wedde niet uit te betalen voor de dagen van ongeschiktheid die voorafgaan aan de dag van de controle.

Alvorens deze sanctie toe te passen, wordt het personeelslid verzocht schriftelijk de redenen uiteen te zetten waarom hij zich niet aan het onderzoek heeft onderworpen.

Er is sprake van weigering van een controle wanneer het personeelslid:

- de controlearts de toegang tot zijn woning weigert;
- weigert zich door de controlearts te laten onderzoeken;
- zijn woning niet mag verlaten maar toch afwezig is bij het bezoek van de controlearts of wanneer hij elders dan thuis verblijft zonder zijn werkgever hiervan op de hoogte te hebben gesteld;
- niet verschijnt wanneer hij wordt opgeroepen om naar de praktijk van de controlearts te komen.

§3. De bezoldiging van de controlearts wordt vastgesteld overeenkomstig het tarief van het RIZIV, toegepast op basis van de overeenkomsten gesloten in het kader van de ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*65373+-+Personnel+-+Annexe+IV+du+Règlement+de+travail+communal.docx  
(1).docx*

## Guichet Unique du Logement - Woonloket

18.12.2023/A/0011 **Logement – Octroi d'un prêt court terme à l'ASBL Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek (A.I.S.-Etterbeek) - Convention**

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 décembre 2015 organisant les

agences immobilières sociales (M.B., 8 janvier 2016) et notamment le Chapitre VI,

Considérant le fait que la totalité du subside régional pour l'exercice 2023 a déjà été liquidée à l'A.I.S.-Etterbeek ;

Considérant que l'A.I.S.-Etterbeek a valablement introduit sa demande de subside régional pour l'année 2024 ;

Considérant que la première tranche du subside régional pour l'année 2024 ne sera libérée qu'entre février et mai 2024 ;

Considérant que durant cette période (entre janvier 2024 et la libération de la première tranche du subside régional), l'A.I.S.-Etterbeek est tenue de respecter ses engagements vis-à-vis des tiers (paiement des loyers pour les propriétaires) et faire face aux frais liés à son fonctionnement quotidien (paiement des salaires ; des factures etc.) ;

Considérant que l'A.I.S.-Etterbeek ne dispose pas de la trésorerie suffisante pour faire face à ce décalage ;

Considérant que par l'intermédiaire de son Receveur, Monsieur Philippe Demol, la Commune d'Etterbeek peut contracter des avances à court terme afin de permettre à cette dernière d'assurer l'ensemble de ses obligations en matière de paiements, en ce compris l'octroi d'un prêt de 100.000 euros à l'A.I.S.-Etterbeek ;

Considérant la nécessité d'octroyer un prêt à court terme afin de permettre à l'AIS de répondre à ses

obligations financières ;

Considérant que l'entièreté de ce montant (100.000 euros) sera remboursé à la Commune d'Etterbeek dès perception de la première tranche du subside régional 2023 (à savoir durant le premier semestre de l'année) ;

Considérant que la formule du prêt court terme a été utilisée l'an dernier (pour un montant de 120.000€) et que ce montant a été remboursé dans son intégralité dès perception de la première tranche du subside (paiement du 16 mars 2023) ;

DECIDE d'approuver un prêt de 100.000 euros à l'A.I.S.-Etterbeek suivant les termes de la convention ci- dessous.

Ce prêt sera acté en comptabilité générale par une inscription au compte général 46501 (Prêts octroyés à payer) sur l'exercice 2023 et sera remboursé par l'A.I.S.-Etterbeek dès perception de la première tranche du subside régional pour l'année 2024.

## **Convention**

ENTRE, d'une part,

La Commune d'Etterbeek, située 31/1 Avenue des Casernes à 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent De Wolf, Bourgmestre, et Mme. Annick Petit, Secrétaire communale,

Ci-après « la Commune » ;

ET, d'autre part,

L'association sans but lucratif Agence Immobilière Sociale d'Etterbeek, dont le siège est sis 1040 Etterbeek, représentée par M. Vincent De Wolf, Président, et M. Philippe Demol, Administrateur-délégué,

Ci-après « l' AIS-Etterbeek »,

Ci-après, ensemble, « les Parties »,

IL EST PREALABLEMENT CONSIDERE CE QUI SUIIT :

1. L' AIS-Etterbeek a perçu la totalité du subside régional pour l'année 2023 et a valablement introduit sa demande de subside régional pour l'année 2024 ;
2. Alors que le subside régional couvre une période allant du 1er janvier et 31 décembre (correspondant à une année civile), la première tranche dudit subside n'est libérée qu'entre février et mai de l'année subsidiée ;
3. Durant cette période (entre janvier 2024 et la libération de la première tranche du subside régional), l' AIS-Etterbeek est tenue de respecter ses engagements vis-à-vis des tiers (paiement des loyers pour les propriétaires) et faire face aux frais liés à son fonctionnement quotidien (paiement des salaires ; des factures etc.) or, cette dernière ne dispose pas de la trésorerie suffisante pour faire face à ce décalage.

IL EST ENSUITE CONVENU :

### **Article 1**

Afin de permettre à l' AIS-Etterbeek de respecter ses engagements financiers, un prêt de 100.000 euros est octroyé à cette dernière.

### **Article 2**

Ce prêt sera remboursé par l' A.I.S.-Etterbeek dès perception de la première tranche du subside régional pour l'année 2024 (et au plus tard le 31 mai 2023).

Fait à Etterbeek, le 18 décembre 2023

Pour la Commune

Le Bourgmestre,  
Secrétaire Communal,

Le

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Woonloket - Toekenning van een korte termijnlending aan de vzw Sociaal Verhuurkantoor van Etterbeek (S.V.K. - Etterbeek) - Overeenkomst**

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet;

gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 december 2015 houdende organisatie van de sociale verhuurkantoren (SB, 8 januari 2016) en in het bijzonder hoofdstuk VI;

overwegende dat de volledige gewestelijke subsidie voor het jaar 2023 al werd uitbetaald aan het SVK Etterbeek;

overwegende dat het SVK Etterbeek een geldige aanvraag voor een gewestelijke subsidie heeft ingediend voor het jaar 2024;

overwegende dat de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor het jaar 2024 pas tussen februari en mei 2024 zal worden vrijgemaakt;

overwegende dat het SVK Etterbeek tijdens die periode (tussen januari 2024 en de vrijmaking van de eerste schijf van de gewestelijke subsidie) zijn verbintenissen ten aanzien van derden (betaling van de huur aan eigenaars) moet nakomen en de kosten van zijn dagelijkse werking (lonen, facturen) moet betalen;

overwegende dat het SVK Etterbeek niet over voldoende financiën beschikt om die periode te overbruggen;

overwegende dat de gemeente Etterbeek via haar ontvanger, de heer Philippe Demol, kortetermijnvoorschotten kan aangaan om haar in staat te stellen al haar betalingsverplichtingen na te komen, waaronder de toekenning van een lening van 100.000 euro aan het SVK Etterbeek;

gelet op de noodzaak om een kortetermijnlending te verstrekken om het SVK in staat te stellen aan zijn financiële verplichtingen te voldoen;

overwegende dat het volledige bedrag (100.000 euro) aan de gemeente Etterbeek zal worden terugbetaald zodra de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor 2023 is ontvangen (dat wil zeggen in de eerste helft van het jaar);

overwegende dat de formule van de kortetermijnlending vorig jaar werd gebruikt (voor een bedrag van 120.000 euro) en dat dit bedrag volledig werd terugbetaald na ontvangst van de eerste schijf van de subsidie (betaling op 16 maart 2023);

BESLIST om een lening van 100.000 euro aan het SVK Etterbeek goed te keuren volgens de voorwaarden uit de onderstaande overeenkomst.

Deze lening zal in de algemene boekhouding worden opgenomen door een boeking op de algemene rekening 46501 (Te betalen leningen) in het begrotingsjaar 2023 en zal

door het SVK Etterbeek worden terugbetaald zodra de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor het jaar 2024 is ontvangen.

### **Overeenkomst**

TUSSEN, enerzijds,

De gemeente Etterbeek, gelegen Kazernenlaan 31/1 in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, burgemeester, en mevrouw Annick Petit, gemeentesecretaris,

Hierna “de gemeente” genoemd,

EN, anderzijds,

De vereniging zonder winstoogmerk Sociaal Verhuurkantoor Etterbeek, waarvan de zetel is gelegen in 1040 Etterbeek, vertegenwoordigd door de heer Vincent De Wolf, voorzitter, en de heer Philippe Demol, gedelegeerd bestuurder,

Hierna “het SVK Etterbeek” genoemd,

Hierna samen “de partijen” genoemd,

**WORDT VOORAF OVERWOGEN WAT VOLGT:**

1. Het SVK Etterbeek heeft de volledige gewestelijke subsidie voor het jaar 2023 ontvangen en heeft een geldige aanvraag ingediend voor een gewestelijke subsidie voor het jaar 2024.
2. Hoewel de gewestelijke subsidie een periode bestrijkt van 1 januari tot en met 31 december (wat overeenkomt met een kalenderjaar), wordt de eerste schijf van de subsidie pas tussen februari en mei van het gesubsidieerde jaar vrijgemaakt.
3. Tijdens die periode (tussen januari 2024 en de vrijmaking van de eerste schijf van de gewestelijke subsidie) moet het SVK Etterbeek zijn verbintenissen ten aanzien van derden (betaling van de huur aan eigenaars) nakomen en de kosten van zijn dagelijkse werking (lonen, facturen) betalen, maar het SVK Etterbeek beschikt niet over voldoende middelen om die periode te overbruggen.

**WORDT VERVOLGENS OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT:**

#### **Artikel 1**

Om het SVK Etterbeek in staat te stellen aan zijn financiële verplichtingen te voldoen, wordt aan het SVK Etterbeek een lening van 100.000 euro verstrekt.

#### **Artikel 2**

Het SVK Etterbeek zal deze lening terugbetalen zodra het de eerste schijf van de gewestelijke subsidie voor het jaar 2024 heeft ontvangen (en uiterlijk op 31 mei 2023).

Opgemaakt in Etterbeek op 18 december 2023.

Voor de gemeente

De burgemeester,  
gemeentesecretaris,

De

Vincent DE WOLF  
PETIT

Annick

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

## Régie foncière - Collège A - Regie van grondbeleid - college A

18.12.2023/A/0012 **Patrimoine Régie/Rénovation – Immeuble sis Rue Philippe Baucq 50 à 1040 Etterbeek – Transfert dans le patrimoine communal.**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil communal du 27/06/2022 acceptant le leg de Mme Marie LECLERCQ concernant l'immeuble sis rue Philippe Baucq 50 à 1040 Etterbeek moyennant le paiement des droits de succession estimés à +/- 50 .000,00 € ;

Considérant que la Régie Foncière avait le projet de rénover l'immeuble pour y accueillir 4 appartements 1 chambre (investissement d'environ 600.000,00 €) ;

Considérant le programme de rénovation 2024-2034 de la Régie Foncière comprenant les rénovations énergétiques des bâtiments existants, la mise en conformité des installations de chauffage, la construction de 35 logements sur le site des jardins de la Chasse, le projet de rénovation et la construction de logements rue Ste-Gertrude 17/rue Félix Hap, le projet rue Général Tombeur 47 à 53b, la rénovation de 3 logements chaussée de Wavre ;

Considérant que la Régie Foncière ne pourra envisager de rénover l'immeuble rue Philippe Baucq avant minimum 5 ans ;

Considérant qu'afin de ne pas laisser cet immeuble abandonné pendant une longue période, il est proposé de le transférer dans le patrimoine communal ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

De transférer l'immeuble sis rue Philippe Baucq 50 du patrimoine de la Régie Foncière dans le patrimoine communal.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Patrimonium Regie/Renovatie – Gebouw gelegen Philippe Baucqstraat 50 in**

## **1040 Etterbeek – Overdracht naar het gemeentelijke patrimonium.**

De gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de gemeenteraad van 27/06/2022 tot aanvaarding van het legaat van mevrouw Marie LECLERCQ betreffende het gebouw gelegen aan de Philippe Baucqstraat 50 in 1040 Etterbeek op voorwaarde van betaling van de successierechten die werden geschat op +/- 50.000,00 euro;

Overwegende dat de Regie van Grondbeleid van plan was om het gebouw te renoveren om er vier eenkamerappartementen onder te brengen (investering van ongeveer 600.000,00 euro);

Gelet op het renovatieprogramma 2024-2034 van de Regie van Grondbeleid dat het volgende omvat: energierenovatie van de bestaande gebouwen, aanpassing van de verwarmingsinstallaties aan de normen, bouw van 35 woningen op de Jachthofsite, project voor de renovatie en bouw van woningen op de Sint-Gertrudisstraat 17/Félix Hapstraat, het project op de Generaal Tombeurstraat 47 tot 53b, de renovatie van 3 woningen op de Waversesteeweg;

Overwegende dat de Regie van Grondbeleid pas ten vroegste over 5 jaar met de renovatie van het gebouw op de Philippe Baucqstraat zou kunnen starten;

Overwegende dat, om te voorkomen dat dit gebouw lange tijd leegstaat, wordt voorgesteld om het over te dragen aan het patrimonium van de gemeente;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

**BESLIST**

Om het gebouw gelegen Philippe Baucqstraat 50 over te dragen van het patrimonium van de Regie van Grondbeleid naar het gemeentelijke patrimonium.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

### **18.12.2023/A/0013 Régie Foncière - Budget 2024 - Crédits provisoires - Premier trimestre.**

Le Conseil Communal,

Considérant que le budget de la Régie Foncière pour 2024 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux ;

Vu l'article 12 de l'arrêté du Gouvernement de la Régie de Bruxelles-Capitale du 6 novembre 2003 relatif à la gestion financière des régies communales ;

**DECIDE :**

De demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid - Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - Eerste trimester.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat de begroting van de Regie van Grondbeleid 2024 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

Gelet op artikel 12 van het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering met betrekking tot het financieel beheer van de gemeentebedrijven;

BESLIST:

Aan de toezichhoudende overheid machtiging te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten te beschikken voor het eerste trimester 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

18.12.2023/A/0014 **Régie Foncière – Marché par facture acceptée - Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **25/10/2023** ;

Objet : Fournitures de bureau 2023 - Approbation des conditions, des firmes à consulter et de l'attribution - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 2.500,00 € (HTVA) – 3.025,00 € (TVA 21 % comprise).

Article budgétaire : 613.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 04/05/2023 relative à un marché par facture acceptée dont le montant estimé ne dépasse pas



30.000,00 € H.T.V.A.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht door aanvaarde factuur - Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **25/10/2023** werd genomen:

Onderwerp: Kantoorbenodigdheden 2023 - Goedkeuring van de voorwaarden, en de firma's die geraadpleegd moeten worden en de toewijzing - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 2.500,00 € (EXCL. BTW) – 3.025,00 € (BTW 21 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 613.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 04/05/2023 betreffende de overheidsopdracht met aanvaarde factuur waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 30.000,00 €.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

18.12.2023/A/0015 **Régie Foncière – Marché par procédure négociée sans publicité préalable – Fixation des conditions – Article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale – Communication pour information.**

Le Conseil Communal,

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 1 de la Nouvelle Loi Communale, le Conseil Communal choisit la procédure de passation des marchés publics et des concessions

et en fixe les conditions ;

Attendu qu'en vertu de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, le Collège des Bourgmestre et Echevins est habilité à exercer le pouvoir du Conseil Communal visé au § 1 pour les marchés publics dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 € ;

Attendu que les décisions prises dans ce cadre par le Collège des Bourgmestre et Echevins doivent être communiquées pour information au Conseil Communal lors de sa plus prochaine séance ;

Attendu que la décision suivante a été prise par le Collège des Bourgmestre et Echevins du **08/11/2023** ;

Objet : Maintenance des installations HVAC collectives et individuelles - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - Application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale.

Estimation de la dépense : 92.972,00 € (HTVA) – 98.550,32 € (TVA 6 % comprise).

Article budgétaire : 614.01 du budget ordinaire 2023 de la Régie Foncière.

DECIDE :

De prendre pour information, en application de l'article 234 § 3 de la Nouvelle Loi Communale, la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins du 08/11/2023 relative à un marché par procédure négociée sans publicité préalable dont le montant hors T.V.A. estimé est inférieur à 140.000,00 €.

Le Conseil prend connaissance.

---

**Regie van Grondbeleid – Opdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking – Vaststelling van de voorwaarden – Artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet – Mededeling ter kennisgeving.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 1 van de Nieuwe Gemeentewet, de Gemeenteraad de procedure volgens dewelke de overheidsopdrachten en de concessieovereenkomsten worden gegund kiest en de voorwaarden ervan vaststelt;

Overwegende dat overeenkomstig artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, het College van Burgemeester en Schepenen gemachtigd is de in de eerste paragraaf bedoelde bevoegdheid uit te oefenen voor de overheidsopdrachten waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €;

Aangezien dat de beslissingen in dit kader door het College van Burgemeester en Schepenen genomen, ter kennisgeving aan de Gemeenteraad op zijn eerstvolgende vergadering moeten medegedeeld worden;

Aangezien dat de volgende beslissing door het College van Burgemeester en Schepenen van **08/11/2023** werd genomen:

Onderwerp: Onderhoud van collectieve en individuele HVAC-installaties - Goedkeuring van de voorwaarden, de gunningswijze en de firma's die geraadpleegd moeten worden - Toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet.

Raming van de uitgave: 92.972,00 € (EXCL. BTW) – 98.550,32 € (BTW 6 % inbegrepen).

Begrotingsartikel: 614.01 van de gewone begroting 2023 van de Regie van Grondbeleid.

BESLIST:

Kennis te nemen, in toepassing van artikel 234 § 3 van de Nieuwe Gemeentewet, van de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van 08/11/2023 betreffende een overheidsopdracht bij onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking waarvan het bedrag exclusief B.T.W. geraamd wordt op minder dan 140.000,00 €.

De raad neemt kennis.

---

## Développement et financement de projets - Ontwikkeling en financiering van projecten

18.12.2023/A/0016 **Appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement – Projet de la commune d’Etterbeek intitulé « Inclure, accompagner, changer : mobilité active et rues cyclables » : signature de la Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant l’appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement à destination des communes et CPAS bruxellois ;

Vu la décision du Collège du 24/05/2023 de répondre à cet appel à projets ;

Considérant que le projet intitulé « Inclure, accompagner, changer : mobilité active et rues cyclables » a été sélectionné par la Région sous certaines conditions ;

Vu la décision du Collège du 16/11/2023 de marquer accord sur les conditions d’approbation et le budget corrigé par le jury pour le projet intitulé « Inclure, accompagner, changer : mobilité active et rues cyclables », dans le cadre de l’appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement.

Considérant que la mise en œuvre du projet est régie par une Convention (ci-dessous) établie entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d’Etterbeek ;

Décide d’autoriser la signature de ladite Convention en vue de la mise en œuvre du projet :

Convention relative à la subvention portant la référence <b>SUB/2023/PL/MOB/1040/RueCyclable</b>
<b>Entre, d'une part :</b> <b>Bruxelles Environnement</b>
Dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.
représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe
<b>Et, d'autre part :</b> <b>La Commune d'Etterbeek</b>
Dont le siège est situé avenue des Casernes 31/1, 1040 Bruxelles.
Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale.
Ci-après dénommée "la commune".
<b>Il est convenu ce qui suit :</b>
<b>Article 1 - Objet de la convention</b>
La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».
<b>Article 2 - Montant</b>

La subvention porte sur un montant total de 33.000 euros maximum, tel que fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire et des décisions du jury.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subsidie sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

#### Article 3 - Durée de la mission

La période à subsidier prend cours le 01/01/2024 et se termine le 31/12/2025.

#### Article 4 - Personne de contact

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont

Pascale Alaïme :

[palaim@environnement.brussels](mailto:palaim@environnement.brussels)

pour les questions administratives et de méthodologie DD

et Simon DEHOUC :

[sdehouck@environnement.brussels](mailto:sdehouck@environnement.brussels)

pour les questions techniques

ou leurs remplaçants.

La personne de contact auprès de la commune pour le démarrage du projet est

Thomas CAMBRELIN

thomas.cambrelin@etterbeek.brussels

La commune désignera une personne en charge de l'exécution de la mission.

Bruxelles Environnement sera informé de ses coordonnées dès le démarrage du projet, ainsi que de tout remplacement de cette personne.

## **Article 5 - Description de la mission**

### **Article 5.1 - Finalité générale**

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets ACTION CLIMAT 2023 à destination des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

**Inclure, Accompagner, Changer : mobilité active et rues cyclables**

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

**Ce projet sera rattaché à une ou plusieurs mesures identifiées dans le Programme Actions Climat de la Commune, auxquelles il contribuera concrètement.**

### **Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources**

**Ø Objectifs attendus :**

Le projet veut développer et renforcer le tissu de rues cyclables en faisant la promotion de la mobilité active, tout en assurant la sécurité des usagers, selon le principe PVTV (Piéton-Vélo-Transport en commun-Voiture individuelle).

**Ø Indicateurs de performances :**

- Nombre de participants
- Nombre d'utilisations du vélo
- Nombre de Km parcourus
- Satisfaction des participants

Ces indicateurs pourront être adaptés ou complétés en comité d'accompagnement.

**Ø Ressources humaines / Nombre d'ETP affectés à ces missions pour atteindre les objectifs :**

Pas de RH financées par le subsid.

**Article 5.3 - Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission**

Le planning du projet, prévu dans le dossier de candidature, est présenté ci-dessous. Toute modification à ce planning pourra être actée ultérieurement en comité d'accompagnement.



Le projet se décline en 4 axes :

1. Analyse du réseau de rues cyclables existant

Le service Mobilité et Prévention s'attèlera au diagnostic des rues cyclables, conjointement avec la Police, grâce aux analyseurs de trafic : comptages des véhicules particuliers, des poids lourds et des deux-roues, analyse des revêtements et des aménagements de la voirie.

2. Pool cyclistes

Deux groupes de citoyen·e·s seront créés pour qu'ils participent activement au diagnostic : objectiver les dysfonctionnement, connaître le ressenti des cyclistes sur ce type d'aménagement.

Un groupe sera composé de cyclistes du quotidien, à l'aise dans le trafic et qui ont une bonne perception de la cartographie des aménagements cyclables.

L'autre groupe rassemblera des personnes qui n'utilisent (presque) jamais le vélo. Des vélos seront mis à dispositions des participant·e·s pendant un mois, durant lequel les deux groupes seront invités à transmettre leur expérience à vélo et plus particulièrement, dans les rues cyclables de la commune.

La commune d'Etterbeek entend impliquer les 2 groupes de cyclistes de manière à en faire des ambassadeurs.

### 3. Programme d'activités

En parallèle, un programme d'activités sera établi :

- Formation vélo pour débutant·e·s, pour apprendre à rouler dans le trafic
- Ateliers de réparation spécifiques parent-enfant, femmes, +65 ans, etc.
- Apéros thématiques : covoiturage et voitures partagées, parking vélo à Etterbeek, etc.

### 4. Modification du réseau

Grâce aux résultats de l'analyse et de l'enquête, la modification du réseau de zones cyclables et l'adaptation de la signalisation seront entreprises

Il est rappelé que le matériel roulant (vélos) ne peut pas être financé via l'appel à projets et renvoie vers les financements de Bruxelles Mobilité pour ces postes.

#### Article 5.4 - Rapports d'activités

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

- Rapport intermédiaire : fin janvier 2025
- Rapport final : fin janvier 2026

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point "Indicateurs"). Chaque fois que possible, le rapport inclura des illustrations (photos, plans, ...).

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

#### Article 5.5 - Aspects communication



Le bénéficiaire d'une subvention a l'obligation de communiquer sur l'intervention de Bruxelles Environnement dans le financement de son projet, quelle que soit la nature du projet, auprès de son public-cible, de ses partenaires et plus généralement du grand public. Cette communication doit se faire pendant et après la réalisation du projet, sous quelque forme ou dans quelque média que ce soit, y compris sur le site web du bénéficiaire.

La communication liée au projet (y compris les relations avec les médias, les conférences, les séminaires, le matériel d'information, tel que brochures, dépliants, affiches, présentations, etc., sous forme électronique, via les médias traditionnels ou sociaux, etc.), ainsi que les activités de diffusion ou résultat important financés par la subvention doivent afficher a minima le logo de Bruxelles Environnement ainsi qu'une déclaration de financement telle que "avec le soutien de Bruxelles Environnement".

Ces documents devront être présentés aux personnes de contact à Bruxelles Environnement, pour validation avant publication. Les délais de réponse seront convenus en comité d'accompagnement.

Le non-respect de cette obligation entraînera de facto une retenue de 5% sur le montant total du subside.

#### Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant du Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

<p>Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles.</p> <p>Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.</p>
<p>Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.</p>
<p>Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un rapport d'avancement des travaux. Celui-ci sera rédigé (et illustré) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.</p> <p>Un PV de chaque réunion sera rédigé et joint au dossier de suivi de la subvention.</p>
<p>Les porteurs du projet participeront également aux organisées par Brulocalis et Bruxelles Environnement, ainsi qu'aux réunions d'échange d'expériences, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement de leur projet.</p>
<p>Article 7 - Dépenses éligibles</p>
<p>Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses HORS</p> <p>TVA. La TVA ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement supportée par le bénéficiaire.</p> <p>Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :</p>

<ul style="list-style-type: none"> <li>les frais de promotion et de publication : frais relatifs à la communication du projet, à la promotion des activités liées au projet et à l'annonce des résultats de celui-ci</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>les frais administratifs : frais de fonctionnement directement liés à la réalisation du projet</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>la rétribution de tiers et de sous-traitants, les honoraires, les vacataires : dépenses liées à la sous-traitance de tiers pour des activités ayant lieu dans le cadre du projet (personne n'ayant pas de contrat avec le bénéficiaire)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>les amortissements et investissements : dépenses destinées aux biens d'investissement utiles pour l'organisation des activités liées au projet et donc achetés spécifiquement dans le cadre de ce projet (mobilier, machines, matériel roulant, matériel de bureau, ordinateurs)</li> </ul>
Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.
Le tableau ci-dessous est repris à titre indicatif :

<b>Nature / Natuur</b>	<b>Montant Global Gloaal Bedrag</b>	<b>dont part de BE waarvan LB aandeel</b>
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	3.000 €	3.000 €
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkkosten	2.000 €	2.000 €
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	15.000 €	15.000 €
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	62.500 €	13.000 €
<b>Total / Totaal</b>	<b>82.500 €</b>	<b>33.000 €</b>

Il a été établi sur base de l'annexe budgétaire finale. Toute modification significative devra être discutée lors du Comité d'Accompagnement.

## Article 8 - Modalités de liquidations

La première tranche (6.600 €) est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

L a deuxième tranche (9.900 €) sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour **fin janvier 2025**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement ([sub@environnement.brussels](mailto:sub@environnement.brussels))

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

[invoice@environnement.brussels](mailto:invoice@environnement.brussels)

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

La troisième tranche (13.200 €) sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour fin janvier 2026. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 ».

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement ([sub@environnement.brussels](mailto:sub@environnement.brussels))

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite dans les 2 mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

[invoice@environnement.brussels](mailto:invoice@environnement.brussels)

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier financier qui reprendra

- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser.
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Le montant du solde sera calculé sur base du contrôle de ces documents et ne pourra excéder 3.300 euros.

Ces documents seront introduits au plus tard 3 mois après la fin de la mission (soit pour fin mars 2026) de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement ([sub@environnement.brussels](mailto:sub@environnement.brussels))

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite dans les deux mois au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

[invoice@environnement.brussels](mailto:invoice@environnement.brussels)

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

## Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 80 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2023, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
  - qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
  - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
  - qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
  - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

## Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

## Article 11 - Responsabilité civile

<p>La Région de Bruxelles-Capitale et Bruxelles Environnement ne sont en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.</p>
<p>Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale ou Bruxelles Environnement d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente.</p> <p>Le bénéficiaire garantit la Région et/ou BE de tout recours qui serait formé par un tiers directement contre la Région et/ou BE dans le cadre de ses activités.</p>
<p>Article 12 - Règlement des litiges</p> <p>En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.</p>
<p>A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.</p>
<p>Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.</p>
<p>Bruxelles, le ___/___/___</p>
<p>Pour Bruxelles Environnement</p>

Barbara DEWULF	
Directrice générale adjointe	Adjunct Directrice-generaal
<b>Pour la Commune d'Etterbeek</b>	<b>Voor de Gemeente van Etterbeek</b>
Vincent DE WOLF	
Bourgmestre	Burgemeester

Annick PETIT	
Secrétaire communale	Gemeentesecretaris

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel – Project van de gemeente Etterbeek getiteld “Insluiten, begeleiden, veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten”: ondertekening van de overeenkomst.**

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel voor Brusselse gemeenten en OCMW's;

gelet op de beslissing van het college van 25/05/2023 om te reageren op die projectoproep;

overwegende dat het project getiteld “Insluiten, begeleiden, veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten” werd geselecteerd door het Gewest onder bepaalde voorwaarden;

gelet op de beslissing van het college van 16/11/2023 om akkoord te gaan met de goedkeuringsvoorwaarde en het budget dat werd gecorrigeerd door de jury voor het project getiteld “Insluiten, begeleiden, veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten”, in het kader van de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel;

overwegende dat de uitvoering van het project wordt geregeld door een overeenkomst (hieronder) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek;

BESLIST om de ondertekening van de overeenkomst met het oog op de uitvoering van het project goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de toelage

met referentie

SUB/2023/PL/MOB/1040/RueCyclable



**Tussen enerzijds:**

**Leefmilieu Brussel**

waarvan de hoofdzetel gelegen is Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.

vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal

**en anderzijds:**

**De Gemeente van Etterbeek**

waarvan de hoofdzetel gelegen is Kasernenlaan 31/1, 1040 Brussel.

Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.

Hierna "de gemeente" genoemd.

**Wordt overeengekomen wat volgt:**

**Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst**

Deze overeenkomst strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.

**Artikel 2 - Bedrag**

De toelage heeft betrekking op een totaalbedrag van maximum 33.000 euro, zoals bepaald in het besluit.

Dit bedrag werd berekend op basis van de begroting, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde en de beslissing van de jury.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

**Artikel 3 - Duur van de opdracht**

De te subsidiëren periode loopt van 01/01/2024 tot en met 31/12/2025.

**Artikel 4 – Contactpersonen**

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaime:

[palaime@leefmilieu.brussels](mailto:palaime@leefmilieu.brussels)

voor vragen inzake de administratieve punten en DO-methodologie

en Simon DEHOUCK:

[sdehouck@leefmilieu.brussels](mailto:sdehouck@leefmilieu.brussels)

voor de technische vragen

of hun vervangers.

De contactpersoon bij de gemeente voor de start van het project is

Thomas CAMBRELIN

[thomas.cambrelin@etterbeek.brussels](mailto:thomas.cambrelin@etterbeek.brussels)

De gemeente zal een persoon aanwijzen die belast wordt met de uitvoering van de missie.

Leefmilieu Brussel zal in kennis worden gesteld van de contactgegevens van deze persoon zodra het project van start gaat, zoals van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

Artikel 5.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep KLIMAAT ACTIE 2023 voor Brusselse gemeenten en OCMW 's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst:

Opnemen, Ondersteunen, Veranderen: actieve mobiliteit en fietsstraten

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Dit project zal worden gekoppeld aan een of meer maatregelen van het Klimaatactieprogramma van de gemeente en zal er een concrete bijdrage aan leveren.

#### Artikel 5.2 -- Doelstellingen, indicatoren en middelen

Ø Verwachte doelstellingen:

Le projet veut développer et renforcer le tissu de rues cyclables en faisant la promotion de la mobilité active, tout en assurant la sécurité des usagers, selon le principe PVTV (Piéton-Vélo-Transport en commun-Voiture individuelle).

Ø Prestatie-indicatoren:

- Aantal deelnemers
- Aantal fietsgebruiksbeurten
- Aantal afgelegde kilometers
- Tevredenheid van de deelnemers

Het begeleidingscomité kan deze indicatoren aanpassen en aanvullen.

Ø Human resources / Aantal VTE 's dat aan deze opdrachten wordt toegewezen om de doelstellingen te bereiken:

De subsidie financiert geen personeelsmiddelen.

#### Artikel 5.3 – Voorziene planning en locatie(s) waar de opdracht plaatsvindt

Het projectplanning, opgenomen in het aanvraagdossier wordt hieronder weergegeven. Eventuele wijzigingen van dit planning kunnen later door het begeleidingscomité worden goedgekeurd.

Het project omvat vier pijlers:

1. Analyse van het bestaande netwerk van fietsstraten

De dienst Mobiliteit en Preventie zal samenwerken met de politie om een diagnose te maken van de fietsstraten met behulp van verkeersanalysetoestellen: tellingen van personenauto's, vrachtwagens en tweewielers, analyse van de wegdekken en voorzieningen op de openbare weg.

2. Fietserspool

Er zullen twee burgergroepen worden opgericht om actief mee te werken aan de diagnose: een objectief overzicht maken van de slechte werking en achterhalen wat fietsers vinden van dergelijke voorzieningen.

De ene groep bestaat uit alledaagse fietsers die zich op hun gemak voelen in het verkeer en een goed zicht hebben op de cartografie van de fietsvoorzieningen. De andere groep bestaat uit mensen die de fiets (bijna) nooit gebruiken. De deelnemers krijgen een maand lang fietsen ter beschikking gesteld. Tijdens die maand wordt aan beide groepen gevraagd om hun fietservaringen te delen, en meer in het bijzonder in de fietsstraten van de gemeente.

De gemeente Etterbeek wil de twee groepen fietsers betrekken en er echte ambassadeurs van maken.

3. Activiteitenprogramma

Tegelijkertijd zal een activiteitenprogramma worden opgesteld:

- Fietstraining voor beginners, om te leren fietsen in het verkeer
- Specifieke herstelworkshops voor ouder-kindduo's, vrouwen, 65-plussers, enz.
- Themaborrels: carpoolen en autodelen, fietsenparking in Etterbeek, enz.

4. Aanpassing van het netwerk

Aan de hand van de resultaten van de analyse en de enquête zullen het netwerk van fietsstraten en de signalisatie worden aangepast.

Er wordt aan herinnerd dat rollend materieel (fietsen) niet kan worden gefinancierd via de projectoproep. Voor deze posten wordt verwezen naar de financiering van Brussel Mobiliteit.

Artikel 5.4 – Activiteiten verslagen

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden:

- Tussentijds verslag: eind januari 2025
- Eindverslag: eind januari 2026

Het zal worden opgesteld op basis van de template verzonden door Leefmilieu Brussel en zal de stadia en methodologie van het project presenteren, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan. (zie punt "Indicatoren"). Waar mogelijk moet het verslag illustraties bevatten (foto's, plannen, enz.).

Het eindverslag zal vergezeld gaan van een samenvattingsblad van één A4-pagina maximum, geschreven met een publicatiedoel, die de beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten.

#### Artikel 5.5 - Communicatie

De begunstigde van een subsidie is verplicht over de tussenkomst van Leefmilieu Brussel te communiceren betreffende de financiering van zijn project, ongeacht de aard ervan, en dit aan zijn doelpubliek, zijn partners en meer in het algemeen aan het grote publiek. Deze communicatie moet plaatsvinden tijdens en na de uitvoering van het project, in welke vorm en via welke media dan ook, met inbegrip van de website van de begunstigde.

Alle communicatie verbonden aan dit project (waaronder relaties met de media, conferenties, seminaries, informatiemateriaal, zoals brochures, folders, posters, presentaties, enz., in elektronische vorm, via traditionele of sociale media, enz.), alsook verspreidingsactiviteiten of belangrijke resultaten gefinancierd door de subsidie, moeten minstens het logo van Leefmilieu Brussel en een financieringsvermelding zoals "met de steun van Leefmilieu Brussel" bevatten.

Deze documenten moeten vóór publicatie ter validering aan de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel worden voorgelegd. De validatietermijnen worden overeengekomen door het ondersteuningscomité.

Bij niet-naleving van deze verplichting wordt de facto 5% van het totale subsidiebedrag afgetrokken.

#### Artikel 6 - Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

<p>Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.</p>
<p>Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen die betrekking hebben tot de duur of de lijst van uitgaven die in aanmerking komen.</p> <p>Deze voorstellen zullen in een aanhangsel aan deze overeenkomst moeten opgenomen worden. Dit aanhangsel zal door alle partijen goedgekeurd moeten worden en zal bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.</p>
<p>De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.</p>
<p>Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze wordt opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.</p> <p>De notulen van elke vergadering worden en aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.</p>
<p>De projectbeheerders moeten ook deelnemen aan de opleidingen georganiseerd door Brulocalis en Leefmilieu Brussel, alsook aan de vergaderingen voor het uitwisselen van ervaringen, waarin ze de vorderingen van hun project aan hun collega's moeten voorstellen.</p>
<p><b>Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen</b></p>
<p>In het kader van de toegekende subsidie in aanmerking genomen kosten zijn kosten exclusief BTW. BTW kan alleen als subsidieerbaar worden beschouwd als deze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.</p> <p>De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:</p>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• de promotie- en publicatiekosten: kosten in verband met de communicatie van het project, de promotie van de activiteiten in verband met het project en de bekendmaking van de resultaten ervan</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• de administratieve kosten: werkingskosten die rechtstreeks verband houden met de verwezenlijking van het project</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• de vergoeding van derden en onderaannemers, erelonen, hulppersoneel: uitgaven i.v.m. de uitbesteding aan derden voor activiteiten in het kader van het project (persoon die geen contract heeft met de begunstigde)</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• de afschrijvingen en investeringen: uitgaven bestemd voor investeringsgoederen die nuttig zijn voor de organisatie van de activiteiten i.v.m. het project en dus specifiek in het kader van dit project worden aangekocht (meubilair, machines, rollend materieel, kantoormateriaal, computers)</li> </ul>

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

De hierbeneden tabel wordt ter indicatie gegeven.

<b>Nature / Natuur</b>	<b>Montant Global Gloabaal Bedrag</b>	<b>dont part de BE waarvan LB aandeel</b>
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	3.000 €	3.000 €
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	2.000 €	2.000 €
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	15.000 €	15.000 €
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	62.500 €	13.000 €
<b>Total / Totaal</b>	<b>82.500 €</b>	<b>33.000 €</b>

Deze tabel werd op basis van de finale financieringstabel opgemaakt. Elke belangrijke wijziging moet besproken worden door het begeleidingscomité.

#### **Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten**

De eerste schijf (€ 6.600) zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf (€ 9.900) zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor **eind januari 2025**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel ([sub@leefmilieu.brussels](mailto:sub@leefmilieu.brussels)).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

[invoice@leefmilieu.brussels](mailto:invoice@leefmilieu.brussels)

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf (€ 13.200) zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor **eind januari 2026**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel ([sub@leefmilieu.brussels](mailto:sub@leefmilieu.brussels)).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S3 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

[invoice@leefmilieu.brussels](mailto:invoice@leefmilieu.brussels)



De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van een financieel dossier dat bevat

- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking.
- De bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Het bedrag van het saldo wordt berekend op basis van de controle van deze documenten en mag niet hoger zijn dan 3.300 euro.

Deze documenten moeten uiterlijk **3 maanden** na het einde van de opdracht (d.w.z. voor **eind maart 2026**) worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel ([sub@leefmilieu.brussels](mailto:sub@leefmilieu.brussels)).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar

[invoice@leefmilieu.brussels](mailto:invoice@leefmilieu.brussels)

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

#### **Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen**

De begunstigde zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 80 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2023 bevat, wat impliceert dat:

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.
- Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.
- Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.
- Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde:
  - die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;
  - die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;
  - die de hierboven controle verhindert;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtvaardigde deel van het bedrag terugbetalen.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.</li> </ul>

#### **Artikel 10 - Inwerkingtreding**

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

#### **Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid**

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Leefmilieu Brussels zijn in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of Leefmilieu Brussel niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

De begunstigde vrijwaart de Regio en/of LB tegen elke vordering van een derde rechtstreeks tegen de Regio en/of LB in verband met zijn activiteiten.

#### **Artikel 12 - Regeling van geschillen**

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op

/ /

**Voor Leefmilieu Brussel**

Barbara DEWULF	
Directrice générale adjointe	Adjunct Directrice-generaal
<b>Pour la Commune d'Etterbeek</b>	<b>Voor de Gemeente van Etterbeek</b>
Vincent DE WOLF	
Bourgmestre	Burgemeester
Annick PETIT	
Secrétaire communale	Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

18.12.2023/A/0017 **Appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement –  
Projet de la commune d’Etterbeek intitulé « Valorisation locale et circulaire de  
déchets verts à Etterbeek » : signature de la Convention.**

Le Conseil communal,

Considérant l’appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement à destination des communes et CPAS bruxellois ;

Vu la décision du Collège du 24/05/2023 de répondre à cet appel à projets ;

Considérant que le projet intitulé « Valorisation locale et circulaire de déchets verts à Etterbeek » a été sélectionné par la Région sous certaines conditions ;

Vu la décision du Collège du 16/11/2023 de marquer accord sur les conditions d’approbation et le budget corrigé par le jury pour le projet intitulé « Valorisation locale et circulaire de déchets verts à Etterbeek », dans le cadre de l’appel à projets Action Climat 2023 (volet 2) de Bruxelles Environnement.

Considérant que la mise en œuvre du projet est régie par une Convention (ci-dessous) établie entre la Région de Bruxelles-Capitale et la commune d’Etterbeek ;

Décide d’autoriser la signature de ladite Convention en vue de la mise en œuvre du projet :

Convention relative à la subvention portant la référence <b>SUB/2023/PL/RD/1040/ValoBiodechet</b>
<b>Entre, d’une part :</b> <b>Bruxelles Environnement</b>
Dont le siège est situé avenue du Port 86c / 3000, 1000 Bruxelles.
représenté par Barbara DEWULF, Directrice générale adjointe
<b>Et, d’autre part :</b> <b>La Commune d’Etterbeek</b>

Dont le siège est situé avenue des Casernes 31/1, 1040 Bruxelles.

Représentée par Vincent DE WOLF, Bourgmestre et Annick PETIT, Secrétaire communale.

Ci-après dénommée "la commune".

**Il est convenu ce qui suit :**

**Article 1 - Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de préciser les dispositions relatives à l'utilisation, aux justifications à fournir et au remboursement éventuel de la subvention octroyée à la commune en vertu de l'Arrêté portant la référence mentionnée dans le titre, ci-après dénommé « l'arrêté ».

**Article 2 - Montant**

La subvention porte sur un montant total de 70.000 euros maximum, tel que fixé dans l'arrêté.

Ce montant a été calculé sur base du budget prévisionnel tel que fourni dans la demande de subventionnement transmise par le bénéficiaire et des décision du jury.

Au cas où les factures laissent apparaître que le projet a été modifié, le subsidie sera recalculé. Il ne pourra en aucun cas excéder le montant initial alloué par l'arrêté.

**Article 3 - Durée de la mission**

La période à subsidier prend cours le 01/01/2024 et se termine le 31/12/2026.

**Article 4 - Personne de contact**

Pour l'exécution de la présente convention, les personnes de contact à Bruxelles Environnement sont

Pascale Alaïme :

[palaim@environnement.brussels](mailto:palaim@environnement.brussels)

pour les questions administratives et de méthodologie DD

et Nicolas SCHERRIER :

[nscherrier@environnement.brussels](mailto:nscherrier@environnement.brussels)

pour les questions techniques

ou leurs remplaçants.

La personne de contact auprès de la commune pour le démarrage du projet est

Nathanaël LEBAILLY

[nathanael.lebailly@etterbeek.brussels](mailto:nathanael.lebailly@etterbeek.brussels)

La commune désignera une personne en charge de l'exécution de la mission.

Bruxelles Environnement sera informé de ses coordonnées dès le démarrage du projet, ainsi que de tout remplacement de cette personne.

Article 5 - Description de la mission

Article 5.1 - Finalité générale

La subvention est destinée à permettre à la commune de mettre en œuvre les projets retenus suite à l'appel à projets ACTION CLIMAT 2023 à destination des communes et CPAS bruxellois pour la mise en œuvre de projets environnementaux durables, selon les modalités de la présente convention :

Valorisation locale et circulaire des déchets verts à Etterbeek

Le projet devra être financé par la commune à hauteur de 10% du subside régional qui sera octroyé (hors frais de personnel en place).

Ce projet sera rattaché à une ou plusieurs mesures identifiées dans le Programme Actions Climat de la Commune, auxquelles il contribuera concrètement.

#### Article 5.2 - Objectifs, indicateurs de performances et ressources

Ø Objectifs attendus :

L'objectif du projet est de valoriser les déchets verts produits au sein du territoire de la commune d'Etterbeek circulairement, ce qui permettrait également la réduction des achats de substrat servant à améliorer la croissance des plantations communales. Ce processus sera accompagné par une amélioration de la prise en charge des déchets verts des citoyens d'Etterbeek par des actions de sensibilisation et de participation citoyenne ainsi que par des mesures opérationnelles.

Ø Indicateurs de performances :

- Quantités de biodéchets valorisées par broyage
- Quantité de substrat ainsi utilisé par la commune et éventuellement ses partenaires

Ces indicateurs pourront être adaptés ou complétés en comité d'accompagnement.

Ø Ressources humaines / Nombre d'ETP affectés à ces missions pour atteindre les objectifs :

Pas de RH financées par le subside.

#### **Article 5.3 - Planning provisoire et lieu(x) du déroulement de la mission**



Le planning du projet, prévu dans le dossier de candidature, est présenté ci-dessous. Toute modification à ce planning pourra être actée ultérieurement en comité d'accompagnement.

Le projet vise à acquérir un broyeur polyvalent, permettant de prendre en charge les déchets ligneux

comme les déchets verts. Ces déchets seront transformés au sein du futur parc à conteneur communal, construit avec l'appui financier de l'Agence Régionale de Propreté. Une fois transformés, ils seront réutilisés au sein des espaces verts présents sur le territoire communal.

L'installation du broyeur au sein du parc à conteneur nécessitera une phase de consultation citoyenne en vue de déterminer les mesures à prendre pour réduire au mieux les nuisances sonores.

Afin de pouvoir transformer ces produits sur le long terme, des compostières décentralisées seront installées dans les parcs de la commune, pour offrir au service Espaces Verts une polyvalence dans la gestion des produits de broyats : une utilisation directe des matières sèches en paillage, ou une mise en décomposition contrôlée sur site en vue d'une utilisation ultérieure.

**Le subside sera limité aux frais liés à l'acquisition du broyeur.**

Planning :

Janvier 2024 - juin 2024 : études et analyses

Juin 2024 - juin 2025 : mise en place opérationnelle

Janvier 2025 : extension des services à la population et participation citoyenne

Janvier 2026 - décembre 2026 : évaluation et valorisation

**Article 5.4 - Rapports d'activités**

Un rapport d'activités sera transmis aux étapes du déroulement du projet :

- Rapport intermédiaire : fin juillet 2025
- Rapport final : fin janvier 2027

Il sera rédigé sur base du Template transmis par Bruxelles Environnement et présentera les étapes et la méthodologie du projet, ainsi que ses résultats quantitatifs et qualitatifs (cf. point "Indicateurs"). Chaque fois que possible, le rapport inclura des illustrations (photos, plans, ...).

Le rapport final sera accompagné d'une fiche de synthèse de maximum une page A4, rédigée dans un objectif de publication, reprenant la description du projet et les résultats quantitatifs et qualitatifs.

#### Article 5.5 - Aspects communication

Le bénéficiaire d'une subvention a l'obligation de communiquer sur l'intervention de Bruxelles Environnement dans le financement de son projet, quelle que soit la nature du projet, auprès de son public-cible, de ses partenaires et plus généralement du grand public. Cette communication doit se faire pendant et après la réalisation du projet, sous quelque forme ou dans quelque média que ce soit, y compris sur le site web du bénéficiaire.

La communication liée au projet (y compris les relations avec les médias, les conférences, les séminaires, le matériel d'information, tel que brochures, dépliants, affiches, présentations, etc., sous forme électronique, via les médias traditionnels ou sociaux, etc.), ainsi que les activités de diffusion ou résultat important financés par la subvention doivent afficher a minima le logo de Bruxelles Environnement ainsi qu'une déclaration de financement telle que "avec le soutien de Bruxelles Environnement".

Ces documents devront être présentés aux personnes de contact à Bruxelles Environnement, pour validation avant publication. Les délais de réponse seront convenus en comité d'accompagnement.

Le non-respect de cette obligation entraînera de facto une retenue de 5% sur le montant total du subside.

#### Article 6 - Accompagnement

Pour veiller à la bonne exécution des missions, il sera institué un Comité d'Accompagnement ci-après dénommé le « CA » composé de la manière suivante :

- un représentant du bénéficiaire
- un représentant de Bruxelles Environnement
- un représentant du Ministre de l'Environnement

Le CA peut inviter toute autre personne dont il estime la présence utile.

Les décisions sont prises de préférence par consensus. En cas de désaccord, elles sont prises à la majorité des membres, la voix du représentant du Ministre étant prépondérante. En cas d'absence du représentant du Ministre, la voix de Bruxelles Environnement est alors prépondérante.

Le CA se réunira autant de fois que l'exige la bonne exécution de la présente convention.

En dehors des réunions du CA, le bénéficiaire s'engage à informer BE régulièrement et en temps réel de l'évolution du projet, et le cas échéant à inviter BE à des réunions de travail. L'intérêt est double : permettre à BE de faire le lien entre ce projet et les autres projets, mais aussi fournir des informations utiles au porteur de projet afin de bien orienter son travail.

Le CA peut proposer toutes les mesures nécessaires à la bonne exécution de la mission, y compris des mesures relatives à la modification de la durée ou de la liste des dépenses éligibles.

Toute modification ainsi proposée devra faire l'objet d'un avenant à la présente convention. Cet avenant sera approuvé par toutes les parties et joint aux documents justificatifs nécessaires à la liquidation.

Le bénéficiaire doit se conformer aux termes de la présente convention. Le non-respect de ces instructions est considéré comme une infraction aux stipulations de la convention. Le bénéficiaire s'engage à se soumettre à tout contrôle de Bruxelles Environnement. Ce contrôle peut consister en une visite sur place ou en une demande d'informations complémentaires.

Préalablement à chacune des réunions du CA, le bénéficiaire fournira au moins 5 jours ouvrables avant la date de la réunion, par courriel au représentant de Bruxelles Environnement, un rapport d'avancement des travaux. Celui-ci sera rédigé (et illustré) dans l'optique de préparer directement les chapitres du rapport final. Ils serviront donc de base de discussion.

Un PV de chaque réunion sera rédigé et joint au dossier de suivi de la subvention.

Les porteurs du projet participeront également aux formations à l'intégration du développement durable dans leur gestion de projet organisées par Brulocalis et Bruxelles Environnement, ainsi qu'aux réunions d'échange d'expériences, au cours desquelles ils présenteront à leurs pairs l'avancement et partageront largement les bonnes pratiques issues de leur projet.

Ils s'engagent également à participer à des réunions de travail, des ateliers et des visites de terrain organisées par BE et ses partenaires sur la thématique du projet, ceci afin d'assurer une bonne diffusion de l'information.

En particulier, BE organise un séminaire sur l'auto-diagnostic des déchets début 2024 qui mettra les entreprises en capacité à organiser leur gestion des déchets dans les meilleures conditions.

#### Article 7 - Dépenses éligibles

Les dépenses prises en compte dans le cadre de la subvention allouée sont des dépenses HORS

TVA. La TVA ne peut être considérée comme éligible que si elle est effectivement et définitivement

supportée par le bénéficiaire.

Les catégories de dépenses prises en charge par la subvention sont les suivantes :

- les amortissements et investissements : dépenses destinées aux biens d'investissement utiles pour l'organisation des activités liées au projet et donc achetés spécifiquement dans le cadre de ce projet (mobilier, machines, matériel roulant, matériel de bureau, ordinateurs)

Toute dépense imputée sur une catégorie de dépenses non autorisée ci-dessus se verra refusée.

Le tableau ci-dessous est repris à titre indicatif :

Nature / Natuur	Montant Global Globaal Bedrag	dont part de BE waarvan LB aandeel
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	4.000 €	
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingkosten	12.500 €	
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	33.500 €	
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	90.000 €	70.000 €
<b>Total / Totaal</b>	<b>140.000 €</b>	<b>70.000 €</b>

Il a été établi sur base de l'annexe budgétaire finale. Toute modification significative devra être discutée lors du Comité d'Accompagnement.

#### **Article 8 - Modalités de liquidations**

La première tranche (14.000 €) est liquidée à la notification de la subvention, suite à la signature de la présente convention.

L'introduction d'une déclaration de créance n'est pas requise pour cette tranche.

L a deuxième tranche (21.000 €) sera liquidée sur base d'un rapport intermédiaire introduit au plus tard pour **fin juillet 2025**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement ([sub@environnement.brussels](mailto:sub@environnement.brussels))

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T2 » sera introduite **dans les 2 mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

[invoice@environnement.brussels](mailto:invoice@environnement.brussels)

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

La troisième tranche (28.000 €) sera liquidée sur base d'un rapport final introduit au plus tard pour **fin janvier 2027**. Il sera transmis de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 ».

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement et en copie
- au Service Subvention de Bruxelles Environnement ([sub@environnement.brussels](mailto:sub@environnement.brussels))

Suite à l'approbation par le CA de ce rapport et la validation du montant dû, une déclaration de créance portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /T3 » sera introduite **dans les 2 mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

[invoice@environnement.brussels](mailto:invoice@environnement.brussels)

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Le solde sera liquidé sur base d'un dossier financier qui reprendra

- un inventaire général des dépenses (IGD) reprenant toutes les dépenses présentées dans le cadre du subsidie. Elles seront triées par catégorie de dépense et numérotées. Bruxelles Environnement met à disposition le modèle d'IGD à utiliser.
- des pièces justificatives et des preuves de paiement pour chacune des dépenses reprise dans l'IGD. Chaque pièce justificative et preuve de paiement renverra au numéro de la dépense à laquelle elle se rapporte. Les preuves de paiement seront, soit fournies séparément, soit annexées à la pièce justificative à laquelle elle se rapporte.

Le montant du solde sera calculé sur base du contrôle de ces documents et ne pourra excéder 7.000 euros.

Ces documents seront introduits au plus tard **3 mois** après la fin de la mission (soit pour **fin mars 2027**) de préférence par voie électronique avec comme objet la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde »

- à la personne de contact à Bruxelles Environnement
- et en copie au Service Subvention de Bruxelles Environnement ([sub@environnement.brussels](mailto:sub@environnement.brussels))

Si le dossier est introduit après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Suite à l'approbation par le CA du rapport final et la validation du montant dû formalisée dans le chef de la personne de contact à Bruxelles Environnement par la rédaction d'un rapport de contrôle, une déclaration de créance finale portant la référence indiquée dans le titre suivie de « /Solde » sera introduite **dans les deux mois** au département comptabilité de Bruxelles Environnement et ceci, par voie électronique à

[invoice@environnement.brussels](mailto:invoice@environnement.brussels)

Si la déclaration de créance est introduite après cette date, le bénéficiaire perd tout droit à la subvention ; l'obligation de paiement de la Région de Bruxelles-Capitale y relative est alors automatiquement éteinte.

Le paiement sera effectué dans les 30 jours de l'introduction de cette DC, cachet de réception faisant foi.

Article 9 - Contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions

Les bénéficiaires sont soumis aux obligations définies aux articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle ainsi qu'aux dispositions reprises à l'article 80 de l'ordonnance contenant le budget général des dépenses de la Région de Bruxelles-Capitale pour l'année budgétaire 2023, ce qui implique que :

- Toute subvention doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée.
- Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.
- Par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à Bruxelles Environnement le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- Est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :
  - qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
  - qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
  - qui met obstacle au contrôle indiqué ci-dessus ;
  - qui perçoit déjà une subvention pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives
- Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications de l'emploi des sommes reçues dans le cadre de la subvention, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.
- Il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications de l'emploi des sommes reçues ou de se soumettre au contrôle de l'emploi des fonds attribués.
- La subvention est soumise au principe de non enrichissement pour le bénéficiaire : s'il apparaît que le bénéficiaire, d'une quelconque manière que ce soit, s'enrichisse en menant à bien le projet, la loi prévoit alors le remboursement d'une partie de la subvention

#### Article 10 - Entrée en vigueur

La présente convention signée par les parties entre en vigueur sous condition suspensive de la notification de l'arrêté de subvention auquel est jointe la présente convention.

Toute prestation effectuée avant l'entrée en vigueur, soit d'initiative, soit sur instruction non conforme, l'est aux risques et périls du bénéficiaire.

#### Article 11 - Responsabilité civile



<p>La Région de Bruxelles-Capitale et Bruxelles Environnement ne sont en aucun cas responsable des dommages causés aux personnes ou aux biens découlant directement ou indirectement des activités liées à la réalisation de la présente.</p>	
<p>Le bénéficiaire ne peut rendre responsable la Région de Bruxelles-Capitale ou Bruxelles Environnement d'aucun dommage causé à des tiers du chef de la réalisation de la présente. Le bénéficiaire garantit la Région et/ou BE de tout recours qui serait formé par un tiers directement contre la Région et/ou BE dans le cadre de ses activités.</p>	
<p>Article 12 - Règlement des litiges</p> <p>En cas de difficultés relatives à l'interprétation ou à l'exécution du présent contrat, en cas de lacunes de celui-ci et, plus généralement, en cas de litiges, les parties conviennent de rechercher de bonne foi une solution.</p>	
<p>A défaut d'accord amiable, les parties pourront convenir de faire appel à un ou plusieurs experts désignés de commun accord. Conformément aux articles 1676 et suivants du code judiciaire, et en vue de résoudre tout différend déjà né ou qui pourrait naître de l'exécution de la présente convention, Bruxelles Environnement peut convenir de commun accord avec la commune, de recourir à un arbitre.</p>	
<p>Si les parties décident de ne pas recourir à un arbitre ou si une des parties n'est pas d'accord de recourir à un arbitre, les tribunaux de Bruxelles seront seuls compétents.</p>	
<p>Bruxelles, le __/__/____</p>	
<p>Pour Bruxelles Environnement</p>	
<p>Barbara DEWULF</p>	
<p>Directrice générale adjointe</p>	<p>Adjunct Directrice-generaal</p>
<p><b>Pour la Commune d'Etterbeek</b></p>	<p><b>Voor de Gemeente van Etterbeek</b></p>
<p>Vincent DE WOLF</p>	

Bourgmestre	Burgemeester
Annick PETIT	
Secrétaire communale	Gemeentesecretaris

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel – Project van de gemeente Etterbeek getiteld “Lokale en circulaire valorisatie van groenafval in Etterbeek”: ondertekening van de overeenkomst**

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel voor Brusselse gemeenten en OCMW's;

gelet op de beslissing van het college van 25/05/2023 om te reageren op die projectoproep;

overwegende dat het project getiteld “Lokale en circulaire valorisatie van groenafval in Etterbeek” werd geselecteerd door het Gewest onder bepaalde voorwaarden;

gelet op de beslissing van het college van 16/11/2023 om akkoord te gaan met de goedkeuringsvoorwaarde en het budget dat werd gecorrigeerd door de jury voor het project getiteld “Lokale en circulaire valorisatie van groenafval in Etterbeek”, in het kader van de projectoproep Klimaatactie 2023 (luik 2) van Leefmilieu Brussel;

overwegende dat de uitvoering van het project wordt geregeld door een overeenkomst (hieronder) tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de gemeente Etterbeek;

**BESLIST** om de ondertekening van de overeenkomst met het oog op de uitvoering van het project goed te keuren:

Overeenkomst betreffende de toelage met referentie SUB/2023/PL/RD/1040/ValoBiodechet
<b>Tussen</b> enerzijds:  <b>Leefmilieu Brussel</b>
waarvan de hoofdzetel gelegen is Havenlaan 86c / 3000, 1000 Brussel.
vertegenwoordigd door Barbara DEWULF, Adjunct Directrice-generaal
<b>en</b> anderzijds:
<b>De Gemeente van Etterbeek</b>
waarvan de hoofdzetel gelegen is Kasernenlaan 31/1, 1040 Brussel.
Vertegenwoordigd door Vincent DE WOLF, Burgemeester en Annick PETIT, Gemeentesecretaris.
Hierna "de gemeente" genoemd.
<b>Wordt overeengekomen wat volgt:</b>
<b>Artikel 1 – Voorwerp van de overeenkomst</b>
Deze overeenkomst strekt ertoe de bepalingen te preciseren omtrent het gebruik, de te verschaffen verantwoordingsstukken en de eventuele terugbetaling van de toelage die aan de gemeente werd toegekend krachtens het besluit met de referentie die in de titel opgenomen is, hierna « het besluit » genoemd.
<b>Artikel 2 - Bedrag</b>
De toelage heeft betrekking op een totaalbedrag van maximum 70.000 euro, zoals bepaald in het besluit.
Dit bedrag werd berekend op basis van de begroting, zoals opgenomen in de aanvraag van de begunstigde en de beslissing van de jury.

Indien uit de facturen blijkt dat het project werd gewijzigd, dient de subsidie te worden herberekend, zonder dat het aanvankelijke bedrag mag worden overschreden.

Artikel 3 - Duur van de opdracht

De te subsidiëren periode loopt van 01/01/2024 tot en met 31/12/2026.

Artikel 4 – Contactpersonen

Voor de uitvoering van deze overeenkomst zijn de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel

Pascale Alaime:

[palaime@leefmilieu.brussels](mailto:palaime@leefmilieu.brussels)

voor vragen inzake de administratieve punten en DO-methodologie

en Nicolas SCHERRIER:

[nscherrier@leefmilieu.brussels](mailto:nscherrier@leefmilieu.brussels)

voor de technische vragen

of hun vervangers.

De contactpersoon bij de gemeente voor de start van het project is

Nathanaël LEBAILLY

[nathanael.lebailly@etterbeek.brussels](mailto:nathanael.lebailly@etterbeek.brussels)

De gemeente zal een persoon aanwijzen die belast wordt met de uitvoering van de missie.

Leefmilieu Brussel zal in kennis worden gesteld van de contactgegevens van deze persoon zodra het project van start gaat, zoals van de vervanging van bovenstaande personeelsleden.

#### Artikel 5 - Beschrijving van de opdracht

##### Artikel 5.1 – Algemene doel

De subsidie moet de gemeente in staat stellen om de projecten die ze selecteerde in navolging van de projectoproep KLIMAAT ACTIE 2023 voor Brusselse gemeenten en OCMW 's voor de uitvoering van duurzame milieuprojecten, volgens de modaliteiten in de bijgevoegde overeenkomst:

Lokale en circulaire waardering van Etterbeekse groenafval

Het project zal door de gemeente moeten worden gefinancierd tot een bedrag van 10% van de gewestelijke subsidie die zal worden toegekend (buiten de kosten van het personeel ter plaatse).

Dit project zal worden gekoppeld aan een of meer maatregelen van het Klimaatactieprogramma van de gemeente en zal er een concrete bijdrage aan leveren.

##### Artikel 5.2 -- Doelstellingen, indicatoren en middelen

Ø Verwachte doelstellingen:

Het doel van het project is het groenafval dat binnen de gemeente Etterbeek wordt geproduceerd op een circulaire manier te valoriseren, waardoor er ook minder substraat moet worden aangekocht om de groei van gemeentelijke aanplantingen te verbeteren. Dat proces zal gepaard gaan met een verbetering van de manier waarop de inwoners van Etterbeek omgaan met hun groenafval, via bewustmakings- en burgerparticipatieacties en operationele maatregelen.

Ø Prestatie-indicatoren:

- Hoeveelheden door versnippering gevaloriseerd bioafval
- Hoeveelheid substraat gebruikt door de gemeente en haar eventuele partners

Het begeleidingscomité kan deze indicatoren aanpassen en aanvullen.

Ø Human resources / Aantal VTE 's dat aan deze opdrachten wordt toegewezen om de doelstellingen te bereiken:

De subsidie financiert geen personeelsmiddelen.

Artikel 5.3 – Voorziene planning en locatie(s) waar de opdracht plaatsvindt

Het projectplanning, opgenomen in het aanvraagdossier wordt hieronder weergegeven. Eventuele wijzigingen van dit planning kunnen later door het begeleidingscomité worden goedgekeurd.

Het doel van het project is een multifunctionele versnipperaar aan te schaffen die houtafval kan verwerken als groenafval. Dit afval wordt getransformeerd binnen het toekomstige gemeentelijke containerpark, dat wordt gebouwd met financiële steun van het Gewestelijk Agentschap voor Netheid. Na transformatie wordt het hergebruikt in de groene ruimten op het gemeentelijke grondgebied.

Voor de installatie van de versnipperaar in het containerpark is een openbare raadplegingsfase nodig om te bepalen welke maatregelen moeten worden genomen om de geluidshinder zoveel mogelijk te beperken.

Om deze producten op lange termijn te kunnen verwerken, worden in de gemeentelijke parken decentrale compostbakken geplaatst, die de dienst Groene Ruimten extra mogelijkheden bieden voor het beheer van versnipperde producten: rechtstreeks gebruik van het droge materiaal als mulch, of gecontroleerde afbraak ter plaatse voor later gebruik.

De subsidie is beperkt tot de aanschafkosten van de versnipperaar.

Planning:

Januari 2024 – juni 2024: studies en analyses

Juni 2024 – juni 2025: operationele uitvoering

Januari 2025: uitbreiding van de diensten tot de bevolking en burgerparticipatie

Januari 2026 – december 2026: evaluatie en valorisatie

Artikel 5.4 – Activiteiten verslagen

Een activiteitenverslag zal naar de stadia van het project worden verzonden:

- Tussentijds verslag: eind juli 2025
- Eindverslag: eind januari 2027

Het zal worden opgesteld op basis van de template verzonden door Leefmilieu Brussel en zal de stadia en methodologie van het project presenteren, evenals de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten ervan. (zie punt "Indicatoren"). Waar mogelijk moet het verslag illustraties bevatten (foto's, plannen, enz.).

Het eindverslag zal vergezeld gaan van een samenvattingsblad van één A4-pagina maximum, geschreven met een publicatiedoel, die de beschrijving van het project en de kwantitatieve en kwalitatieve resultaten.

#### Artikel 5.5 - Communicatie

De begunstigde van een subsidie is verplicht over de tussenkomst van Leefmilieu Brussel te communiceren betreffende de financiering van zijn project, ongeacht de aard ervan, en dit aan zijn doelpubliek, zijn partners en meer in het algemeen aan het grote publiek. Deze communicatie moet plaatsvinden tijdens en na de uitvoering van het project, in welke vorm en via welke media dan ook, met inbegrip van de website van de begunstigde.

Alle communicatie verbonden aan dit project (waaronder relaties met de media, conferenties, seminaries, informatiemateriaal, zoals brochures, folders, posters, presentaties, enz., in elektronische vorm, via traditionele of sociale media, enz.), alsook verspreidingsactiviteiten of belangrijke resultaten gefinancierd door de subsidie, moeten minstens het logo van Leefmilieu Brussel en een financieringsvermelding zoals "met de steun van Leefmilieu Brussel" bevatten.

Deze documenten moeten vóór publicatie ter validering aan de contactpersonen bij Leefmilieu Brussel worden voorgelegd. De validatietermijnen worden overeengekomen door het ondersteuningscomité.

Bij niet-naleving van deze verplichting wordt de facto 5% van het totale subsidiebedrag afgetrokken.

#### Artikel 6 - Begeleiding

Om toe te zien op de goede uitvoering van de opdrachten, zal een Begeleidingscomité (hierna BC genoemd) worden aangesteld dat als volgt is samengesteld:

- een vertegenwoordiger van de begunstigde
- een vertegenwoordiger van Leefmilieu Brussel
- een vertegenwoordiger van de Minister van Leefmilieu

Het BC mag andere personen wiens aanwezigheid nuttig is uitnodigen.

De beslissingen worden bij voorkeur bij consensus genomen. In geval van een meningsverschil worden ze genomen bij meerderheid van de stemmen, de stem van de vertegenwoordiger van de minister is daarbij doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de vertegenwoordiger van de minister is de stem van Leefmilieu Brussel doorslaggevend.

Het BC komt zo vaak samen als de goede uitvoering van deze overeenkomst vereist.

Afgezien van de bijeenkomsten van het BC verbindt de begunstigde zich ertoe LB regelmatig en in real time op de hoogte te houden van de voortgang van het project en LB, waar passend, voor werkvergaderingen uit te nodigen. Het doel is tweeledig: LB in staat stellen de link te leggen tussen dit project en andere projecten, en de projectbeheerder van nuttige informatie voorzien zodat die zijn werk gericht kan uitvoeren.

Het BC kan alle maatregelen voorstellen die nodig zijn voor de goede uitvoering van de opdracht, met inbegrip van maatregelen die betrekking hebben tot de duur of de lijst van uitgaven die in aanmerking komen.

Deze voorstellen zullen in een aanhangsel aan deze overeenkomst moeten opgenomen worden. Dit aanhangsel zal door alle partijen goedgekeurd moeten worden en zal bij de bewijsstukken worden gevoegd die nodig zijn voor de vereffening.

De begunstigde moet zich houden aan de voorwaarden van deze overeenkomst. Niet-naleving van deze richtlijnen wordt beschouwd als een inbreuk op de bepalingen van de overeenkomst. De begunstigde verbindt zich ertoe zich te onderwerpen aan de controle van Leefmilieu Brussel. Deze controle kan bestaan uit een bezoek ter plaatse of een vraag om aanvullende informatie.

Voorafgaand aan elk van de vergaderingen van het BC moet de begunstigde, uiterlijk 5 werkdagen vóór de datum van de vergadering, een vorderingsstaat van de werken kunnen voorleggen. Deze wordt opgesteld (en geïllustreerd) als een rechtstreekse voorbereiding op de hoofdstukken van het eindrapport. Ze dienen dus als basis voor de besprekingen.

De notulen van elke vergadering worden en aan het opvolgingsdossier bijgevoegd.

De projectbeheerders moeten ook deelnemen aan de opleidingen over de integratie van de duurzame ontwikkeling in hun projectbeheer, georganiseerd door Brulocalis en Leefmilieu Brussel, alsook aan de vergaderingen voor het uitwisselen van ervaringen, tijdens dewelke ze hun voortgang presenteren aan hun collega's en de beste praktijken van hun project delen.

Ze verbinden zich er ook toe om deel te nemen aan werkvergaderingen, workshops en bezoeken ter plaatse die LB en haar partners over het projectthema organiseren, om ervoor te zorgen dat de informatie goed wordt verspreid.

LB organiseert met name begin 2024 een seminar over afvalzelfdiagnose om bedrijven te helpen hun afvalbeheer zo goed mogelijk te organiseren.

Artikel 7 - Uitgaven die in aanmerking komen



In het kader van de toegekende subsidie in aanmerking genomen kosten zijn kosten exclusief BTW. BTW kan alleen als subsidieerbaar worden beschouwd als deze daadwerkelijk en definitief door de begunstigde wordt gedragen.

De categorieën van uitgaven die gedekt kunnen worden door de toelage zijn:

- de afschrijvingen en investeringen: uitgaven bestemd voor investeringsgoederen die nuttig zijn voor de organisatie van de activiteiten i.v.m. het project en dus specifiek in het kader van dit project worden aangekocht (meubilair, machines, rollend materieel, kantoormateriaal, computers)

Alle uitgaven ten laste van een categorie niet hierboven vermeld zullen worden geweigerd.

De hierbeneden tabel wordt ter indicatie gegeven.

<b>Nature / Natuur</b>	<b>Montant Global</b> <b>Gloaal Bedrag</b>	<b>dont part de BE</b> <b>waarvan LB</b> <b>aandeel</b>
Loyers et charges locatives/ Huren en huurlasten		
Frais de promotion et de publication/ Promotie- en publicatiekosten	4.000 €	
Frais administratifs ou frais de fonctionnement/ Administratieve kosten of werkingskosten	12.500 €	
Frais de véhicule et de déplacement/ Vervoers- en verplaatsingskosten		
Rétribution de tiers et de sous-traitants/ Vergoeding van derden en onderaannemers	33.500 €	
Frais de personnel/ Personeelskosten		
Amortissements et investissements/ Aflossingen en investeringen	90.000 €	70.000 €
<b>Total / Totaal</b>	<b>140.000 €</b>	<b>70.000 €</b>

Deze tabel werd op basis van de finale financieringstabel opgemaakt. Elke belangrijke wijziging moet besproken worden door het begeleidingscomité.

#### **Artikel 8 - Vereffeningsmodaliteiten**

De eerste schijf (€ 14.000) zal na de kennisgeving van het toelagebesluit uitbetaald worden, na de ondertekening van de overeenkomst.

De invoering van een schuldvordering is niet vereist voor deze schijf.

De tweede schijf (€ 21.000) zal worden vereffend op basis van een tussentijds verslag dat uiterlijk voor **eind juli 2025**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel ([sub@leefmilieu.brussels](mailto:sub@leefmilieu.brussels)).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T2 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

[invoice@leefmilieu.brussels](mailto:invoice@leefmilieu.brussels)

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

De derde schijf (€ 28.000) zal worden vereffend op basis van een eindverslag dat uiterlijk voor **eind januari 2027**. Dit verslag zal bij voorkeur via elektronische weg bezorgd worden, met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /T3 ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel en in kopie
- aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel ([sub@leefmilieu.brussels](mailto:sub@leefmilieu.brussels)).

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van dit verslag en de validering van het verschuldigde bedrag zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp, de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /S3 » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit via elektronische weg naar

[invoice@leefmilieu.brussels](mailto:invoice@leefmilieu.brussels)

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

Het saldo zal worden vereffend op basis van van een financieel dossier dat bevat

- een algemene uitgaveninventaris (AUI) met alle voorgestelde uitgaven in het kader van de subsidie. Deze uitgaven zijn gerangschikt per categorie van uitgave en genummerd. Brussel Leefmilieu stelt het te gebruiken model ter beschikking.
- De bewijsstukken en hun betalingsbewijs voor elke van de in het AUI opgenomen uitgave. Elk bewijsstuk en betalingsbewijs verwijst naar het nummer van de uitgave waarop het betrekking heeft. De betalingsbewijzen moeten ofwel afzonderlijk worden bezorgd of bij de bewijsstukken worden gevoegd waarop ze betrekking hebben.

Het bedrag van het saldo wordt berekend op basis van de controle van deze documenten en mag niet hoger zijn dan 7.000 euro.

Deze documenten moeten uiterlijk **3 maanden** na het einde van de opdracht (d.w.z. voor **eindmaart 2027**) worden ingediend. Ze worden bij voorkeur via elektronische weg bezorgd met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo ».

- aan de contactpersoon van Leefmilieu Brussel
- en in kopie aan de dienst Subsidie van Leefmilieu Brussel ([sub@leefmilieu.brussels](mailto:sub@leefmilieu.brussels)).

Indien het dossier na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

Als gevolg van de goedkeuring door het BC van het eindverslag en de validering van het verschuldigde bedrag geformaliseerd door de contactpersoon bij Leefmilieu Brussel door het opstellen van een controleverslag, zal **binnen de 2 maanden** een schuldvordering met als ontwerp de referentie die vermeld in de titel is gevolgd door « /Saldo » aan de Dienst boekhouding van Leefmilieu Brussel worden overgemaakt en dit of via elektronische weg naar

[invoice@leefmilieu.brussels](mailto:invoice@leefmilieu.brussels)

Indien de schuldvordering na dit tijdstip wordt ingediend, verliest de begunstigde elke aanspraak op de toelage; de betalingsverplichting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest vervalt dan automatisch.

De betaling zal worden uitgevoerd binnen de 30 dagen na de indiening van deze schuldvordering, de stempel van ontvangst geldt als bewijs.

#### **Artikel 9 - Controle van de toekenning en het gebruik van de toelagen**

De begunstigde zijn onderworpen aan de verplichtingen bepaald in artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle en de bepalingen die opgenomen zijn in artikel 80 van de ordonnantie die de algemene uitgavenbegroting van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor het begrotingsjaar 2023 bevat, wat impliceert dat:

- Elke toelage moet worden gebruikt voor de doeleinden waarvoor we bestemd is.

<ul style="list-style-type: none"> <li>• Elke begunstigde van een toelage moet het gebruik van de ontvangen sommen rechtvaardigen, tenzij een ordonnantie hem daarvan vrijstelt.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Door de aanvaarding van de toelage erkent de begunstigde dat Leefmilieu Brussel het recht heeft ter plaatse het gebruik van de toegekende fondsen te controleren.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Is gehouden tot onmiddellijke terugbetaling van de toelage de begunstigde: <ul style="list-style-type: none"> <li>- die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de toelage werd verleend;</li> <li>- die de toelage niet aanwendt voor de doeleinde, waarvoor zij werd verleend;</li> <li>- die de hierboven controle verhindert;</li> <li>- die voor hetzelfde doel al een toelage ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde verantwoordingsstukken.</li> </ul> </li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Als de begunstigde het gebruik van de ontvangen toelage niet kan rechtvaardigen, moet hij het niet-gerechtvaardigde deel van het bedrag terugbetalen.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• De betaling van de toelage kan worden uitgesteld zolang de begunstigde, voor vergelijkbare voorheen ontvangen toelagen, de verantwoordingsstukken omtrent het gebruik van de ontvangen sommen niet kan voorleggen of zich niet heeft onderworpen aan de controle op het gebruik van de toegekende bedragen.</li> </ul>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• De subsidie is onderworpen aan het principe van niet-verrijking voor de begunstigde: indien blijkt dat de begunstigde zich op gelijk welke manier zou verrijken terwijl hij het project tot een goed eind brengt, voorziet de wet een terugbetaling van een deel van de subsidie.</li> </ul>

#### **Artikel 10 - Inwerkingtreding**

Deze, door de partijen ondertekende, overeenkomst treedt in werking onder de opschortende voorwaarde van de betekening van het subsidiebesluit waaraan deze overeenkomst wordt toegevoegd.

Elke prestatie uitgevoerd vóór de inwerkingtreding, ofwel op eigen initiatief, ofwel na een niet-conforme opdracht, gebeurt op eigen risico van de begunstigde.

#### **Artikel 11 - Burgerlijke aansprakelijkheid**

Het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Leefmilieu Brussels zijn in geen geval aansprakelijk voor de schade toegebracht aan personen of goederen die rechtstreeks of onrechtstreeks voortvloeit uit de activiteiten die verband houden met de uitvoering van deze overeenkomst.

De begunstigde kan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest of Leefmilieu Brussel niet aansprakelijk stellen voor schade ten aanzien van derden uit hoofde van de uitvoering van dit contract.

De begunstigde vrijwaart de Regio en/of LB tegen elke vordering van een derde rechtstreeks tegen de Regio en/of LB in verband met zijn activiteiten.

### **Artikel 12 - Regeling van geschillen**

In het geval van moeilijkheden op het vlak van de interpretatie of de uitvoering van dit contract, in het geval van leemten erin en, meer in het algemeen, in het geval van geschillen, komen de partijen overeen om te goeder trouw een oplossing te zoeken.

Indien de partijen niet tot een akkoord in der minne komen, kunnen zij overeenkomen om een beroep te doen op één of meerdere experts die in onderling akkoord aangewezen worden. Conform artikel 1676 en volgende van het gerechtelijk wetboek en met het oog op het oplossen van alle meningsverschillen die reeds zijn ontstaan of die zouden kunnen ontstaan bij de uitvoering van deze overeenkomst, kan Leefmilieu Brussel in gemeen overleg met de gemeente overeenkomen gebruik te maken van een scheidsrechter.

Indien de partijen beslissen geen gebruik te maken van een scheidsrechter of als een van de partijen er niet akkoord mee gaat een beroep te doen op een scheidsrechter, zijn enkel de rechtbanken van Brussel bevoegd.

Opgemaakt in Brussel, op   /  /  

### **Voor Leefmilieu Brussel**

Barbara DEWULF

Directrice générale adjointe

Adjunct Directrice-generaal

**Pour la Commune d'Etterbeek**

**Voor de Gemeente van Etterbeek**

Vincent DE WOLF	
Bourgmestre	Burgemeester
Annick PETIT	
Secrétaire communale	Gemeentesecretaris

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*  
*CONT\_2023\_PL\_RD\_1040\_ValoBiodechet.docx*

---

18.12.2023/A/0018 **Signature d'une convention avec la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'implémentation de l'antenne LISA « Jourdan ».**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets « Antenne LISA 2023 » :

- Pouvoir subsidiant : Safe.Brussels, dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP) de la Région de Bruxelles-Capitale, et en particulier l'ancrage territorial de l'ambition « Vivre Bruxelles en toute sécurité »,
- L'appel à projets soutient l'implémentation d'antennes de sécurité intégrées au niveau local (antennes LISA),
- Ces antennes associeront commune, zone de police et institutions régionales, en vue d'offrir à la population locale un lieu de contact avec les services chargés de la sécurité au sens large,
- Il s'agit donc d'un service de proximité intégré et durablement installé dans le quartier, multidisciplinaire et transversal, accessibles et proposant un soutien direct de terrain à la population,

- La subvention octroyée constitue une intervention dans les frais d'investissement principalement ;

Vu la décision du Collège du 07/06/2023 de répondre à l'appel à projets « Antenne LISA 2023 » de Safe.Brussels, dans le cadre du Plan Global de Sécurité et de Prévention (PGSP) de la Région de Bruxelles-Capitale (voir candidature ci-jointe) ;

Vu le projet de décision du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'octroyer une subvention de 246.988,50 € à la commune d'Etterbeek pour implémenter son antenne LISA « Jourdan » (voir ci-joint) ;

Considérant que dans ce cadre, il convient :

- De renvoyer une déclaration de créance et les conventions signées à la Région pour le 08/12/2023, sous réserve d'autorisation par le Conseil communal (voir ci-joint),
- D'implémenter l'antenne LISA « Jourdan » et d'effectuer les dépenses y afférant entre le 01/01/2023 et le 31/12/2024 (les factures doivent avoir été acquittées au moment de la remise des pièces justificatives),
- De remettre à la Région un rapport intermédiaire pour le 14/04/2024 au plus tard,
- De remettre à la Région un rapport final avec pièces comptables justificatives pour le 31/03/2025 au plus tard,

Décide d'autoriser la signature d'une convention avec la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'implémentation de l'antenne LISA « Jourdan » :

CONVENTION (Ce document est émis sous réserve de la décision qui sera prise par le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale)

ENTRE La RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE, représentée par le Ministre-Président, ci-après dénommée « la Région » ET La Commune de Etterbeek, représentée par son Bourgmestre et son Secrétaire Communal, ci-après dénommée « le Bénéficiaire » IL EST CONVENU CE QUI SUIT : Article premier. Objet de la convention La présente convention règle les modalités de la mise à disposition du Bénéficiaire d'une subvention de la Région d'un montant de € 246.988,5 conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2023 tel que modifié par l'arrêté du ..... En aucun cas, le champ d'application de l'arrêté susmentionné ne peut être modifié, réduit ou étendu en vertu de la présente convention. Sans préjudice de l'art. 5, la subvention est octroyée au Bénéficiaire à titre d'intervention dans les frais d'investissement octroyés aux fins d'implémenter une antenne de sécurité intégrée au niveau local dans le quartier Jourdan. Afin de réaliser lesdites missions, le Bénéficiaire sera chargé d'engager le personnel requis et d'assurer le suivi administratif et financier relatif à l'exécution des missions. Article 2. Le projet subventionné Ce projet, mis en œuvre au niveau local, contribue à la réalisation de la politique régionale définie dans le cadre du Plan global de Sécurité et de Prévention. Le projet vise à consolider l'ancrage territorial des différents services actifs aux niveaux local, zonal et régional par le biais d'une antenne de sécurité intégrée au niveau local (Lisa). Une Antenne LISA (pour « Local Integrated Security Antenna ») désigne



une infrastructure de quartier partagée par les différents partenaires de la chaîne de sécurité notamment la police, les agents communaux de prévention et autres acteurs locaux ou régionaux (personnel de la propreté publique, etc.) qui vise à offrir à la population un lieu de contact avec les services chargés de la sécurité au sens large. (cf. les thématiques et objectifs transversaux du PgSP). Il s'agit donc : ▪ D'offrir des services de proximité à la population ; ▪ D'une approche intégrée qui allie à la fois :- des caractéristiques multidisciplinaires, car les services sont issus de différents domaines et métiers, tous en lien avec un service attendu par la population ; - des caractéristiques transversales : ces services sont partagés au sein de différents organismes locaux, zonaux ou régionaux qui mettent en collaboration les différents acteurs de la chaîne de prévention et de sécurité

▪ D'une accessibilité et d'un soutien direct, de terrain, à la population du quartier où l'antenne pourrait être implantée. ▪ D'un projet qui doit déboucher sur des réalisations concrètes et durables dans le temps.

**Article 3. Durée** La convention porte sur la période du 1 janvier 2023 au 31 décembre 2024. ▪ Les dépenses doivent être effectuées et facturées entre le 1 janvier 2023 et le 31 décembre 2024. ▪ Les factures doivent avoir été acquittées au moment de la remise des pièces justificatives. ▪ L'implémentation/le renforcement doit avoir été réalisé au plus tard à la fin de la période couverte par la présente convention, c'est-à-dire pour le 31 décembre 2024 au plus tard.

**Article 4. Principes généraux**

a) **Financement** Les dépenses liées aux missions confiées au Bénéficiaire sont financées par la Région conformément aux termes de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2023, tel que modifié par l'arrêté du ..... En cas de non-exécution d'une ou plusieurs dispositions de cette convention, la Région peut décider de réduire la subvention, de la supprimer ou d'en réclamer la restitution entière ou partielle.

b) **Suivi et évaluation de l'implémentation**

- La Commune qui porte le projet assure l'opérationnalisation de son projet. ▪ La réalisation des projets au sens de la présente convention comprend la/le :
  - Partage de bonnes pratiques avec les partenaires du dispositif régional ;
  - Partage avec les partenaires du dispositif régional des constats et appréciations générales des professionnels concernant les phénomènes/besoins identifiés ;
  - Participation aux plateformes régionales ;
  - Création de synergie avec les partenaires du dispositif régional.
- De façon à assurer le suivi du test égalité des chances rendu obligatoire par l'ordonnance du 4 octobre 2018, complétée par un arrêté d'exécution du 22 novembre 2018, le rapport confirmera que le projet ou l'activité subsidiée tient suffisamment compte des problématiques ou spécificités des groupes-cibles de l'égalité des chances et prend suffisamment en compte les cinq critères suivants : le genre, le handicap, l'origine ethnique et culturelle, l'orientation sexuelle, l'identité et l'expression de genre ainsi que l'origine et la situation sociales.
- Bruxelles Prévention & Sécurité (ci-après dénomé « safe.brussels ») se réserve le droit d'organiser une réunion de suivi si nécessaire dans l'objectif d'évaluer la réalisation du projet. Elle est exclusivement composée d'un ou plusieurs représentants de safe.brussels, et de la personne qui porte le projet pour la Commune. Safe.brussels invite tout représentant de l'autorité régionale ou partenaire dont la présence est jugée utile. ▪ Au cours de cette réunion, les projets sont discutés et éventuellement adaptés. ▪ La Commune qui porte le projet désignera des représentants en vue de participer aux groupes de travail auxquels elle pourrait être invitée.

▪ La Commune qui porte le projet peut solliciter safe.brussels pour l'organisation d'une réunion de suivi. Celui-ci se réunit sous réserve de l'accord de safe.brussels. ▪ Le suivi de la convention est assuré par safe.brussels. L'évaluation du projet est menée par safe.brussels en collaboration avec la Commune notamment sur base du rapport intermédiaire et du rapport d'activité final.

c) Rapport intermédiaire ▪ La commune transmet pour le 14 avril 2024 au plus tard un dossier mis à jour du projet, comprenant : ▪ L'adresse définitive de l'antenne et la description des lieux avec un plan définitif annexé. ▪ Un diagnostic situationnel de la zone géographique pour laquelle l'implémentation d'une nouvelle antenne est souhaité, ou, lorsqu'il s'agit du renforcement d'une antenne existante, de la zone géographique où se trouve cette antenne. ▪ Une liste et des explications exhaustives, mais synthétiques, des phénomènes/besoins identifiés qui ont justifié l'implémentation d'une antenne et les actions prioritaires qui vont être menées ; ▪ Une actualisation de la liste des services qui sont/seront proposés à la population accompagnée des renseignements suivants : ▪ Domaines concernés et priorité(s) auxquelles ce service offre une réponse ; ▪ Une réponse intermédiaire aux indicateurs listés dans la présente convention (cf. titre suivant « c ») ; ▪ Une actualisation des principales étapes suivies par la commune pour l'implémentation de l'antenne de sécurité localement intégrée ainsi qu'un échéancier remis à jour. ▪ Une actualisation de la liste des partenariats (locaux, zonaux et régionaux). ▪ Un budget prévisionnel affiné et complet. ▪ Le rapport intermédiaire tient compte des remarques du jury d'experts sur les candidatures. Ces remarques seront envoyées au bénéficiaire préalablement à la remise du rapport intermédiaire. ▪ Le projet développé dans le cadre de la convention est évaluable, en termes de résultats, en fonction des critères et indicateurs repris ci-dessous. Ces critères sont ceux proposés par le bénéficiaire dans sa demande de participation à l'appel à projets. Tenant compte de la nécessité que les antennes soient implémentées de manière durable, safe.brussels fournira au bénéficiaire, préalablement à la remise du rapport intermédiaire, un guide succinct lui permettant de retravailler la liste de ses indicateurs de façon à encourager une évaluation sur le long terme de son projet d'antenne. Le rapport intermédiaire doit donc comprendre la liste des indicateurs et critères actualisée.

d) Rapport d'activité final relatif à l'implémentation/au renforcement de l'antenne Lisa ▪ Conformément à l'arrêté d'octroi, ce rapport fait partie intégrante des pièces justificatives.

Comme pour les justificatifs financiers, celui-ci est transmis, par courrier électronique, à safe.brussels (Prodev@safe.brussels) pour le 31 mars 2025 au plus tard. ▪ Le rapport d'activité final doit comprendre les données quantitatives et qualitatives aux critères et indicateurs tel qu'ils auront été actualisés dans le rapport intermédiaire (cf. le point « c) Rapport intermédiaire » du présent article). Ceux-ci doivent faire l'objet d'un rapport synthétique permettant d'évaluer les résultats du projet. ▪ Le rapport définitif comprend en outre : ▪ S'il n'a pu être transmis dans le rapport intermédiaire, le plan définitif. ▪ la liste exhaustive et la nature des services effectivement mis à disposition de la population accompagnés des domaines concernés et des priorité(s) auxquelles ce service offre une réponse. Cette partie doit en outre faire le lien avec la synthèse reprenant les critères et indicateurs tel que prévu ci-avant. ▪ la liste des institutions et/ou organisations locales, zonales et régionales concernés qui contribue à l'offre de service mise à disposition de la population : ▪ quelles organisations dans quels domaines et au travers de quel(s) service(s) à la population ▪ quelles concrétisations (niveau de qualité attendu pour chacun

d'entre eux) : prise de connaissance mutuelle, informations concernées, partagées, action commune, feedback et améliorations envisagées conjointement, processus intégré concrétisé par une coordination spécifique, ....) ;

- La confirmation que l'implémentation de l'antenne a bien été réalisée pour le 31 décembre 2024.
- La rapport précisera également la date d'ouverture effective de l'antenne à la population.

**Article 5. Contrôle des subventions** La Région peut demander à tout moment toutes pièces et toutes informations lui permettant de procéder à l'évaluation permanente des actions faisant l'objet de la subvention et se réserve le droit de suspendre, de retirer ou de recouvrer la subvention à tout projet ne répondant plus aux objectifs qui ont fait l'objet de son approbation. Les articles 92 à 95 de l'ordonnance organique du 23 février 2006 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle sont d'application immédiate et générale. Ces articles sont reproduits in extenso ci-dessous : « Art. 92. Conformément à l'article 11 de la loi du 16 mai 2003, fixant les dispositions générales applicables aux budgets, au contrôle des subventions et à la comptabilité des Communautés et des Régions, ainsi qu'à l'organisation du contrôle de la Cour des Comptes, toute subvention accordée par l'entité régionale ou par une personne morale subventionnée directement ou indirectement par l'entité régionale, en ce compris toute avance de fonds récupérable consentie par eux sans intérêt, doit être utilisée aux fins pour lesquelles elle est accordée. Sauf dans les cas où une disposition légale ou réglementaire y pourvoit, toute décision allouant une subvention précise la nature, l'étendue et les modalités de l'utilisation et des justifications à fournir par le bénéficiaire de la subvention. Tout bénéficiaire d'une subvention doit justifier de l'emploi des sommes reçues, à moins qu'une ordonnance ne l'en dispense.

Art. 93. Conformément à l'article 12 de la loi du 16 mai 2003, précitée, par le seul fait de l'acceptation de la subvention, le bénéficiaire reconnaît à l'entité régionale le droit de faire procéder sur place au contrôle de l'emploi des fonds attribués. L'organisation et la coordination des contrôles sont réglées par le Gouvernement. Celui-ci fait appel notamment, pour ce contrôle, aux inspecteurs des finances.

Art. 94. Conformément à l'article 13 de la loi du 16 mai 2003, précitée, est tenu de rembourser sans délai le montant de la subvention, le bénéficiaire :

- 1° qui ne respecte pas les conditions d'octroi de la subvention ;
- 2° qui n'utilise pas la subvention aux fins pour lesquelles elle est accordée ;
- 3° qui met obstacle au contrôle visé à l'article 93 ;
- 4° qui perçoit déjà une subvention d'une autre institution pour le même objet, sur la base des mêmes pièces justificatives.

Lorsque le bénéficiaire reste en défaut de fournir les justifications visées à l'article 92, il est tenu au remboursement à concurrence de la partie non justifiée.

Art. 95. Conformément à l'article 14 de la loi du 16 mai 2003, précitée, il peut être sursis au paiement des subventions aussi longtemps que, pour des subventions analogues reçues antérieurement, le bénéficiaire reste en défaut de produire les justifications visées à l'article 92 ou de se soumettre au contrôle prévu par l'article 93. Lorsqu'une subvention est payée par fractions, chaque fraction est considérée comme une subvention indépendante pour l'application du présent article ». Il convient également de rappeler que la Cour des Comptes a le droit d'exercer un contrôle sur l'usage des subventions octroyées.

**Article 6. Dépenses éligibles et présentation des pièces justificatives** Conformément à l'article 3, d'une manière générale, seules sont prises en compte les pièces justificatives relatives aux dépenses facturées entre le 1 janvier 2023 et le 31 décembre 2024. Le contrôle de ces pièces par safe.brussels permet d'établir que toutes les dépenses engagées ont été réellement effectuées pour la réalisation

des actions prévues par la présente convention.- Nature des dépensesLa subvention est accordée à titre d'intervention dans les frais d'investissement du bénéficiaire ; seul ce type de frais est donc éligible au subventionnement. Tout autre type de frais qui figurerait dans les budgets prévisionnels est d'ores et déjà considéré comme refusé. Seule exception à ce principe, 10% du subside octroyé peuvent, à titre accessoire, durant la période de subventionnement, servir à couvrir les frais de personnel relatifs au membre du personnel en charge de l'implémentation du projet d'antenne. Ces 10% doivent avoir été prévus par le bénéficiaire dans son budget prévisionnel dans le cadre de sa candidature. Les frais d'investissement dans le cadre de la présente convention sont définis de la façon suivante : ▪ On entend par investissement, l'investissement en immobilisations corporelles et/ou incorporelles. Les investissements admissibles sont inscrits en immobilisations aux comptes annuels pour les personnes morales ou au tableau des amortissements pour les personnes physiques et y sont maintenus pendant une période de minimum 3 ans courant à partir de la date de l'octroi de la subvention. ▪ Seuls sont admissibles les investissements ayant un lien avec la réalisation du projet sur lequel porte la présente convention, et réalisés en conformité avec la législation et les règlements en vigueur notamment en matière d'urbanisme, d'aménagement du territoire et d'environnement.

▪ Pour les immobilisations corporelles : • Sont admissibles les dépenses liées à des actifs consistant en installations, machines, outillage. • Les actifs immobiliers et leurs frais accessoires sont éligibles sous réserve d'un accord préalable de safe.brussels au cas par cas sur base d'une description, du plan et d'un devis précis. L'inclusion de ces frais dans le budget prévisionnel ne présuppose pas automatiquement de leur acceptation. • Le matériel roulant est éligible sous réserve d'un accord préalable de safe.brussels au cas par cas sur base d'une description de l'utilité dans le cadre du projet et d'un devis précis. L'inclusion de ces frais dans le budget prévisionnel ne présuppose pas automatiquement de leur acceptation. • Pour les installations, machines, outillage et mobilier, le montant admis comprend également les frais de transport, d'installation et de montage pour autant que ces derniers soient repris en immobilisation corporelle. ▪ Pour les immobilisations incorporelles, ne sont pas considérées comme admissibles, sauf acceptation sur demande dûment motivée, les dépenses liées aux dépôts ou achats de brevets, de marques, de modèles et de licences. L'inclusion de ces frais dans le budget prévisionnel ne présuppose pas automatiquement de leur acceptation. ▪ L'investissement d'occasion n'est pas éligible au subventionnement. ▪ L'investissement en matériel ou mobilier mis en location est admissible pour autant que la mise en location de cet investissement est accessoire à un service fourni par le bénéficiaire. ▪ Sont exclues du bénéfice de l'aide tous les investissements ayant un caractère somptuaire. Le contrôle de ces pièces doit permettre d'établir que toutes les dépenses engagées par le bénéficiaire de la subvention correspondent aux types de dépenses prévues par la circulaire et ont été réellement effectuées afin de réaliser les actions pour lesquelles la subvention est prévue. Les frais de personnel dans le cadre de la présente convention sont définis de la façon suivante : ▪ Sont uniquement pris en considération comme frais de personnel les coûts salariaux du membre du personnel affecté à la réalisation du projet d'implémentation/renforcement de l'antenne LISA. ▪ Si ce membre du personnel est subventionné par plusieurs pouvoirs subsidiaires/ en partie par la commune sur fond propre, la ventilation sera reprise dans le tableau récapitulatif. ▪ Le récapitulatif annuel de frais de salaire pour le membre du personnel concerné certifié « sincère et véritable »

peut être accepté. La copie du contrat de travail et éventuels avenants, qui précisent la source de subventionnement, ou de la décision de nomination et/ou d'affectation l'accompagnent. Les frais mentionnés ci-après peuvent être acceptés comme frais de personnel et peuvent donc être subventionnés :  
Rémunération :  
• Rémunération brute ;  
• Cotisations patronales ;

• Indemnités imposables qui relèvent du régime ONSS (prime de fin d'année, pécule de vacances, ...) ; frais de gestion du secrétariat social. Pour ces frais, une facture et la preuve de son paiement doivent être fournies. Les factures sont détaillées par travailleur ou reprennent un calcul au prorata.  
• Indemnités de déplacement :  
• Déplacement entre le domicile et le lieu de travail sur la base de l'abonnement social comme mentionné sur la fiche salariale ou dans le compte annuel individuel. Les déplacements ne peuvent en principe être subventionnés que s'ils sont effectués par un moyen de transport en commun (bus, tram et train deuxième classe) ;  
• Indemnités pour l'utilisation d'une bicyclette comme mentionnées sur la fiche salariale ou dans le compte annuel individuel. Ces indemnités doivent être imputées selon la réglementation de l'autorité locale.  
• Certains frais indirects :  
• Frais de médecine du travail ;  
• Assurance couvrant les accidents de travail ;  
• Partie de la prime syndicale prise en charge par l'employeur ;  
• Cotisation à un service social collectif.  
• Les primes et les avantages extra-légaux ne sont acceptés que sous deux conditions :  
• S'ils sont octroyés dans le cadre d'un règlement de travail approuvé par le conseil communal ou la commission paritaire dont relève le travailleur ;  
• Et s'ils sont mentionnés sur les comptes annuels individuels. Dans ce cas, il est nécessaire de fournir les comptes annuels individuels du travailleur. Pour les primes et avantages extra-légaux, des pièces justificatives doivent être fournies (pour les chèques-repas, les factures et preuves de paiement par exemple). Les montants doivent également être repris de manière identifiable dans le tableau récapitulatif.  
- Présentation des pièces  
Les pièces justificatives sont transmises en un seul envoi, par courrier électronique, à [ProDev@safe.brussels](mailto:ProDev@safe.brussels) avant le 31 mars 2025. Elles se composent à tout le moins des éléments suivants :  
• Le tableau récapitulatif des pièces, établi conformément au canevas que [safe.brussels](http://safe.brussels) fait parvenir aux bénéficiaires ; ce tableau doit être envoyé sous deux formats : le premier est signé et certifié sincère et véritable par le receveur communal ; le second au format électronique (Excel) de façon à faciliter le contrôle.  
• Les pièces, numérotées, qui justifient l'usage de la subvention. Ces pièces comprennent :  
• Un extrait de comptes généraux de classe 2 (comptes 20 à 28) relatif à l'année de réalisation des investissements subsidiés ;  
• Un tableau récapitulatif des amortissements ;  
• Les devis, bon de commande, factures et preuves de paiement relatifs aux investissements.  
• Les différentes pièces justifiant le respect de la législation sur les marchés publics.

• Si un maximum de 10% de la subvention sert à couvrir des frais de personnel, le tableau des frais de salaire du membre du personnel en charge de l'implémentation du projet d'antenne est imputés à la subvention ainsi que la/les copies des contrats de travail ou de la décision de nomination. Le double subventionnement étant interdit, ces frais ne pourront pas déjà être couverts par la subvention octroyée dans le cadre de la réalisation du Plan local de Prévention et de Proximité de la Commune.  
• Le rapport d'activité final tel que prévu à l'article 4, d) de la présente convention. Le Bénéficiaire envoie le dossier comprenant les pièces justificatives en une fois et dans son intégralité, accompagné d'un document signé par une personne habilitée à

l'engager, attestant de la conformité des dites pièces et de la réalité des dépenses à l'adresse suivante : ProDev@safe.brussels. Lorsque une pièce justificative est subventionnée par plusieurs pouvoirs subsidiant ou qu'elle n'est pas subventionnée en totalité par safe.brussels, la ventilation sera reprise dans le tableau récapitulatif. Le double subventionnement est interdit. Le subside ne peut couvrir des frais qui sont subventionnés dans le cadre d'un autre dispositif de safe.brussels ou par une autre autorité subsidiaire.

**Article 7. Modalités de liquidation** La subvention de 246.988,5 € est liquidée en trois tranches : – Une avance de 25 % est versée sur présentation, au plus tard dans les 30 jours calendrier suivant la date du courrier de notification, d'une déclaration de créance, du budget prévisionnel et de la convention signée dont question à l'article 2§5 de l'arrêté d'octroi. Les déclarations de créances, le budget prévisionnel et la convention signée doivent être envoyés à Prodev@safe.brussels. Si la subvention octroyée est notifiée après le 1er décembre, le délai de 30 jours calendrier est remplacé par « avant le 21 décembre 2023 ». – Une deuxième tranche de 65% est versée, après dépôt du rapport intermédiaire et sur présentation, avant le 14 avril 2024, d'une déclaration de créance. Le rapport intermédiaire et la déclaration de créance doivent être envoyés à Prodev@safe.brussels. – Le solde est liquidé après réception et analyse des pièces justificatives visée à l'article 6§4 de l'arrêté d'octroi. Après analyse des dites pièces, le bénéficiaire est invité par l'ordonnateur compétent à transmettre une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est dû à la suite du contrôle. Une fois réalisée la vérification des pièces justificatives, le Bénéficiaire est invité par l'ordonnateur compétent à transmettre, dans un délai de 30 jours à compter de la réception de la notification, une déclaration de créance reprenant le montant final qui lui est octroyé à la suite du contrôle. Les paiements se font dans les limites des crédits budgétaires. Ils ont lieu dans les meilleurs délais, compte tenu des contraintes liées aux contrôles.

**Article 8. Marchés publics** Le Bénéficiaire se conforme aux dispositions de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services. Le Bénéficiaire s'engage à fournir, sur demande, à la Région, tout document ou information généralement quelconque permettant de vérifier de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics, ainsi que le respect de celles-ci à l'occasion de la passation d'un marché particulier. Le respect de la législation et de la réglementation relatives aux marchés publics par le Bénéficiaire constitue une condition essentielle de l'octroi de la présente subvention, au même titre que l'obligation du Bénéficiaire de communiquer à la Région les documents et informations qu'elle requiert. Son non-

respect peut entraîner la suppression des subventions encore à verser ainsi qu'une demande de restitution des subventions déjà accordées.

**Article 9. Pièces à fournir lors de la demande de paiement** Chaque demande de paiement se fait sous la forme d'une déclaration de créance adressée à l'adresse suivante : ProDev@safe.brussels. Chaque déclaration de créance mentionne - le motif du paiement ; - le montant demandé en paiement ; - le numéro du visa d'engagement fourni par safe.brussels ; - le numéro de compte bancaire sur lequel ce montant doit être versé. En outre, cette déclaration de créance doit être rédigée sur papier à en-tête, datée et signée par une personne habilitée à engager le Bénéficiaire.

**Article 10. Réclamations** Si, après le contrôle des pièces justificatives, le montant que représente les justificatifs acceptés est inférieur au montant du subside alloué, la subvention n'est liquidée qu'à due concurrence des justificatifs acceptés ou fait l'objet d'un remboursement. En tout état de cause, au

terme du contrôle du dossier justificatif, le Bénéficiaire reçoit une lettre confirmant le montant définitivement alloué et l'invitant à transmettre, dans les 30 jours, une déclaration de créance relative à ce montant. À compter de la réception de la lettre, le Bénéficiaire dispose d'un délai de 15 jours calendrier pour soumettre ses arguments en cas de désaccord sur les montants proposés. L'ordonnateur compétent prend la décision finale après analyse des moyens développés par le Bénéficiaire.

**Article 11. Transmission des documents**  
Dans le cadre de la présente convention, la correspondance sera valablement envoyée aux adresses suivantes :  
Pour la Commune Vincent DE WOLF  
Bourgmestre  
Commune de Etterbeek  
31/1 Avenue des Casernes  
1040 BRUXELLES  
Pour la Région Safe.brussels  
Mme Sophie LAVAUX, Directrice générale  
Rue de Ligne 40  
1000 Bruxelles  
ProDev@safe.brussels  
lorsque cela est prévu dans la convention.  
Les personnes de contact sont :  
Pour la Commune Le responsable du projet  
Pour la Région KIEFFER Jonathan, Chargé de projets en politiques de prévention et de sécurité chez safe.brussels  
Jonathan.kieffer@safe.brussels

Il sera accusé réception de tout document reçu en version électronique. Il relève de la responsabilité de la Commune de s'assurer que tous les documents sont bien parvenus à safe.brussels dans les délais. Établi et signé à Bruxelles en deux exemplaires, le Pour la Région, le Ministre-Président, Rudi VERVOORT Pour la Commune, Le Bourgmestre, Vincent DE WOLF La Secrétaire Communal, Annick PETIT

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Ondertekening van een overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verband met de vestiging van de LISA-antenne "Jourdan"**

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep "LISA-antenne 2023":

- Subsidiërende overheid: Safe.Brussels, in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan (PGSP) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het bijzonder de territoriale verankering van de ambitie "Voor een veilig Brussel";
- De projectoproep steunt de vestiging van geïntegreerde veiligheidsantennes op lokaal niveau (LISA-antennes).
- Deze antennes brengen de gemeente, de politiezone en de gewestelijke instellingen samen om de lokale bevolking een contactpunt te bieden met de diensten die verantwoordelijk zijn voor de veiligheid in de breedste zin van het woord.
- Het is dus een lokale dienst die geïntegreerd en permanent gevestigd is in de wijk, multidisciplinair en interdisciplinair is, toegankelijk is en directe ondersteuning biedt aan de bevolking.
- De toegekende subsidie is voornamelijk een bijdrage in de investeringskosten.

gelet op de beslissing van het college van 07/06/2023 om te reageren op de projectoproep “LISA-Antenne 2023” van Safe.Brussels, in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan (PGSP) van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest (zie kandidatuur in bijlage);

gelet op de ontwerpbeslissing van de Brussels Hoofdstedelijke Gewestregering van 16 november 2023 om een subsidie van 246.988,50 euro toe te kennen aan de gemeente Etterbeek om zijn LISA-antenne “Jourdan” te vestigen (zie bijlage);

overwegende dat het in dit kader is aangewezen:

- om uiterlijk op 08/12/2023 een schuldvordering en de ondertekende overeenkomsten terugsturen naar het Gewest, onder voorbehoud van goedkeuring door de gemeenteraad (zie bijlage);
- om de LISA-antenne “Jourdan” te vestigen en de bijbehorende uitgaven te doen tussen 01/01/2023 en 31/12/2024 (de facturen moeten betaald zijn op het moment dat de bewijsstukken worden ingediend);
- om uiterlijk op 14/04/2024 een tussentijds verslag te bezorgen aan het Gewest;
- om uiterlijk op 31/03/2025 een eindverslag met boekhoudkundige bewijsstukken te bezorgen aan het Gewest;

BESLIST om de ondertekening van een overeenkomst met het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in verband met de implementatie van de LISA-antenne “Jourdan” goed te keuren.:

OVEREENKOMST (Dit document wordt uitgegeven onder voorbehoud van de beslissing die zal worden genomen door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering. Brussels Hoofdstedelijk Gewest.) TUSSEN Het BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST, vertegenwoordigd door de minister-president, hierna ‘het Gewest’ genoemd EN De Gemeente Etterbeek, vertegenwoordigd door haar burgemeester en haar Gemeentesecretarish hierna ‘de begunstigde’ genoemd WORDT OVEREENGEKOMEN WAT VOLGT: Artikel 1. Voorwerp van de overeenkomst Deze overeenkomst regelt de modaliteiten volgens dewelke het Gewest de Begunstigde een subsidie van € 246.988,5 ter beschikking stelt, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2023, zoals gewijzigd bij het besluit van de ..... Het toepassingsgebied van bovengenoemd besluit kan in geen enkel geval worden gewijzigd, beperkt of uitgebreid door deze overeenkomst. Onverminderd artikel 5 wordt de subsidie aan de begunstigde toegekend als bijdrage in de investeringskosten voor de invoering van een geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau in de Jourdanwijk. Om de genoemde opdrachten te verwezenlijken, moet de begunstigde het nodige personeel aanwerven en de uitvoering van de opdrachten administratief en financieel opvolgen. Artikel 2. Het gesubsidieerde project Dit project, dat op lokaal niveau wordt toegepast, draagt bij aan de uitvoering van het gewestelijke beleid gedefinieerd in het kader van het Globaal Veiligheids- en Preventieplan. Het project heeft tot doel de territoriale verankering van de verschillende diensten die actief zijn op lokaal, zonaal en gewestelijk niveau te consolideren via een geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau (LISA). Het letterwoord ‘LISA’ voor ‘Local Integrated Security Antenna’ verwijst naar een wijkinfrastructuur gedeeld door de verschillende partners van



de veiligheidsketen, met name de politie, de preventieambtenaren en de andere lokale of gewestelijke actoren (personeel dat instaat voor de openbare netheid enz.), die de bewoners een punt wil bieden waar ze in contact kunnen treden met de diensten die instaan voor de veiligheid in de ruime zin van het woord (cf. de transversale thema's en doelstellingen van het GVPP). Het gaat hier dus om:▪ Buurtvoorzieningen aan de bevolking aan te bieden;▪ Een tweeledige geïntegreerde aanpak:- met multidisciplinaire kenmerken, aangezien de diensten deel uitmaken van verschillende domeinen en beroepen, die allemaal verband houden met een dienst die door de bevolking wordt verwacht;

- met transversale kenmerken: die diensten worden gedeeld in verschillende lokale, zonale of gewestelijke organismen, waar de verschillende actoren in de preventie- en veiligheidsketen samenwerken.▪ Toegankelijkheid en directe ondersteuning op het terrein aan de bevolking in de wijk waar de antenne zou kunnen worden opgezet.▪ Een project dat dient uit te monden in concrete verwezenlijkingen die standhouden. Artikel 3. Duur De overeenkomst heeft betrekking op de periode van 1 januari 2023 tot en met 31 december 2024.▪ De uitgaven moeten worden verricht en gefactureerd tussen 1 januari 2023 en 31 december 2024.▪ De facturen moeten voldaan zijn wanneer de verantwoordingsstukken worden ingediend.▪ De tenuitvoerlegging/versterking moet aan het einde van de periode waarop deze overeenkomst betrekking heeft, d.w.z. uiterlijk op 31 december 2024, zijn voltooid. Artikel 4. Algemene beginselen a) Financiering De uitgaven die verband houden met de aan de begunstigde toevertrouwde opdrachten, worden door het Gewest gefinancierd, overeenkomstig het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2023, zoals gewijzigd bij het besluit van de ..... Bij niet-uitvoering van een of meerdere bepalingen van deze overeenkomst kan het Gewest beslissen om de subsidie te verminderen, te schrappen of de volledige of gedeeltelijke terugbetaling ervan te eisen. b) Toezicht op en evaluatie van de tenuitvoerlegging • De gemeente die het project uitvoert, zorgt voor de tenuitvoerlegging van haar project.▪ De uitvoering van projecten in de zin van deze overeenkomst omvat:• het delen van goede praktijken met de partners van de gewestelijke opvang;• het delen met de partners van de gewestelijke opvang van de vaststellingen en de algemene beoordelingen van de vakmensen over de waargenomen verschijnselen/behoeften;• deelname aan de gewestelijke platformen;• tot stand brengen van een synergie met de partners van de gewestelijke voorziening.▪ De gelijke kansentest werd verplicht gemaakt door de ordonnantie van 4 oktober 2018, aangevuld door het uitvoeringsbesluit van 22 november 2018. Om de opvolging ervan te verzekeren, wordt in het verslag nagegaan of gesubsidieerde projecten of activiteiten voldoende rekening houden met de problemen of specifieke noden van de doelgroepen van gelijkheid van kansen. Bovendien wordt bekeken of ze voldoende rekening houden met de volgende vijf criteria: gender, handicap, etnische en culturele afstamming, seksuele geaardheid, genderidentiteit en -expressie, alsook sociale afkomst en situatie.▪ Brussel Preventie en Veiligheid (hierna 'safe.brussels') behoudt zich het recht voor om indien nodig een opvolgingsvergadering te organiseren, met als doel de verwezenlijking van het project te evalueren. Op deze vergadering zijn uitsluitend een of meer vertegenwoordigers van safe.brussels aanwezig, en de persoon die het project voor de gemeente uitvoert. Safe.brussels

nodigt elke vertegenwoordiger van de gewestelijke overheid of partner uit van

wie de aanwezigheid nuttig wordt geacht. ▪ Tijdens deze vergadering worden de projecten besproken en eventueel aangepast. ▪ De gemeente die het project uitvoert, zal vertegenwoordigers aanduiden om deel te nemen aan de werkgroepen waarvoor zij zou kunnen worden uitgenodigd. ▪ De gemeente die het project uitvoert, kan safe.brussels vragen om een opvolgingsvergadering te organiseren. Dit wordt georganiseerd na akkoord van safe.brussels. ▪ De opvolging van de overeenkomst wordt verzekerd door safe.brussels. De evaluatie van het project gebeurt door safe.brussels in samenwerking met de gemeente onder meer op basis van het tussentijdse verslag en het definitieve voortgangsverslag. c) Tussentijds verslag ▪ De gemeente zendt uiterlijk op 14 april 2024 een bijgewerkt projectdossier met onder meer: ▪ Het definitieve adres van de antenne en de plaatsbeschrijving met een definitief plan bijgevoegd. ▪ Een situationele diagnose van het geografische gebied waarvoor de implementatie van een nieuwe antenne gewenst is of – in het geval van de versterking van een bestaande antenne – van het geografische gebied waar deze antenne zich bevindt. ▪ Een uitputtende maar beknopte lijst en uitleg van de geïdentificeerde verschijnselen/behoeften die de tenuitvoerlegging van een antenne en de prioritaire acties die zullen worden gevoerd, rechtvaardigen; ▪ Een update van de lijst van diensten die aan de bevolking worden/zullen worden aangeboden, met de volgende informatie: ▪ Betrokken domeinen en prioriteit(en) waarop deze dienst een antwoord biedt; ▪ Een voorlopig antwoord op de in deze overeenkomst genoemde indicatoren (zie het volgende hoofdstuk '(c)'); ▪ Een update van de belangrijkste fasen die door de gemeente zijn gevolgd voor de tenuitvoerlegging van de geïntegreerde veiligheidsantenne op lokaal niveau, alsmede een bijgewerkte tijdlijn. ▪ Een bijgewerkte lijst van partnerschappen (lokaal, zonaal en gewestelijk). ▪ Een verfijnde en volledige begrotingsraming. ▪ In het tussentijdse verslag wordt rekening gehouden met de opmerkingen over de kandidaturen van de jury van deskundigen. Deze opmerkingen worden aan de begunstigde verzonden vóór de overhandiging van het tussentijdse verslag. ▪ De resultaten van het project dat in het kader van de overeenkomst wordt ontwikkeld, kunnen worden beoordeeld aan de hand van de onderstaande criteria en indicatoren. Deze criteria zijn diegene voorgesteld door de begunstigde in zijn aanvraag tot deelneming aan de projectoproep. Rekening houdend met de behoefte dat de antennes op duurzame wijze worden ingevoerd, zal safe.brussels aan de begunstigde, voorafgaand aan de overhandiging van het tussentijdse rapport, een beknopte gids verstrekken waarmee deze de lijst van indicatoren kan herwerken ter bevordering van

een beoordeling van zijn antenneproject op lange termijn. Het tussentijdse verslag moet dus de bijgewerkte lijst van indicatoren en criteria bevatten. d) Eindverslag over de vorderingen bij de tenuitvoerlegging/versterking van de LISA-antenne ▪ In overeenstemming met het toekenningsbesluit maakt dit verslag integraal deel uit van de bewijsstukken. Net als de financiële bewijsstukken moet dit uiterlijk op 31 maart 2025 per e-mail naar safe.brussels (Prodev@safe.brussels) worden verzonden. ▪ Het definitieve voortgangsverslag moet de kwantitatieve en kwalitatieve gegevens bevatten over de criteria en indicatoren zoals bijgewerkt in het tussentijdse verslag (cf. punt 'c) Tussentijds verslag' van dit artikel). Deze moeten in een samenvattend verslag worden opgenomen op basis waarvan de resultaten van het project kunnen worden beoordeeld. ▪ Het eindverslag bevat ook: ▪ indien het niet in het tussentijds verslag kon worden ingediend, het definitieve plan. ▪ de uitputtende lijst en de aard van de diensten die daadwerkelijk ter beschikking van de

bevolking worden gesteld, samen met de betrokkendomeinen en deprioriteit(en) waarop deze dienst een antwoord biedt. In dit deel moet ook een link worden gelegd naar de samenvatting van de criteria en indicatoren zoals hierboven beschreven.▪ een lijst van de betrokken lokale, zonale en gewestelijke instellingen en/of organisaties die bijdragen aan de dienstverlening aan de bevolking;▪ welke organisaties in welke domeinen en via welke dienst(en) aan de bevolking;▪ welke concretisering (kwaliteitsniveau dat voor elk van hen wordt verwacht): wederzijdse kennisneming, gedeelde betrokken informatie, gezamenlijke actie, feedback en gezamenlijk beoogde verbeteringen, geïntegreerd procesgeconcretiseerd door specifieke coördinatie ...)▪ De bevestiging dat de tenuitvoerlegging van de antenne correct is uitgevoerd vóór 31 december 2024.▪ Het verslag vermeldt ook de effectieve openingsdatum van de antenne voor het publiek. Artikel 5: Controle van de subsidies Het Gewest kan op elk moment alle stukken en informatie opvragen op basis waarvan de gesubsidieerde initiatieven voortdurend geëvalueerd kunnen worden, en het behoudt zich het recht voor om de subsidie voor elk project dat niet meer beantwoordt aan de doelstellingen die het heeft goedgekeurd, op te schorten, in te trekken of terug te vorderen. De artikelen 92 tot 95 van de organieke ordonnantie van 23 februari 2006 houdende de bepalingen die van toepassing zijn op de begroting, de boekhouding en de controle zijn onmiddellijk en algemeen van toepassing. Deze artikelen worden hieronder in extenso weergegeven: “Art. 92. In overeenstemming met artikel 11 van de wet van 16 mei 2003 tot vaststelling van de algemene bepalingen die gelden voor de begrotingen, de controle op de subsidies en voor de boekhouding van de gemeenschappen en de gewesten, alsook voor de organisatie van de controle door het Rekenhof moet iedere subsidie verleend door de gewestelijke entiteit of door een rechtspersoon, die rechtstreeks of onrechtstreeks door een van die gemeenschappen en gewesten wordt gesubsidieerd, daarin begrepen ieder door hen zonder interest verleend terugvorderbaar voorschot, worden aangewend voor de doeleinden, waarvoor zij werd verleend.

Behalve wanneer een wettelijke of reglementaire bepaling daarin voorziet, vermeldt iedere beslissing houdende toekenning van een subsidie nauwkeurig de aard, de omvang en de modaliteiten betreffende het gebruik en betreffende de door de begunstigde van de subsidie te verstrekken verantwoording. Iedere begunstigde van een subsidie is ertoe gehouden verantwoording te verstrekken over de aanwending van de ontvangen bedragen, tenzij een ordonnantie hem daartoe vrijstelling verleent. Art. 93. Conform artikel 12 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 verleent de begunstigde, door het aangaan van de subsidie, meteen aan de gewestelijke entiteit het recht om ter plaatse controle te laten uitoefenen op de aanwending van de toegekende gelden. De Regering zorgt voor de organisatie en de coördinatie van de controle. Voor deze controle doet zij met name een beroep op de inspecteurs van financiën. Art. 94. Conform artikel 13 van de voornoemde wet van 16 mei 2003 is gehouden tot onmiddellijk terugbetaling van de subsidie de begunstigde: 1° die de voorwaarden niet naleeft, waaronder de subsidie werd verleend; 2° die de subsidie niet aanwendt voor de doeleinden waarvoor zij werd verleend; 3° die de in artikel 93 bedoelde controle verhindert; 4° die voor hetzelfde doel al een subsidie ontvangt van een andere instelling op basis van dezelfde bewijsstukken. Blijft de begunstigde van de subsidie in gebreke inzake het verstrekken van de in artikel 92 bedoelde verantwoording, dan moet hij het deel dat niet werd verantwoord terugbetalen. Art. 95. Conform artikel 14 van de

voornoemde wet van 16 mei 2003 kan de uitkering van de subsidies worden opgeschort zolang de begunstigde voor soortgelijke subsidies, die hij voordien heeft ontvangen, verzuimt de in artikel 92 bedoelde verantwoording te verstrekken of zich aan de in artikel 93 bepaalde controle te onderwerpen. Wordt een subsidie in schijven uitgekeerd, dan wordt iedere schijf voor de toepassing van dit artikel als een afzonderlijke subsidie beschouwd." Ook moet worden vermeld dat het Rekenhof het recht heeft een controle uit te voeren op de aanwending van de toegekende subsidies.

**Artikel 6. Subsidieerbare uitgaven en indiening van de verantwoordingsstukken**

In overeenstemming met artikel 3 wordt er algemeen genomen alleen rekening gehouden met debetstukken voor de uitgaven die gefactureerd zijn tussen 1 januari 2023 en 31 december 2024. De controle van deze stukken door safe.brussels laat toe vast te stellen of de aangevane uitgaven daadwerkelijk zijn verricht voor de verwezenlijking van de initiatieven waarin deze overeenkomst voorziet.

**Aard van de uitgaven**

De subsidie wordt toegekend bij wijze van tegemoetkoming in de investeringskosten van de begunstigde; alleen dit soort uitgaven komt dus voor subsidie in aanmerking. Elke andere soort uitgave die in de voorlopige begrotingen zou voorkomen, wordt reeds geacht te zijn geweigerd. Als enige uitzondering op dit principe kan 10% van de toegekende subsidie, in bijkomende orde, gedurende de subsidieperiode, aangewend worden voor personeelskosten betreffende personeelsleden belast met de tenuitvoerlegging van het antenneproject. Deze 10% moet door de begunstigde zijn gepland in zijn begrotingsraming in het kader van zijn kandidaatstelling. De investeringskosten in het kader van deze overeenkomst worden als volgt gedefinieerd:

- Onder investeringen wordt verstaan: investeringen in materiële en/of immateriële vaste activa. De in aanmerking komende investeringen worden als vaste activa opgenomen in de

jaarrekening in het geval van rechtspersonen of in de afschrijvingstabel in het geval van natuurlijke personen en worden daar gedurende een periode van ten minste drie jaar vanaf de subsidieverlening bewaard.

- Alleen investeringen die verband houden met het project dat onder deze overeenkomst valt die worden uitgevoerd in overeenstemming met de geldende wet- en regelgeving, met name op het gebied van stedenbouw, ruimtelijke ordening en milieu, komen in aanmerking.
- Voor materiële vaste activa:
  - Uitgaven voor activa bestaande uit installaties, machines en gereedschappen komen in aanmerking.
  - De onroerende goederen en hun bijkomende kosten komen in aanmerking, op voorwaarde dat safe.brussels hiermee vooraf van geval tot geval heeft ingestemd op basis van een beschrijving, het plan en een nauwkeurige prijsopgave. De opname van deze kosten in de begrotingsraming leidt niet automatisch tot de aanvaarding ervan.
  - Rollend materieel komt in aanmerking, op voorwaarde dat safe.brussels hiermee vooraf van geval tot geval heeft ingestemd op basis van een beschrijving van het nut ervan in het kader van het project en een nauwkeurige prijsopgave. De opname van deze kosten in de begrotingsraming leidt niet automatisch tot de aanvaarding ervan.
  - Voor installaties, machines, gereedschappen en meubilair omvat het toegestane bedrag ook de kosten van vervoer, installatie en montage, op voorwaarde dat deze tot de materiële vaste activa worden gerekend.
- Voor de immateriële vaste activa worden uitgaven in verband met de indiening of de aankoop van octrooien, merken, modellen en licenties niet als subsidiabel beschouwd, tenzij deze op een naar behoren onderbouwd verzoek worden aanvaard. De opname van deze kosten in de begrotingsraming leidt niet automatisch tot de aanvaarding ervan.
- Investeringen in tweedehandsartikelen komen niet in aanmerking voor subsidie.
- Investeringen in apparatuur of

meubilair voor verhuur, komen in aanmerking op voorwaarde dat de verhuur van deze investering verband houdt met een door de begunstigde verleende dienst. Alle investeringen van extravagante aard komen niet in aanmerking voor subsidie. Uit de controle van die stukken moet kunnen worden opgemaakt dat alle uitgaven die de begunstigde van de subsidie heeft verricht, beantwoorden aan de soorten uitgaven vastgesteld in de omzendbrieven dat ze ook werkelijk hebben plaatsgevonden om de initiatieven te verwezenlijken waarvoor de subsidie bedoeld is. De personeelskosten in het kader van deze overeenkomst worden als volgt gedefinieerd: Enkel de loonkosten van het personeel toegewezen aan de verwezenlijking van het project voor de tenuitvoerlegging/versterking van de LISA-antenne komen in aanmerking als personeelskosten. Indien dit personeelslid wordt gesubsidieerd door meerdere overheden / gedeeltelijk door de gemeente met eigen middelen, moet een uitsplitsing hiertussen mee worden bezorgd in de overzichtstabel. Het jaarlijkse overzicht van de loonkosten voor het betrokken personeelslid dat 'voor waaren echt verklaard' is, kan worden aanvaard. De kopie van de arbeidsovereenkomst en

eventuele aanhangsels, die de bron van de subsidiëring vermelden, of van de benoemings-en/of de toewijzingsbeslissing worden bijgevoegd. De hieronder vermelde kosten kunnen worden aanvaard als personeelskosten en kunnen dus gesubsidieerd worden: Bezoldiging: brutobezoldiging; werkgeversbijdragen; belastbare vergoedingen die onder het RSZ-stelsel vallen (eindejaarspremie, vakantiegeld ...); beheerskosten van het sociaal secretariaat. Voor die kosten moet een factuur en het betaalbewijs ervan worden ingediend. De facturen zijn gedetailleerd per werkgever of bevatten een pro rata berekening. Verplaatsingskosten: Woon-werkverplaatsingen op basis van het sociale abonnement, zoals vermeld op de loonfiche of in de individuele jaarrekening. De verplaatsingen kunnen in principe enkel gesubsidieerd worden indien ze worden uitgevoerd met een openbaar vervoermiddel (bus, tram en trein in tweede klasse); Vergoedingen voor het gebruik van een fiets, zoals vermeld op de loonfiche of in de individuele jaarrekening. Die vergoedingen moeten worden aangerekend volgens de reglementering van de lokale overheid. Bepaalde indirecte kosten: kosten arbeidsarts; verzekering arbeidsongevallen; deel vakbondspremie ten laste van de werkgever; Bijdrage aan een collectieve sociale dienst. De premies en extralegale voordelen worden enkel op twee voorwaarden aanvaard: indien ze worden toegekend in het kader van een arbeidsreglement goedgekeurd door de gemeenteraad of de paritaire commissie waar de werknemer onder valt; en indien ze worden vermeld op de individuele jaarrekeningen. In dit geval moet de individuele jaarrekening van de medewerker worden verstrekt. Voor de premies en extralegale voordelen moeten bewijsstukken worden geleverd (voor de maaltijdcheques, facturen en betaalbewijzen bijvoorbeeld). De bedragen moeten ook op een identificeerbare wijze worden opgenomen in de overzichtstabel. - Indiening van de stukken De verantwoordingsstukken worden in één keer per e-mail verzonden naar [ProDev@safe.brussels](mailto:ProDev@safe.brussels) vóór 31 maart 2025. Ze bestaan minstens uit de volgende elementen: De samenvattende tabel van de stukken, opgesteld op basis van het model dat [safe.brussels](mailto:safe.brussels) aan de begunstigde bezorgt; deze tabel moet in twee formaten worden verzonden: de eerste is ondertekend en gecertificeerd als waar en echt door de gemeentesecretaris; de tweede is in elektronisch formaat (Excel) om de controle te vergemakkelijken. De genummerde stukken die het gebruik van de subsidie verantwoorden. Deze stukken omvatten:

▪ Een uittreksel uit de algemene boekhouding van klasse 2 (rekeningen 20 tot 28) metbetrekking tot het jaar waarin de gesubsidieerde investeringen zijn gedaan;▪ Een overzichtstabel van de afschrijvingen;▪ Prijsopgaven, inkooporders, facturen en betalingsbewijzen met betrekking tot investeringen.▪ De verschillende stukken die de naleving van de wetgeving inzake overheidsopdrachten bewijzen.▪ Indien een maximum van 10% van de subsidie aangewend wordt voor personeelskosten, detabel met de loonkosten voor de medewerker belast met de tenuitvoerlegging van het antenneproject en die wordt aangerekend op de subsidie, net als kopieën van arbeidsovereenkomsten of van de beslissing tot aanstelling. Aangezien dubbele subsidiëring verboden is, mogen deze kosten niet reeds gedekt worden door de subsidie toegekend in het kader van de uitvoering van het Lokale Preventie- en Buurtplan van de gemeente.▪ Het definitieve voortgangsverslag zoals bepaald in artikel 4, onder d), van deze overeenkomst. De begunstigde stuurt het dossier met de verantwoordingsstukken volledig en in één zending, samen met een document dat is ondertekend door een persoon die gemachtigd is hem te binden en waaruit de conformiteit van de stukken en de realiteit van de uitgaven blijken, naar het adres: ProDev@safe.brussels. Indien een bewijsstuk wordt gesubsidieerd door meerdere overheden, moet een uitsplitsing hiertussenmee worden bezorgd in de overzichtstabel. Dubbele subsidiëring is verboden. De subsidie mag geen uitgaven dekken die worden gesubsidieerd in het kader van een ander initiatief van safe.brussels of door een andere subsidiërende overheid. Artikel 7: Uitbetalingsmodaliteiten De subsidie van € 246.988,5 wordt uitbetaald in drie schijven:– een voorschot van 25 % wordt ten laatste binnen de 30 kalenderdagen na de datum van het bericht van kennisgeving gestort op voorlegging van een schuldvordering, de geraamde begroting en de ondertekende overeenkomst waarvan sprake in artikel 2 §5 van het toekenningsbesluit. De schuldvorderingen, de geraamde begroting en de ondertekende overeenkomst moeten worden verstuurd naar Prodev@safe.brussels. Indien de kennisgeving aangaande de toegekende subsidie gebeurt na 1 december wordt de termijn van 30 kalenderdagen vervangen door “voor 21 december 2023”.– Een tweede schijf van 65 % wordt gestort na het indienen van het tussentijdse verslag en op voorlegging van een schuldvordering vóór 14 april 2024. Het tussentijdse verslag en de schuldvordering moeten worden verstuurd naar Prodev@safe.brussels.– Het saldo wordt vereffend na ontvangst en analyse van de verantwoordingsstukken vermeld in artikel 6 § 4 van het toekenningsbesluit. Na analyse van deze stukken wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur uitgenodigd om een schuldvordering over te maken met vermelding van eindbedrag dat hem is toegekend op grond van de controle. Nadat de bewijsstukken zijn gecontroleerd, wordt de begunstigde door de bevoegde ordonnateur verzocht, binnen de 30 dagen nadat hij dat verzoek heeft ontvangen, een schuldvordering over te maken met vermelding van het eindbedrag dat hem is toegekend op grond van de controle. De betalingen gebeuren binnen de grenzen van de begrotingskredieten. Ze worden zo snel mogelijk uitgevoerd, rekening houdend met de controlevereisten.

Artikel 8: Overheidsopdrachten De begunstigde handelt in overeenstemming met de bepalingen van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten. De begunstigde verbindt zich ertoe om, op verzoek, het Gewest om het even welk document of om het even welke informatie te bezorgen op basis waarvan het Gewest kan controleren of de begunstigde de wetgeving en de reglementering betreffende overheidsopdrachten naleeft en deze respecteert in het geval van de gunning van

een bijzondere opdracht. De naleving van de wetgeving en de reglementering betreffende overheidsopdrachten door de begunstigde vormt een essentiële voorwaarde voor het toekennen van onderhavige subsidie, samen met de verplichting voor de begunstigde om het Gewest de documenten en inlichtingen te bezorgen waar het om vraagt. De niet-naleving kan leiden tot het schrappen van de nog te storten subsidies entot een verzoek om terugbetaling van de reeds toegewezen subsidies.

**Artikel 9. Stukken die bij de betalingsaanvraag moeten worden ingediend**Iedere betalingsaanvraag gebeurt in de vorm van een schuldvordering die wordt verstuurd naar het volgende adres: ProDev@safe.brusselsIedere schuldvordering vermeldt:- de reden van de betaling;- het bedrag waarvan betaling wordt gevraagd;- het visumnummer voor vastlegging bezorgd door safe.brussels;- het bankrekeningnummer waarop dit bedrag moet worden gestort. Bovendien moet deze schuldvordering worden opgesteld op papier met briefhoofd, gedateerd en ondertekend door een persoon die gemachtigd is om de begunstigde te binden.

**Artikel 10. Klachten**Indien na controle van de verantwoordingsstukken het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken lager ligt dan het bedrag van de toegekende subsidie, wordt de subsidie slechts uitbetaald ten belope van het bedrag van de aanvaarde verantwoordingsstukken of wordt zij terugbetaald. In ieder geval ontvangt de Begunstigde na de controle van het dossier met de verantwoordingsstukken een brief waarin het definitief toegekende bedrag wordt bevestigd en waarin hij wordt verzocht binnendertig dagen een schuldvordering voor dat bedrag te bezorgen. Vanaf de ontvangst van deze brief heeft de begunstigde 15 kalenderdagen de tijd om zijn argumenten voor te leggen indien hij niet akkoord gaat met de voorgestelde bedragen. De bevoegde ordonnateur neemt de eindbeslissing na analyse van de door de begunstigde uiteengezette middelen.

**Art. 11. Overdracht van de documenten**In het kader van deze overeenkomst zal de correspondentie geldig worden verstuurd naar de volgende adressen: Voor de Gemeente: Vincent De Wolf Burgemeester Gemeente Etterbeek Kazernelaan 31/11040 BRUSSEL Voor het Gewest: safe.brussels Mevr. Sophie LAVAUX, algemeen directeur de Ligne straat 401000 Brussel ProDev@safe.brussels indien de overeenkomst daarin voorziet

De contactpersonen zijn: Voor de Gemeente: De projectmanager Voor het Gewest: KIEFFER Jonathan, Projectmanager preventie- en veiligheidsbeleid bij safe.brussels Jonathan.kieffer@safe.brussels Jonathan.kieffer@safe.brussels Voor alle documenten die in elektronisch formaat worden ontvangen, zal een bevestiging van ontvangst worden verzonden. De Gemeente moet ervoor zorgen dat alle documenten goed zijn toegekomen bij safe.brussels, binnen de opgelegde termijn. Opgemaakt en ondertekend te Brussel in twee exemplaren, op Voor het Gewest, de minister-president, Rudi VERVOORT Voor de Gemeente, De Burgemeester, Vincent DE WOLF De Gemeentesecretaris, Annick PETIT

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*6 annexes / 6 bijlagen*  
*FR\_CONV\_LISA2023\_Etterbeek.pdf, NL\_CONV\_LISA2023.pdf,*  
*Formulaire\_Candidature\_LISA2023\_FR.xlsx,*  
*FRNL\_AGRBC\_Mod\_LISA2023\_Etterbeek.pdf,*

## Gestion du stationnement payant - Beheer van betalend parkeren

### 18.12.2023/A/0019 **Modification du Règlement redevance relatif à la politique communale de stationnement pour les véhicules à moteur sur la voie publique**

Règlement redevance relatif à la politique communale de stationnement pour les véhicules à moteur sur la voie publique

Le Conseil communal,

Vu la Nouvelle Loi communale et notamment ses articles 117 et suivants ;

Vu la loi du 16 mars 1968 relative à la police de la circulation routière;

Vu l'Ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale et ses modifications ultérieures;

Vu l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (le Code de la route);

Vu le règlement complémentaire de police en ses dispositions relatives à la circulation routière;

Vu l'Arrêté ministériel du 7 mai 1999 relatif à la carte de stationnement pour personnes handicapées;

Vu l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 concernant la carte communale de stationnement;

Vu l'Ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence de stationnement de la Région de Bruxelles Capitale;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan régional de politique du stationnement;



Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 relatif aux zones de stationnement réglementées et aux cartes de dérogation, tel que modifié par l'arrêté Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 20 octobre 2022 ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 21 mars 2013 fixant les modalités d'utilisation des places de stationnement réservées en voirie aux opérateurs de véhicules à moteur partagés;

Vu l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière, modifiée par l'Ordonnance du 20 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 13 juillet 2017 portant un règlement d'agrément des systèmes de partage de voitures pour les particuliers ;

Vu le Code de la route ;

Vu les éventuelles modifications des textes non-mentionnées ci-dessus ;

Considérant que les hôpitaux fonctionnent jour et nuit, et que le personnel hospitalier connaît parfois des horaires incompatibles avec les transports publics;

Considérant qu'une mesure de gratuité envers cette catégorie de personnes se justifie pleinement;

Considérant que les garages automobiles ont besoin de l'espace public pour stationner les véhicules avant et après la réparation, que le nombre de véhicules concernés est valable, et que les véhicules réparés ont forcément des immatriculations qui changent tous les jours ;

Considérant qu'une meilleure rotation des emplacements de stationnement doit être poursuivie et qu'il convient dès lors d'établir les redevances en concordance avec la période de stationnement généralement utile et nécessaire;

Considérant que la réduction, la création et l'amélioration des possibilités de stationnement entraînent pour la commune des charges importantes;

Considérant qu'une adaptation de ce règlement aux divers changements législatifs et techniques, intervenus dernièrement, s'avère nécessaire;

Considérant que pour permettre une meilleure lecture de la problématique du stationnement il est opportun d'insérer dans ce règlement celui réactualisé relatif aux

cartes communales de stationnement;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu la situation financière de la commune;

ARRETE :

## CHAPITRE 1 : CHAMP D'APPLICATION DU REGLEMENT COMMUNAL DE STATIONNEMENT

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er février 2024 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une redevance payable au comptant sur le stationnement d'un véhicule à moteur sur une voie publique où une réglementation en matière de stationnement court et rotatif est prévue en application de l'article 27.3 de l'arrêté royal du 01.12.1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière.

Ces voies publiques font partie de zones de stationnement dites « zone payantes ». Le temps de stationnement est limité conformément aux modalités d'utilisation figurant sur les appareils dit compteurs de stationnement ou horodateurs.

## CHAPITRE 2 : TYPES DE ZONE

Article 2 : Zone Rouge

La durée de stationnement en zone rouge est limitée à 2 heures et le montant de la redevance en zone rouge est de 2,00 € par heure. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 63 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 40,00 € pour 2 heures de stationnement.

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone rouge est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1er, 1° de l'Ordonnance du 6 juillet

2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

Une exception est prévue pour la place Jourdan où le stationnement est limité à maximum 30 minutes à 1,00 € pour cette période et à un seul ticket par jour et par véhicule entre 8h00 et 18h00.

### Article 3 : Zone Verte

La durée de stationnement en zone verte est limitée à 4h30 et le montant de la redevance en zone verte est de 2,00€ par heure. En cas de non-paiement de la redevance de stationnement horaire ou de méconnaissance de la durée de stationnement gratuit ou de la durée de stationnement pour laquelle une redevance a été payée ou en cas d'absence de carte de dérogation valide, la personne visée à l'article 63 est réputée avoir opté pour le paiement d'une redevance de stationnement forfaitaire d'un montant de 40,00 € pour 4h30 de stationnement.

L'utilisation d'un emplacement de stationnement situé dans la zone verte est soumise aux conditions d'utilisation définies à l'article 9, § 1er, 1° de l'Ordonnance du 6 juillet 2022 tous les jours de la semaine de 9 heures à 18 heures à l'exception des dimanches et des jours fériés légaux.

### Article 4 : Zone Jaune

Une redevance forfaitaire de 100,00 € par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par un panneau additionnel « payant sauf livraisons » précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée. Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone jaune.

La durée d'utilisation d'une place de stationnement n'est pas limitée en zone jaune.

Les modalités de la réglementation de la zone jaune sont précisées sur le panneau additionnel « payant excepté livraison ».

## Article 5 : Zone Parking Minute

Une redevance forfaitaire de 100,00 € par période de stationnement est due en cas de stationnement sur une zone délimitée par un panneau E9.a tel que défini à l'article 70.2.1 de l'arrêté royal du 12 décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique, complété par les panneaux additionnels « ticket », et « Parking Minute », précisant la période horaire de réglementation et le montant de la redevance forfaitaire.

Aucune redevance forfaitaire n'est due lorsque le véhicule est en cours de livraison. Un véhicule est considéré comme étant en cours de livraison lorsqu'il est à l'arrêt et qu'une action de chargement ou de déchargement de biens en lien avec le véhicule est constatée. Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone parking minute.

La durée d'utilisation d'une place de stationnement est limitée à 15 minutes via le retrait obligatoire d'un ticket gratuit à l'horodateur.

Les modalités de la réglementation de la zone parking minute sont précisées sur les panneaux de cette zone.

## Article 6 : Zone Chargement Electrique

Le stationnement en zone « Chargement électrique » est autorisé gratuitement pour autant que l'utilisateur dudit véhicule soit connecté ou en charge et qu'il procède au raccordement physique de son véhicule à la borne électrique.

Une redevance forfaitaire de 50,00 € par période de stationnement est due par l'utilisateur d'un véhicule à moteur non électrique ou par l'utilisateur d'un véhicule électrique stationné sans connexion ou raccordement physique.

Les cartes de dérogation ne sont pas valables en zone chargement électrique.

## Article 7 : Zone payantes : Généralités

La redevance au comptant pourra être payée :

Soit d'avance, par l'achat d'une carte de stationnement allant de 1 jour minimum à 1 an maximum au guichet du service stationnement (voir horaire sur le site internet de l'administration communale d'Etterbeek) ;

Soit en alimentant directement l'horodateur de pièces de monnaie adéquates selon les instructions repris sur les horodateurs ;

Soit via une application mobile suivant les modalités d'utilisation reprises sur les horodateurs.

La commune se réserve le droit d'ajouter ou de supprimer un mode de paiement dans le courant de l'année de validité de ce règlement.

Le ticket « physique de stationnement délivré par l'horodateur, doit être apposé seul et de manière bien lisible en son entièreté, sur la face interne du pare-brise avant du véhicule, à l'exclusion des vitres latérales. Si tel n'est pas le cas, aucune réclamation ne sera prise en compte. Un justificatif de paiement ne doit quant à lui jamais être apposé visiblement.

Le paiement de la redevance donne droit à une période de stationnement ininterrompue, dont la durée est déterminée par le montant payé.

En cas de non-paiement de la redevance due ou de dépassement de la durée de stationnement payée ou de dépassement de la durée maximale autorisée, l'usager est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance forfaitaire dont le montant par période de stationnement varie en fonction du type de zone.

L'usager répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie (SMS, app, ...) pour l'obtention d'un droit de stationnement. Ces coûts s'ajoutent au tarif de la réglementation appliquée à la zone de stationnement.

L'usager supporte les conséquences de l'usage irrégulier de l'appareil ou des détériorations qu'il lui aurait fait subir.

Il est possible d'obtenir un ticket gratuit pour une durée d'un quart d'heure moyennant l'enregistrement du début de la période de stationnement soit de façon électronique (application mobile), soit par le biais du ticket délivré par l'horodateur à cet effet.

#### Article 8 : Zone Evènement

La zone « événement » est une mesure exceptionnelle qui remplace temporairement

les autres zones. Elle est liée aux événements qui s'y déroulent.

Dans la zone, un tarif spécial est d'application lors des activités ou des événements organisés dans cette zone.

3,00 € pour 30minutes

5,00 € par heure

Sauf pour les détenteurs d'une carte de dérogation valable à Etterbeek et les cartes visiteurs sont valables dans cette zone.

Le propriétaire d'un véhicule stationné sans carte valable, sans ticket ou dont la durée de validité du ticket est expirée s'expose à une redevance forfaitaire de 50,00 € par période de 4h30.

Article 9 : Zone « bleue » ou zone à disque de stationnement

Le stationnement en zone bleue est limitée à 2h00 maximum moyennant l'utilisation du disque de stationnement, suivant le modèle annexé à l'arrêté ministériel du 14/05/2002, comme prévu au règlement général sur la police de la circulation routière (arrêté royal du 01/12/1975) et notamment à l'article 27.1.2 prévoyant des modalités particulières pour l'utilisation du disque au-delà des jours ouvrables et de la plage horaire usuelle (de 9h00 à 18h00). Le conducteur qui opte pour cette durée maximum de stationnement bénéficie de la gratuité.

En cas de défaut d'utilisation du disque de stationnement réglementaire ou de dépassement de la durée maximale autorisée ou de mauvaise utilisation du disque de stationnement réglementaire, l'utilisateur est réputé avoir opté pour le paiement d'une redevance de 40,00 €

A cet effet, les périodes de stationnement sont fixées de 9h00 à 13h30 et de 13h30 à 18h00.

La durée de stationnement souhaitée par l'utilisateur sera constatée par les indications qu'il aura fait figurer sur son disque de stationnement, placé de manière visible derrière le pare-brise de son véhicule et utilisé conformément aux modalités figurant à l'article 27.1.1 du règlement général de police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique (arrêté royal du 01/12/1975) et à l'arrêté ministériel du 14/05/2002.

### CHAPITRE 3 : CARTES DE DEROGATIONS

Article 10 : Carte de dérogation « Riverain »

Peuvent bénéficier de la carte « Riverain » :

Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune ;

Les personnes domiciliées dans la commune dont le véhicule de fonction ou de société est immatriculé à l'étranger ;

Les personnes inscrites au registre de la population ou au registre d'attente de la commune concernée et qui ont un besoin spécifique de stationnement dans le cadre d'un système de partage de voiture pour les particuliers reconnu par Bruxelles-Mobilité. Le véhicule est partagé par au moins trois particuliers, dont deux au moins sont domiciliés dans une ou plusieurs communes différentes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le nombre de cartes par ménage est limité à deux.

Les prix et les durées de validité sont déterminés de la manière suivante :

Première carte de dérogation du ménage : 15,00 € par an ou 30,00 € pour deux ans ;

Deuxième carte de dérogation du ménage : 120,00 € par an ou 240,00 € pour deux ans ;

Pour les véhicules partagés entre particuliers, le tarif est fonction du nombre de cartes du ménage et des tarifs prévus par la commune.

La carte de dérogation « Riverain » est valable en zone verte & en zone bleue et celle-ci est virtuelle. Une carte habitant spécifique est néanmoins obligatoire dans les zones limitrophes :

WOLUWE SAINT LAMBERT (rue de Linthout, rue Batonnier Braffort, avenue Henri Dietrich, rue de la Duchesse) ;

WOLUWE SAINT PIERRE (avenue de Tervueren, rue des Atrébates jusqu'à rue des Aduatiques, avenue Nestor Plissart, Rue Père Eudore Devroye, avenue Eugène Godaux, Avenue des Volontaires et Avenue Joseph Vandersmissen) ;

AUDERGHEM (avenue des Volontaires).

En ce qui concerne les habitants des zones limitrophes avec la commune de Schaerbeek (rue de l'Orme) et la commune d'Ixelles (rue de Theux et rue du Brochet) il n'y a pas de carte à apposer sur le véhicule car celle-ci est virtuelle.

Article 11 : Carte de dérogation « Visiteur »

Chaque ménage inscrit sur la commune d'Etterbeek peut faire la demande de cartes à gratter « visiteur ». Ces cartes seront valables pour une demi-journée (le matin de 9h00 – 13h30 et/ou l'après-midi de 13h00 – 18h00) et pour un seul véhicule.

Il peut faire la demande pour 52 cartes par an.

Une exception est octroyée aux personnes de 75ans ou plus, celles-ci ont droit à 104 cartes par an.

Ces cartes sont limitées au secteur dans lequel le ménage est installé. Le prix est de 10,00 € pour 52 cartes ou de 20,00 € pour 104 cartes. Si la carte visiteur n'est pas présente de manière visible sur le pare-brise du véhicule, la commune n'annulera pas les redevances reçues.

Dès le changement de domicile, hors commune ou hors secteur, le ménage doit rendre ces cartes au Service du Stationnement Payant.

Le ménage propriétaire de la carte sera tenu responsable des éventuels abus d'utilisation.

La carte de dérogation « visiteur » est valable en zone verte et en zone bleue.

Article 12 : Carte de dérogation « Professionnel »

Sont concernés par ce type de carte :

Les entreprises et indépendants ;

Les établissements d'enseignement.

Les prix des cartes pour les entreprises et indépendants progressent comme suit :

200,00 € par an pour chacune des cinq premières cartes ;

300,00 € par an de la sixième à la vingtième carte ;

600,00 € par an de la vingt-et-unième à la trentième carte ;

800,00 € par an pour chaque carte supplémentaire.



La carte de dérogation « professionnel » est valable en zone verte et en zone bleue.

#### Article 13 : Carte de dérogation « Individuelle »

Toute personne peut faire la demande d'une carte de dérogation « individuelle » et le tarif pour la carte de stationnement est le suivant :

Pour une carte journalière : 10,00 €/premier jour + 2,50 € par jour supplémentaire

Pour une carte « ½ jour fixe annuel par semaine » : 50,00 €/an

Pour une carte « individuelle » :

65,00 €/mois ;

180,00 €/trimestre ;

340,00 €/semestre ;

650,00 €/an.

La carte de dérogation « individuelle » est valable en verte et en zone bleue.

#### Article 14 : Carte de dérogation « Enseignement »

Pour l'ensemble du personnel des écoles situées sur le territoire d'Etterbeek sur présentation du chef d'établissement ou pour les étudiants sur base d'un contrat de bail prouvant leur logement sur la commune d'Etterbeek ou sur base d'une attestation de fréquentation scolaire pour un établissement scolaire basé sur la commune d'Etterbeek et le tarif pour la carte de stationnement est le suivant :

16,00 €/mois ;

160,00 €/an.

La carte de dérogation « enseignement » est valable en zone verte et en zone bleue.

## Article 15 : Carte de dérogation « Clinique/Hôpital »

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de l'hôpital Etterbeek – Baron Lambert et des cliniques Saint-Michel & Parc Léopold situés sur le territoire communal sur base d'une attestation ou d'un listing de la direction de l'établissement. Si un abus devait être constaté lors d'une demande faite par un établissement hospitalier, la commune se réserve le droit à annuler cette mesure de gratuité.

De plus, cette dernière n'est octroyée qu'à proximité des hôpitaux concernés à savoir :

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de l'hôpital Etterbeek – Baron Lambert dans les rues suivantes :

Rue Louis Hap (entre l'avenue d'Auderghem et la rue Colonel Van Gele) ;

Rue Champ du Roi (entre l'avenue d'Auderghem et la rue Colonel Van Gele);

Rue Baron Lambert (entre la chaussée Saint-Pierre et la rue Champ du Roi).

Pour le personnel médical, paramédical et soignant de la clinique Saint-Michel dans les rues suivantes :

Rue Léon de Lantsheere ;

Rue de Linthout (numéros pairs côté Etterbeek et excepté zone rouge) ;

Rue d'Oultremont (entre la rue Gérard et le rue de Linthout) ;

Rue Henri de Braeckelee ;

Rue Charles Degroux ;

Square Jules de Burlet.

## Article 16 : Carte de dérogation « Special Card »

Pour toute personne ou toute ASBL ou association qui justifie avoir besoin d'un ou de plusieurs véhicules afin d'effectuer du bénévolat sur le territoire d'Etterbeek, à condition d'obtenir l'autorisation de délivrance de la carte « Special Card » de la part du Collège des Bourgmestre et Echevins. Le coût de cette carte est de 15,00€/an et par véhicule et elle ne sera valable quand dans la zone dans laquelle l'ASBL ou l'association est installée sur Etterbeek ou dans la zone dans laquelle l'acte de bénévolat est effectué sur Etterbeek. Les zones correspondent à celles qui sont

actuellement mises en place pour les cartes visiteur à gratter. Il y a 8 zones et une carte peut être valable pour plusieurs zones si c'est nécessaire.

Pour les personnes exemptées d'inscription au Registre National (diplomates et personnes soumises à la taxe sur les 2ème résidences), une « Special Card » sera délivrée pour le stationnement en zone verte pour une période d'un an.

Les personnes inscrites au registre de la population, dont le véhicule n'est pas immatriculé à leur nom, mais au nom d'une personne qui n'est pas domiciliée à Etterbeek et dont le nom est repris sur le contrat d'assurance peuvent bénéficier d'une carte de dérogation. Cette carte sera limitée à une seule année pour les personnes ayant plus de 25ans et à maximum 3 ans pour les personnes ayant moins de 25ans.

Le nombre de « Special Card » pour ce type de personne est limité à 2 cartes par ménage et le prix de celles-ci est de 15,00 €/an pour la 1ère carte et de 120,00 €/an pour la 2ème carte.

La carte de dérogation « special card » est valable en zone verte et zone bleue.

#### Article 17 : Carte de dérogation « Garage »

Les garages automobiles peuvent faire la demande de maximum 8 cartes de stationnement pour les véhicules en réparation. Ces cartes seront valables dans les alentours du garage et le prix de ces cartes est le suivant :

200,00 €/an pour le véhicule 1 à 5 ;

300,00 €/an pour le véhicule 6 à 8.

La carte de dérogation « garage » est valable en zone verte.

#### Article 18 : Carte de dérogation « Régionale »

Les cartes de dérogation ci-après peuvent être accordées sur demande à l'Agence. Le cas échéant, la commune a la possibilité de limiter le nombre de cartes de dérogation valables sur son territoire.

La carte de dérogation ne sera accordée qu'après paiement en une fois du montant intégral et pour autant que le demandeur remplisse toutes les conditions d'octroi et

qu'il en ait apporté la preuve.

La carte de dérogation n'est valable que pour le véhicule dont la marque d'immatriculation est enregistrée dans le logiciel d'octroi des cartes de dérogation et pour le(s) secteur(s) attribués lors de l'enregistrement. Pour obtenir un changement de marque d'immatriculation durant la validité de la carte, ceci ne pourra se faire qu'après examen des circonstances particulières le justifiant. Le cas échéant, le bénéficiaire d'une carte de dérogation doit informer la commune du changement dans les 5 jours ouvrables. Le montant de la première année reste dû intégralement. Le montant de la redevance qui est supérieur à la première année est, le cas échéant, remboursé à concurrence des mois entiers encore restants pendant lesquels la carte de dérogation n'a pas été utilisée.

Le demandeur d'une carte de dérogation répond des éventuels coûts liés à l'utilisation de technologie lors de la délivrance et de l'utilisation de la carte de dérogation.

L'attention de l'utilisateur est attirée sur le fait que tous les opérateurs étrangers ne permettent pas le paiement par SMS ou par App.

L'Agence n'est pas tenue de relancer les titulaires quant à l'expiration prochaine de la validité de leur carte. Il leur appartient de prolonger la validité de leur carte de dérogation s'ils le souhaitent. Ceci relève de leur responsabilité. Ils ne pourront en aucun cas se retourner contre l'autorité compétente en cas d'oubli.

Toute demande de renouvellement peut être introduite auprès de l'Agence plus tôt 60 jours ouvrables avant l'expiration de la précédente. Les documents à produire pour l'obtention de chaque type de carte de dérogation sont repris sur le formulaire de demande ou de renouvellement de la carte souhaitée.

Dès que le bénéficiaire d'une carte de dérogation ne remplit plus les conditions d'octroi, il en informe l'Agence, en restituant la carte s'il s'agit d'une carte physique, conformément à l'article 5, § 1er de l'Arrêté ministériel du 9 janvier 2007 et ses modifications ultérieures concernant la carte communale de stationnement.

L'Agence annule de plein droit les cartes de dérogation pour lesquelles une modification des conditions du demandeur est intervenue de telle sorte qu'il ne répond plus aux critères d'octroi.

Il ne sera pas délivré de carte de dérogation :

Pour les véhicules de plus de 3,5T

Pour les véhicules de moins de 3,5T de types suivants (catégorie DIV) :

Dépanneuse ;

Remorque ;

Autocaravane ;

Bus et autocars ;

Matériel agricole (dont quad) ;

Matériel industriel ;

Tracteurs ;

Les marques d'immatriculation destinées aux « essais » commençant par « ZZ ».

Cette liste n'est pas exhaustive.

Article 19 : Carte de stationnement délivrée par le SPF Sécurité Sociale

Sans préjudice de l'article 8, la carte européenne de stationnement pour personnes handicapées tient lieu de carte de dérogation à condition qu'elle soit apposée visiblement au milieu et contre la face interne du pare-brise.

Elle est valable dans tous les secteurs de stationnement fixés par la Région en zones rouges, zones bleues et vertes.

La carte doit être apposée de manière visible sur le pare-brise du véhicule. Si la carte n'est pas présente lors de la verbalisation du véhicule, la commune se réserve le droit de ne pas annuler la ou les redevances.

#### CHAPITRE 4 : DISPOSITIONS COMMUNES

Article 20 :

En cas de non-paiement de la redevance au comptant, le Receveur communal peut établir une contrainte conformément à l'article 137bis de la nouvelle loi communale.

Article 21 :

Les frais pour le « Rappel 1 » sont de 0,00 € et les frais pour le « Rappel 2 » sont de 15,00 € et ces frais sont à charge de l'utilisateur.

Article 22 :

En zone rouge, zone bleue et en zone verte, la redevance n'est pas due les dimanches et jours fériés. En « Zone Jaune », les zones « Parking Minute » et les zones « Chargement Electrique », la période d'application de la redevance est indiquée sur la signalisation.

Article 23 :

Le stationnement d'un véhicule à moteur sur un emplacement pourvu d'horodateurs se fait au risque de l'utilisation ou de celui-ci au nom de qui le véhicule est immatriculé. Le paiement de la redevance donne droit au stationnement mais non à une quelconque surveillance. L'administration communale ne peut être rendu responsable des faits de dégradations ou de perte du véhicule.

Article 24 :

Lorsque l'horodateur est défectueux, le conducteur doit se diriger vers un autre horodateur se trouvant à proximité. Si celui-ci est également en panne, le code de la route prévoit d'apposer le disque bleu de manière visible sur le pare-brise (art. 27 pt 3.1.1 du code de la route).

Article 25 :

Les entreprises agissant dans le cadre de marchés publics de travaux, de services ou de fournitures pour le compte de la Commune ou d'un autre organisme public ne sont pas exonérés du présent règlement redevance.

Toute dérogation accordée sans qu'elle ne soit prévue dans le présent règlement redevance constitue une faute dans le chef de celui qui l'accorde.

Article 26 :

Le présent règlement reste d'application jusqu'à l'adoption d'un nouveau règlement

redevance après approbation définitive du PACS par les autorités compétentes.

Article 27 :

En cas de non-paiement des redevances de stationnement, la commune d'Etterbeek se réserve le droit d'apposer un sabot sur le véhicule. Les frais liés à l'installation de ce sabot seront à charge du conducteur, ou à défaut de connaissance de celui-ci, à charge du propriétaire de ce véhicule.

Article 28 :

Les redevances de stationnement reçues précédemment à une demande d'une carte de stationnement ne seront pas annulées. La commune d'Etterbeek et le service du stationnement payant ne se baseront que sur la date de la demande (date de passage au guichet et/ou date de l'envoi du mail). Toutes les redevances reçues avant cette date ne seront pas annulées.

La commune prévient les détenteurs de carte riverain de la date d'expiration de leur carte au moins un mois avant cette date. Les redevances de stationnement reçues précédemment à une demande de renouvellement d'une carte de stationnement ne seront annulées, en cas de bonne foi, qu'à concurrence de 4 redevances de stationnement.

Article 29 :

A partir du 1er mai 2025 et ensuite tous les trois ans, le prix des cartes de dérogation est automatiquement et de plein droit indexé sur la base de l'indice des prix à la consommation. Le nouveau prix résulte de la formule suivante : prix multiplié par le nouvel indice et divisé par l'indice de départ. Le nouvel indice est l'indice des prix à la consommation en vigueur au mois de janvier précédent la date de l'indexation. L'indice de base est l'indice des prix à la consommation du mois de janvier 2023.

Le tarif résultant du calcul visé à l'alinéa précédent est arrondi à l'euro inférieur.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Aanpassing van retributiereglement betreffende het gemeentebeleid voor het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg**

## Retributiereglement betreffende het gemeentebestuur voor het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet en in het bijzonder op artikel 117 en volgende;

gelet op de wet van 16 maart 1968 betreffende de politie op het wegverkeer;

gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheerswijze van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en haar latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (de wegcode);

gelet op het bijkomende reglement betreffende de politie in haar bevoegdheden met betrekking tot het wegverkeer;

gelet op het ministerieel besluit van 7 mei 1999 betreffende de parkeerkaart voor mensen met een handicap;

gelet op het ministerieel besluit van 9 januari 2007 betreffende de gemeentelijke parkeerkaart;

gelet op de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 houdende het reglementaire luik van het Gewestelijk Parkeerbeleidsplan;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 18 juli 2013 betreffende de gereguleerde parkeerzones en de vrijstellingskaarten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 20 december 2022;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 21 maart 2013 houdende de voorwaarden voor het gebruik van voorbehouden parkeerplaatsen aan operatoren van gedeelde motorvoertuigen;



gelet op de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens, gewijzigd bij de ordonnantie van 20 juli 2016;

gelet op het besluit van de Brussels Hoofdstedelijke Regering van 13 juli 2017 houdende een regeling voor de erkenning van autodeelsystemen voor particulieren;

gelet op de wegcode;

gelet op eventuele wijzigingen van de teksten die hierboven niet worden genoemd;

overwegende dat de ziekenhuizen dag en nacht werken en dat het ziekenhuispersoneel soms werkroosters heeft die onverenigbaar zijn met de dienstregeling van het openbaar vervoer;

overwegende dat het volstrekt gerechtvaardigd is om de parkeerkaart gratis te maken voor die categorie van personen;

overwegende dat autogarages de openbare ruimte nodig hebben om voertuigen te parkeren voor en na de herstelling, dat het aantal betrokken voertuigen variabel is en dat de nummerplaten van de herstelde voertuigen logischerwijs elke dag veranderen;

overwegende dat een betere rotatie van de parkeerplaatsen moet worden nagestreefd en dat het bijgevolg aangewezen is om de retributies vast te leggen in overeenstemming met de doorgaans nuttige en noodzakelijke parkeertijd;

overwegende dat de vermindering, de creatie en de verbetering van de parkeermogelijkheden voor de gemeente aanzienlijke lasten met zich meebrengen;

overwegende dat een aanpassing van dit reglement aan de verschillende wetswijzigingen en technische wijzigingen die onlangs doorgevoerd werden noodzakelijk blijkt;

overwegende dat het voor een beter begrip van de parkeerproblematiek nuttig is om het geactualiseerde reglement inzake de gemeentelijke parkeerkaarten te integreren in dit reglement;

gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet waarin het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

gelet op de financiële toestand van de gemeente;

## VERORDENT

### HOOFDSTUK 1: TOEPASSINGSGEBIED VAN HET GEMEENTELIJK PARKEERREGLEMENT

-

#### Artikel 1:

Vanaf 1 februari 2024 en voor een termijn die verstrijkt op 31 december 2025 wordt ten behoeve van de gemeente een contant betaalbare retributie geheven op het parkeren van een motorvoertuig op de openbare weg waar een reglement inzake kort en wisselend parkeren voorzien is in toepassing van artikel 27.3 van het koninklijk besluit van 01.12.1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer.

Die openbare wegen maken deel uit van parkeerzones die “betalende zones” genoemd worden. De parkeertijd is beperkt in overeenstemming met de gebruiksvoorwaarden die vermeld worden op de toestellen die parkeermeters of parkeerautomaten genoemd worden.

### HOOFDSTUK 2: SOORTEN ZONES

-

#### Artikel 2: Rode zone

De parkeerduur in een rode zone is beperkt tot 2 uur en het bedrag van de retributie in een rode zone bedraagt 2,00 euro per uur. In geval van niet-betaling van het uurtarief of foutief gebruik van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor is betaald of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 63 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire parkeerretributie van 40,00 euro voor 2 uur parkeren.

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de rode zone is onderworpen

aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022, elke dag van de week van 9 tot 18 uur met uitzondering van zondagen en wettelijke feestdagen.

Er is een uitzondering voorzien voor het Jourdanplein waar de parkeertijd beperkt is tot maximaal 30 minuten tegen 1,00 euro voor die periode en tot één enkel ticket per dag en per voertuig tussen 8.00 uur en 18.00 uur.

### Artikel 3: Groene zone

De parkeerduur in een groene zone is beperkt tot 4.30 uur en het bedrag van de retributie in een groene zone bedraagt 2,00 euro per uur. In geval van niet-betaling van het uurtarief of foutief gebruik van de gratis parkeerperiode of de parkeerperiode waarvoor is betaald of bij ontbreken van een geldige vrijstellingskaart, wordt de in artikel 63 bedoelde persoon geacht te hebben gekozen voor betaling van een forfaitaire parkeerretributie van 40,00 euro voor 4.30 uur parkeren.

Het gebruik van een parkeerplaats gelegen in de groene zone is onderworpen aan de gebruiksvoorwaarden bepaald in artikel 9, § 1, 1° van de ordonnantie van 6 juli 2022, elke dag van de week van 9 tot 18 uur met uitzondering van zondagen en wettelijke feestdagen.

### Artikel 4: Gele zone

Een forfaitaire retributie van 100,00 euro per parkeerperiode is verschuldigd voor het parkeren in een zone afgebakend door een bord E9.a zoals bepaald in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met een bijkomend bord "betalend behalve leveringen" met vermelding van de reglementaire periode en het bedrag van de forfaitaire retributie.

Er is geen forfaitaire retributie verschuldigd wanneer het voertuig aan het leveren is. Een voertuig wordt beschouwd bezig te zijn met een levering wanneer het stilstaat en een handeling van laden of lossen van goederen in verband met het voertuig wordt vastgesteld. Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een gele zone.

Het gebruik van een parkeerplaats in de gele zone is niet beperkt in de tijd.

De voorwaarden van de regeling voor de gele zone zijn vermeld op het extra bord "betalend behalve leveringen".

#### Artikel 5: Minuutparkeerzone

Een forfaitaire retributie van 100,00 euro per parkeerperiode is verschuldigd voor het parkeren in een zone afgebakend door een bord E9.a zoals bepaald in artikel 70.2.1 van het koninklijk besluit van 12 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg, aangevuld met de bijkomende borden "ticket" en "minuutparkeren" met vermelding van de reglementaire periode en het bedrag van de forfaitaire retributie.

Er is geen forfaitaire retributie verschuldigd wanneer het voertuig aan het leveren is. Een voertuig wordt beschouwd bezig te zijn met een levering wanneer het stilstaat en een handeling van laden of lossen van goederen in verband met het voertuig wordt vastgesteld. Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een minuutparkeerzone.

De gebruiksduur van een parkeerplaats is beperkt tot 15 minuten via het verplicht nemen van een gratis ticket bij de parkeerautomaat.

De voorwaarden van de regeling voor de minuutparkeerzone zijn vermeld op het extra bord van deze zone.

#### Artikel 6: Zone met elektrisch oplaadpunt

Het parkeren in de zone "Elektrisch oplaadpunt" is gratis op voorwaarde dat de gebruiker van het genoemde voertuig is aangesloten of oplaadt en dat hij zijn voertuig fysiek aansluit op de elektrische zuil.

Een forfaitaire retributie van 50,00 euro per parkeerperiode is verschuldigd door de gebruiker van een niet-elektrisch motorvoertuig of door de gebruiker van een geparkeerd elektrisch zonder verbinding of zonder fysieke aansluiting.

Vrijstellingskaarten zijn niet geldig in een zone met elektrisch oplaadpunt.

#### Artikel 7: Betalende zones: Algemeen

De contante retributie kan als volgt betaald worden:

Hetzij van te voren met de aankoop van een parkeerkaart gaande van minimaal één dag tot maximaal één jaar bij het loket van de parkeerdienst (zie openingsuren op de website van het gemeentebestuur van Etterbeek);

Hetzij onmiddellijk aan de parkeerautomaat met de nodige muntstukken volgens de instructies op de parkeerautomaten;

Hetzij via een mobiele applicatie volgens de gebruiksvoorwaarden die vermeld worden op de parkeerautomaten.

De gemeente behoudt zich het recht voor om gedurende het jaar waarin dit reglement van kracht is een betaalmethode toe te voegen of te schrappen.

Het fysieke parkeerticket dat door de parkeerautomaat wordt afgegeven, moet in zijn geheel en duidelijk leesbaar aan de binnenkant van de voorruit van het voertuig, met uitzondering van de zijruiten, worden aangebracht. Indien dit niet het geval is, worden bezwaren niet in aanmerking genomen. Een betalingsbewijs mag nooit zichtbaar worden aangebracht.

De betaling van de retributie geeft recht op een ononderbroken parkeerperiode, waarvan de duur wordt bepaald door het betaalde bedrag.

Bij niet-betaling van de verschuldigde retributie, bij overschrijding van de betaalde parkeertijd of bij overschrijding van de maximaal toegestane parkeertijd wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een forfaitaire retributie, waarvan het bedrag per parkeerperiode varieert naar gelang van het soort zone.

De gebruiker is verantwoordelijk voor alle kosten in verband met het gebruik van technologie (sms, app, enz.) om een parkeerrecht te verkrijgen. Deze kosten komen boven op het tarief van de regeling die op de parkeerzone van toepassing is.

De gebruiker draagt de gevolgen van onregelmatig gebruik van het toestel of beschadigingen die hij heeft aangebracht aan het toestel.

Het is mogelijk een gratis ticket voor een kwartier te verkrijgen door het begin van de parkeerperiode te registreren, hetzij elektronisch (mobiele applicatie),

hetzij door middel van een ticket uit de parkeerautomaat.

#### Artikel 8 : De evenementenzone

De evenementenzone is een uitzonderlijke maatregel die de andere zones tijdelijk vervangt. Ze is gekoppeld aan de evenementen die er plaatsvinden.

In deze zone geldt een speciaal tarief voor activiteiten of evenementen die in deze zone worden georganiseerd.

3,00 euro voor 30 minuten

5,00 euro per uur

Behalve voor houders van een vrijstellingskaart geldig in Etterbeek en voor bezoekerskaarten.

De eigenaar van een voertuig geparkeerd zonder geldige kaart, zonder ticket of waarvan de geldigheidsduur van het ticket is verstreken, is een vast bedrag verschuldigd van 50 euro per periode van 4.30 uur.

#### Artikel 9 : De blauwe zone

Parkeren in de blauwe zone is beperkt tot maximaal 2 uur, met gebruik van een parkeerschijf, overeenkomstig het model in bijlage bij het ministerieel besluit van 14/05/2002, zoals bepaald in het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer (koninklijk besluit van 01/12/1975) en in het bijzonder in artikel 27.1.2, dat de bijzondere bepalingen vastlegt voor het gebruik van de schijf buiten de werkdagen en het gebruikelijke uurrooster (van 9 uur tot 18 uur). Bestuurders die voor deze maximale parkeertijd kiezen, hebben recht op gratis parkeren.

Bij niet-gebruik van de reglementaire parkeerschijf of bij overschrijding van de maximaal toegestane parkeertijd of bij verkeerd gebruik van de reglementaire parkeerschijf, wordt de gebruiker geacht te hebben gekozen voor de betaling van een retributie van 40,00 euro.

Daartoe zijn de parkeerperioden vastgelegd van 9.00 uur tot 13.30 uur en van 13.30 tot 18.00 uur.

De door de gebruiker gewenste parkeerperiode wordt bepaald door de informatie op de parkeerschijf, die zichtbaar achter de voorruit van het voertuig is aangebracht en wordt gebruikt in overeenstemming met de voorwaarden van artikel 27.1.1 van het algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg (koninklijk besluit van 01/12/1975) en het ministerieel besluit van 14/05/2002.

## HOOFDSTUK 3: VRIJSTELLINGSKAARTEN

-

### Artikel 10 : Vrijstellingskaart “Bewoner”

Kunnen gebruikmaken van de bewonerskaart:

Personen die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de gemeente;

Personen die zijn gedomicilieerd in de gemeente en van wie het dienstvoertuig of bedrijfsvoertuig is ingeschreven in het buitenland;

Personen die zijn ingeschreven in het bevolkingsregister of in het wachtregister van de gemeente en die een specifieke parkeerbehoefte hebben in het kader van een autodeelsysteem voor particulieren dat door Brussel Mobiliteit wordt erkend. Het voertuig wordt gedeeld door minstens drie particulieren, van wie minstens twee gedomicilieerd zijn in een of meerdere verschillende gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Het aantal kaarten per gezin is beperkt tot twee.

De prijs en de geldigheidsduur worden als volgt vastgelegd:

Eerste vrijstellingskaart van het gezin: 15,00 euro per jaar of 30,00 euro voor twee jaar;

Tweede vrijstellingskaart van het gezin: 120,00 euro per jaar of 240,00 euro voor twee jaar;

Voor deelvoertuigen voor particulieren is het tarief afhankelijk van het aantal gezinskaarten en de tarieven van de gemeente.

De vrijstellingskaart “Bewoner” is geldig in de groene zone & blauwe zone en deze kaart is virtueel.

Een specifieke bewonerskaart is echter verplicht in de grenszones:

**SINT-LAMBRECHTS-WOLUWE** (Linthoutstraat, Stafhouder Braffortstraat, Henri Dietrichlaan, Hertoginnestraat).

**SINT-PIETERS-WOLUWE** (Tervurenlaan, Atrebatenstraat tot de Aduatukersstraat, Nestor Plissartlaan, Pater Eudore Devroyestraat, Eugène Godauxlaan, Vrijwilligerslaan en Joseph Vandersmissenlaan).

**OUDEGEM** (Vrijwilligerslaan).

Inwoners van de zones die grenzen aan de gemeente Schaarbeek (Olmstraat) en de gemeente Elsene (de Theuxstraat en Snoekstraat) hoeven geen kaart op hun voertuig aan te brengen, aangezien deze virtueel is.

#### Artikel 11 Vrijstellingskaart "Bezoeker"

Elk gezin dat ingeschreven is in de gemeente Etterbeek mag een bezoekerskraskaart aanvragen. De kaarten zijn geldig voor een halve dag (voormiddag van 9.00 uur tot 13.30 uur en/of namiddag van 13.00 uur tot 18.00 uur) en voor een voertuig.

Er kunnen 52 kaarten per jaar aangevraagd worden.

Er is een uitzondering voor 75-plussers. Zij hebben recht op 104 kaarten per jaar.

De kaarten zijn beperkt tot de sector waarin het gezin woont. De prijs is 10,00 euro voor 52 kaarten of 20,00 euro voor 104 kaarten. Als de bezoekerskaart niet duidelijk zichtbaar is achter de voorruit, zal de gemeente retributies niet annuleren.

Zodra het gezin verhuist (naar een andere sector of naar een andere gemeente), moet het de bezoekerskaarten teruggeven aan de dienst Betalend Parkeren.

Het gezin dat eigenaar is van de kaart is verantwoordelijk voor eventueel misbruik.

De vrijstellingskaart "Bezoeker" is geldig in de groene zone en blauwe zone.

#### Artikel 12: Vrijstellingskaart "Beroeps"

Deze kaart geldt voor:

Bedrijven en zelfstandigen



## Onderwijsinstellingen

De prijs van kaarten voor bedrijven en zelfstandigen zijn als volgt:

- 200,00 euro per voor elk van de eerste vijf kaarten;
- 300,00 euro per jaar voor de zesde tot de twintigste kaart;
- 600,00 euro per jaar voor de eenentwintigste tot de dertigste kaart;
- 800,00 euro per voor elke bijkomende kaart.

De vrijstellingskaart “Beroeps” is geldig in de groene zone en blauwe zone.

### Artikel 13: Vrijstellingskaart “Individueel”

Iedereen kan een individuele vrijstellingskaart aanvragen en het tarief voor de parkeerkaart is als volgt:

Voor een dagkaart: 10,00 euro/eerste dag + 2,50 euro per bijkomende dag

Voor een kaart voor een vaste halve dag per week: 50,00 euro/jaar

Voor een individuele kaart:

- 65,00 euro/maand
- 180,00 euro/trimester
- 340,00 euro/semester
- 650,00 euro/jaar

De vrijstellingskaart “Individueel” is geldig in de groene zone en blauwe zone.

### Artikel 14: Vrijstellingskaart “Onderwijs”

Voor het personeel van de scholen op het grondgebied van Etterbeek op vertoon van een attest van het schoolhoofd of voor de leerlingen op basis van een huurcontract dat bewijst dat ze in de gemeente Etterbeek wonen of op basis van een schoolattest voor een schoolinstelling die is gevestigd in de gemeente Etterbeek en het tarief voor de parkeerkaart is als volgt:

- 16,00 euro/maand
- 160,00 euro/jaar

De vrijstellingskaart "Onderwijs" is geldig in de groene zone en blauwe zone.

#### Artikel 15: Vrijstellingskaart "Ziekenhuis"

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het ziekenhuis Etterbeek – Baron Lambert en de ziekenhuizen St.-Michiels en Leopoldpark die op het grondgebied van Etterbeek gelegen zijn op basis van een attest of een lijst van de directie van de instelling. Als er misbruik vastgesteld wordt bij een aanvraag door een ziekenhuisinstelling, behoudt de gemeente zich het recht voor om de abonnementen niet gratis toe te kennen.

Bovendien worden die abonnementen enkel toegekend in de buurt van de betrokken ziekenhuizen, met name:

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het ziekenhuis Etterbeek – Baron Lambert in de volgende straten:

- Louis Hapstraat (tussen de Oudergemlaan en de Kolonel Van Gelestraat),
- Koningveldstraat (tussen de Oudergemlaan en de Kolonel Van Gelestraat),
- Baron Lambertstraat (tussen de Sint-Pieterssteenweg en de Koningveldstraat).

Voor het medisch, paramedisch en verzorgend personeel van het Sint-Michielsziekenhuis in de volgende straten:

- Léon de Lantsheerestraat,

- Linthoutstraat (even huisnummers aan de kant van Etterbeek en met uitzondering van de rode zone),
- d'Oultremontstraat (tussen de Gérardstraat en de Linthoutstraat),
- Henri de Braeckeleeërstraat,
- Charles Degrouxstraat,
- Jules de Burletplein.

#### Artikel 16: Vrijstellingskaart "Special Card"

Voor elke persoon of elke vzw of vereniging die kan bewijzen een of meerdere voertuigen nodig te hebben voor vrijwilligerswerk op het grondgebied van Etterbeek op voorwaarde dat zij van het college van burgemeester en schepenen toestemming krijgen voor de uitreiking van de "Special Card". Die kaart kost 15,00 € per jaar en per voertuig en is enkel geldig in de zone waarin de vzw of de vereniging is gevestigd in Etterbeek of in de zone waarin het vrijwilligerswerk wordt uitgevoerd in Etterbeek. De zones komen overeen met de zones die momenteel worden gebruikt voor de bezoekerskraskaarten. Er zijn 8 zones en een kaart kan geldig zijn voor meerdere zones indien nodig.

Voor personen die vrijgesteld zijn van inschrijving in het bevolkingsregister (diplomaten en personen die belast worden op tweede verblijven) wordt een "Special Card" uitgereikt waarmee zijn in de groene zones kunnen parkeren en dat voor een periode van één jaar.

Personen die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister, van wie het voertuig niet op hun naam staat, maar op naam van een persoon die niet in Etterbeek is gedomicilieerd en van wie de naam op het verzekeringscontract staat, kunnen genieten van een vrijstellingskaart.

Deze kaart is beperkt tot één jaar voor personen ouder dan 25 jaar en tot maximum 3 jaar voor personen jonger dan 25 jaar.

Het aantal "Special Cards" voor dit soort personen is beperkt tot 2 kaarten per gezin en de prijs van die kaarten bedraagt 15,00 euro/jaar voor de 1e kaart, 120,00 euro/jaar voor de 2e kaart.

De vrijstellingskaart "Special Card" is geldig in de groene zone en blauwe zone.

#### Artikel 17 : Vrijstellingskaart "Garage"

Autogarages kunnen maximaal 8 parkeerkaarten aanvragen voor voertuigen in reparatie. Deze kaarten zijn geldig in de omgeving van de garage en de prijs van deze kaarten is als volgt:

- 200,00 euro/jaar voor voertuig 1 tot 5;
- 300,00 euro/jaar voor voertuig 6 tot 8;

De vrijstellingskaart "Garage" is geldig in de groene zone en blauwe zone.

#### Artikel 18 : Vrijstellingskaart "Gewest"

De onderstaande vrijstellingskaarten kunnen op aanvraag aan het Agentschap worden uitgereikt. Zo nodig kan de gemeente het aantal op haar grondgebied geldige vrijstellingskaarten beperken.

De vrijstellingskaart wordt slechts toegekend na betaling van het volledige bedrag ineens en op voorwaarde dat de aanvrager aan alle toekenningsvoorwaarden voldoet en daarvan het bewijs heeft geleverd.

De vrijstellingskaart is alleen geldig voor het voertuig waarvan het kenteken is geregistreerd in de software van de vrijstellingskaart en voor de sector(en) die bij de registratie is (zijn) toegewezen. Een wijziging van het kenteken tijdens de geldigheidsduur van de kaart kan alleen na onderzoek van de bijzondere omstandigheden die dit rechtvaardigen. In dat geval moet de begunstigde van een vrijstellingskaart de gemeente binnen vijf werkdagen op de hoogte brengen van de wijziging. Het bedrag voor het eerste jaar blijft volledig verschuldigd. Het bedrag van de retributie dat het eerste jaar overschrijdt, wordt in voorkomend geval terugbetaald voor de resterende volle maanden waarvoor de vrijstellingskaart niet is gebruikt.

De aanvrager van een vrijstellingskaart is aansprakelijk voor eventuele kosten die voortvloeien uit het gebruik van technologie in verband met de uitreiking en het gebruik van de vrijstellingskaart.

De aandacht van de gebruiker wordt gevestigd op het feit dat niet alle buitenlandse operatoren betaling per sms of app toestaan.

Het Agentschap is niet verplicht kaarthouders te herinneren aan het naderende verstrijken van de geldigheid van hun kaart. Het is aan hen om de

geldigheid van hun vrijstellingskaart indien gewenst te verlengen. Dit is hun verantwoordelijkheid. In geen geval kunnen zij zich tot de bevoegde instantie wenden indien zij dit vergeten.

Elke aanvraag tot verlenging kan niet eerder dan 60 werkdagen voor het verstrijken van de vorige bij het Agentschap worden ingediend. De documenten die moeten worden overgelegd om elk type vrijstellingskaart te verkrijgen, staan vermeld op het aanvraag- of verlengingsformulier van de gewenste kaart.

Zodra de begunstigde van een vrijstellingskaart niet langer voldoet aan de voorwaarden voor toekenning ervan, stelt hij het Agentschap daarvan in kennis, waarbij hij de kaart teruggeeft indien het een fysieke kaart betreft, overeenkomstig artikel 5, § 1, van het ministerieel besluit van 9 januari 2007 en zijn latere wijzigingen betreffende de gemeentelijke parkeerkaart.

Het Agentschap annuleert van rechtswege de vrijstellingskaarten waarvan de omstandigheden van de aanvrager zodanig zijn gewijzigd dat hij niet langer aan de toekenningscriteria voldoet.

Er wordt geen vrijstellingskaart uitgereikt:

Voor voertuigen van meer dan 3,5 ton

Voor voertuigen van minder dan 3,5 ton van de volgende types (categorie DIV):

- Takelwagen;
- Aanhangwagen;
- Kampeerauto;
- Bus en autocar;
- Landbouwmachine (waaronder quad);
- Industriële machine;
- Tractor;
- Kentekenplaten die zijn bestemd voor testen beginnend met "ZZ".

Deze lijst is niet volledig.

## Artikel 19 : Parkeerkaart uitgereikt door de FOD Sociale Zekerheid

Onverminderd artikel 8 geldt de Europese parkeerkaart voor personen met een handicap als vrijstellingskaart op voorwaarde dat deze zichtbaar in het midden en tegen de binnenkant van de voorruit is aangebracht.

Deze kaart is geldig in alle door het Gewest vastgestelde parkeersectoren in de rode zone en groene zone en blauwe zone.

De kaart moet zichtbaar op de voorruit van het voertuig zijn aangebracht. Als de kaart niet aanwezig is bij de bekeuring van het voertuig, behoudt de gemeente zich het recht voor de retributie(s) niet te annuleren.

-

## HOOFDSTUK 4: GEMEENSCHAPPELIJKE BEPALINGEN

### Artikel 20 :

Als de contante retributie niet betaald wordt, kan de gemeenteontvanger een bevelschrift uitvaardigen in overeenstemming met artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet.

### Artikel 21 :

De kosten voor “Herinnering 1” bedragen 0,00 euro en de kosten voor “Herinnering 2” bedragen 15,00 euro en die kosten zijn ten laste van de gebruiker.

### Artikel 22 :

In de rode en groene zones is de retributie niet verschuldigd op zon- en feestdagen. In de gele zones, de minuutparkeerzones en de zones “elektrisch oplaadpunt” wordt de periode waarin de retributie van toepassing is vermeld op de verkeersborden.

### Artikel 23 :

Het parkeren van een motorvoertuig op een parkeerplaats die uitgerust is met parkeerautomaten gebeurt op risico van de gebruiker of van de persoon onder wiens naam het voertuig is ingeschreven. De betaling van de retributie geeft recht op parkeren, maar niet op een of andere vorm van bewaking. Het gemeentebestuur kan niet verantwoordelijk gehouden worden voor schade aan of diefstal van het voertuig.

Artikel 24 :

Als de parkeerautomaat defect is, moet de bestuurder zich naar een andere parkeerautomaat in de buurt begeven. Als ook die defect is, schrijft de wegcode voor dat de blauwe parkeerschijf duidelijk zichtbaar achter de voorruit gelegd moet worden (artikel 27 punt 3.1.1 van de wegcode).

Artikel 25 :

Ondernemingen die handelen in het kader van overheidsopdrachten voor werken, diensten of leveringen in opdracht van de gemeente of een andere openbare instelling worden niet vrijgesteld van het onderhavige retributiereglement.

Elke uitzondering die toegestaan wordt zonder dat ze voorzien is in het onderhavige retributiereglement betekent een fout in hoofde van de persoon die de uitzondering toestaat.

Artikel 26 :

Onderhavig reglement blijft van toepassing tot de goedkeuring van een nieuw retributiereglement na definitieve goedkeuring van het GPAP door de bevoegde overheden.

Artikel 27 :

In geval van niet-betaling van de parkeerretributie behoudt de gemeente Etterbeek zich het recht voor een wielklem aan te brengen op het voertuig. De kosten voor het plaatsen van die wielklem zijn ten laste van de bestuurder, of bij gebrek aan kennis van de bestuurder, van de eigenaar van het voertuig.

## Artikel 28 :

Parkeerretributies die vóór de aanvraag van een parkeerkaart zijn ontvangen worden niet geannuleerd. De gemeente Etterbeek en de dienst Betalend Parkeren baseren hun beslissing enkel op de datum van de aanvraag (datum van het bezoek aan het loket en/of datum van het versturen van de e-mail). Alle retributies die vóór die datum zijn ontvangen worden niet geannuleerd.

De gemeente brengt houders van een bewonerskaart minstens één maand voor de vervaldatum van hun kaart op de hoogte. Parkeerretributies die vóór de aanvraag tot verlenging van een parkeerkaart zijn ontvangen worden slechts geannuleerd tot een maximum van 4 parkeerretributies en enkel in geval van goede trouw.

## Artikel 29 :

Vanaf 1 mei 2025 en vervolgens om de drie jaar wordt de prijs van de vrijstellingskaarten automatisch en van rechtswege geïndexeerd aan de consumptieprijsindex. De nieuwe prijs wordt berekend op basis van de volgende formule: prijs vermenigvuldigd met de nieuwe index en gedeeld door de startindex. De nieuwe index is de consumptieprijsindex voor de maand januari voorafgaand aan de indexeringsdatum. De startindex is de consumptieprijsindex voor de maand januari 2023.

Het tarief dat voortvloeit uit de in de vorige alinea bedoelde berekening wordt naar beneden afgerond in euro.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Modification règlement 2024 - 2025.docx, Règlement redevance relatif à la politique communale de stationnement pour les véhicules à moteur sur la voie publique.docx, Retributiereglement betreffende het gemeentebelief voor het parkeren van gemotoriseerde voertuigen op de openbare weg.docx*

---

## Finances - Financiën

18.12.2023/A/0020 **Budget 2024 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2024.**

Le Conseil communal,



Attendu que le budget pour 2024 ne pourra pas être présenté dans les délais légaux;

Vu l'article 14 de l'Arrêté Royal du 2 août 1990 portant règlement général sur la comptabilité communale;

DECIDE

de demander à l'autorité de tutelle de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le premier trimestre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2024.**

De gemeenteraad,

overwegende dat de begroting over 2024 niet binnen de wettelijke termijnen kan ingediend worden;

gelet op artikel 14 van het Koninklijk Besluit van 2 augustus 1990 houdende règlement op de gemeentelijke comptabiliteit;

BESLUIT

aan de voogdijoverheid om machtiging te vragen over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het eerste trimester 2024.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

### **18.12.2023/A/0021 CPAS - Budget 2024 - Crédits provisoires - 1er trimestre 2024**

Le Conseil communal,

Attendu que le Conseil de l'Aide Sociale a décidé de solliciter l'autorisation de disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2024;

Attendu qu'en vertu des articles 27, 28 et 29 de l'Arrêté du Régent du 10/02/1945, portant règlement général sur la comptabilité communale, lorsque le budget n'a pas été arrêté par le Conseil, les crédits provisoires doivent être approuvés par le Conseil communal;

AUTORISE

le C.P.A.S. à disposer de trois douzièmes de crédits provisoires pour le 1er trimestre 2024.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

## OCMW - Begroting 2024 - Voorlopige kredieten - 1ste trimester 2024

De gemeenteraad,

overwegende dat de Raad voor Maatschappelijke Welzijn beslist heeft de toestemming aan te vragen om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1ste trimester 2024 te mogen beschikken;

overwegende dat krachtens artikels 27, 28 en 29 van het Regentsbesluit van 103.02.1945, houdende algemeen reglement op de gemeentelijke comptabiliteit de voorlopige kredieten goed gekeurd moeten worden door de Gemeenteraad wanneer de begroting nog niet is gestemd door de Raad;

MACHTIGT

het O.C.M.W. om over drie twaalfden voorlopige kredieten voor het 1ste trimester 2024 te beschikken.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

### 18.12.2023/A/0022 Centimes additionnels au précompte immobilier - Exercice 2024 – Renouvellement

Le Conseil Communal,

Vu sa délibération du **19 décembre 2022** arrêtant à 2966 le nombre de centimes additionnels au précompte immobilier à percevoir au profit de la commune d'Etterbeek pour **l'exercice 2023** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu l'article 464 du Code des Impôts sur les revenus autorisant les provinces, les agglomérations et les communes à lever des centimes additionnels au précompte immobilier ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu la circulaire du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 1996 relative à l'ordonnance du 22 décembre 1995 modifiant certaines taxes régionales ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

ARRETE:

Article 1 :

Il sera perçu pour l'exercice **2024** au profit de la Commune d'Etterbeek **2966** centimes additionnels au précompte immobilier.

Article 2 :

Les centimes additionnels pré-indiqués seront recouverts par les soins de l'administration des contributions directes de l'Etat.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Aanvullende belasting op de onroerende voorheffing - Dienstjaar 2024 –  
Hernieuwing**

De Gemeenteraad,

Gelet op zijn beraadslaging van **19 december 2022** houdende vaststelling van het aantal opcentiemen op de onroerende voorheffing op 2966 te innen ten voordele van de gemeente Etterbeek voor het dienstjaar **2023**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeente;

Gelet op het artikel 464 van het wetboek op de inkomstenbelastingen waarbij de provincies, de agglomeraties en de gemeenten gemachtigd zijn opcentiemen te heffen op de onroerende voorheffing;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op de omzendbrief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 februari 1996 betreffende de ordonnantie van 22 december 1995 tot wijziging van sommige gewestelijke belastingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLUIT:

Artikel 1:

Voor het dienstjaar **2024** zullen ten gunste van de Gemeente Etterbeek **2966** opcentiemen geheven worden op de onroerende voorheffing.

Artikel 2:

De voornoemde opcentiemen zullen geïnd worden door de zorgen van het bestuur der rechtstreekse belastingen van de Staat.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

18.12.2023/A/0023

**Convention de la Région de Bruxelles-Capitale attribuant aux communes une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2003 - Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre 2023**

Le conseil communal,

Attendu que par décision du 9 novembre 2023 le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale a décidé de verser à la commune d'Etterbeek une subvention spéciale

Attendu que la présente convention règle les modalités de la mise à disposition de la commune d'Etterbeek, d'une subvention spéciale de la Région d'un montant de 755.000 euros conformément à l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 9 novembre

2023 attribuant pour l'année, à la Ville de Bruxelles et aux communes d'Anderlecht, Etterbeek, Ixelles et St-Gilles, une subvention spéciale en application de l'ordonnance du 13 février 2023;

Attendu que conformément à l'ordonnance du 13 février 2003 portant octroi de subventions spéciales aux communes de la Région de Bruxelles-Capitale, cette intervention est soumise à l'approbation du Conseil communal suivant la convention en annexe;

DECIDE

- d'approuver la convention avec le Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale telle qu'annexée au dossier.

- les montants seront imputés comme suit :

au service ordinaire :

- recettes ordinaires de transfert – article 872/465-48: «Déficit des hôpitaux - intervention de l'Etat : € 755.000
- dépenses ordinaires de transfert – article 872/435-01 : « Intervention déficit hôpitaux : € 755.000

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Overeenkomst van Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de gemeenten in toepassing van de ordonnantie van van 13 februari 2003 - Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijk Regering van 9 november 2023**

De gemeenteraad,

gelet op de beslissing van 9 november 2023 van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest houdende toekenning van een bijzondere subsidie aan de Gemeente Etterbeek o

Deze overeenkomst bepaalt de regels volgens welke aan de begunstigde een subsidie van 755.000 euros ter beschikking wordt gesteld door het Gewest overeenkomstig het Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 9 november 2023 tot toekenning van een bijzondere subsidie aan de Stad Brussel en aan de gemeenten Anderlecht, Etterbeek, Elsene en St Gillis voor het jaar 2023, in toepassing van de ordonnantie van 13 februari 2003

overwegende dat overeenkomstig de ordonnantie van 13 februari 2003 houdende toekenning van bijzondere subsidies aan de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest, deze tussenkomst het onderwerp moet uitmaken van een goedkeuring van de overeenkomst door de Gemeenteraad;

BESLIST

- de tekst van de overeenkomst van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijke Gewest goed te keuren zoals bij deze beslissing gevoegd.

- de bedragen worden als volgt ingeschreven:

op de gewone dienst:

- gewone ontvangsten Overdrachten – artikel 872/465-48 “Tekort ziekenhuizen - Staatstussenkomst : € 755.000
- gewone uitgaven Overdrachten – artikel 872/435-01 - Tekort ziekenhuizen : € 755.000

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

18.12.2023/A/0024 **Règlement-taxe sur les pompes distributrices de carburants, fixes ou mobiles et sur les bornes de recharge pour véhicules électriques accessibles au public – Modifications (anciennement Taxe sur les pompes distributrices de carburants, fixes ou mobiles)**

Le Conseil communal,

Revu sa délibération du 16 décembre 2019 relative au même objet, devenue exécutoire par lettre du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 5 février 2020 ;

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu l'arrêt de la Cour d'arbitrage n° 30/98 du 18 mars 1998 ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire

aux communes ;

Vu la situation financière de la commune ;

Considérant que l'autorité communale détient son pouvoir de taxation de l'article 170, §4 de la Constitution ; qu'il lui appartient, dans le cadre de son autonomie fiscale, de déterminer les bases et l'assiette des impositions dont elle apprécie la nécessité au regard des besoins qu'elle estime devoir pourvoir, sous la seule réserve imposée par la Constitution, à savoir la compétence du législateur d'interdire aux communes de lever certains impôts ; que, sous réserve des exceptions déterminées par la loi, l'autorité communale choisit sous le contrôle de l'autorité de tutelle, la base des impôts levés par elle ;

Considérant que tant la détermination de la matière imposable que des redevables d'un impôt participe à l'autonomie fiscale reconnue à l'autorité communale ; qu'elle dispose, en la matière, d'un pouvoir discrétionnaire qu'elle exerce en tenant compte de ses besoins financiers spécifiques ;

Considérant que, compte-tenu de l'inflation importante, il paraît opportun de prévoir un mécanisme d'indexation des taxes afin de garantir le rendement de la taxe en phase avec l'augmentation des charges de la commune ;

Considérant que le Conseil communal a jugé nécessaire d'imposer les distributeurs de carburant et les bornes de recharge pour véhicules électriques visés par le présent règlement de manière à pouvoir se procurer des recettes additionnelles destinées à financer les dépenses d'utilité générale auxquelles la Commune doit faire face ;

Considérant les services que la Commune organise sur son territoire et qui concernent notamment l'entretien des voiries communales, des trottoirs, l'éclairage public, la propreté, la prévention, la sécurité ou encore la police ;

Que ces services ou partie d'entre eux bénéficient aux personnes qui exploitent les distributeurs de carburant et les bornes de recharge pour véhicules électriques sur le territoire de la Commune d'Etterbeek ;

Considérant que tant l'exploitation des distributeurs de carburant que des bornes de recharge pour véhicules électriques a pour objectif de fournir de l'énergie à des véhicules motorisés utilisant les infrastructures communales lors de leurs déplacements ;

Que, néanmoins, un taux réduit pour les bornes de recharge pour véhicule électrique se justifie dans la mesure où il est dans l'intérêt communal d'accompagner la décarbonisation du parc automobile ;

ARRETE:

## I. DURÉE ET ASSIETTES DE LA TAXE

Article 1 :

Il est établi à partir du 1er janvier 2023 au profit de la Commune d'Etterbeek pour un terme expirant le 31 décembre 2025, une taxe annuelle sur les pompes distributrices de carburants fixes ou mobiles et sur les bornes de recharge pour véhicules électriques.

Article 2 :

Sont visés par les présentes dispositions, les appareils distributeurs d'essence, de gaz comprimé et d'autres carburants, ainsi que les bornes de recharge pour véhicule électrique placés sur la voie publique ainsi que les appareils accessibles au public et installés sur un terrain privé, en retrait, le long de la voie publique.

Article 3

Pour l'application des présentes dispositions, il faut entendre par voie publique :

Les voies de circulation, y compris les accotements et les trottoirs, réservées en ordre principal à la circulation des personnes ou des véhicules et accessibles à tous ;

Les emplacements publics établis en tant que dépendances des voies de circulation et affectés notamment au stationnement des véhicules, aux jardins,



aux promenades et aux marchés.

## II. TAUX

Article 4 :

La taxe est fixée à :

- 550,00 € par bec verseur.
- 300,00 € par borne de recharge pour véhicule électrique, toute borne comportant plusieurs prises permettant la recharge d'un véhicule électrique est censée comprendre autant d'unités imposables qu'il y a de prises.

Article 5 :

La taxe est due pour l'année entière, quelle que soit la date de placement ou de retrait, au cours de l'exercice d'imposition, des objets visés par le présent règlement.

## III. LE REDEVABLE

Article 6 :

Est redevable de la taxe :

La personne physique ou morale qui exploite le distributeur de carburant ou la borne de recharge pour véhicule électrique ;

Le gérant de l'établissement, personne physique ou morale, qui dispose des distributeurs ou des bornes de recharge pour véhicule électrique est tenu solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

#### IV. RECENSEMENT DES ÉLÉMENTS TAXABLES, DÉCLARATIONS, TAXATION D'OFFICE ET MESURES DE CONTRÔLE

##### Article 7 :

Le recensement des éléments taxables est effectué par les soins de l'administration communale.

L'Administration communale peut également faire parvenir au contribuable un formulaire de déclaration que celui-ci est tenu de renvoyer, dûment rempli et signé, dans un délai de 30 jours à dater de l'envoi du formulaire. Les personnes dont les bases d'imposition subiraient des modifications devront révoquer leur déclaration et la remplacer par une nouvelle dans les dix jours de la modification.

Le contribuable qui n'a pas reçu de formulaire de déclaration est tenu de déclarer à l'Administration au plus tard le 31 décembre de l'exercice d'imposition, les éléments nécessaires à la taxation.

La déclaration reste valable, pour les exercices d'imposition suivants, jusqu'à révocation.

La déclaration faite auprès du Service des Taxes ne dispense pas de l'obtention d'une autorisation auprès de l'autorité compétente lorsqu'elle est nécessaire.

##### Article 8 :

La non déclaration dans les délais prévus par le présent règlement ou la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de la part du redevable entraîne l'enrôlement d'office de la taxe d'après les éléments dont l'Administration peut

disposer.

Les taxes enrôlées d'office peuvent être majorées selon l'échelle de gradation suivante :

Lorsqu'il s'agit de la première infraction : majoration de 50% ;

Lorsqu'il s'agit de la deuxième infraction, quelle que soit l'année où la première infraction a été commise : majoration de 100 % ;

Lorsqu'il s'agit de la troisième infraction, quelle que soit l'année où la deuxième infraction a été commise : majoration de 200 %.

Il y a lieu d'entendre par infraction l'absence de déclaration, la déclaration non introduite dans les délais, la déclaration incorrecte, incomplète ou imprécise de toute situation taxable qu'elle concerne ou non la même imposition et/ou le même règlement.

Pour la détermination de l'échelle à appliquer, il y a deuxième infraction ou infraction subséquente si, au moment où une nouvelle infraction est commise, il a été donné connaissance au redevable de l'application de la sanction concernant une infraction antérieure depuis au moins trente jours calendrier.

## V. RECOUVREMENT ET CONTENTIEUX

Article 9 :

La présente taxe sera perçue par voie de rôle.

Article 10 :

Les dispositions relatives à l'établissement, au recouvrement et au contentieux

sont celles visées par les dispositions régionales et notamment, l'ordonnance du 3 avril 2014 relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales, ses modifications ultérieures et les dispositions du Code de recouvrement amiable et forcé des créances fiscales et non fiscales voté le 13 avril 2019. Le redevable de la taxe recevra, sans frais pour lui, un avertissement-extrait de rôle qui lui sera envoyé après l'exécutoire des rôles.

## VI. MISE EN APPLICATION

Article 11 :

Le présent règlement est applicable à compter du 1er janvier 2023.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Reglement - belasting op de brandstofpompen, vaste of verplaatsbare en de laadpalen voor elektrische voertuigen – Wijzigingen (vroeger belasting op de brandstofpompen, vaste of verplaatsbare)**

De Gemeenteraad,

Herzien zijn beraadslaging van 16 december 2019 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 5 februari 2020 krachtens de brief van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het

College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op het arrest van het Arbitragehof nr 30/98 van 18 maart 1998;

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid haar bevoegdheid tot het heffen van belastingen ontleent aan artikel 170, § 4, van de Grondwet; dat ze in het kader van haar fiscale autonomie de basis en de grondslag bepaalt van de belastingen waarvan zij de noodzaak beoordeelt naargelang de behoeften waarin ze meent te moeten voorzien, met de enige beperking opgelegd door de Grondwet, nl. de bevoegdheid van de wetgever om de gemeenten te verbieden bepaalde belastingen te heffen; dat de gemeentelijke overheid, onverminderd de bij wet bepaalde uitzonderingen, onder toezicht van de toezichthoudende overheid de basis kiest van de belastingen die ze heft;

Overwegende dat de bepaling van de belastbare materie en van de belastingplichtigen behoort tot de fiscale autonomie die aan de gemeentelijke overheid wordt toegekend; dat ze op dit gebied beschikt over een discretionaire bevoegdheid die ze uitoefent rekening houdend met haar specifieke financiële behoeften;

Overwegende dat het, gezien de hoge inflatie, gepast lijkt te voorzien in een indexeringsmechanisme van de belastingen om te garanderen dat de opbrengst van de belasting in verhouding is tot de stijging van de lasten van de gemeente;

Overwegende dat de gemeenteraad het nodig heeft geacht de in dit reglement bedoelde verdeelapparaten van brandstoffen en laadpalen voor elektrische

voertuigen te belasten om aanvullende ontvangsten te kunnen verwerven ter financiering van de uitgaven van algemeen nut waar de gemeente voor staat;

Overwegende dat de gemeente op haar grondgebied diensten organiseert betreffende met name het onderhoud van de gemeentewegen en voetpaden, de openbare verlichting, de nethed, de preventie, de veiligheid of de politie;

Dat deze diensten of een deel ervan ten goede komen aan de personen die verdeelapparaten van brandstoffen en laadpalen voor elektrische voertuigen op het grondgebied van de gemeente Etterbeek exploiteren;

Overwegende dat de uitbating van verdeelapparaten van brandstoffen en laadpalen voor elektrische voertuigen tot doel heeft energie te leveren aan motorvoertuigen die bij hun verplaatsingen gebruikmaken van de gemeentelijke infrastructuur;

Dat echter een lager tarief voor de laadpalen voor elektrische voertuigen gerechtvaardigd is aangezien het in het belang van de gemeente is de decarbonisering van het wagenpark te ondersteunen;

BESLUIT:

## I. DUUR EN GRONDSLAG VAN DE BELASTING

Artikel 1:

Er wordt vanaf 1 januari 2023 ten bate van de Gemeente Etterbeek voor een termijn vervallend op 31 december 2025, een jaarlijkse belasting geheven op de vaste of verplaatsbare pompen voor brandstof en de laadpalen voor elektrische voertuigen.

Artikel 2:

Deze bepalingen slaan op pompen voor benzine, samengeperst gas en andere

brandstoffen die op de openbare weg staan, alsook op voor het publiek toegankelijke pompen op een van de weg af gelegen privéterrein langs de openbare weg.

Artikel 3:

Voor de toepassing van deze bepalingen wordt onder "openbare weg" verstaan:

Verkeerswegen, met inbegrip van de bermen en de trottoirs, voornamelijk bestemd voor het verkeer van personen of voertuigen en voor iedereen toegankelijk;

Openbare ruimten, aangelegd als aanhorigheden van de verkeerswegen en voornamelijk bestemd voor het parkeren van voertuigen, voor tuinen, wandelplaatsen en markten.

## II. TARIEVEN

Artikel 4:

De belastingvoeten zijn vastgesteld op :

- € 550,00 per pistool.
- € 300,00 per laadpaal voor elektrische voertuigen. Alle laadpalen met meerdere stopcontacten die het mogelijk maken elektrische voertuigen op te laden, worden verondersteld evenveel belastbare eenheden te bevatten als er stopcontacten zijn.

Artikel 5

De belasting is verschuldigd voor het volledige jaar, ongeacht de datum van plaatsing of verwijdering, in de loop van het aanslagjaar, van de voorwerpen bedoeld in dit reglement.

### III. BELASTINGPLICHTIGEN

Artikel 6:

Zijn belastingplichtig:

De natuurlijke of rechtspersoon die verdeelapparaten van brandstoffen of laadpalen voor elektrische voertuigen exploiteert;

De zaakvoerder, natuurlijke of rechtspersoon, die over de verdeelapparaten of laadpalen voor elektrische voertuigen beschikt, is hoofdelijk en ondeelbaar gehouden tot betaling van de belasting.

### IV. INVENTARIS VAN DE BELASTBARE ELEMENTEN, AANGIFTEN, AANSLAG VAN AMBTSWEGE, CONTROLEMAATREGELEN

Artikel 7:

De telling van de belastbare elementen gebeurt door het gemeentebestuur.

Het bestuur kan ook de belastingplichtige een aangifteformulier sturen dat hij ingevuld en ondertekend moet terugsturen binnen een termijn van 30 dagen na verzending van het formulier. De personen van wie de belastinggrondslag wijzigingen zou ondergaan, moeten hun aangifte herroepen en vervangen door een nieuwe binnen 10 dagen na de wijziging.

De belastingplichtige die geen aangifteformulier heeft ontvangen, moet de nodige gegevens voor de aanslag uiterlijk 31 december van het aanslagjaar meedelen aan het bestuur.



De aangifte blijft, tot herroeping, geldig voor de volgende aanslagjaren.

De aangifte bij de dienst Belastingen is geen vrijstelling van het verkrijgen van een toelating bij de bevoegde overheid, wanneer die noodzakelijk is.

Artikel 8:

Indien geen aangifte wordt ingediend binnen de in dit reglement bepaalde termijnen of indien de aangifte onvolledig, onjuist of onnauwkeurig is, wordt de belasting ambtshalve ingekohierd op basis van de gegevens waarover het bestuur kan beschikken.

De ambtshalve ingekohierde belastingen kunnen als volgt trapsgewijs worden vermeerderd:

Bij de eerste overtreding: vermeerdering met 50%;

Bij de tweede overtreding, ongeacht het jaar waarin de eerste overtreding gebeurde:

vermeerdering met 100%;

Bij de derde overtreding, ongeacht het jaar waarin de tweede overtreding gebeurde:

vermeerdering met 200%.

Met overtreding wordt het volgende bedoeld: geen aangifte, aangifte niet ingediend binnen de in dit reglement bepaalde termijnen, onjuiste, onvolledige of onnauwkeurige aangifte van elke belastbare situatie, ongeacht of ze al dan niet betrekking heeft op dezelfde aanslag en/of hetzelfde reglement.

Voor de bepaling van de toe te passen schaal is er sprake van een tweede of volgende overtreding als de belastingplichtige bij een nieuwe overtreding al minstens 30 kalenderdagen op de hoogte is van de toepassing van de sanctie betreffende een eerdere overtreding.

## V. INVORDERING EN GESCHILLEN

### Artikel 9:

Deze belasting is een kohierbelasting.

### Artikel 10:

De bepalingen voor de vestiging, de invordering en de geschillen zijn die als bedoeld in de gewestelijke bepalingen, met name de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen inzake gemeentebelastingen, de latere wijzigingen ervan en de bepalingen van het Wetboek van de minnelijke en gedwongen invordering van fiscale en niet-fiscale schuldvorderingen, dat werd aangenomen op 13 april 2019. De belastingplichtige ontvangt kosteloos een aanslagbiljet dat hem wordt toegezonden na de uitvoerbaarverklaring van de kohieren.

## VI. TOEPASSING

### Artikel 11:

Dit reglement is van toepassing met ingang van 1 januari 2023.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*2 annexes / 2 bijlagen*

*PDCetBDR Collège Nl.docx, PDCetBDR Collège Fr.docx*

---

18.12.2023/A/0025 **Taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques - Exercice 2024 –  
Modification**

Le Conseil Communal,

Vu la délibération du Conseil Communal du **19 décembre 2022** relative au même objet, expirant le **31 décembre 2023** ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 concernant les institutions bruxelloises ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu les articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les revenus 1992, tels que modifiés par les articles 94 à 96 de la loi du 8 mai 2014 modifiant le Code des impôts sur les Revenus 1992 ;

ARRETE :

Article 1 :

Il est établi pour l'exercice **2024** une taxe additionnelle à l'impôt des personnes physiques domiciliées dans la commune au premier janvier de l'exercice d'imposition ;

Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé pour tous les contribuables à **6 %** de la partie de l'impôt des personnes physiques dû à l'Etat pour le même exercice ;

Article 3 :

L'établissement et la perception de la taxe communale s'effectueront par les soins de l'administration des contributions directes conformément aux articles 466 et 466 bis du Code des Impôts sur les

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Aanvullende belasting op de personenbelasting - Dienstjaar 2024 – Wijziging**

De Gemeenteraad,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van **19 december 2022** betreffende hetzelfde onderwerp, vervallend op **31 december 2023**;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992, zoals gewijzigd door de artikelen 94 tot 96 van de wet van 8 mei 2014 tot wijziging van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992;

**BESLUIT:**

Artikel 1:

Er wordt voor het dienstjaar **2024** een aanvullende gemeentebelasting geheven op de natuurlijke personen die hun woonplaats in de gemeente hebben op de eerste januari van het jaar waarnaar het dienstjaar genoemd wordt.

Artikel 2:

Het percentage van de belasting is voor alle belastingplichtigen bepaald op **6 %** van het gedeelte van de personenbelasting die voor hetzelfde dienstjaar aan de Staat verschuldigd is.

Artikel 3:

De vaststelling en de inning van de gemeentebelasting geschiedt door de zorgen van

het bestuur der rechtstreekse belastingen overeenkomstig de artikelen 466 en 466 bis van het Wetboek van de inkomstenbelastingen van 1992.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

---

18.12.2023/A/0026 **Règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs - Modifications**

Le Conseil communal,

**Revu sa délibération du 19 décembre 2019 relative au règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs - modifications, devenue exécutoire par lettre du ministère de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 février 2020 et sa délibération du 28 mars 2022 relative aux réfugiés en provenance d'Ukraine - exonération du paiement des taxes et redevances diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ainsi que par le règlement redevances pour services administratifs;**

Vu l'ordonnance du 3 avril 2014, publiée le 7 mai 2014, relative à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes communales ;

Vu la circulaire du 21 décembre 2012 par laquelle le Service Public Fédéral Intérieur nous informe de l'augmentation du prix de revient des cartes d'identité électroniques délivrés aux Belges et étrangers, en raison notamment de l'augmentation des coûts directs de fabrication et de frais indirects récurrents ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour Belges, des documents d'identité électroniques pour enfants belges de moins de douze ans, des cartes électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers.

Considérant que cet arrêté a été modifié par un arrêté du 11 septembre 2017 publié le 29 septembre 2017 au Moniteur belge.

Vu la loi du 24 décembre 1996 relative à l'établissement et au recouvrement des

taxes provinciales et communales ;

Vu la loi du 15 mars 1999 relative au contentieux en matière fiscale ;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 déterminant la procédure devant le Gouverneur ou devant le Collège des Bourgmestre et Echevins en matière de réclamation contre une imposition provinciale ou communale ;

Vu la loi du 14 août 1974 relative à la délivrance de passeports ;

Vu la circulaire du SPF Affaires étrangères du 15 septembre 2017 relative aux titres de voyages belges pour les non-Belges ;

Vu la circulaire du SPF Affaires étrangères du 13 mars 2018 relative à la procédure super urgente de délivrance des passeports et titres de voyages belges pour les non-Belges ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 septembre 2017 modifiant l'arrêté ministériel du 14 septembre 2017 concernant la délivrance de passeports ;

Vu la circulaire du 24 avril 1989 du Ministère de la Région bruxelloise relative à la taxe sur la délivrance de documents administratifs à des étrangers ;

Vu la loi du 25 mars 2003 modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques et la loi du 19 juillet 1991 relative aux registres de la population et aux cartes d'identité et modifiant la loi du 8 août 1983 organisant un Registre national des personnes physiques ;

Vu l'arrêté royal du 25 mars 2003 relatif aux cartes d'identité ;

Vu l'arrêté royal du 18 octobre 2006 relatif au document d'identité électronique pour enfants belges de moins de 12 ans ;

Vu la décision du Conseil des Ministres du 19 décembre 2008 concernant la généralisation du document d'identité pour enfants belges de moins de 12 ans

(Notification du 19/12/2009 concernant l'introduction généralisée du document d'identité électronique pour enfants belges de moins de 12 ans (kids-eID)) ;

Vu le règlement européen (CE) n° 1030/2002 du Conseil du 13 juin 2002 établissant un modèle uniforme de permis de séjour pour les ressortissants de pays tiers ;

Vu l'arrêté Royal du 8 octobre 1981, tel que modifié par l'arrêté Royal du 27 avril 2007 (M. B. du 21 mai 2007) ;

Vu la directive européenne 2006/126/EG obligeant chaque Etat membre à délivrer le nouveau permis de conduire européen modèle carte bancaire à partir de 2013 au lieu des permis de conduire en papier ;

Vu la circulaire du SPF Mobilité et Transports du 3 janvier 2013 informant la commune que le prix du permis de conduire format carte bancaire réclamé par l'Etat fédéral aux administrations communales sera porté à 20€ ;

Vu l'arrêté ministériel du 28 octobre 2019 modifiant l'arrêté ministériel du 15 mars 2013 fixant le tarif des rétributions à charge des communes pour la délivrance des cartes d'identité électroniques pour les Belges, des documents d'identité électronique pour enfants belges de moins de douze ans, des carte électroniques et documents de séjour électroniques délivrés à des ressortissants étrangers et des cartes biométriques et titres de séjours biométriques délivrés à des ressortissants étrangers de pays tiers ;

Vu le Code civil ;

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale imposant l'équilibre budgétaire aux communes ;

**Considérant la délibération du Conseil communal du 28 mars 2022 relative à l'exonération pour les réfugiés en provenance d'Ukraine du paiement des**

**taxes et redevances diverses liées au droit de séjour en Belgique prévues par le règlement-taxe sur la délivrance de documents administratifs ainsi que par le règlement redevances pour services administratifs ;**

**Vu le courrier du SPF Intérieur du 07 décembre 2023 relatif à l'implémentation des documents de séjour électroniques pour les étrangers de moins de 12 ans.**

ARRETE

Article 1 :

Il est établi à partir du **15 janvier 2024** et pour un terme expirant le 31 décembre 2025 inclus au profit de la Commune d'Etterbeek et aux conditions fixées ci-dessous, une taxe sur la délivrance par l'Administration communale de tout document administratif quelconque. La taxe est due par la personne physique ou morale à laquelle le document est délivré sur demande ou d'office par la commune.

Article 2 :

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

A. Cartes d'identité et titres de séjour

**1°) Procédure normale :**

**- € 26,00 pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID) et la carte électronique pour étrangers (UE, UE+, F, F+, N, M - séjour permanent et M)**

**- € 26,00 pour la carte électronique pour étrangers (A, B, H, I, J, K et L)**

**- € 9,00 pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)**

**- € 9,00 pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers**



**de moins de douze ans (UE, UE+, F, F+, M - séjour permanent et M)**

**- € 12,00 pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (A, B, K et L)**

**2°) Procédure rapide commune (J+1)**

**- € 130,00 pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID) et la carte électronique pour étrangers (UE, UE+, F, F+, N, M - séjour permanent, M, A, B, H, I, J, K et L)**

**- € 130,00 pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)**

**- € 130,00 pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (UE, UE+, F, F+, M - séjour permanent et M)**

**- € 130,00 pour le document de séjour électronique pour les enfants étrangers de moins de douze ans (A, B, K et L)**

**3°) Procédure rapide SPF (J+1)**

**- € 150,00 pour la carte d'identité électronique pour Belges (eID)**

**- € 150,00 pour le document d'identité électronique pour les enfants belges de moins de douze ans (Kids-ID)**

**4°) demande de réimpression de codes PIN/PUK pour les cartes d'identité électroniques pour Belges et étrangers :**

**- € 10,00**

**5°) pour la délivrance ou prorogation des documents établis en vertu de l'arrêté royal du 8 octobre 1981 (modifié par l'arrêté royal du 27 avril 2007) sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement, l'éloignement des étrangers :**

**- € 10,00**

- Toutefois la prorogation d'un document délivré pour des enfants mineurs est gratuite.

## B. Passeports

1°) pour la délivrance d'un passeport pour adulte :

- € 100,00 en procédure normale
- € 275,00 en procédure d'urgence jour + 1
- € 350,00 en procédure super urgente en 4h30

2°) pour la délivrance d'un passeport pour enfant :

- € 60,00 en procédure normale
- € 240,00 en procédure d'urgence jour + 1
- € 350,00 en procédure super urgente en 4h30

## C. Titres de voyages belges pour non-belges

1°) pour la délivrance d'un titre de voyage belge pour non-belge pour adulte :

- € 100,00 en procédure normale
- € 275,00 en procédure d'urgence jour + 1
- € 350,00 en procédure super urgente en 4h30

2°) pour la délivrance d'un titre de voyage belge pour non-belge pour un enfant :

- € 60,00 en procédure normale
- € 240,00 en procédure d'urgence jour + 1
- € 350,00 en procédure super urgente en 4h30

D. Permis de conduire

1°) pour la délivrance d'un permis de conduire format carte bancaire :

- € 30,00

2°) pour la délivrance d'un permis de conduire international :

- € 30,00

E. Engagement de prise en charge

1°) pour la délivrance d'un engagement de prise en charge court séjour :

- € 20,00

2°) pour la délivrance d'un engagement de prise en charge pour étudiant :

- € 10,00

F. Pour l'inscription dans les registres de la population après une radiation d'office :

- € 20,00

G. Pour la délivrance d'un certificat de radiation des registres de la population (Modèle 8) :

- € 10,00

H. Pour la délivrance d'un permis de travail pour étranger :

- € 1,50

I. Pour la délivrance de tous autres documents, certificats, extraits de casier judiciaire, attestations, légalisations, certification conforme de la copie d'un document, autorisations, etc... quelconques non spécialement tarifés, délivrés d'office ou sur demande :

- € 10,00

J. Pour la délivrance par l'Officier de l'Etat civil d'expéditions de copies ou d'extraits des actes de l'Etat civil ainsi que des actes concernant l'acquisition, le recouvrement, la conservation ou la perte de la nationalité :

- € 10,00

K. Pour la délivrance d'un carnet de mariage :

- € 30,00

L. Pour la transcription d'un acte d'état civil étranger dans les registres de l'état civil :

- € 30,00

M. Pour la délivrance d'un acte de concession :

- € 10,00

N. Pour la demande de modification d'un document administratif (certificat d'immatriculation, etc...):

- € 10,00

Article 3 :

Le contentieux est réglé conformément aux dispositions du règlement général régissant la matière.

Article 4 :

Sont exonérés de la taxe :

a) les documents qui doivent être délivrés gratuitement par l'administration communale en vertu d'une loi, d'un arrêté royal ou de tout autre décision de l'autorité ;

b) les documents délivrés à des personnes indigentes. L'indigence est constatée par toute pièce probante ;

c) les autorisations relatives à des manifestations religieuses, philosophiques, politiques ou culturelles, celles à délivrer aux œuvres de bienfaisance pour l'organisation d'une fête, d'un bal ou d'un cortège ainsi que pour le placement d'un calicot, sauf si le calicot porte une publicité commerciale ;

d) les certificats pour l'obtention de tickets ou d'abonnements à prix réduits auprès de la Société des Transports Intercommunaux de Bruxelles, de la Société Nationale des Chemins de Fer Belges et de la Société des Transports en commun (Tec) et de Lijn ;

e) les autorités judiciaires, les administrations publiques et les institutions y assimilées, de même que les établissements d'utilité publique ;

f) les documents, etc... prévus à l'article 2 littéra H, indispensables à la recherche d'un emploi et délivrés aux demandeurs d'emplois régulièrement inscrits aux Offices régionaux de l'Emploi ;

g) les documents, etc...prévus à l'article 2 littéra H, indispensables pour l'inscription à une société immobilière de service public (SISP) ;

h) les permis d'urbanisme concernant exclusivement l'installation de collecteurs solaires ou autres installations d'utilisation rationnelle de l'énergie et les extraits des registres de la population (certificat de composition de ménage, certificat de résidence principale avec ou sans historique, certificat de résidence en vue d'un mariage, certificat de nationalité, certificat de vie, certificat de cohabitation légale, certificat de mode de sépulture et/ou rites, certificat du registre des électeurs, extrait des registres, etc.) sont délivrés gratuitement.

**i) les documents délivrés en vertu de l'Arrêté royal du 8 octobre 1981 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, aux réfugiés qui entrent en ligne de compte pour pouvoir bénéficier du statut de protection temporaire au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne;**

**j) la carte biométrique, le titre de séjour biométrique et le certificat d'identité pour un enfant de moins de douze ans délivrés aux bénéficiaires de la protection temporaire au sens de l'article 5 de la directive 2001/55/CE du Conseil de l'Union européenne.**

Article 5 :

Lorsque les documents sollicités par des particuliers et des établissements privés, sont expédiés par la voie postale, les frais d'expédition et bancaires liés à l'utilisation du guichet électronique s'ajoutent à la taxe et sont à consigner au moment de la demande même dans le cas où la délivrance des documents est gratuite.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken - Wijzigingen**

De Gemeenteraad,

**Herzien zijn beraadslaging van 19 december 2019 over hetzelfde onderwerp, uitvoerbaar geworden op 7 februari 2020 krachtens de brief**

**van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, en zijn beraadslaging van 28 maart 2022 met betrekking tot vluchtelingen afkomstig uit Oekraïne - vrijstelling van de betaling van de diverse belastingen en retributies in verband met het verblijfsrecht in België voorzien in het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken en het reglement retributies voor administratieve diensten;**

Gelet op de ordonnantie van 3 april 2014, gepubliceerd op 7 mei 2014, betreffende de vestiging, de invordering en de geschillen ter zake van de gemeentebelastingen;

Gelet op de omzendbrief van 21 december 2012 van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken betreffende de nieuwe prijs van de identiteitsdocumenten die uitgereikt worden aan Belgen en vreemdelingen, ten gevolge de verhoging van de kostprijs en de in rekening gebrachte parameters;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten lase van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder de twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen, en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen.

Gelet op het aangepast ministerieel besluit van 11 september 2017 gepubliceerd in het Belgisch Staatsblad van 29 september 2017.

Gelet op de wet van 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en de gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 betreffende de beslechting van fiscale geschillen;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 tot bepaling van de procedure voor de Gouverneur of voor het College van Burgemeester en Schepenen inzake bezwaarschrift tegen een provincie- of gemeentebelasting;

Gelet op de wet van 14 augustus 1974 betreffende de afgifte van paspoorten;

Gelet op de omzendbrief van FOD Buitenlandse Zaken van 15 september 2017 betreffende de reisdocumenten voor niet-belgen;

Gelet op de omzendbrief van FOD Binnenlandse Zaken van 13 maart 2018 betreffende de supedingende procedure voor de aflevering van paspoorten of reisdocumenten voor niet-belgen;

Gelet op het ministerieel besluit van 15 september 2017 tot wijziging van het ministerieel besluit van 19.04.2014 aangaande de afgifte van paspoorten;

Gelet op de omzendbrief van 24 april 1989 van het Ministerie van het Brussels Gewest betreffende de belasting op de afgifte van administratieve stukken aan vreemdelingen;

Gelet op de wet van 25 maart 2003 tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen en de wet van 19 juli 1991 betreffende de bevolkingsregisters en de identiteitskaarten en tot wijziging van de wet van 8 augustus 1983 tot regeling van een Rijksregister van de natuurlijke personen;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 maart 2003 betreffende de identiteitskaarten;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 oktober 2006 betreffende het elektronisch identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar;

Gelet op het ministerieel besluit van 19 december 2008 betreffende de veralgemening van het identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar (Kennisgeving van 19.12.2009 betreffende de algemene invoering van het elektronisch identiteitsdocument voor de Belgische kinderen jonger dan 12 jaar (Kids-eID));

Gelet op de Europese Verordening (EG) n° 1030/2002 van de Raad van 13 juni 2002 betreffende de invoering van een uniform model voor verblijfstitels van onderdanen van derde landen;

Gelet op het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 april 2007);



Gelet op de Europese richtlijn 2006/126/EG betreffende de verplichting voor elke lidstaat om vanaf 2013 het nieuwe Europese rijbewijs in bankkaartmodel uit te reiken in plaats van het papieren rijbewijs;

Gelet op de omzendbrief van 3 januari 2013 van de Federale Overheidsdienst van Mobiliteit en Vervoer betreffende de prijs van het rijbewijs in bankkaartmodel vastgesteld door de Federale Staat op 20€ en opgelegd aan de gemeenten;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2019 tot wijziging van het ministerieel besluit van 15 maart 2013 tot vaststelling van het tarief van de vergoedingen ten laste van de gemeenten voor de uitreiking van de elektronische identiteitskaarten voor Belgen, de elektronische identiteitsdocumenten voor Belgische kinderen onder twaalf jaar, de elektronische kaarten en elektronische verblijfsdocumenten, afgeleverd aan vreemde onderdanen en de biometrische kaarten en biometrische verblijfstitels, afgeleverd aan vreemde onderdanen van derde landen;

Gelet op het Burgerlijk Wetboek;

Gelet op het artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op het artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het artikel 252 van de nieuwe gemeentewet waarbij het begrotingsevenwicht wordt opgelegd aan de gemeenten;

**Overwegende de beraadslaging van de Gemeenteraad van 28 maart 2022 met betrekking tot vluchtelingen afkomstig uit Oekraïne - vrijstelling van de betaling van de diverse belastingen en retributies in verband met het verblijfsrecht in België voorzien in het reglement-belasting op de afgifte van administratieve stukken en het reglement retributies voor administratieve diensten ;**

**Gelet de brief van de FOD Binnenlandse Zaken van 07 december 2023 met betrekking tot de invoering van elektronische verblijfsdocumenten voor vreemdelingen onder 12 jaar.**

## BESLUIT

### Artikel 1:

Vanaf **15 januari 2024** en voor een termijn vervallend op 31 december 2025 wordt ten gunste van de gemeente en volgens de hierna vermelde voorwaarden een belasting geheven op afgifte door het Gemeentebestuur van enigerlei administratief document. De belasting is verschuldigd door de natuurlijke of de rechtspersoon aan wie het document op zijn aanvraag of ambtshalve door de gemeente wordt afgegeven.

### Artikel 2:

Het bedrag van de belasting is als volgt vastgesteld:

#### A. Identiteitskaarten en verblijfstitels

##### 1° Normale procedure :

- € 26,00 voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID) en de elektronische verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (UE, UE+, F, F+, N, M - permanent verblijf en M)
- € 26,00 voor de elektronische verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (A, B, H, I, J, K en L)
- € 9,00 voor de elektronische identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)
- € 9,00 voor de elektronische verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (UE, UE+, F, F+, M - permanent verblijf en M)
- € 12,00 voor de elektronische verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (A, B, K en L)

##### 2° Spoedprocedure gemeente (D+1)

- € 130,00 voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID) en de elektronische verblijfsdocument afgeleverd aan vreemdelingen (UE, UE+, F, F+, N, M - permanent verblijf, M, A, B, H, I, J, K en L)
- € 130,00 voor de elektronische identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)
- € 130,00 voor de elektronische verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (UE, UE+, F, F+, M - permanent verblijf en M)
- € 130,00 voor de elektronische verblijfsdocument voor vreemdelingen onder 12 jaar (A, B, K en L)

### 3°) Spoedprocedure FOD (D+1)

- € 150,00 voor de elektronische identiteitskaart voor Belgen (eID)
- € 150,00 voor de elektronische identiteitsdocument voor Belgische kinderen onder twaalf jaar (Kids-ID)

4°) Aanvraag voor de herdruk van de PIN/PUK codes voor de elektronische identiteitskaarten voor Belgen en vreemdelingen:

- € 10,00

5°) Voor de afgifte van een document afgegeven of verlengd en opgemaakt krachtens het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 (gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 april 2007) betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging, de verwijdering van vreemdelingen:

- € 10,00 per afgegeven of verlengd document
- De verlenging van een document afgegeven voor minderjarige kinderen is echter gratis;

### B. Paspoorten

1°) voor de afgifte van een paspoort voor volwassenen:

- € 100,00 voor een normale procedure
- € 275,00 voor de spoedprocedure da + 1
- € 350,00 voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

2°) voor de afgifte van een paspoort voor een kind:

- € 60,00 voor de normale procedure
- € 240,00 voor de spoedprocedure dag + 1
- € 350,00 voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

#### C. Belgische reisdocumenten voor niet-belgen

1°) voor de afgifte van een belgische reisdocument voor niet-belgen voor volwassenen:

- € 100,00 voor een normale procedure
- € 275,00 voor de spoedprocedure dag + 1
- € 350,00 voor de superdringende spoedprocedure in 4u30

2°) voor de afgifte van een belgische reisdocument voor niet-belgen voor een kind:

- € 60,00 voor de normale procedure
- € 240,00 voor de spoedprocedure dag + 1
- € 350,00 voor de spoedprocedure in 4u30

#### D. Rijbewijs

1°) voor de afgifte van een rijbewijs in bankkaartmodel:

- € 30,00

2°) voor de afgifte van een internationaal rijbewijs:

- € 30,00

E. Tenlastenneming:

1°) voor de afgifte van een tenlastenneming voor een verblijf van korte duur:

- € 20,00

2°) voor de afgifte van een tenlastenneming voor een student:

- € 10,00

F. Voor de inschrijving in het bevolkingsregister na een schrapping van ambtshalve:

- € 20,00

G. Voor de afgifte van een attest van schrapping uit de bevolkingsregisters (Model 8):

- € 10,00

H. Voor de afgifte van een arbeidsvergunning voor vreemdeling:

- € 1,50

I. Voor de afgifte van alle andere documenten, getuigschriften, uittreksels, goed

gedrag en zeden, bewijsstukken, afschriften, legalisaties, eensluidend verklaarde uittreksels, toelatingen, enz...van gelijk welke aard waarvoor niet speciaal een prijs werd vastgesteld en die ambtshalve of op aanvraag worden uitgereikt:

- € 10,00

J. Voor de afgifte door de Ambtenaar van de burgerlijke stand van uittreksels en afschriften van akten van de burgerlijke stand en van akten betreffende het verkrijgen, het behouden of het verliezen van de nationaliteit:

- € 10,00

K. Voor de afgifte van een huwelijksboekje:

- € 30,00

L. Voor de overschrijving van de buitenlands akten in de registers van de burgerlijke stand:

- € 30,00

M. Voor de afgifte van een akte voor een concessie:

- € 10,00

N. Voor de Aanvraag tot wijziging van administratieve documenten (inschrijvingsbewijzen, enz...):

- € 10,00

Artikel 3:

De geschillen worden geregeld in overeenstemming met de beschikkingen van het algemeen reglement die deze materie beheren

Artikel 4:

Zijn van de belasting vrijgesteld:

- a) de documenten die gratis moeten worden afgegeven door het gemeentebestuur krachtens een wet, een koninklijk besluit of enig ander overheidsreglement;
- b) de documenten afgegeven aan behoeftigen. De behoefte mag bewezen worden door eender welk bewijsstuk;
- c) de toelatingen met betrekking tot godsdienstige, filosofische, politieke of culturele manifestaties, deze afgegeven aan liefdadigheidswerken voor het inrichten van een feest, een dansgelegenheid of een stoet alsook voor het plaatsen van een paneel, behalve indien dit paneel handelspubliciteit bevat;
- d) de getuigschriften om tickets tegen verminderde prijs te bekomen bij de Maatschappij voor Intercommunaal Vervoer te Brussel, de Nationale Maatschappij van de Belgische Spoorwegen, de Lijn en la Société de Transports en commun (Tec);
- e) de rechterlijke overheden, de openbare besturen en gelijkgestelde instellingen evenals de instellingen van openbaar nut;
- f) de documenten, enz... voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor het zoeken naar werk en afgegeven aan werkzoekenden die regelmatig ingeschreven zijn bij de Gewestelijke Diensten voor Arbeidsvoorziening;
- g) de documenten, enz... voorzien onder artikel 2 littera H, noodzakelijk voor de inschrijving bij een Openbare Vastgoed Maatschappij (OVM);
- h) De stedenbouwkundige vergunningen betreffende uitsluitend het installeren van zonnecollectors of andere installeringen voor het rationeel energieverbruik worden gratis afgeleverd.

i) de documenten die worden afgeleverd op grond van het koninklijk besluit van 8 oktober 1981 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen aan vluchtelingen die in aanmerking komen voor het statuut van tijdelijke bescherming in de zin van artikel 5 van de richtlijn 2001/55/CE van de Raad van de Europese Unie;

j) de biometrische kaart, de biometrische verblijfstitel en het attest van identiteit voor een kind jonger dan twaalf jaar die worden afgeleverd aan begunstigden van de tijdelijke bescherming in de zin van artikel 5 van de richtlijn 2001/55/CE van de Raad van de Europese Unie.

Artikel 5:

Indien de documenten, door particulieren of private instellingen aangevraagd, per post verzonden worden, zal de belasting met de verzendingskosten en de bankkosten met betrekking tot het gebruik van het elektronisch loket vermeerderd worden. Het bedrag moet in bewaring gegeven worden op het ogenblik van de aanvraag, zelf indien de afgifte van het document gratis is.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*4 annexes / 4 bijlagen*

*Annexe 4 kids ID étrangers.pdf, Annexe 2 Délibération ancien et nouveau texte Nl.docx, Annexe 1 Délibération ancien et nouveau texte Fr.docx, Annexe 3 Documents de séjour enfants étrangers -12 ans.pdf*

---

18.12.2023/A/0027 **Log'Iris - Comptes et bilan 2022 - prise d'acte**

Le conseil communal,

Vu les comptes et bilan 2022 de la Société Log'Iris approuvés au conseil d'administration du 21/11/2023

DECIDE :

de prendre acte des comptes et bilan de la société

Le Conseil prend acte.

---

**Log'Iris - Rekeningen en balans 2022 - Kennis geving**

De gemeenteraad,



gelet op de rekeningen en balans 2022 van de maatschappij Log'Iris die werden goedgekeurd door de raad van bestuur van 21/11/2023;

BESLIST

om akte te nemen van de rekeningen en balans van de maatschappij.

De raad neemt akte.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*Bilan 2022\_version approuvée au CA 21112023.pdf,*

*note+CA\_utilisation+PGEGR.docx (5).pdf, Comptes+annuels\_2022.PDF (2).PDF*

---

## **A.T. - Urbanisme - R.O. - Stedenbouw**

18.12.2023/A/0028 **My Permit - échange des informations par voie électronique entre URBAN.brussels et la commune, dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme**

Le Conseil Communal,

Considérant le projet My Permit Urbanisme mis en place par le Service public régional Bruxelles Urbanisme et Patrimoine (URBAN.Brussels) afin de digitaliser les demandes de permis d'urbanisme ;

Considérant qu'à cette fin le Conseil Communal a approuvé, en date du 3 mai 2021, une convention relative à la mise à disposition de matériel entre Urban.brussels et la commune (écrans et pc) ;

Considérant que pour la commune d'Etterbeek, l'introduction des demandes de permis d'urbanisme en ligne est possible depuis le 20/11/23 ;

Considérant le projet My Permit Environnement mis en place par Bruxelles Environnement afin de digitaliser les demandes de permis d'environnement ;

Considérant que pour la commune d'Etterbeek, l'introduction des demandes de permis d'environnement en ligne est prévue pour fin 2023 ;

Considérant le projet AUSA RU qui vise à digitaliser les demande de Renseignements Urbanistiques dont le démarrage est prévu début 2024 ; que ce projet se fait en partenariat avec les notaires qui en sont les principaux demandeurs ;

Considérant que tout le papier est supprimé dans ces procédures ; que les demandeurs ne doivent plus nous remettre de multiples exemplaires et que nous ne devons plus envoyer de recommandés ; que les documents seront signés par signature électronique via le module e-sign ; qu'Urban accompagne la commune dans la mise en place de la signature électronique ;

Considérant que ces procédures offrent aux citoyens et professionnels qui le désirent un gain de temps et financier ainsi que plus d'efficacité ;

Considérant qu'elles offrent également les mêmes avantages aux administrations ;

Considérant que les procédures non digitales existantes sont maintenues et restent accessibles à tous ;

Considérant que vu les outils mis en place pour les permis digitaux, il paraît également possible de limiter les échanges de papier entre administrations dans les demandes de permis papier classiques ;

Considérant que dans ce but, et à la demande de la commune, Urban.brussels nous propose de signer un consentement pour l'échange des informations par voie électronique entre URBAN.brussels et la commune, dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme ;

Considérant que les avantages pour les citoyens et la commune sont les mêmes que pour les demandes de permis digitales : moins de copie papier, moins d'envois recommandé ;

DECIDE d'approuver l'échange des informations par voie électronique entre URBAN.brussels et la commune, dans le cadre des demandes de permis d'urbanisme.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**My Permit - Elektronische uitwisseling van informatie tussen URBAN.brussels en de gemeente in het kader van de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning.**

De gemeenteraad,

gelet op het project My Permit Stedenbouw van de Gewestelijke Overheidsdienst Brussel Stedenbouw en Erfgoed (URBAN.brussels) om de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning te digitaliseren;

overwegende dat de gemeenteraad daartoe op 3 mei 2021 een overeenkomst heeft goedgekeurd in verband met de terbeschikkingstelling van materiaal tussen Urban.brussels en de gemeente (schermen en pc);

overwegende dat het voor de gemeente Etterbeek mogelijk is om aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning online in te dienen sinds 20/11/23;

gelet op het project My Permit Leefmilieu van Leefmilieu Brussel om de milieuvergunningaanvragen te digitaliseren;

overwegende dat het voor de gemeente Etterbeek mogelijk zal zijn om milieuvergunningaanvragen online in te dienen vanaf eind 2023;

gelet op het project AUSA SI om de aanvragen van stedenbouwkundige inlichtingen te digitaliseren dat van start zou gaan begin 2024; overwegende dat dit project wordt uitgevoerd in samenwerking met de notarissen, die de belangrijkste vragende partij zijn hiervoor;

overwegende dat al het papier in deze procedures is geëlimineerd; dat aanvragers ons niet langer meerdere exemplaren hoeven te geven en dat we geen aangetekende post meer hoeven te sturen; dat documenten elektronisch zullen worden ondertekend via de module e-sign; dat Urban de gemeente ondersteunt bij de invoering van de elektronische handtekening;

overwegende dat deze procedures burgers en professionals die dat wensen tijd en geld

besparen en efficiënter werken;

overwegende dat ze ook dezelfde voordelen bieden voor de besturen;

overwegende dat de bestaande niet-digitale procedures behouden blijven en voor iedereen toegankelijk blijven;

overwegende dat het, gezien de hulpmiddelen voor digitale vergunningen, ook mogelijk lijkt om de uitwisseling van papier tussen overheidsdiensten voor klassieke papieren vergunningsaanvragen te beperken;

overwegende dat Urban.brussels ons daartoe, en op vraag van de gemeente, voorstelt om toestemming te geven voor de elektronische uitwisseling van informatie tussen URBAN.brussels en de gemeente in het kader van de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning;

overwegende dat de voordelen voor de burgers en voor de gemeente dezelfde zijn als voor de digitale vergunningsaanvragen: minder papieren kopieën, minder aangetekende schrijvens;

BESLIST om de elektronische uitwisseling van informatie tussen URBAN.brussels en de gemeente goed te keuren in het kader van de aanvragen tot stedenbouwkundige vergunning.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Consentement digital\_AC\_ETTERBEEK\_27112023.pdf*

---

## Culture - Cultuur

18.12.2023/A/0029 **Don d'un piano - Installation d'un piano dans « l'Espace Entrée Libre » - Approbation.**

Le Conseil communal,

Considérant la poursuite de nos objectifs de la culture pour tous;

Considérant la volonté de la commune de rendre accessible à tout public l'accès à l'expression par la musique;

Considérant le concept "Play Me I'm Yours" permettant l'utilisation d'un piano en libre-service ;

Considérant que ce concept permet l'accès à la culture pour tous ainsi que d'offrir des moments de convivialité;

Considérant que ce concept permet aux personnes précarisées d'avoir accès à la musique;

Considérant qu'en sa séance du 16 octobre 2023 le conseil communal a approuvé le

règlement relatif à l'utilisation d'un piano au sein de l'hôtel communal;

Considérant que le premier avis du SIPTT à ce sujet était négatif mais qu'il n'était cependant pas opposé à ce qu'un essai soit effectué;

Considérant que Madame IOANA MIHAI est propriétaire d'un piano de la marque Kawai et a dû fermer son école suite aux coûts engendrés pendant la période Covid;

Considérant que celle-ci souhaite en faire don à la commune;

Considérant que le piano date de 1974, qu'il est en bon état et qu'il vaut entre 4.500 et 5.000 euros;

Considérant que les frais d'accordage et de transport sont estimés à 500 euros ;

Considérant que l'idée serait d'installer ce piano dans « l'Espace Entrée Libre » afin d'en permettre le libre-service pour les citoyens etterbeekoïses aux conditions prévues par le règlement ;

DECIDE

1. d'accepter le don du piano;
2. d'autoriser l'installation du piano au sein de l'espace entrée libre;
3. d'autoriser les dépenses liées à cette installation pour un montant de 500 euros à prélever sur l'article budgétaire de la culture 762/124-48.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Nalatenschap van een piano - Installatie van een piano in "de doorgang" - Goedkeuring.**

De gemeenteraad,

overwegende dat wij onze doelstellingen van cultuur voor iedereen nastreven;

overwegende dat de gemeente iedereen de mogelijkheid wil geven om zich uit te drukken via muziek;

gelet op het concept "Play Me I'm Yours" waarbij mensen vrij gebruik kunnen maken van een piano;

overwegende dat dit concept iedereen toegang geeft tot cultuur en momenten van gezelligheid biedt;

overwegende dat dit concept iedereen toegang geeft tot cultuur en momenten van gezelligheid biedt;

overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 16 oktober 2023 het reglement betreffende het gebruik van een piano in het gemeentehuis heeft goedgekeurd;

overwegende dat het eerste advies van de IDPBW hierover negatief was, maar dat de dienst niet tegen de uitvoering van een test was;

overwegende dat mevrouw IONA MIHAI eigenaar is van een piano van het merk Kawai en haar school heeft moeten sluiten wegens de kosten tijdens de coronaperiode;

overwegende dat zij die aan de gemeente wil schenken;

overwegende dat de piano dateert van 1974 en in goede staat is en dat hij tussen 4.500 en 5.000 euro waard is;

overwegende dat de kosten voor het stemmen en het vervoer op 500 euro worden geschat;

overwegende dat het idee zou zijn om deze piano te installeren in de DoorGang zodat Etterbeekse burgers er vrij gebruik van kunnen maken volgens de voorwaarden uit het reglement;

#### BESLIST

1. om de gift van de piano te aanvaarden.
2. om toestemming te geven voor de installatie van de piano in de DoorGang.
3. om toestemming te geven voor de uitgaven in verband met die installatie voor een bedrag van 500 euro op het begrotingsartikel Cultuur 762/124-48.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage  
CC règlement piano.pdf*

---

## Enseignement (sauf promotion sociale) - Onderwijs (behalve sociale promotie)

### 18.12.2023/A/0030 **Enseignement communal fondamental ordinaire (Les Carrefours) - Plan de pilotage - Adaptation du contrat d'objectifs après son évaluation intermédiaire par la Déléguée aux Contrats d'Objectifs (DCO) - Approbation**

Le Conseil communal,

Vu la délibération du 20/05/2019 approuvant le plan de pilotage élaboré par l'école communale fondamentale spécialisée Les Carrefours ;

Considérant que ce plan de pilotage a fait l'objet d'une contractualisation avec le pouvoir régulateur (gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles), sous forme de contrat d'objectifs pour une période de 6 ans ayant pris cours au 01/09/2019 ;

Considérant que le contrat d'objectifs susvisé a fait l'objet d'une évaluation intermédiaire — qui a eu lieu entre mars et juin 2023 — par la DCO de la Fédération Wallonie-Bruxelles ;

Considérant qu'au terme de cette évaluation, la DCO a préconisé les adaptations suivantes :

- 1. Concernant l'OS2 (OS = objectif spécifique) : D'ici 2025, augmenter de 10% le nombre d'enfants possédant un moyen de communication fonctionnel alternatif à la parole (type 4) :**

- A la demande de l'école, cet OS sera agrémenté de nouvelles actions au niveau de la communication et des liens « école-famille » ;
- L'école mettra en place la grille critériée dès la rentrée et s'assurera de relever de mesures de départ afin de pouvoir évaluer l'avancée de l'OS ;

**2. Concernant l'OS3 : D'ici 2025, réduire l'écart de la moyenne de 10% pour les résultats du CEB en français (types 1 et 8) :** L'école se créera un ou des nouveaux indicateurs qui permettront de mesurer la progression de cet OS au regard de la mise en œuvre du plan d'action ;

**3. Création d'un nouvel OS (types 1 et 8) :** A la demande du PO et de l'école, la DCO accepte la création d'un nouvel OS pour les élèves relevant du type 1 et les élèves présentant des TSA (troubles du spectre autistique). L'école veillera à indiquer précisément les indicateurs d'impact, cibles et valeurs chiffrées ainsi qu'à définir des actions adaptées à ce nouveau public accueilli dans l'école ;

**4. Concernant les pratiques collaboratives :** L'école s'organisera davantage dans le temps et pérennisera ses pratiques collaboratives, en créant notamment un planning de réunions (pour chaque implantation), en priorisant les sujets à aborder et en créant des outils de partage efficaces ;

**5. Concernant le plan de formation :** En lien avec son plan d'action, l'école construira un plan de formation qui couvrira la durée du contrat d'objectifs jusqu'à son terme ;

**6. Concernant le conseil de participation :** La direction devra présenter ses adaptations au conseil de participation ;

Considérant que la direction de l'établissement, en collaboration avec l'ensemble de l'équipe éducative, souhaite dès lors apporter les modifications telles que reprises en annexe, à son contrat d'objectifs, sachant que celles-ci ont été soumises aux avis non contraignants de la commission paritaire locale et du conseil de participation ;

DÉCIDE

D'approuver les modifications telles que reprises en annexe, que l'école communale fondamentale spécialisée Les Carrefours souhaite apporter à son contrat d'objectifs, ce, conformément aux recommandations de la Déléguée aux Contrats d'Objectifs (DCO) de la Fédération Wallonie-Bruxelles, et sachant que lesdites modifications ont été soumises aux avis non contraignants de la commission paritaire locale et du conseil de participation.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Gemeentelijk gespecialiseerd basisonderwijs (Les Carrefours) - Sturingsplan - Aanpassing van de doelstellingenovereenkomst na de tussentijdse evaluatie door de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst - Goedkeuring**

De gemeenteraad,

gelet op de beraadslaging van 20/05/2019 houdende goedkeuring van het sturingsplan dat uitgewerkt werd door de gemeentelijke gespecialiseerde basisschool "Les

Carrefours”;

overwegende dat dat sturingsplan het voorwerp heeft uitgemaakt van een contractualisering met de regulerende overheid (regering van de Federatie Wallonië-Brussel), in de vorm van een doelstellingenovereenkomst voor een periode van zes jaar die is gestart op 01/09/2019;

overwegende dat de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië-Brussel de bovengenoemde doelstellingenovereenkomst aan een tussentijdse evaluatie heeft onderworpen tussen maart en juni 2023;

overwegende dat de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst na afloop van die evaluatie de volgende drie aanpassingen heeft aanbevolen:

Aangezien de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst aan het einde van deze evaluatie de volgende aanpassingen heeft aanbevolen:

**1. Met betrekking tot OS2 (OS = objet spécifique = specifieke doelstelling): Tegen 2025 het aantal kinderen met een ander functioneel communicatiemiddel dan spraak (type 4) met 10% verhogen:**

- Op verzoek van de school wordt deze OS aangevuld met nieuwe acties op het gebied van communicatie en de link “school-familie”;
- De school zal het criteriumrooster aan het begin van het nieuwe schooljaar invoeren en ervoor zorgen dat er nulmetingen worden gedaan om de voortgang van de OS te kunnen evalueren;

**2. Met betrekking tot OS3: Tegen 2025, de achterstand op het gemiddelde met 10% verminderen voor de resultaten van het getuigschrift voor basisstudie (CEB) in het Frans (types 1 en 8):** De school zal een of meer nieuwe indicatoren creëren die het mogelijk maken om de voortgang van deze OS te meten met betrekking tot de implementatie van het actieplan;

**3. Creatie van een nieuwe OS (types 1 en 8):** Op vraag van de inrichtende macht en de school aanvaardt de afgevaardigde voor de doelstellingenovereenkomst de creatie van een nieuwe OS voor leerlingen van type 1 en leerlingen met ASS (autismespectrumstoornissen). De school zal erop toezien dat de impactindicatoren, streefdoelen en cijfers nauwkeurig worden aangegeven en dat er acties worden gedefinieerd die zijn aangepast aan dit nieuwe publiek dat in de school wordt verwelkomd;

**4. Met betrekking tot samenwerkingspraktijken:** De school zal zich in de loop van de tijd beter organiseren en haar samenwerkingspraktijken een permanent karakter geven, met name door het opstellen van een vergaderrooster (voor elke locatie), prioriteiten te stellen voor de te behandelen onderwerpen en het creëren van doeltreffende instrumenten voor het delen van informatie;

**5. Met betrekking tot het opleidingsplan:** In overeenstemming met haar actieplan zal de school een opleidingsplan opstellen voor de duur van de doelstellingenovereenkomst tot het einde ervan;

**6. Met betrekking tot de participatieraad:** De directie moet haar aanpassingen voorleggen aan de participatieraad;

overwegende dat de directie van de school, in samenwerking met het gehele onderwijsteam, bijgevolg de in de bijlage opgenomen wijzigingen in haar doelstellingenovereenkomst wenst aan te brengen, met dien verstande dat deze wijzigingen onderworpen zijn voorgelegd aan de niet-bindende adviezen van de lokale paritaire commissie en de participatieraad;

## BESLIST

om de wijzigingen goed te keuren, zoals opgenomen in bijlage, die de gemeentelijke gespecialiseerde basisschool Les Carrefours wenst aan te brengen in haar doelstellingenovereenkomst, overeenkomstig de aanbevelingen van de afgevaardigde van de doelstellingenovereenkomst van de Federatie Wallonië-Brussel, met dien verstande dat deze wijzigingen onderworpen zijn voorgelegd aan de niet-bindende adviezen van de lokale paritaire commissie en de participatieraad.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Amendement de l'annexe.

Vote sur l'amendement à l'unanimité.

Vote sur le texte amendé à l'unanimité.

*1 annexe / 1 bijlage*

*PILOTAGE\_2023\_CARREFOURS\_ADAPTATIONS\_CO\_VF.pdf*

---

## Conception et aménagement des espaces verts - Ontwerp en aanleg van groene ruimten

18.12.2023/A/0031 **Avenant à la convention « Action Climat 2022 »**

Le Conseil communal,

Considérant l'appel à projets « Action Climat 2022 » proposé par Bruxelles Environnement portant, entre autres, sur la thématique Nature en Ville ;

Considérant qu'en sa séance du 2 avril 2020, le Collège des Bourgmestre et Échevin·es a marqué accord pour l'introduction d'un dossier de candidature auprès de Bruxelles Environnement en vue d'obtenir un subside pour la mise en place d'un projet de réalisation d'un inventaire du patrimoine arboré du territoire communal.;

Considérant que la Convention « Appel à projets « Action Climat 2022 » » a été validée par le Conseil communal en sa séance du 27 février 2023 ;



Considérant que cette convention fixait originellement la date du rapport final pour fin 2023 ;

Considérant que les travaux ne pourront commencer que début 2024, le cahier des charges ayant été validé lors de la séance du Collège des Bourgmestre et Echevins du 4 octobre 2023 ;

Considérant que Bruxelles-Environnement accepte d'amender la Convention originale et permet de reporter la date du rapport final à fin 2024 ;

Considérant que la désignation du prestataire a été validée lors de la séance du 22 novembre 2023 ;

**DECIDE** d'approuver l'avenant à la convention « Action Climat 2022 » relative à la subvention portant la référence SUB/2022/AC\_Etterbeek/APcom/VN/PatrimoineArboré

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Aanhangsel bij de overeenkomst “Klimaatactie 2022”**

De gemeenteraad,

gelet op de projectoproep “Klimaatactie 2022” van Leefmilieu Brussel die, onder andere, betrekking heeft op het thema “Natuur in de stad”;

overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zijn zitting van 2 april 2022 akkoord is gegaan met de indiening van een kandidatuur dossier bij Leefmilieu Brussel om een subsidie te verkrijgen voor de uitvoering van een project voor de realisatie van een inventaris van het bomenpatrimonium van het gemeenschappelijk grondgebied;

overwegende dat de overeenkomst “Projectoproep “Klimaatactie 2022”” werd goedgekeurd door de gemeenteraad in zijn zitting van 27 februari 2023;

overwegende dat de datum voor het eindverslag in die overeenkomst oorspronkelijk eind 2023 was;

Overwegende dat de werkzaamheden pas begin 2024 kunnen aanvangen, aangezien het bestek op 4 oktober 2023 in de zitting van het college van burgemeester en schepenen is goedgekeurd;

overwegende dat Leefmilieu Brussel ermee akkoord gaat om de oorspronkelijke overeenkomst te wijzigen en toestemming geeft om de datum van het eindverslag te verschuiven naar eind 2024;

Overwegende dat de benoeming van de dienstverlener is goedgekeurd in de zitting van 22 november 2023

**BESLIST** om het aanhangsel bij de overeenkomst "Klimaatactie 2022" betreffende de subsidie met referentie SUB/2021/AC\_Etterbeek/APcom/VN/Patrimoine Arbore goed te keuren.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*CONT\_2022\_AC\_Etterbeek\_APcom\_VN\_PatrimoineArbore\_AVENANT.pdf*

---

## **Bâtiments publics - Openbare Gebouwen**

18.12.2023/A/0032 **Maison communale - Maintenance et dépannage des installations techniques**

Le Conseil communal,

Considérant l'approbation du cahier des charges intitulé "Maison communale - Maintenance et dépannage des installations techniques" par le Conseil Communal le 16 octobre 2023;

Considérant que ce cahier des charge a fait l'objet d'une analyse par la tutelle régionale;

Considérant qu'en date du 1/12/2023, le cahier des charges a été approuvé par expiration du délai et peut donc être immédiatement publié, mais que 3 remarques sont néanmoins à insérer dans le cahier des charges (cf. annexe);

Considérant que le cahier des charges a été adapté et publié le 5 décembre 2023:

Prend connaissance

- Le Conseil prend connaissance du cahier des charges adapté en annexe.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

## **Gemeentehuis - Onderhoud en herstelling van de technische installaties**

De Gemeenteraad,

Gezien de goedkeuring van het bestek "Gemeentehuis - Onderhoud en herstelling van de technische installaties" door de Gemeenteraad op 16 oktober 2023;

Overwegende dat dit bestek werd geanalyseerd door de gewestelijke autoriteiten;

Overwegende dat het bestek op 1/12/2023 na het verstrijken van de termijn werd goedgekeurd en dus onmiddellijk kan worden gepubliceerd, maar dat er niettemin 3 opmerkingen in het bestek moeten worden ingevoegd (cf. bijlage);

Overwegende dat het bestek op 5 december 2023 is aangepast en gepubliceerd:

Neemt er nota van

De gemeenteraad neemt nota van het aangepaste bestek in de bijlage.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*2023\_09\_19\_CCH - Modele 3P.pdf, 2023\_09\_20\_Bestek - Model 3P.pdf,*

*Document\_notif06\_termijn\_verstreken4350489286831317421 (003).pdf*

---

18.12.2023/A/0033 **Eglise Saint-Antoine - Restauration des extérieurs - Phase 1 - Approbation des conditions et du mode de passation**

Le Conseil Communal,

Vu la Nouvelle loi communale du 24 juin 1988, notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs et ses modifications ultérieures ;

Vu le décret et l'ordonnance du 16 mai 2019 de la Région de Bruxelles Capitale, de la Commission Communautaire Commune et de la Commission Communautaire Française concernant la publicité des administrations des institutions bruxelloises ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'ordonnance du 10.12.2021 organique de la gestion des intérêts matériels des communautés culturelles locales reconnues, entrée en vigueur le 01.01.2023 et abrogeant notamment le décret impérial du 30.12.1809 concernant les fabriques des églises ;

Vu la circulaire du 26.03.2023 intitulée « Établissement de culte – Ordonnance du 10.12.2021 concernant la finalisation et le financement des dossiers d'investissements en cours et nouveaux travaux » ;

Considérant le cahier des charges N° TP/LG/2023/Saint-Antoine relatif au marché "Eglise Saint-Antoine - Restauration des extérieurs - Phase 1" établi par le Service des Travaux publics ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 1.109.248,00 € TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant qu'une partie des coûts est subsidiée par Urban - Direction du Patrimoine Culturel, Mont des Arts 10-13 à 1000 Bruxelles, et que cette partie est estimée à 887.398,40 € ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera inscrite au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 790/724-60 ;

Considérant que l'ordonnance du 10.12.2021 libère les communes de toute prise en charge de frais (ordinaires ou extraordinaires) et la Région devient le seul pouvoir subsidiant ;

Considérant cependant que la circulaire du 26.03.2023 énonce que « si les communes ont donné l'autorisation pour des travaux par les établissements de culte et se sont engagées pour le financement avant 2023, il s'agit de dossiers d'investissement en cours et les Communes resteront aussi après 2023 responsables pour le financement » ;

Considérant qu'un recours contre la circulaire du 23.06.2023 a été introduit ;

Considérant que, dans l'attente d'une issue à ce recours, et vu le caractère indispensable et urgent des travaux envisagés en raison de problèmes de sécurité, il convient d'y procéder pour éviter tout dommage aux tiers ;

Considérant que la Commune ne reconnaît aucune obligation de prise en charge des travaux dans son chef, et effectue lesdits travaux pour le compte de qui appartiendra, et se réserve, dès lors, la possibilité de se retourner

contre l'autorité qui sera déclarée en charge de ces dépenses ;

Sur proposition du Collège;

**Décide :**

**Article 1er**

D'approuver le cahier des charges N° TP/LG/2023/Saint-Antoine et le montant estimé du marché "Eglise Saint-Antoine - Restauration des extérieurs - Phase 1", établis par le Service des Travaux publics. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 1.109.248,00 € TVAC.

**Article 2**

De passer le marché par la procédure ouverte.

**Article 3**

De solliciter une subvention pour ce marché auprès de l'autorité subsidiante Urban - Direction du Patrimoine Culturel, Mont des Arts 10-13 à 1000 Bruxelles.

**Article 4**

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

**Article 5**

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

**Article 6**

De financer cette dépense par le crédit qui sera inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, article 790/724-60.

Annexe : L'ensemble des fichiers, et une majorité dépassant les 30 Mb autorisés dans BOS, voici le lien vers l'ensemble des documents du marché : <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/3826/F9/2023>.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Kerk Sint-Antonius - Restauratie buitenkant - Fase 1 - Goedkeuring lastvoorwaarden en gunningswijze**

De gemeenteraad,

gelet op de Nieuwe Gemeentewet van 24 juni 1988, in het bijzonder artikel 234 §1 betreffende de bevoegdheden van de gemeenteraad en haar latere wijzigingen;

gelet op de wet van 29 juli 1991 betreffende de uitdrukkelijke motivering van de bestuurshandelingen en haar latere wijzigingen;

gelet op het decreet en de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en de Franse Gemeenschapscommissie van 16 mei 2019 betreffende de openbaarheid van bestuur bij de Brusselse instellingen;

gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies en haar latere wijzigingen;

gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten en latere wijzigingen, in het bijzonder artikel 36;

gelet op het koninklijk besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen;

gelet op de ordonnantie van 10.12.2021 betreffende het beheer van de materiële belangen van de erkende plaatselijke levensbeschouwelijke gemeenschappen, die in werking is getreden op 01.01.2023 en met name het Keizerlijk Decreet op de kerkfabrieken van 30.12.1809 intrekt;

gelet op de omzendbrief van 26.03.2023 "Eredienstinstellingen - Ordonnantie van 10.12.2021 betreffende de afronding en financiering van lopende investeringsprojecten en nieuwe werkzaamheden";

gelet op het bestek met nummer TP/LG/2023/Sint-Antoon betreffende de opdracht "Sint-Antoonkerk - Restauratie van de buitenkant - Fase 1" opgesteld door de dienst Openbare Werken;

overwegende dat het geschatte bedrag van die opdracht 1.109.248,00 euro inclusief btw bedraagt;

overwegende dat wordt voorgesteld de opdracht te gunnen via een openbare procedure;

overwegende dat een deel van de kosten wordt gesubsidieerd door Urban - Directie van het Cultureel Erfgoed, Kunstberg 10-13 in 1000 Brussel en dat dit deel op 887.398,40 euro wordt geschat;

overwegende dat het krediet voor deze uitgave zal worden ingeschreven in de buitengewone begroting van het jaar 2024, artikel 790/724-60;

overwegende dat de ordonnantie van 10.12.2021 de gemeenten vrijstelt van elke verantwoordelijkheid voor (gewone of buitengewone) kosten en dat het Gewest de enige subsidiërende overheid wordt;

overwegende dat de omzendbrief van 26.032023 het volgende stelt: "als de gemeenten toestemming hebben gegeven voor de uitvoering van werkzaamheden door eredienstinstellingen en zich ertoe hebben verbonden om de werkzaamheden te financieren vóór 2023, het gaat om lopende investeringsprojecten en de gemeenten ook verantwoordelijk blijven voor de financiering na 2023";

overwegende dat een beroep tegen de omzendbrief van 23.06.2023 werd ingediend;

overwegende dat in afwachting van de uitkomst van dit beroep en gezien het essentiële en dringende karakter van de geplande werkzaamheden in verband met veiligheidsproblemen, het aangewezen is deze werkzaamheden uit te voeren om schade aan derden te voorkomen;

overwegende dat de gemeente geen enkele verplichting van haar kant erkent om de werkzaamheden op zich te nemen en deze uitvoert voor rekening van wie het aangaat en zich daarom het recht voorbehoudt om zich te wenden tot de overheid die verantwoordelijk zal worden geacht voor deze uitgaven;

op voorstel van het college;

## **BESLIST**

### **Artikel 1**

om het bestek met nummer TP/LG/2023/Sint-Antoon en het geschatte bedrag voor de opdracht "Sint-Antoonkerk - Restauratie van de buitenkant - Fase 1", opgesteld door de dienst Openbare Werken, goed te keuren. De voorwaarden worden vastgelegd zoals voorzien in het bestek en door de algemene regels voor de uitvoering van overheidsopdrachten. Het geschatte bedrag bedraagt 1.109.248,00 euro inclusief btw.

### **Artikel 2**

om de opdracht te gunnen via een openbare procedure.

### **Artikel 3**

om een subsidie te vragen voor deze opdracht bij de subsidiërende overheid Urban - Directie van het Cultureel Erfgoed, Kunstberg 10-13 in 1000 Brussel.

### **Artikel 4**

om de aankondiging van de opdracht aan te vullen, goed te keuren en te versturen op nationaal niveau.

### **Artikel 5**

om deze beraadslaging aan de toezichthoudende overheid te bezorgen met het oog op de uitoefening van het algemene toezicht.

### **Artikel 6**

om deze uitgave te financieren met het krediet dat zal worden ingeschreven in

de buitengewone begroting van het jaar 2024, artikel 790/724-60.

Bijlage: Omdat de meeste bestanden groter zijn dan de 30 Mb die in BOS is toegestaan, is hier de link naar alle opdrachtdocumenten: <https://cloud.3p.eu/Downloads/1/3826/F9/2023>.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*3 annexes / 3 bijlagen*

*2023\_12\_01\_Bestek - Model 3P\_1.pdf, 2023\_11\_21\_CCH - Modele 3P.pdf, Lien vers les documents - Conseil.docx*

---

## **Garage communal - Gemeentelijke garage**

18.12.2023/A/0034 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre Culturel Senghor en vue de se rendre les 27 et 29 décembre 2023 et les 03 et 05 janvier 2024 en vue de se rendre à SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Musée Hergé (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannut-Landen).**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une sixième demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) au Centre culturel Senghor les 27 et 29 décembre 2023 et les 03 et 05 janvier 2024 en vue de se rendre à SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Musée Hergé (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannut-Landen).

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

DECIDE d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et Centre culturel Senghor

**Entre l'Administration Communale d'Etterbeek**



Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

### **Et Centre culturel Senghor**

Avenue du Maelbeek

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

### **Il est convenu ce qui suit :**

#### Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition de bus communaux destiné à transporter (aller/retour) les 27 et 29 décembre 2023 et les 03 et 05 janvier 2024 en vue de se rendre à SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Musée Hergé (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannut-Landen).

Un chauffeur est également mis à disposition du Centre culturel Senghor.

#### Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le Centre culturel Senghor intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

#### Article 3 – Obligation de Centre culturel Senghor

Le Centre culturel Senghor s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006.

#### Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

#### Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, le Centre culturel Senghor devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » de la voiture. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

#### Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

#### Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Centre culturel Senghor est tenue de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, le Centre culturel Senghor est tenue de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle de Centre culturel Senghor ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le Centre culturel Senghor est seule responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration communale d'Etterbeek.

## Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra la voiture propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.

La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

**Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen en terug) naar het Cultureel Centrum Senghor op 27 en 29 december 2023 en 3 en 5 januari 2024 om naar SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Hergé Museum (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannuit-Landen) te gaan.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de zesde aanvraag van dit jaar gaat ;

Overwegende dat het cultureel centrum Senghor heeft gevraagd om over gemeentebus (heen- en terugrit) te beschikken op 27 en 29 december 2023 en 3 en 5 januari 2024 om naar SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Hergé Museum (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannuit-Landen) te gaan.

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultureel centrum Senghor goed te keuren:

### **Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek**

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

### **En cultureel centrum Le Senghor**

Maalbeeklaan

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

### **wordt overeengekomen wat volgt:**

#### Artikel 1 – Onderwerp

Deze overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van gemeentebussen (heen- en terugrit) voor een groep van maximaal 40 personen die deel uitmaken van de doelgroep van het cultureel centrum Senghor op 27 en 29 december 2023 en 3 en 5 januari 2024 om naar SPORTOASE (Halle), SPARKOH (Framerie), Hergé Museum (Ottignies-Louvain-la-Neuve), Plopsaqua (Hannuit-Landen) te gaan.

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultureel centrum Senghor.

#### Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultureel centrum Senghor komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van die reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

#### Artikel 3 – Verplichting van het cultureel centrum Senghor

Het cultureel centrum Senghor verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

#### Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

#### Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, geeft het cultureel centrum Senghor de bus terug in de staat waarin het die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Het verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

#### Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultureel centrum Senghor aangifte doen bij de politie. Het bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultureel centrum Senghor moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultureel centrum Senghor de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultureel centrum Senghor of een van zijn leden dan neemt Senghor het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

#### Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultureel centrum Senghor is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Het neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage*

*Réservation.msg*

---

18.12.2023/A/0035 **Mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour le Service Culture le 5 janvier 2024 en vue de se rendre à une exposition à Paris.**

Le Conseil communal,

Vu qu'il s'agit d'une première demande cette année ;

Considérant la demande de mise à disposition d'un bus communal (aller/retour) pour le service culture le 5 janvier 2024 en vue de se rendre à une exposition à Paris ;

Considérant les législations belge et européenne concernant le transport de personnes en autocar ;

Considérant que le transport pour compte n'est autorisé qu'en cas de lien réel et permanent entre le transporteur et les personnes transportées ;

Décide d'approuver les termes de la convention, présentée ci-après, entre la Commune d'Etterbeek et le service culture.

Entre l'Administration Communale d'Etterbeek

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Et le service culture

Madame NJOMGANG-FONKEU Colette

Avenue des Casernes 31/1

1040 Etterbeek

Dit « le transporteur pour compte propre ».

Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1 – Objet

La présente convention concerne la mise à disposition d'un bus communal destiné à transporter (aller/retour) le 5 janvier 2024 en vue de se rendre à une exposition à Paris.

Un chauffeur est également mis à disposition du service culture.

#### Article 2 – Qualité des parties dans le cadre du transport

Le service culture intervient comme transporteur pour compte propre dans le cadre de ce voyage.

L'administration Communale d'Etterbeek n'intervient en aucun cas comme transporteur.

#### Article 3 – Obligation du service culture

Le service culture s'engage à respecter la loi du 15 juillet 2013 relative au transport de voyageurs par route et portant exécution du Règlement (CE) n° 1071/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes sur les conditions à respecter pour exercer la profession de transporteur par route, et abrogeant la Directive 96/26/CE du Conseil, et portant exécution du Règlement (CE) n° 1073/2009 du Parlement européen et du Conseil du 21 octobre 2009 établissant des règles communes pour l'accès au marché international des services de transport par autocars et autobus, et modifiant le Règlement (CE) n° 561/2006

#### Article 4 – Etat des lieux et description du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek

Lors de la prise de possession du véhicule de l'Administration Communale d'Etterbeek, il sera procédé à un état des lieux et à une description du véhicule.

#### Article 5 – Etat des lieux de sortie

Lors de son départ ou lorsque la mise à disposition du bus de l'Administration Communale d'Etterbeek prendra fin, Le service culture devra le remettre dans l'état où il l'a reçue, munie de tous les documents et clefs nécessaires.

Il s'engage à prendre à sa charge les dégâts qui ne résulteraient pas d'une usure « normale » du bus. L'estimation de ces dégâts se déroulera lors de l'état des lieux de sortie.

#### Article 6 – Vol du bus communal

En cas de vol du bus, Le service culture est tenu de remplir une déclaration à la police. Il adressera une copie du procès-verbal à l'Administration Communale d'Etterbeek dans les plus brefs délais.

#### Article 7 – Accidents et dommages pendant la période de mise à disposition

L'Administration Communale d'Etterbeek est déchargée de toute responsabilité dans le cadre du transport de personnes durant toute la période du transport.

Le service culture est tenu de prendre une assurance pour couvrir tout incident pouvant survenir pendant la durée de la convention.

En cas d'accident ou de dommages, Le service culture est tenu de remplir toutes les formalités et d'avertir immédiatement l'Administration Communale d'Etterbeek.

Si l'accident est dû, en tout ou en partie à un vol, à une faute lourde ou légère habituelle du service culture ou d'un de ses membres, celle-ci prendra à sa charge la différence entre le coût total des réparations et le montant couvert par la compagnie d'assurances, ainsi que l'éventuelle majoration de prime qui viendrait à être mise à charge de l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 8 – Responsabilité en cas d'infraction ou d'accident en dehors du transport prévu à l'article 1

Le service culture est seul responsable, tant civilement que pénalement, en cas d'infraction ou d'accident commis en dehors du transport prévu au présent contrat. elle prendra dès lors à sa charge la totalité des coûts de réparation du véhicule, ainsi que l'éventuelle majoration de la prime qui serait imposée à l'Administration Communale d'Etterbeek.

#### Article 9 – Frais de lavage et de parking

Le transporteur pour compte propre maintiendra le bus propre extérieurement et intérieurement, les frais de nettoyage étant à sa charge.

Les frais de parking sont à la charge du transporteur pour compte propre.



La présente convention sera établie en deux exemplaires originaux, chacune des parties reconnaissant en avoir reçu un.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Terbeschikkingstelling van een gemeentebus (heen- en terugrit) voor het cultuur dienst op 5 januari 2024 om een tentoonstelling in Parijs bij te wonen.**

De Gemeenteraad,

Overwegende dat het de eerste aanvraag van dit jaar gaat :

Overwegende dat het cultuur dienst vraagt om te beschikken over een gemeentebus (heen- en terugrit) op 5 januari 2024 om een tentoonstelling in Parijs bij te wonen ;

Gelet op de Belgische en de Europese wetgeving in verband met het personenvervoer met autocar;

Overwegende dat het vervoer voor rekening enkel toegelaten is als er een reële en vaste band is tussen de vervoerder en de personen die vervoerd worden;

BESLIST om de voorwaarden van de hierna volgende overeenkomst tussen de gemeente Etterbeek en het cultuur dienst goed te keuren.

Tussen het gemeentebestuur van Etterbeek

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

en het cultuur dienst

Mevrouw Colette NJOMGANG-FONKEU

Kazernenlaan 31/1

1040 Etterbeek

de zogenaamde “vervoerder voor eigen rekening”

wordt overeengekomen wat volgt:

#### Artikel 1 – Onderwerp

De onderhavige overeenkomst heeft betrekking op de terbeschikkingstelling van een gemeentebus voor het vervoer (heen- en terugrit) op 5 januari 2024 om een tentoonstelling in Parijs bij te wonen ;

Er wordt ook een chauffeur ter beschikking gesteld van het cultuur dienst.

#### Artikel 2 – Hoedanigheid van de partijen in het kader van het vervoer

Het cultuur dienst komt tussenbeide als vervoerder voor eigen rekening in het kader van deze reis.

Het gemeentebestuur van Etterbeek treedt in geen geval op als vervoerder.

#### Artikel 3 – Verplichting van het cultuur dienst.

Het cultuur dienst verbindt zich ertoe de wet van 15 juli 2013 betreffende het reizigersvervoer over de weg en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1071/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels betreffende de voorwaarden waaraan moet zijn voldoen om het beroep van wegvervoerondernemer uit te oefenen en tot intrekking van richtlijn 96/26/EG van de Raad en houdende uitvoering van de verordening (EG) nr. 1073/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 21 oktober 2009 tot vaststelling van gemeenschappelijke regels voor toegang tot de internationale markt voor touringcar- en autobusdiensten en tot wijziging van verordening (EG) nr. 561/2006 na te leven.

#### Artikel 4 – Plaatsbeschrijving en beschrijving van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek

Bij de inbezitneming van het voertuig van het gemeentebestuur van Etterbeek wordt overgegaan tot een plaatsbeschrijving en een beschrijving van het voertuig.

#### Artikel 5 – Plaatsbeschrijving bij vertrek

Bij het vertrek of wanneer de terbeschikkingstelling van de bus van het gemeentebestuur van Etterbeek eindigt, zal het cultuur dienst de bus teruggeven in de staat waarin zij die ontvangen heeft, met inbegrip van de nodige documenten en sleutels.

Ze verbindt zich ertoe de schade die niet voortvloeit uit “normale” slijtage van het voertuig voor zijn rekening te nemen. Die schade wordt geschat op het moment van de plaatsbeschrijving bij vertrek.

## Artikel 6 – Diefstal van de gemeentebus

Als de bus gestolen wordt, moet het cultuur dienst aangifte doen bij de politie. Ze bezorgt zo snel mogelijk een kopie van het proces-verbaal aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

## Artikel 7 – Ongevallen en schade tijdens de periode van de terbeschikkingstelling

Het gemeentebestuur van Etterbeek wordt vrijgesteld van elke aansprakelijkheid in het kader van het vervoer van personen tijdens de volledige vervoerperiode.

Het cultuur dienst moet een verzekering afsluiten voor elk incident dat zich kan voordoen tijdens de duur van de overeenkomst.

In geval van een ongeval of schade moet het cultuur dienst de nodige formaliteiten vervullen en het gemeentebestuur van Etterbeek onmiddellijk op de hoogte brengen.

Als het ongeval volledig of gedeeltelijk te wijten is aan bedrog, zware fout of gewoonlijk voorkomende lichte fout van het cultuur dienst of een van zijn leden dan neemt zij het verschil tussen de totale kostprijs van de herstellingen en het bedrag dat gedekt wordt door de verzekeringsmaatschappij voor zijn rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die ten laste zou vallen van het gemeentebestuur van Etterbeek.

## Artikel 8 – Aansprakelijkheid in geval van overtreding of ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in artikel 1

Het cultuur dienst is alleen aansprakelijk, zowel burgerlijk als strafrechtelijk, in geval van een overtreding of een ongeval buiten het vervoer dat voorzien is in de onderhavige overeenkomst. Zij neemt bijgevolg de volledige kostprijs van de herstelling van het voertuig voor haar rekening alsook de eventuele verhoging van de premie die opgelegd zou worden aan het gemeentebestuur van Etterbeek.

## Artikel 9 – Kosten voor schoonmaak en parking

De vervoerder voor eigen rekening houdt het voertuig schoon, zowel aan de buitenkant als aan de binnenkant. De schoonmaakkosten zijn voor zijn rekening.

De parkingkosten zijn ten laste van de vervoerder voor eigen rekening.

De onderhavige overeenkomst wordt opgesteld in twee originele exemplaren waarbij elk van de partijen erkent een exemplaar te hebben ontvangen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 29 positive stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Réservation d'un bus + chauffeur pour le 5 janvier 2024.msg, Affiche nicolas de Stael (1).pdf

---

## Cohésion sociale - Sociale Cohesie

18.12.2023/A/0036 **Répartition budgétaire IMPULSION 2024**

Le Conseil communal,

Considérant que depuis 2022, l'appel à projets du Fonds d'Impulsion à la Politique des Immigrés (FIPI) est remplacé par l'appel à projets Impulsion ;

Considérant que la COCOF a lancé l'appel à projets Impulsion 2024 le 14/09/2023 ;

Considérant que l'appel à projets a été largement diffusé auprès des associations etterbeekoises ;

Considérant que les associations intéressées ont envoyé leurs projets à la COCOF afin qu'elle en étudie la recevabilité ;

Considérant que, pour la première fois, les associations avaient le choix de demander un subventionnement sur 1, 2 ou 3 ans ;

Considérant les 11 projets recevables envoyés par la COCOF à la coordination communale de Cohésion sociale ci-dessous :

<b>ANIMATION S &amp; LOISIRS POUR TOUS</b>	<p>« Vers une inclusion et une émancipation sociales et citoyennes d'enfants et de jeunes issu-es de nouvelles migrations : approches personnalisée et collective » : parrainages citoyens lors desquels un-e adulte soutient un-e jeune dans l'acquisition des savoirs de base nécessaires à son inclusion scolaire mais aussi citoyenne et sociale. Une relation s'établit ainsi sur un plan plus personnel entre la marraine ou le parrain, le-la jeune et sa famille ; avec le soutien de l'équipe de l'association.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'accueil et l'accompagnement des nouvelles migrations (demandeurs d'asile, réfugié) et la mise en relation avec les communautés locales.</p> <p>Ø Durée du projet : 3 ans</p>
<b>ATOLL</b>	<p>« Une histoire derrière le rideau » : partage et échange intergénérationnel créant un environnement où les jeunes, les adolescents, les aînés et leur famille peuvent se retrouver et s'enrichir mutuellement. Le mélange d'expériences, de souhaits et de vies, sera retranscrit à travers des récits, anecdotes, petits livres de vie, vidéos, enregistrements audio, ...</p> <p>Ø Action subsidiable : Le développement d'actions communautaires collectives avec les habitants d'un quartier pour favoriser le vivre ensemble</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>

<b>BASENVOL</b>	<p>« <i>Rencontrons nos différences</i> » : développement d'actions sociales répondant aux besoins des jeunes et sans participation financière de leurs parents.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'accompagnement des jeunes de 12 à 25 ans pour favoriser l'engagement citoyen</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
<b>CENTRE DE GUIDANCE D'ETTERBE EK</b>	<p>« <i>Le club EoLien</i> » : regroupement toutes des activités communautaires et collectives ouvertes à tous, gratuites et à bas seuil organisées par le PE-CGE sous la bannière « club EoLien ». Les activités seront une chorale de quartier, un atelier collage, un atelier cuisine, une radio locale, un atelier slam, une permanence sociale et numérique (le « café connecté »), des activités culturelles de groupe, une donnerie de vêtements et des groupes de paroles pour ados et jeunes adultes.</p> <p>Ø Action subsidiable : Le développement d'actions communautaires collectives avec les habitants d'un quartier pour favoriser le vivre ensemble</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
<b>CHASS'INFO</b>	<p>« <i>Projet C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société)</i> » : Le Projet C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société) est un projet créé par et pour les jeunes en situation de précarité sociale, économique, relationnelle et culturelle du réseau Etterbeekois. Il a pour objectif de répondre aux besoins identifiés lors du diagnostic social. Ainsi, ensemble, les acteur•ices du Projet C.A.S.E.S (jeunes et professionnel•les) travaillent sur l'accès aux droits sociaux, citoyens et à la participation culturelle.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'accompagnement des jeunes de 12 à 25 ans pour favoriser l'engagement citoyen.</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
<b>KOM À LA MAISON</b>	<p>« <i>Melting popotes : les rencontres ont du goût !</i> » : organisation, trois jours par mois, d'une séance de cuisine participative suivie d'un repas mêlant des MENA hébergés dans des Centres d'observation et d'orientation à proximité et des habitants du quartier afin de stimuler la rencontre, les échanges, casser les préjugés et valoriser les participants + organisation, au moins une fois par mois, d'un repas du monde.</p> <p>Ø Action subsidiable : Le développement d'actions communautaires collectives avec les habitants d'un quartier pour favoriser le vivre ensemble</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
<b>MAGMA</b>	<p>« <i>Magma : un webmédia interculturel</i> » : création d'une équipe de volontaires impliqué.e.s dans le journalisme citoyen via différents médias et mise en place d'activités permettant le dialogue interculturel, la compréhension mutuelle entre les jeunes. Les contenus produits seront autant d'outils pour lutter contre les préjugés et les diverses formes du racisme.</p> <p>Ø Action subsidiable : La production et diffusion d'outils luttant contre les préjugés et les stéréotypes</p> <p>Ø Durée du projet : 2 ans</p>
<b>MAISON DES JEUNES LA CLEF</b>	<p>« <i>Un soutien scolaire et un accueil pour tous</i> » : De nombreux jeunes sont en décrochage scolaire ou/et entretiennent un rapport très compliqué avec l'enseignement officiel. L'idée est donc d'offrir à ces jeunes un accompagnement dans leur apprentissage et ainsi les aider à surmonter leurs difficultés scolaires. En rétablissant un lien serein entre eux et l'école et en leur donnant confiance en leur travail et leurs forces, la MJ espère les aider dans leur insertion sociale.</p> <p>Ø Action subsidiable : La promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) et l'accueil extrascolaire.</p> <p>Ø Durée du projet : 3 ans</p>

<b>PLATEAU 96 ASBL</b>	<p>« <i>Peau et Mots</i> » : Ce projet vise à créer des ponts entre les différentes associations locales, entre les jeunes des quartiers d'Etterbeek, et en valorisant par un travail rendu public la diversité culturelle qui s'y trouve.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'appropriation de l'espace public comme lieu de débat interculturel et d'expression de messages d'ouverture</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
<b>SAMARCAN DE</b>	<p>« <i>Les Compairs</i> » : Des jeunes en difficulté scolaire dans certaines matières (juniors) vont rencontrer d'autres jeunes, plus âgés (seniors), qui les accompagneront individuellement dans le développement des compétences nécessaires au succès scolaire dans les matières concernées.</p> <p>Ø Action subsidiable : La promotion de la réussite scolaire (mise à niveau, orientation, prévention du décrochage et de l'absentéisme) et l'accueil extrascolaire.</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>
<b>URBAN STEP</b>	<p>« <i>Les langues c'est dans la poche</i> » : développement d'un pôle Alpha/FLE en complément des activités déjà proposées au public d'Urban Step. L'idée est de pouvoir lui fournir un accompagnement plus complet en un soutien supplémentaire. Ce pôle viendrait soutenir non seulement les parents mais également les enfants dans la mesure où Urban Step va travailler avec des primo-arrivants et des immigrés de plus longue date en mettant en place des activités adaptées à ces deux démographies.</p> <p>Ø Action subsidiable : L'enseignement du français pour les jeunes (en dehors du temps réservé à l'obligation scolaire) et les adultes (tables de conversation et mise à niveau des connaissances en alphabétisation et français langue étrangère).</p> <p>Ø Durée du projet : 1 an</p>

Considérant l'inscription au budget communal de 2024, de crédits d'un montant total de 115.917,00 € dans le cadre de l'Impulsion, 114.717,00 € en recette et 115.917,00 € en dépense dont 1.200,00 € de part communale ;

Considérant que la commune liquidera les montants inscrits au budget communal dans ce cadre, sur base d'une avance par tranches et ce jusqu'à concurrence de 100 % des subventions accordées aux ASBL ;

Considérant la proposition de répartition de l'enveloppe ci-dessous :

<b>Proposition d'enveloppe IMPULSION 2024</b>				
<b>Associations</b>	<b>Budgets demandés</b>	<b>Durée demandée</b>	<b>Budgets proposés</b>	
			<b>Commune</b>	<b>COCOF</b>
Animations & Loisirs pour Tous	20.000,00	3 ans	-	0
Atoll	18.000,00	1 an	-	17.000,00
Basenvol	2800,00	1 an	-	0
Centre de Guidance d'Etterbeek	19.050,00	1 an	-	15.193,00
Chass'Info	10.450,00	1 an	-	0
KOM à la Maison	20.342,00	1 an	1200	10.924,00
MagMa	15.925,50	2 ans	-	0
MJ La Clef	17.000,00	3 ans	-	16.000,00
Plateau 96 ASBL	20.000,00	1 an	-	17.000,00
Samarcande	15.000,00	3 ans	-	13.250,00
Urban Step	29.000,00	1an	-	26.550,00
<b>Totaux Commune et COCOF</b>	<b>187.570,50€</b>		<b>1200€</b>	<b>114.717,00€</b>

<b>Totaux</b>	-		<b>115.917,00€</b>
---------------	---	--	--------------------

Considérant l’approbation à l’unanimité des membres votants présents/représentés de la proposition de répartition budgétaire lors de la Concertation locale du 28/11/2023 ;

DÉCIDE :

D’approuver la durée des projets retenus et la répartition budgétaire de l’enveloppe IMPULSION 2024 telle qu’elle est présentée dans la présente délibération.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Budgetverdeling IMPULSION 2024**

De gemeenteraad,

overwegende dat de projectoproep van het Impulsfonds voor het Migrantenbeleid (FIM) sinds 2022 wordt vervangen door de projectoproep “Impulsion”;

overwegende dat de Franstalige Gemeenschapscommissie COCOF de projectoproep “Impulsion 2023” heeft gelanceerd op 14/09/2023;

overwegende dat de projectoproep werd verspreid bij de verenigingen van Etterbeek;

overwegende dat de geïnteresseerde verenigingen hun projecten naar de COCOF hebben gestuurd zodat zij de ontvankelijkheid ervan kan onderzoeken;

overwegende dat de verenigingen voor de eerste keer de keuze hadden om een subsidie voor 1, 2 of 3 jaar aan te vragen;

overwegende dat de COCOF de 11 onderstaande ontvankelijke projecten heeft doorgestuurd naar de gemeentelijke coördinatie van de sociale cohesie:

<b>ANIMATION S &amp; LOISIRS POUR TOUS</b>	<p><i>“Vers une inclusion et une émancipation sociales et citoyennes d’enfants et de jeunes issu-es de nouvelles migrations: approches personnalisée et collective”</i>: peter/meterschap, waarbij een volwassene een jongere ondersteunt bij het verwerven van de basisvaardigheden die nodig zijn voor integratie op school, maar ook in de maatschappij en de samenleving. Op deze manier ontstaat er een meer persoonlijke relatie tussen de peter of meter, de jongere en zijn of haar familie, met de steun van het team van de vereniging.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>Ø Subsidieerbare actie: Onthaal en ondersteuning van nieuwe migranten (asielzoekers, vluchtelingen) en hen in contact brengen met lokale gemeenschappen.</li> <li>Ø Duur van het project: 3 jaar</li> </ul>
--	--

<b>ATOLL</b>	<p><i>“Une histoire derrière le rideau”</i>: intergenerationeel delen en uitwisselen, een omgeving creëren waar jongeren, adolescenten, ouderen en hun families samen kunnen komen en van elkaar kunnen leren. De mix van ervaringen, wensen en levens zal worden neergeschreven in verhalen, anekdotes, levensboeken, video's, geluidsopnames, enz.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: De ontwikkeling van collectieve gemeenschapsacties met de bewoners van een wijk om het samenleven te bevorderen.</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
<b>BASENVOL</b>	<p><i>“Rencontrons nos différences”</i>: ontwikkeling van sociale initiatieven om tegemoet te komen aan de behoeften van jongeren, zonder financiële bijdrage van hun ouders.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Begeleiding van jongeren van 12 tot 25 jaar om het burgerengagement te bevorderen</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
<b>CENTRE DE GUIDANCE D'ETTERBE EK</b>	<p><i>“Le club EoLien”</i>: dit zijn allemaal gemeenschaps- en collectieve activiteiten die voor iedereen toegankelijk zijn, gratis en laagdrempelig, georganiseerd door PE-CGE onder de noemer “club EoLien”. De activiteiten omvatten een buurtkoor, een collageworkshop, een kookworkshop, een lokaal radiostation, een slamworkshop, een sociaal en digitaal spreekuur (“café connecté”), culturele groepsactiviteiten, een geefwinkel voor kleding en discussiegroepen voor adolescenten en jonge volwassenen.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: De ontwikkeling van collectieve gemeenschapsacties met de bewoners van een wijk om het samenleven te bevorderen.</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
<b>CHASS'INFO</b>	<p><i>“Projet C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société)”</i>: Het project C.A.S.E.S (Communication, Ambition, Social, Entraide en Société) is een project gecreëerd door en voor jongeren in precaire sociale, economische, relationele en culturele situaties in het Etterbeekse netwerk. Het heeft als doel te beantwoorden aan de behoeften die werden geïdentificeerd tijdens de sociale diagnose. Samen werken de actoren van het project C.A.S.E.S. (jongeren en professionals) aan de toegang tot sociale rechten, burgerschap en culturele participatie.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Begeleiding van jongeren van 12 tot 25 jaar om het burgerengagement te bevorderen</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
<b>KOM À LA MAISON</b>	<p><i>“Melting popotes: les rencontres ont du goût!”</i>: organisatie, drie dagen per maand, van een participatieve kooksessie gevolgd door een maaltijd met NBMV (niet-begeleide minderjarige vreemdelingen) die zijn ondergebracht in nabijgelegen observatie- en oriëntatiecentra en buurtbewoners om ontmoetingen en uitwisselingen te stimuleren, vooroordelen af te breken en de waarde van de deelnemers te vergroten + organisatie, minstens een keer per maand, van een wereldmaaltijd.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: De ontwikkeling van collectieve gemeenschapsacties met de bewoners van een wijk om het samenleven te bevorderen.</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
<b>MAGMA</b>	<p><i>“Magma: un webmédia interculturel”</i>: oprichting van een team van vrijwilligers die betrokken zijn bij burgerjournalistiek via verschillende media en het opzetten van activiteiten om de interculturele dialoog en het wederzijds begrip tussen jongeren te bevorderen. De geproduceerde inhoud zal worden gebruikt om vooroordelen en de verschillende vormen van racisme te bestrijden.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Ontwikkeling en verspreiding van middelen om vooroordelen en stereotypen aan te pakken.</p> <p>Ø Duur van het project: 2 jaar</p>



<b>JEUGDHUIS “LA CLEF”</b>	<p><i>Un soutien scolaire et un accueil pour tous</i>”: Veel jongeren stoppen met school en/of hebben een zeer gecompliceerde relatie met het formele onderwijs. Het idee is om deze jongeren ondersteuning te bieden bij het leren en hen te helpen hun moeilijkheden op school te overwinnen. Door een serene band tussen hen en school te herstellen en hen vertrouwen te geven in hun werk en hun sterke kanten, hoopt het jeugdhuis hen te helpen integreren in de maatschappij.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Het behalen van goede schoolresultaten promoten (kennis op niveau brengen, studiekeuze, preventie van schooluitval en afwezigheid) en buitenschoolse opvang.</p> <p>Ø Duur van het project: 3 jaar</p>
<b>PLATEAU 96 vzw</b>	<p><i>“Peau et Mots”</i>”: Het doel van het project is om bruggen te bouwen tussen de verschillende lokale verenigingen en jongeren in de wijken van Etterbeek, en om de culturele diversiteit die daar bestaat te laten zien door werk dat openbaar wordt gemaakt.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: De toe-eigening van de openbare ruimte als plaats voor intercultureel debat en het uitdragen van boodschappen van openheid</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
<b>SAMARCAN DE</b>	<p><i>“Les Compairs”</i>”: Jongeren die op school moeilijkheden hebben met bepaalde vakken (juniors) ontmoeten andere, oudere jongeren (seniors), die hen individueel ondersteunen bij het ontwikkelen van de vaardigheden die ze nodig hebben om op school te slagen in de betreffende vakken.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Het behalen van goede schoolresultaten promoten (kennis op niveau brengen, studiekeuze, preventie van schooluitval en afwezigheid) en buitenschoolse opvang.</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>
<b>URBAN STEP</b>	<p><i>“Les langues c'est dans la poche”</i>”: ontwikkeling van een pool voor alfabetisering en Frans als vreemde taal als aanvulling op de activiteiten die al worden aangeboden aan het publiek van Urban Step. Het idee is om hen een meer volledige ondersteuning te kunnen bieden. Deze pool zou niet alleen steun bieden aan ouders, maar ook aan kinderen, aangezien Urban Step zal werken met nieuwkomers en langdurige immigranten door activiteiten op te zetten die zijn afgestemd op deze twee demografische groepen.</p> <p>Ø Subsidieerbare actie: Onderwijs van het Frans voor jongeren (buiten de tijd die is voorbehouden voor de schoolplicht) en volwassenen (conversatietafels en kennis op niveau brengen op het vlak van alfabetisering en Frans als vreemde taal).</p> <p>Ø Duur van het project: 1 jaar</p>

gelet op de inschrijving in de gemeentebegroting van 2024 van kredieten met een totaalbedrag van 115.917,00 euro in het kader van “Impulsion”, 114.717,00 euro bij de inkomsten en 115.917,00 euro bij de uitgaven, waaronder 1.200 euro bijdrage van de gemeente;

overwegende dat de gemeente de bedragen uit de gemeentebegroting in dat kader zal uitbetalen op basis van een voorschot in schijven en dat tot 100% van de subsidies die zijn toegekend aan de vzw's;

gelet op het onderstaande voorstel voor de verdeling van de enveloppe:

<b>Voorstel enveloppe IMPULSION 2024</b>				
<b>Verenigingen</b>	<b>Gevraagd budget</b>	<b>Gevraagde duur</b>	<b>Vorgesteld budget</b>	
			<b>Gemeente</b>	<b>COCOF</b>

Animations & Loisirs pour Tous	20.000,00	3	-	0
Atoll	18.000,00	1	-	17.000,00
Basenvol	2800,00	1	-	0
Centre de Guidance d'Etterbeek	19.050,00	1	-	15.193,00
Chass'Info	10.450,00	1	-	0
KOM à la Maison	20.342,00	1	1200	10.924,00
MagMa	15.925,50	2	-	0
MJ La Clef	17.000,00	3	-	16.000,00
Plateau 96 ASBL	20.000,00	1	-	17.000,00
Samarcande	15.000,00	3	-	13.250,00
Urban Step	29.000,00	1		26.550,00
<b>Totaal gemeente en COCOF</b>	<b>187.570,00 €</b>		<b>1200€</b>	<b>114.717,00€</b>
<b>Totaal</b>	<b>-</b>		<b>115.917,00€</b>	

gelet op de unanieme goedkeuring van de aanwezige/vertegenwoordigde stemmende leden van het voorstel voor de budgetverdeling bij het lokaal overleg van 28/11/2023 ;

#### BESLIST

om de duur van de gekozen projecten en de budgetverdeling van de enveloppe IMPULSION 2024 goed te keuren zoals voorgesteld in deze beraadslaging.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

## Démocratie participative - Participatieve democratie

18.12.2023/A/0037 **Conseil de quartier de La Chasse - Procès-verbal de la septième séance 2023**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 7<sup>e</sup> séance :

1. CQ Chasse\_2023\_Séance 7\_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Jeunes dans l'espace public\_S6\_Recommandations  
2. Jeunes dans l'espace public\_Réactions

3. Mobilité et sécurité routière\_Recommandations\_Réactions
4. Jeunes dans l'espace public\_Recommandations finales
5. Mobilité et sécurité routière\_Recommandation finale 1
6. Mobilité et sécurité routière\_Recommandation finale 2
7. Propreté\_Recommandations finales

**PREND CONNAISSANCE** du procès-verbal de la septième séance 2023 du conseil de quartier de la Chasse.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

### **Wijkraad van De Jacht - Verslag van de zevende zitting 2023**

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 7de zitting:

WR Jacht\_2023\_Zitting 7\_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Jongeren in de openbare ruimte\_Z6\_Aanbevelingen
2. Jongeren in de openbare ruimte\_Reacties
3. Mobiliteit en verkeersveiligheid\_Aanbevelingen\_Reacties
4. Jongeren in de openbare ruimte\_Uiteindelijke aanbevelingen
5. Mobiliteit en verkeersveiligheid\_Uiteindelijke aanbeveling 1
6. Mobiliteit en verkeersveiligheid\_Uiteindelijke aanbeveling 2
7. Nethheid\_Uiteindelijke aanbevelingen

**NEEMT KENNIS** van het verslag van de zevende zitting 2023 van de wijkraad Jacht.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*16 annexes / 16 bijlagen*

*A2\_Jeunes dans l'espace public\_Réactions.pdf, B3\_Mobiliteit en verkeersveiligheid\_Aanbevelingen\_Reacties.pdf, B4\_Jongeren in de openbare ruimte\_Uiteindelijke aanbevelingen.pdf, B1\_Jongeren in de openbare ruimte\_Z6\_Aanbevelingen.pdf, A3\_Mobilité et sécurité routière\_Recommandations\_Réactions.pdf, B5\_Mobiliteit en verkeersveiligheid\_Uiteindelijke aanbeveling 1.pdf, A1\_Jeunes dans l'espace public\_S6\_Recommandations.pdf, A5\_Mobilité et sécurité routière\_Recommandation finale 1.pdf, B6\_Mobiliteit en verkeersveiligheid\_Uiteindelijke aanbeveling 2.pdf, B7\_Nethheid\_Uiteindelijke aanbevelingen.pdf, A4\_Jeunes dans l'espace public\_Recommandations finales.pdf, A6\_Mobilité et sécurité routière\_Recommandation finale 2.pdf, B2\_Jongeren in de openbare ruimte\_Reacties.pdf, CQ Chasse\_2023\_Séance 7\_PV.pdf, WR Jacht\_2023\_Zitting 7\_Verslag.pdf, A7\_Propreté\_Recommandations finales.pdf*

**Conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre - Procès-verbal de la septième séance 2023**

Le Conseil Communal,

Considérant que le Conseil Communal, dans sa séance du 20 janvier 2020, a approuvé le règlement des Conseils de quartiers ;

Considérant les documents en annexe listés ci-dessous :

A. Procès-verbal de la 7<sup>e</sup> séance :

CQ JSP\_2023\_Séance 7\_PV

B. Annexes au procès-verbal de la séance :

1. Recommandations\_Sécurité
2. Recommandations\_Vivre-ensemble
3. Recommandations\_Vivre-ensemble\_Place Van Meyel\_Plan
4. Recommandations\_Vivre-ensemble\_Place Van Meyel\_Collage

**PREND CONNAISSANCE** du procès-verbal de la septième séance 2023 du conseil de quartier de Jourdan Saint-Pierre.

Le Conseil approuve le projet de délibération.  
29 votants : 29 votes positifs.

---

**Wijkraad van Jourdan Sint-Pieter - Verslag van de zevende zitting 2023**

De gemeenteraad,

Overwegende dat de gemeenteraad in zijn zitting van 20 januari 2020 het reglement van de wijkraden heeft goedgekeurd;

Gelet op de documenten in bijlage die hieronder worden opgenoemd:

A. Verslag van de 7de zitting:

WR JSP\_2023\_Zitting 7\_Verslag

B. Bijlagen bij het verslag van de zitting:

1. Aanbevelingen\_Veiligheid
2. Aanbevelingen\_Samenleven
3. Aanbevelingen\_Samenleven\_Van Meyelplein\_Plan
4. Aanbevelingen\_Samenleven\_Van Meyelplein\_Collage

**NEEMT KENNIS** van het verslag van de zevende zitting 2023 van de wijkraad Jourdan Sint-Pieter

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

*10 annexes / 10 bijlagen*

*B3\_Aanbevelingen\_Samenleven\_Van Meyelplein\_Plan.pdf,  
B2\_Aanbevelingen\_Samenleven.pdf, A2\_Recommandations\_Vivre-ensemble.pdf,  
A4\_Recommandations\_Vivre-ensemble\_Place Van Meyel\_Collage.jpg,  
B4\_Aanbevelingen\_Samenleven\_Van Meyelplein\_Collage.jpg,  
A1\_Recommandations\_Sécurité.pdf, A3\_Recommandations\_Vivre-ensemble\_Place  
Van Meyel\_Plan.pdf, B1\_Aanbevelingen\_Veiligheid.pdf, CQ\_JSP\_2023\_Séance  
7\_PV.pdf, WR\_JSP\_2023\_Zitting 7\_Verslag.pdf*

---

## Secrétariat - Secretariaat

18.12.2023/A/0039 **Interpellation de Madame Louise-Marie Bataille relative à la marchabilité à Etterbeek- report du 20/11/2023**

La ville de demain est une ville aux courtes distances, une ville où il est réellement possible de joindre les différentes fonctions (logement, activités professionnelles, activités sociales, loisirs, etc.) idéalement à pied ou encore à vélo.  
Nous sommes tous d'abord des piétons, quelle que soit la nature ou le mode de nos déplacements.

A cet égard, il est intéressant de prendre connaissance des résultats du premier baromètre Piéton réalisé par le Ministre fédéral de la Mobilité, dans lequel 70% des personnes interrogées estiment que l'espace public n'est pas adéquat pour les déplacements à pied, ou avec une poussette, des personnes avec de jeunes enfants, des personnes âgées et des personnes à mobilité réduite.

De son côté, l'Observatoire bruxellois de la Mobilité indique que l'indice de satisfaction quant à la marchabilité à Bruxelles s'élève à 5,3/10.

J'ai déjà attiré votre attention à plusieurs reprises – et déjà du temps de votre prédécesseur Rik Jellema - sur le manque de planéité des trottoirs. En particulier là où les trottoirs sont en pavés de pierre, je signale très régulièrement des pavés déchaussés, véritables dangers pour les personnes âgées et à mobilité réduite.

Nous nous interrogeons donc sur les budgets consacrés à la rénovation des voiries piétonnes.

Quel montant est prévu au budget ordinaire pour les réparations ?  
Et quel montant est prévu à l'extraordinaire pour leur rénovation ?

Il me semble vous avoir entendu évoquer il y a quelques temps un ancien plan trottoirs qui, si je ne fais erreur, arriverait à son terme – les effets de ce plan sur l'état des trottoirs ne sont en tout cas pas très lisibles.

Dans ce contexte, nous souhaiterions savoir :

- Si vous disposez, ou pas, d'un cadastre à jour de l'état des trottoirs, avec un indice de leur dégradation, et une priorité de réfection ?

- Si, en conséquence, vous êtes, ou pas, en mesure de proposer un nouveau plan Trottoirs qui permettrait en – par exemple 5 ans – de passer en revue, réviser/réparer ou rénover de fond l'ensemble de la voirie piétonne de la commune ?

Par ailleurs, pour pouvoir se déplacer sans problème, les piétons ont besoin de pouvoir bénéficier d'infrastructures optimales ; des trottoirs, mais pas seulement. Des bancs et des toilettes accessibles sont également nécessaires. Dans ce contexte, pouvez-vous faire le point sur l'opération Toilettes accessibles auprès de l'horeca ?

Je vous remercie.

Le Conseil entend l'interpellation.

---

### **Interpellatie van Louise-Marie Bataille over de bewandelbaarheid van Etterbeek- uitstel van 20/11/2023**

De stad van de toekomst is een stad van korte afstanden, een stad waar het echt mogelijk is om de verschillende functies (wonen, beroepsactiviteiten, sociale activiteiten, vrije tijd, enz.) idealiter te voet of met de fiets te bereiken.

We zijn allemaal in de eerste plaats voetgangers, ongeacht de aard of de manier waarop we ons verplaatsen.

In dit verband zijn de resultaten van de eerste voetgangersbarometer van de federale minister voor Mobiliteit interessant: 70% van de ondervraagden vond dat de openbare ruimte niet geschikt was voor verplaatsingen te voet of met een kinderwagen, voor mensen met jonge kinderen, ouderen en personen met beperkte mobiliteit.

Het Brussels Observatorium voor Mobiliteit meldt dat de tevredenheidsindex voor de bewandelbaarheid in Brussel 5,3/10 bedraagt.

Ik heb u al meermaals – en zelfs al onder uw voorganger Rik Jellema – gewezen op het gebrek aan vlakke voetpaden. Met name daar waar de voetpaden uit klinkers bestaan, meld ik regelmatig dat de stenen verzakken, een reëel gevaar voor ouderen en mensen met een beperkte mobiliteit.

We vragen ons dan ook af wat de budgetten zijn voor de renovatie van voetpaden.

Hoeveel is er in de gewone begroting gereserveerd voor herstellingen?

En hoeveel is er in de buitengewone begroting voorzien voor renovatie?

Ik heb de indruk dat u een tijdje geleden een oud voetpadenplan noemde dat, als ik me niet vergis, afloopt. De effecten van dit plan op de staat van de voetpaden zijn in ieder geval niet erg duidelijk.

In deze context zouden we graag het volgende willen weten:

- Beschikt u al dan niet over een actueel kadaster van de staat van de voetpaden, met een index van hun verslechtering en een prioriteit voor herstelling?
- Bent u bijgevolg al dan niet in staat om een nieuw voetpadenplan voor te stellen dat het mogelijk maakt om alle voetpaden in de gemeente aan een controle te onderwerpen, te verbeteren/herstellen of grondig te renoveren over – laten we zeggen – 5 jaar?

Bovendien motieen voetgangers, om zich probleemloos te kunnen verplaatsen, gebruik kunnen maken van een optimale infrastructuur: voetpaden, maar niet alleen

dat. Ook zitbanken en toegankelijke toiletten zijn nodig. Kunt u ons in dit verband een update geven van de actie "toegankelijke toiletten" in de horeca?

Ik dank u.

De raad hoort de interpellatie.

---

18.12.2023/A/0040 **Interpellation de Madame Gisèle Mandaila relative au retrait de la nationalité belge a des enfants nés des parents palestiniens.**

Mesdames et messieurs les membres du collège,

Jeudi dans l’Echo on apprenait que depuis le mois d'août, et de manière accélérée depuis octobre, des dizaines de communes belges ont reçu des courriers de l'Office des étrangers, leur demandant de retirer la nationalité belge d'enfants nés en Belgique de parents palestiniens.

La plupart de ces courriers ont été envoyés par l'Office des étrangers à des communes anversoises, mais également à Liège, en Région bruxelloise et en Flandre orientale. Plusieurs communes ont suivi les recommandations de l'Office des étrangers. La secrétaire d'État à l'Asile et à la Migration, Nicole de Moor (CD&V), reconnaît l'envoi répété de ces courriers.

Cette pratique est scandaleuse tant juridiquement qu’humainement et de surcroit illégale car l’office des étrangers n’a aucune compétence en matière de nationalité et ne peut donner d'ordre aux communes. En outre une fois la nationalité attribuée, l’enfant conserve ladite nationalité tant qu’il n’obtient pas une autre nationalité avant ses 18 ans.

Les raisons évoquées pour justifier cette injonction laissent à désirer :

- "L'Office des étrangers constate régulièrement que des Palestiniens dans l'Union européenne se rendent en Belgique pour y avoir des enfants en vue d'acquérir la nationalité belge et, par conséquent, bénéficier du regroupement familial" ;
- que certaines communes accordent la nationalité de manière trop laxiste. Or on sait que les communes n’accordent pas la nationalité mais elle gère les dossiers et la procédure de déclaration, qui est communiquée au procureur du Roi. C’est uniquement si celui-ci ne s’oppose pas que la nationalité est accordée. Affirmer cela c’est faire peser une charge insupportable sur les employés communaux.

Même si la Secrétaire d’Etat nie tout lien avec la résurgence du conflit israélo-palestinien force est de constater que le timing rajoute de l’huile sur le feu à l’exportation de conflit en Belgique.

Au vu de qui précède mes questions sont les suivantes

- 1) La commune a-t-elle reçu ce courrier ? si oui, applique-t-elle cette injonction ?
- 2) si encore oui, combien d’enfants sont concernés par cette décision ?

Je vous remercie

**Interpellatie van Gisèle MANDAILA over de intrekking van de Belgische nationaliteit van kinderen geboren uit Palestijnse ouders.**

Dames en heren leden van het college,

Donderdag vernamen we in het Franstalige dagblad L'Echo dat sinds augustus, en in versneld tempo sinds oktober, tientallen Belgische gemeenten brieven hebben ontvangen van de Dienst Vreemdelingenzaken met het verzoek de Belgische nationaliteit in te trekken van kinderen die in België zijn geboren uit Palestijnse ouders.

De meeste van deze brieven werden door de Dienst Vreemdelingenzaken verstuurd naar gemeenten in Antwerpen, maar ook in Luik, het Brussels Gewest en Oost-Vlaanderen. Verschillende gemeenten volgden de aanbevelingen van de Dienst Vreemdelingenzaken op. Nicole de Moor (CD&V), staatssecretaris voor Asiel en Migratie, erkent dat deze brieven herhaaldelijk worden verstuurd.

Deze praktijk is zowel vanuit juridisch als menselijk oogpunt schandalig en bovendien onwettig omdat de Dienst Vreemdelingenzaken niet bevoegd is op het vlak van nationaliteit en geen bevelen kan geven aan lokale overheden. Bovendien, zodra de nationaliteit is toegekend, behoudt het kind die nationaliteit totdat het een andere nationaliteit verkrijgt voor de leeftijd van 18 jaar.

De redenen die worden aangevoerd om dit bevel te rechtvaardigen, laten veel te wensen over:

- “De Dienst Vreemdelingenzaken merkte regelmatig op dat Palestijnen in de Europese Unie naar België gaan om kinderen te krijgen, met het oog op het verwerven van de Belgische nationaliteit en zo te profiteren van gezinshereniging”;
- dat sommige gemeenten te laks zijn bij het toekennen van de nationaliteit. Zoals we weten, kennen de gemeenten de nationaliteit echter niet toe, maar ze beheren wel de dossiers en de aangifteprocedure, die aan de procureur des Konings wordt bezorgd. Alleen als deze geen bezwaar heeft, wordt de nationaliteit toegekend. Dit beweren, is een ondraaglijke last leggen op de werknemers van de gemeenten.

Ook al ontkent de staatssecretaris elk verband met de heropleving van het Israëliisch-Palestijns conflict, toch kunnen we alleen maar vaststellen dat de timing olie op het vuur gooit om het conflict naar België te exporteren.

In het licht van het bovenstaande heb ik de volgende vragen:

Heeft de gemeente deze brief ontvangen? Zo ja, past ze dit bevel toe?

Zo ja, voor hoeveel kinderen geldt deze beslissing?

Ik dank u.

De raad hoort de interpellatie.



**Motion des groupe Défi, Les engagées et la LB visant à exiger la prise en compte de la lutte contre le frelon asiatique comme une priorité par les autorités régionales et l'établissement d'un plan de lutte intégré au niveau régional.**

- Considérant qu'il s'agit d'une mesure de santé publique, en effet, suit aux risques accru de piqûres, cet été des cas d'anaphylaxie nécessitant une consultation d'urgence dans un service hospitalier et plusieurs cas de piqûres multiples d'une moindre gravité ont été recensés.
- Considérant l'atteinte inquiétante à la biodiversité que représente le frelon asiatique, en effet, la consommation d'insectes par an et par nid est de 11,32 kg en moyenne dont 55% d'abeilles mellifères et 45 % d'autres insectes;
- Considérant la charge de travail importante pour le SIAMU que cela représente ;
- Considérant l'augmentation des délais d'intervention pour le SIAMU ;
- Considérant les besoins croissant en matière de formation du personnel et d'acquisition d'équipement nécessaire pour les interventions et les coûts et moyens financiers nécessaires que cela représente.
- Considérant qu'il n'existe aucun moyen de savoir si une intervention a déjà eu lieu sur un nid en particulier ;
- Considérant le manque d'informations fournies par Bruxelles Environnement sur la problématique ;
- Considérant que sans réel plan d'intervention, l'augmentation des nids de frelons sera exponentielle chaque année ;
- Considérant que les administrations communales sont sollicitées d'un nombre important d'appels pour des cas de frelons asiatiques et ne savent pas comment gérer les situations ;
- Considérant la considération grandissante des citoyens envers cette problématique ;

Le Conseil communal d'Etterbeek demande :

**Au gouvernement bruxellois :**

- La mise en oeuvre d'un plan de lutte intégré contre le frelon asiatique au niveau régional, avec des moyens concrets et adaptés qui limiteront la prolifération de cette espèce invasive ;
- La mise en place d'une information large des citoyens sur les risques et sur la conduite à tenir face à un nid ;
- La création d'un système d'information qui centralise les données opérationnelles et permet aux acteurs de terrain de connaître la situation en temps réel pour agir efficacement ;
- De penser une stratégie d'intervention en amont qui sera, in fine, la solution la plus efficace et la moins coûteuse autant en moyen financier qu'en ressources humaines.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 21 votes positifs, 8 votes négatifs.

*Non : Caroline Joway, Pieterjan Vanden Boer, Alain Bonus, Vincent Paul Louis*

**Motie van de Fractie Défi, Les engagés en LB om te eisen dat de bestrijding van de Aziatische Hoornaar een prioriteit wordt voor de regionale overheden en dat er een geïntegreerd bestrijdingsplan op gewestelijk niveau wordt opgesteld.**

- overwegende dat het hier gaat om een maatregel op het vlak van de volksgezondheid, aangezien er deze zomer, als gevolg van de toegenomen risico's van steken, gevallen zijn geregistreerd van anafylaxie waarvoor een spoedopname op een ziekenhuisafdeling nodig was, evenals verschillende gevallen van meervoudige steken van minder ernstige aard ;
- gelet op de zorgwekkende bedreiging van de biodiversiteit door de Aziatische hoornaar, die jaarlijks gemiddeld 11,32 kg insecten per nest opeet, waarvan 55% honingbijen en 45% andere insecten;
- gelet op de aanzienlijke werklast die dit met zich meebrengt voor de DBDMH;
- gelet op de toename van de reactietijden voor de DBDMH;
- gelet op de toenemende behoefte aan personeelsopleiding en de aanschaf van apparatuur die nodig is voor interventies, en de kosten en financiële middelen die dit met zich meebrengt;
- overwegende dat het onmogelijk is om te weten of er op een bepaald nest al een interventie heeft plaatsgevonden;
- gelet op het gebrek aan informatie van Leefmilieu Brussel over het probleem;
- overwegende dat zonder een echt interventieplan het aantal hoornaarsnesten elk jaar exponentieel zal toenemen;
- overwegende dat gemeentebesturen een groot aantal oproepen krijgen over gevallen van Aziatische hoornaars en niet weten hoe ze met de situatie moeten omgaan;
- gelet op het groeiende publieke bewustzijn over dit probleem;

De gemeenteraad van Etterbeek vraagt:

**Aan de Brusselse regering :**

- De uitvoering van een geïntegreerd plan ter bestrijding van de Aziatische hoornaar op gewestelijk niveau, met concrete en gepaste maatregelen om de verspreiding van deze invasieve soort te beperken;
- Het verstrekken van uitgebreide informatie voor de burgers over de risico's en wat te doen wanneer men geconfronteerd wordt met een nest;
- Het opzetten van een informatiesysteem dat operationele gegevens centraliseert en degenen die op het terrein werken in staat stelt om de situatie in real time te kennen, zodat ze effectieve actie kunnen ondernemen;
- Het ontwikkelen van een strategie voor vroegtijdige interventie, die uiteindelijk de meest effectieve en goedkoopste oplossing zal zijn, zowel financieel als qua personele middelen.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

29 stemmers : 21 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen.

*Nee : Caroline Joway, Pieterjan Vanden Boer, Alain Bonus, Vincent Paul Louis Biauce, Joanna Kaminska, Jean-Luc Debroux, Thibault Deleixhe, Françoise Duvosquel.*

Levée de la séance à 21:55  
Opheffing van de zitting om 21:55

La Secrétaire communale,  
De gemeentesecretaris,

Le Président,  
De Voorzitter,

Annick Petit

Jean Laurent